

MERCREDI 24 MARS 2010

PRÉSIDENCE DE M. JERZY BUZEK

Président

(La séance est ouverte à 15 h 05)

1. Reprise de la session

Le Président. – Je déclare reprise la session du Parlement européen, qui avait été interrompue le jeudi 11 mars 2010.

2. Approbation du procès-verbal de la séance précédente: voir procès-verbal

3. Signature d'actes adoptés en codécision: voir procès-verbal

4. Composition des commissions et des délégations: voir procès-verbal

5. Dépôt de documents: voir procès-verbal

6. Déclarations écrites caduques: voir procès-verbal

7. Transmission par le Conseil de textes d'accords: voir procès-verbal

8. Questions orales et déclarations écrites (dépôt): voir procès-verbal

9. Virements de crédits: voir procès-verbal

10. Ordre des travaux

Le Président. – Le projet définitif d'ordre du jour tel qu'il a été établi, conformément à l'article 137 du règlement, par la Conférence des présidents lors de sa réunion du jeudi 11 mars 2010 a été distribué.

Après accord avec les groupes politiques, les modifications suivantes sont proposées:

Mario Borghezio (EFD). – (IT) Je souhaite simplement informer le Président - comme je l'ai déjà fait par courrier - que la commission extraordinaire sur la crise financière a injustement exclu le professeur Bourcier de Carbon, expert et démographe renommé, sans aucune raison, estimant sa présence non appropriée.

Je pense qu'il s'agit d'un cas extrêmement grave d'exclusion, pour des motifs idéologiques, d'un expert au sein d'une commission parlementaire ...

(Le Président retire la parole à l'orateur)

Le Président. – Monsieur Borghezio, ce point ne figure pas à l'ordre du jour, étant donné qu'il est question d'une session plénière. Je vous invite à poser ce genre de questions lors des réunions de la commission, où elles peuvent être examinées, mais lors d'une session plénière, les points de l'ordre du jour doivent concerner notre travail en plénière et non celui des commissions.

William (The Earl of) Dartmouth (EFD). – (EN) Monsieur le Président, le 11 mars, lors du débat sur la politique de l'UE sur les questions arctiques, alors qu'il me restait un quart de temps de parole, mon micro a été coupé par le Président, membre du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe. C'est un fait pratiquement sans précédent.

Monsieur le Président, je vous ai déjà adressé une lettre à ce sujet - sans réponse à ce jour - et je souhaiterais savoir en vertu de quelle règle le microphone a été coupé et pourquoi il était pertinent d'appliquer cette règle. J'étais simplement en train de formuler des commentaires politiques légitimes - et certainement valables - qui n'agréaient pas le Président. C'est la raison pour laquelle le microphone a été coupé. Si le Parlement européen censure les commentaires politiques, il cesse d'être un parlement.

Le Président. – Le Vice-président du Parlement, qui présidait la session à ce moment-là, a correctement appliqué la procédure relative à l'article 20, paragraphe 2, du règlement. Je répondrai par écrit à votre lettre.

Jeudi:

Le groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens) a demandé le report à la prochaine session du vote sur la proposition de résolution de la Conférence des présidents sur la transition vers le traité de Lisbonne: examen des procédures législatives pendantes. Il s'agit donc du report de ce vote.

József Szájer (PPE). – (EN) Monsieur le Président, nous avons demandé le report du vote sur cette proposition de résolution dans l'intérêt du Parlement. Nous avons initialement demandé son inscription à l'ordre du jour, supposant que tout était en ordre. Cependant, il s'agissait d'une procédure rapide et nous avons appris que toutes les commissions n'avaient pas été correctement consultées sur cette question. Il s'agit d'une demande du groupe PPE mais certaines commissions souhaitent disposer de plus de temps pour cette matière très importante et complexe, quelle que soit son urgence. C'est pourquoi nous avons demandé le report du vote.

(Le Parlement marque son accord)

(Le Parlement adopte l'ordre des travaux ainsi modifié)⁽¹⁾

11. Souhaits de bienvenue

Le Président. – J'ai une information spéciale à vous communiquer. Je tiens à souhaiter chaleureusement la bienvenue à la délégation du Parlement panafricain, conduite par sa vice-présidente, M^{me} Mugenyi. Cette délégation assiste à notre séance et je vous invite à lui souhaiter la bienvenue.

(Applaudissements)

Madame la deuxième vice-présidente du Parlement panafricain et présidente de la délégation pour les relations avec le Parlement européen, nos parlements coopèrent étroitement et votre présence parmi nous aujourd'hui nous ravit.

Je saisis cette occasion pour vous remercier de l'invitation qui m'a été faite de prendre la parole lors de la prochaine session du Parlement panafricain, dans trois semaines. Malheureusement, je ne pourrai être présent, mais je vous enverrai un courrier pour cette occasion. Je suis certain que nous aurons l'occasion de nous revoir.

Encore une fois, bienvenue à tous.

12. Préparation du Conseil européen (25 et 26 mars 2010) (débat)

Le Président. – L'ordre du jour appelle le débat sur les déclarations du Conseil et de la Commission concernant la préparation de la réunion du Conseil européen (25 et 26 mars 2010).

Diego López Garrido, président en exercice du Conseil. – (ES) Monsieur le Président, en ces premiers mois de 2010, l'Union européenne traverse une phase extrêmement dynamique, en pleine crise économique, la plus grave depuis quatre-vingts ans. Il y a, simultanément, la mise en œuvre d'un nouveau traité - le traité de Lisbonne, la création de nouvelles institutions et l'importante révision de la régulation de nos systèmes économiques.

⁽¹⁾ Pour les autres modifications à l'ordre des travaux: voir procès-verbal.

Cela se passe parfois de manière désordonnée car il faut, en chemin, répondre à d'importants défis, tels qu'en ce moment la situation du système financier grec. Toutefois, l'Europe fait face en créant de nouveaux instruments de politique économique dans tous les domaines.

Par conséquent, l'arbre cache parfois la forêt, mais le fait est que nous sommes en train d'élaborer, en appliquant une approche européenne, une toute nouvelle manière d'aborder l'économie extrêmement complexe du XXI^e siècle.

Cela a été le cas lorsque nous avons réagi à une crise extrêmement grave: il y a eu une réaction immédiate d'injection d'argent public dans les économies européennes, ce qui a conduit à des déficits importants.

Cela a été le cas lorsque nous avons entrepris - et nous sommes ici pour l'approuver - une réforme complète du contrôle du système financier.

C'est également le cas en ce qui concerne la coordination des politiques économiques. La Commission a indiqué qu'elle présentera une proposition dans ce sens, pour la coordination des politiques économiques, essentiellement dans la zone euro. Par ailleurs, nous assistons également, plus spécifiquement, à une action très déterminée et très claire de l'Union européenne en vue de soutenir la stabilité financière dans la zone euro. Cet engagement politique a été adopté le 11 février afin de consolider et de soutenir la stabilité financière de la zone euro.

L'engagement dans une nouvelle stratégie pour la croissance et la création d'emplois de qualité est aussi, indubitablement, une initiative qui s'inscrit dans cette dynamique. Il s'agit du principal point à l'ordre du jour du Conseil européen de ce week-end. Cette stratégie a été formulée et développée par la Commission européenne dans le document du 3 mars et sera examinée par les chefs d'État ou de gouvernement lors du Conseil de printemps, principalement sous l'angle des «objectifs stratégiques». Ces objectifs stratégiques sont ceux indiqués par la Commission européenne dans son document, parmi lesquels figurent l'emploi, l'investissement dans la recherche et le développement, le changement climatique et l'énergie, le décrochage scolaire, l'éducation en général et la pauvreté. Le Conseil européen s'intéressera également à la question de la gouvernance qui est, selon nous, l'une des lacunes de la stratégie de Lisbonne. Le Conseil souhaite que cette gouvernance pivote autour de son propre leadership politique et de l'action de la Commission en termes de contrôle du respect par les États membres des engagements pris. Cela se fera naturellement avec la collaboration étroite et sous le contrôle minutieux du Parlement et, bien sûr, de l'ensemble des institutions européennes.

Tel sera fondamentalement l'objectif des réunions du Conseil européen de ce week-end, auquel s'ajoutera le domaine tout aussi important de la lutte contre le changement climatique, dans laquelle l'UE conserve une position de leader. L'Union européenne a toujours le leadership mondial en matière de lutte contre le changement climatique et il est important qu'elle le maintienne. Il y a aussi un engagement quantifié pour un financement à mise en œuvre rapide. Espérons dès lors que le Conseil européen quantifiera et confirmera cet engagement afin d'aider les pays en développement à lutter également contre le changement climatique au cours des prochaines années. Il s'agit d'un engagement général des pays industrialisés à collaborer avec les pays en développement, de manière à ce que nous arrivions tous dans les meilleures conditions possibles à la très importante conférence de Cancún. Il importe - je le répète - qu'à cette conférence, l'Union européenne conserve son leadership actuel, sans lequel les accords de Copenhague - qui nous paraissent insuffisants - n'auraient certainement pas été obtenus.

Les États membres ont unanimement réaffirmé leur accord total avec ces objectifs ainsi que leur volonté d'aller clairement vers des engagements juridiquement contraignants lors de la conférence de Cancún, au Mexique.

Ces questions seront largement traitées par les chefs d'État ou de gouvernement. Il est possible également - en fonction de ce qu'il va se passer maintenant, alors que l'ensemble des institutions européennes examinent comment faire face à la crise qui frappe la Grèce - que la question de la situation financière de la Grèce et du refinancement de sa dette publique soit également abordée lors du Conseil. Elle le sera certainement parce qu'elle s'inscrit dans l'engagement politique souscrit le 11 février par l'Union européenne, au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Il s'agit en l'occurrence de l'engagement politique de soutenir la stabilité financière de la zone euro, dans le sens où, s'il s'avère nécessaire de prendre des mesures spécifiques pour préserver cette stabilité, cela sera fait.

Tel est, en tout cas, le principe qui prévaudra lors de la réunion du Conseil européen ce week-end.

José Manuel Barroso, *président de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, il est en effet très judicieux de nous réunir aujourd'hui, à la veille de l'important Conseil européen de printemps. Les tâches qui nous attendent sont lourdes et le soutien énergique du Parlement européen est essentiel pour les mener à bien. Ceci dit, je tiens à remercier et féliciter le Parlement pour la résolution sur la stratégie Europe 2020 adoptée à Strasbourg il y a deux semaines, avec un large soutien politique.

Je saisis également cette occasion pour remercier la Présidence espagnole du Conseil du soutien qu'elle a apporté à la stratégie Europe 2020. Ce soutien a été clairement exprimé lors de différentes réunions du Conseil de ministres.

Mais venons-en maintenant au Conseil européen. Je pense que chaque Conseil européen doit faire deux choses: montrer qu'il réagit aux nécessités du moment et travailler au cadre stratégique à long terme et aux objectifs stratégiques à long terme de l'Europe.

La crise implique plusieurs problèmes urgents pour les communautés, les travailleurs et les entreprises en Europe. Et, comme nous le savons, les finances publiques subissent actuellement une pression sans précédent au niveau national. L'Union européenne doit naturellement affronter ces problèmes, y compris celui de la stabilité financière. Je reviendrai sur ce point.

L'Europe ne doit pas commettre l'erreur de négliger l'impératif d'œuvrer maintenant pour amener un changement à long terme. C'est la raison pour laquelle le Conseil européen abordera deux de nos défis à long terme les plus manifestes: l'avenir économique et le changement climatique.

Nous avons déjà eu, ici au Parlement, un débat sur la stratégie Europe 2020. Votre contribution et votre engagement seront indispensables pour réaliser nos ambitions de parvenir à une croissance intelligente, durable et inclusive. La contribution du Conseil européen le sera également.

Notre niveau d'ambition doit être défini à l'aune des tâches qui nous attendent. Nous devons montrer que notre action repose sur une vision et une cohérence. Et nous devons être capable de communiquer cela, de montrer aux citoyens que nos actions conduiront à des résultats là où c'est important. C'est pourquoi je pense qu'il est essentiel que le Conseil européen se mette d'accord sur des objectifs-cibles clairs cette semaine.

Les objectifs-cibles présentés par la Commission ont été soigneusement choisis. Ils concernent la nécessité d'augmenter le taux d'emploi, d'investir davantage dans la recherche et l'innovation, d'atteindre nos objectifs 2020 en matière de climat et d'énergie, d'améliorer la performance de nos systèmes éducatifs et de lutter contre la pauvreté.

Ces cinq grands objectifs-cibles sont des objectifs auxquels les citoyens peuvent se rattacher, et qui montrent que l'Union européenne impulse des réformes dans des domaines unanimement reconnus importants. Ils montrent également la volonté politique de s'attaquer aux problèmes.

Il faut évidemment que les objectifs-cibles soient réalisables. Ils doivent également exiger un effort supplémentaire comparé au statu quo, une reconnaissance par les États membres qu'un changement est nécessaire, et je m'efforcerai de communiquer au Conseil européen ce caractère d'urgence pour la situation économique immédiate de l'Europe et la nécessité de réformes pour construire une société et une économie européenne plus durable, plus inclusive.

Les mesures que chaque État membre prendra pour stimuler son taux de croissance et combler les indéniables lacunes seront particulièrement importantes. Il faut des mesures nationales pour résoudre les problèmes nationaux. Ces mesures doivent être définies en fonction des circonstances nationales et dans le respect total de la subsidiarité, mais dans un cadre européen commun.

S'il y a une leçon à tirer de la crise financière, c'est la réalité de l'interdépendance mondiale. Il est donc inconcevable d'accepter les principes d'interdépendance à l'échelle mondiale et de les rejeter à l'échelle européenne.

Ce cadre commun doit être soutenu et encouragé par des mesures communautaires particulières, ce que nous appelons dans notre document des «initiatives phares».

Ces initiatives phares montreront l'Union européenne en action dans des domaines essentiels tels que la stratégie numérique, l'innovation, l'efficacité énergétique et la politique industrielle. Et, bien sûr, dans certains cas, elles contribueront aussi à la réalisation des objectifs au niveau national.

Ce que nous proposons ici est un nouveau départ. Grâce au traité de Lisbonne, nous pouvons opter pour une nouvelle approche en matière de coordination économique, pour une gouvernance économique renforcée de l'Europe, une gouvernance qui donne la liberté nécessaire pour atteindre les objectifs au niveau national mais qui apporte aussi une forte dimension européenne et utilise tous les instruments communautaires pour stimuler l'économie. Accepter cette approche sera le véritable défi du Conseil européen.

À cet égard, les résultats du Conseil européen informel me semblent encourageants. J'espère que les dirigeants européens seront présents et répondront «oui» lorsqu'il s'agira d'affronter ces défis dans un esprit collectif.

En ce qui concerne le changement climatique, je sais que ce Parlement partage ma conviction que ce sujet est incontournable. Il doit rester une priorité dans notre agenda.

L'Union européenne a pris les devants dans ce domaine et reste leader: nous sommes les seuls à avoir des engagements de réduction clairement soutenus par des mécanismes concrets; nous sommes aussi le plus important donateur d'aide aux pays en développement en matière de climat. Je propose donc d'en finir avec l'examen de conscience concernant Copenhague et de reprendre l'initiative.

Il faut une position claire, unifiée et ambitieuse. C'est la raison pour laquelle la Commission a présenté une communication définissant les étapes nécessaires pour relancer les négociations internationales. Parallèlement, la commissaire Hedegaard a entamé une série de consultations avec nos principaux partenaires.

Il importe donc de faire un sérieux effort pour avancer à Cancún, de construire sur la substance concrète de l'accord de Copenhague. Il faut garder Kyoto à l'agenda mais dire clairement qu'une évaluation ne sera possible qu'à la lumière d'un accord mondial et pas avant. Nous devons intensifier les actions d'information et gagner la confiance, surtout des pays en développement. C'est la raison pour laquelle le respect de nos engagements concernant le financement à mise en œuvre rapide est crucial.

Bien sûr, parallèlement, nous poursuivrons la mise en œuvre de nos objectifs 20--20--20, en démontrant, en particulier, leur compatibilité avec le travail de modernisation et de réforme économique défini dans la stratégie 2020.

Ces deux domaines montrent clairement à quel point les Européens attendent le leadership politique de l'Union européenne en termes d'action. Je suis convaincu que si nous avons la volonté d'être audacieux, nous pouvons montrer que l'Europe a une influence décisive dans la construction d'un avenir positif pour nos concitoyens.

C'est dans ce même esprit que je présenterai au Conseil européen certains des principaux défis pour le sommet du G20, qui aura lieu au mois de juin au Canada. En fait, nous ne devrions jamais perdre de vue que certaines questions sont européennes mais doivent aussi être traitées au niveau mondial.

La stabilité et la situation économique et financière de la Grèce ne figurent pas à l'ordre du jour officiel de ce Conseil européen. Toutefois, pour être franc, je ne vois pas comment les chefs d'État ou de gouvernement, et en particulier ceux de la zone euro, pourraient éluder cette question. Permettez-moi dès lors de vous faire part de notre position à ce sujet.

La Grèce est en train de rectifier son déficit public excessif. Réduire substantiellement le déficit est crucial et la Grèce a pris des mesures dans ce sens. Elle prend notamment des mesures pour réduire le déficit de cette année de 4 % du PIB. Cet effort budgétaire est conforme à l'approche recommandée par la Commission et le Conseil, comme l'a confirmé le Conseil le 16 mars dernier. L'effort budgétaire de la Grèce doit bien entendu être continu: c'est la seule façon de garantir une réduction durable du coût du financement de la dette.

En réponse à la situation économique et financière de la Grèce, les chefs d'État ou de gouvernement ont déclaré lors de leur réunion informelle du 11 février que - je cite - «[l]es États membres de la zone euro prendront des mesures déterminées et coordonnées, si nécessaire, pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble».

La Commission pense qu'il est temps de créer dans la zone euro un instrument destiné à la coordination des actions, qui pourrait être utilisé pour fournir une assistance à la Grèce en cas de besoin. Il doit être clair que la création d'un tel mécanisme n'impliquera pas son activation automatique. La création de ce mécanisme est aussi une question de responsabilité et de solidarité.

La solidarité est une voie à double sens. La Grèce consent actuellement un effort d'économie, et en soutenant cet effort, nous aidons non seulement la Grèce mais nous contribuons aussi à la stabilité de la zone euro dans son ensemble. Le cadre défini pour les actions coordonnées doit s'entendre comme un filet de sécurité à

utiliser uniquement lorsque tous les autres moyens pour éviter une crise sont épuisés, y compris et avant tout l'éventail d'actions politiques au niveau national.

Au-delà des aspects techniques, il importe que toute solution renforce l'unité et la cohérence de la zone euro et sa gouvernance. L'économie mondiale a besoin de stabilité. La zone euro est un pôle de stabilité et il importe de renforcer encore sa capacité d'apporter une stabilité. Il se pourrait que l'utilisation d'instruments intergouvernementaux soit nécessaire pour régler certains problèmes, mais il faut les intégrer dans un cadre européen commun.

J'ai la ferme conviction que la réponse aux défis spécifiques constituera également un test pour les dirigeants européens et leur engagement envers l'Union européenne et monétaire. Ce qui est en jeu, c'est le principe essentiel de la stabilité financière, capitale pour l'euro. Et l'euro est à ce jour une des créations majeures du projet européen et du processus de construction européenne.

J'espère que ce problème sera résolu dans un esprit de responsabilité et de solidarité, car c'est la manière européenne de procéder.

(Applaudissements)

Joseph Daul, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Monsieur le Président de la Commission, chers collègues, ce que le groupe PPE attend du Conseil européen, c'est qu'il réaffirme sans aucune ambiguïté la solidarité européenne, tout en mettant chacun devant ses responsabilités.

Ce que le groupe PPE attend aussi des chefs d'État et de gouvernement, c'est de définir leur feuille de route pour sortir l'Europe de la crise. Jusqu'où sont-ils prêts à coopérer et quelles sont leurs lignes rouges? Estiment-ils que la reprise de la croissance et de l'emploi passe par une véritable action commune, avec les moyens que cela suppose, ou préfèrent-ils faire, chacun de leur côté, de l'innovation, de l'éducation, de la formation, du soutien aux PME, de la lutte contre le chômage et la pauvreté, avec les résultats que l'on connaît?

Je rappelle que nos États membres avaient tous souscrit, en 2000, aux priorités de la stratégie de Lisbonne. Mais, faute de s'en donner les moyens, faute de prendre les objectifs au sérieux, nous avons perdu de nombreuses années, et tout ce que nous avions dit s'est réalisé, mais en dehors de l'Europe.

Mon groupe attend donc du Conseil européen, au-delà des mots, une prise en considération sérieuse de nos objectifs économiques communs sur la base des propositions 2020 de la Commission, dont le Parlement proposera une version amendée en juin prochain.

J'en reviens à la solidarité, une solidarité dont on parle beaucoup depuis quelques semaines, et qui est effectivement l'alpha et l'oméga de la construction européenne, depuis la mise en place du grand marché jusqu'à la défense commune, en passant par l'euro. Cette solidarité a été effective depuis le début de la crise financière et elle ne doit pas faire défaut à nos amis grecs, comme à tout pays de l'Union qui rencontrerait les mêmes difficultés.

Cette semaine, une solution européenne doit absolument être trouvée à cette crise, et c'est une solution communautaire – et je le répète –, une solution communautaire qui doit être envisagée dans le respect des règles européennes et dans le cadre de mécanismes d'aide financière communautaires. Et, dans ce cadre, si l'on veut, on peut même introduire le FMI, mais toujours dans le cadre du respect de règles communautaires. Et c'est dans l'intérêt de tous de garantir la stabilité de l'Europe et du Système monétaire européen.

Chers collègues, sur le côté pile de l'Europe figure la solidarité, sur le côté face, la responsabilité. Cette responsabilité est celle de chaque pays membre de garantir des comptes publics justes et sincères. Elle est aussi celle des citoyens des pays qui connaissent des difficultés momentanées de paiement de faire des sacrifices, de participer à l'effort collectif de redressement des finances publiques et d'accepter les réformes qui s'imposent pour ce faire, aussi cruelles soient-elles.

En d'autres termes, oui, l'Europe doit être solidaire de la Grèce. Elle doit s'assurer qu'elle passe ce cap difficile. Mais la Grèce doit elle aussi faire en interne les réformes qu'il faut, à court et moyen termes, et qui s'imposent pour mériter cette solidarité, et elle les a d'ailleurs proposées au Parlement hier. Encore faut-il maintenant les mettre en place.

Monsieur le Président, chers collègues, la crise nous oblige à changer. Le premier changement concerne la Commission, que j'appelle à exercer pleinement, et surtout avec autorité, sa mission de gardienne des Traités.

Les critères du pacte de stabilité doivent être appliqués et la Commission doit s'en assurer. Ce Parlement la soutiendra dans ce combat difficile.

Le deuxième changement concerne la gouvernance de nos finances publiques. En période de croissance, chacun se croit autorisé à mener sa propre politique budgétaire, fiscale et sociale, sans se soucier véritablement de l'autre. Mais, en temps de crise, ceux qui ont le plus dépensé en appellent à la solidarité de ceux qui ont été, disons, plus raisonnables.

Peut-on continuer ainsi? Je ne le crois pas. Il est temps que les États membres coordonnent davantage leurs politiques budgétaires, fiscales et sociales, et n'ayons pas peur des mots, qu'il y ait plus de gouvernance communautaire! Et cette coordination ne rendra la mise en œuvre de principes de solidarité que plus aisée, que plus juste et que plus naturelle.

Monsieur le Président du Conseil, je vous invite à prendre des initiatives dans ce sens. Vous savez, j'ai une certaine expérience: c'est toujours en période de crise qu'on fait avancer la machine. Nous sommes en vraie période de crise au niveau de nos citoyens et du terrain, et nous avons besoin de courage politique.

(Applaudissements)

Martin Schulz, au nom du groupe S&D. – (DE) Monsieur le Président, le sommet européen doit et va se préoccuper de la crise en Grèce, c'est une évidence. L'éditorial de l'International Herald Tribune d'aujourd'hui dit quelque chose d'intéressant, à savoir, que «la Grèce a promis de faire ses devoirs et d'équilibrer son budget». Les États membres de la zone euro ont en effet conditionné leur solidarité au respect par la Grèce de leurs exigences à cet égard.

La Grèce a tenu parole, écrit l'International Herald Tribune. Ce sont les États membres de la zone euro qui n'ont pas tenu la leur, et en particulier la République fédérale d'Allemagne, qui refuse de tenir sa promesse. C'est le premier point.

(Applaudissements)

Le président de la Commission a assez judicieusement parlé d'un filet de sécurité. Il ne s'agit pas, en effet, de transférer de l'argent des contribuables allemands, français, italiens ou autres dans les coffres grecs. Ce n'est pas l'objectif. Il s'agit de permettre à la Grèce d'emprunter de l'argent sur les marchés internationaux aux même taux d'intérêt que ceux proposés aux autres pays. Ces taux d'intérêt oscillent généralement entre 2,5 et 3 %. En raison de la spéculation provoquée par l'absence de démonstration d'une solidarité avec la Grèce, ce pays paie 6 %. Pour dire les choses clairement, les efforts de la Grèce pour équilibrer son budget remplissent les poches des spéculateurs sur les marchés financiers internationaux.

(Applaudissements)

Cela veut dire que l'on vole les gens. C'est stupide parce que, si cela crée un précédent - si l'incapacité de faire preuve de solidarité permet à des gens de spéculer contre un pays de la zone euro en déficit à un point tel que la solidarité interne devient insoutenable et que le Fonds monétaire international doit intervenir -, la Grèce ne sera qu'un prologue. Les spéculateurs tourneront ensuite leur attention vers l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne. Si nous voulons éviter une catastrophe à grande échelle, c'est maintenant qu'il faut montrer notre solidarité avec la Grèce.

La solidarité avec la Grèce est un acte de bon sens économique et c'est le message qu'il faut faire passer, en particulier, à la chancellerie allemande. La question n'est pas d'apporter une aide pour le plaisir.

(Applaudissements)

Par conséquent, nous ne pouvons affranchir M. Barroso de cette obligation, en déclarant qu'il revient désormais au Fonds monétaire international de résoudre le problème. C'est à la Commission qu'il incombe de faire des propositions pour parvenir à une stabilisation correcte à l'intérieur de la zone euro. La Commission a fait de bonnes propositions et je pense que le Conseil devrait les appuyer. Elles ne prévoient pas l'appel au Fonds monétaire international. Pourquoi? Parce que nous sommes en mesure de résoudre nous-mêmes le problème au sein de la zone euro.

Je m'étonne par ailleurs que M^{me} Merkel fasse entrer en jeu le Fonds monétaire international. La Bundesbank – qui représente pour les conservateurs allemands ce que le Vatican représente pour les catholiques – écrit dans son rapport mensuel du mois de mars: «Toutefois, les contributions financières du Fonds monétaire

international pour résoudre des problèmes structurels - par exemple pour financer directement un déficit budgétaire ou une recapitalisation des banques - sont incompatibles avec son mandat monétaire». C'est la Bundesbank elle-même qui le dit. Contrairement aux déclarations de son ministre des finances, la chancelière allemande déclare que le Fonds monétaire international doit régler le problème. Ce n'est pas la bonne façon de procéder.

Ce qu'il faut faire maintenant, c'est envoyer un signal aux marchés internationaux pour leur dire: vous pouvez spéculer tant que vous voulez, vous ne démantèlerez pas la zone euro. La spéculation ne cessera pas tant que ce signal n'aura pas été donné. Afin d'être clair sur le type de spéculation dont nous parlons, il faut attirer à nouveau l'attention sur les Credit Default Swaps ou CDS. Ce n'est rien de plus qu'un jeu: je vais m'assurer contre l'incendie de la maison de mon voisin. Si sa maison brûle, je touche l'argent de l'assurance. J'ai donc tout intérêt à ce que sa maison brûle.

Nous ne pouvons appliquer dans l'Union européenne ce que l'on appelle chez moi le «principe de Saint-Florian», patron des pompiers, qui repose sur la prière suivante: «Saint-Florian, épargne ma maison, mets le feu à celle des autres». C'est la raison pour laquelle la solidarité avec la Grèce constitue un acte de stabilisation de l'euro dans la zone euro. In fine, il faut choisir entre manifester une solidarité européenne ou céder à la politique du «café du commerce». Loin de moi l'idée de me l'approprier, mais je vous invite tous à méditer la phrase suivante de Wolfgang Münchau, publiée dans le Financial Times Deutschland - qui n'est pas suspect d'être un journal socialiste et cet homme n'est pas non plus un social-démocrate: «Dans une situation où s'opposent les nécessités européennes et le populisme allemand, optons pour les nécessités européennes».

(Applaudissements)

Guy Verhofstadt, au nom du groupe ALDE. – Monsieur le Président, je crois que la conclusion que nous pouvons tirer, nous tous – PPE, Verts, Socialistes, Libéraux, et tous les autres groupes, sauf les groupes eurosceptiques, qui sont peut-être contents de ce qu'il se passe pour le moment en Europe –, c'est qu'il faut maintenant de la clarté au sein du Conseil européen.

Cela fait maintenant des semaines que la bataille fait rage, en dehors des institutions européennes, sur le thème «que doit-on faire pour la Grèce, que doit-on faire pour la zone euro»? On n'a jamais vu cela: pendant des semaines, plutôt que de prendre des décisions, on est en train de se bagarrer sur les mesures qu'il faut prendre, et on dit tout et son contraire.

Et je vais plus loin, Monsieur le Président. J'ai l'impression qu'en quatre jours, certains membres du Conseil ont fait plus de tort au projet européen que tous les eurosceptiques réunis pendant quatre ans. Tel est mon sentiment aujourd'hui.

(Applaudissements)

La seule manière pour changer et arrêter cela, c'est une décision ferme sur la base d'une proposition de la Commission. Je suis content que M. Barroso ait annoncé aujourd'hui qu'il va proposer une solution au Conseil, une solution – et je rejoins ce que M. Daul a dit – qui doit être européenne, communautaire, et qui n'est pas une solution consistant à demander ce qu'on a déjà dit pendant des mois, à demander de l'argent sorti des poches des contribuables pour le donner à la Grèce. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit en fait de la nécessité d'avoir un instrument européen permettant de baisser les taux d'intérêt sur les bons d'État de la Grèce. Et la meilleure façon de le faire, c'est de ne pas faire émettre ces bons d'État par un seul pays – la Grèce –, mais de le faire au niveau européen, qui détient la liquidité et la crédibilité.

Pour savoir quel est le taux d'intérêt, il y a deux éléments qui comptent: la liquidité et la crédibilité. L'Europe a la crédibilité et la liquidité nécessaires, et c'est ainsi qu'on va pouvoir diminuer les taux d'intérêt de la Grèce sans qu'un seul euro du contribuable aille vers la Grèce. Et c'est tout à fait nécessaire, Monsieur le Président, parce qu'aujourd'hui, le *spread*, c'est l'écart entre le taux allemand – aujourd'hui de 3,05 % – et le taux de la Grèce, qui est de 6,50 % pour le moment. C'est un *spread* de 350 points de base. La seule manière pour résoudre cela, c'est vraiment de faire ce qui est nécessaire, c'est cet instrument européen.

Une deuxième raison pour expliquer cette nécessité, c'est que les efforts que les Grecs vont faire, doivent faire, sont obligés de faire, doivent servir à quelque chose. Parce que si on n'opte pas pour une solution européenne, si on ne peut pas faire baisser ces taux d'intérêt, à la fin, tous les efforts que les Grecs vont faire vont passer dans les marchés des capitaux. C'est ce qu'il va se passer si on ne prend pas une décision ferme pendant ce Conseil. Les Grecs vont faire des efforts, vont faire des économies et qui va en profiter? Les spéculateurs, les marchés de capitaux, etc., qui vont avoir beaucoup plus de taux d'intérêt.

(Applaudissements)

C'est pour cela que l'Europe doit intervenir. L'Europe doit intervenir pour que les mesures d'assainissement de la Grèce soient utiles. Elles sont nécessaires mais elles doivent être utiles également. Et c'est pour cette raison que nous soutenons, et tout le Parlement doit soutenir maintenant la proposition que la Commission va faire, et on doit espérer que les membres du Conseil se taisent et approuvent. C'est ce qu'il faut espérer.

Rebecca Harms, au nom du groupe Verts/ALE. – (DE) Monsieur le Président, permettez-moi de rappeler brièvement avec quelle rapidité - parfois pratiquement du jour au lendemain - nous avons décidé de tirer d'affaire les banques européennes en difficulté.

Or, ce n'est qu'aujourd'hui que nous discutons des conditions d'octroi de cette assistance. Nous n'avons toujours pas clarifié les conditions de remboursement et les responsabilités, pas plus que nous n'avons réglé la question du contrôle des banques. Avec cela à l'esprit, je rappelle également que la crise grecque, la crise de l'euro, est en fait une crise européenne, et que les discussions se poursuivent depuis des semaines et des mois sans que les Européens ne soient capables de se ressaisir pour prendre les décisions nécessaires. En ce qui me concerne, je trouve cela tout simplement scandaleux. En tant que députée européenne allemande - et j'espère que vous écoutez, Monsieur Langen - j'ai honte de mon gouvernement national.

Nous apprenons aujourd'hui qu'un sommet spécial a lieu à Bruxelles, où des décisions concernant la Grèce seront prises conformément à la volonté de M^{me} Merkel - ce qu'elle souhaite et qui lui permettra de rentrer triomphante à Berlin - sans réellement discuter avec les autres de solutions satisfaisantes. Je trouve cela honteux. Cela signifie que la presse populaire et la politique de «café du commerce» ont gagné et je pense que nous devrions nous demander sérieusement - vous aussi, Monsieur Langen, au sein de votre délégation allemande - si la solidarité ou la non-solidarité dans l'Union européenne devrait dépendre des résultats actuels de sondages d'opinion obtenus par un parti allemand dont est membre la chancelière concernant les perspectives de victoire électorale dans un Land allemand.

Je trouve que cela trop fort a un parfum de populisme et il est intolérable qu'il n'ait pas encore été établi que les chefs d'État ou de gouvernement décideront, lors des sessions régulières du Conseil de jeudi et de vendredi, de la manière dont la zone euro doit gérer la crise en Grèce.

(Applaudissements)

J'ai suivi attentivement les discussions en Allemagne et j'étais également en Grèce la semaine dernière. Je tiens à répéter clairement aux citoyens de mon pays, de la Grèce et de l'Union européenne que c'est le moment de manifester notre solidarité, mais que la Grèce ne pourra obtenir un crédit à des conditions favorables que s'il ne s'agit pas d'un acte en sens unique. Mon séjour en Grèce m'a prouvé que les Grecs ont une occasion de créer un meilleur État. La Grèce doit utiliser la crise pour introduire de réelles réformes. Nous ne rendrons service à personne si nous manifestons maintenant notre solidarité, sans exiger de M. Papandreou qu'il procède à des réformes plus profondes que celles annoncées à ce jour. Comme je viens de le dire, les Grecs méritent beaucoup mieux.

Comme je trouve que le populisme prévaut actuellement en Allemagne et comme je l'estime dangereux, permettez-moi d'étayer mon point de vue sous un autre angle: selon notre analyse, le maintien de l'euro - d'une monnaie unique - à long terme ne peut être garanti que si les Européens se ressaisissent et intègrent leur politique économique. À défaut, la concurrence pour obtenir ce que l'on appelle des intérêts durs nous conduira toujours, en cas de doute, aux difficultés que nous connaissons actuellement. Il faudra alors redoubler d'efforts et les choses tourneront à nouveau mal, Monsieur Langen. Nous devons expliquer aux citoyens la nécessité d'une intégration.

En fait, nous nous sommes compliqué la tâche, comme lors des discussions sur la Constitution. Nous sommes tellement contents que le traité de Lisbonne soit enfin en vigueur et voici que face à notre premier défi d'après Lisbonne, nous laissons la presse populaire et la politique de «café du commerce» prendre le pas sur la raison.

M^{me} Merkel serait bien avisée - y compris par mes collègues du groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens) - de modérer son attitude. Ce dont il faut discuter maintenant, c'est de la nécessité d'intégrer la politique économique. Ce qui doit nous guider, c'est la transparence, la raison et des arguments solides et non la presse populaire telle que le *BILD-Zeitung*. À défaut, comme M. Münchau l'a écrit aujourd'hui, M^{me} Merkel rentrera bientôt vaincue de Bruxelles. Le *BILD-Zeitung* écrira alors qu'il faut abolir l'euro et rétablir le mark allemand. Que ferons-nous à ce moment-là?

Il n'est pas encore trop tard. L'Allemagne est dans une situation décisive. J'espère que M. Sarkozy ne cèdera pas et se montrera plus intelligent que M^{me} Merkel.

Michał Tomasz Kamiński, *au nom du groupe ECR.* – (PL) Monsieur le Président, ce n'est pas sans raison que nous parlons aujourd'hui dans cette Assemblée de la Grèce, malgré le fait que - malheureusement - la Grèce ne soit pas à l'ordre du jour de la réunion. Je tiens à dire devant cette Assemblée que j'approuve le gouvernement grec. Ce gouvernement fait face aujourd'hui à des mouvements de protestation dans la rue. Il se peut que ces protestations soient le fait de l'électorat socialiste du gouvernement, mais c'est un gouvernement qui, au nom d'une économie rationnelle et de la solidarité européenne, prend des décisions difficiles et ne cède pas au populisme. Je regrette de devoir dire que tous les dirigeants européens ne sont pas, aujourd'hui, capables de résister à ce genre de populisme.

Mon sentiment est que la Grèce a besoin de notre solidarité, parce que l'Europe est construite sur le principe de la solidarité. Cependant, il est clair que nous ne pouvons autoriser aucun responsable politique, dans aucun pays, à traiter la politique économique comme s'il s'agissait de faire du shopping avec une carte de crédit illimité, sinon, les choses se termineront comme en Grèce. Il faut définir avec fermeté les conditions applicables aux États membres, afin de s'assurer qu'ils suivent une politique économique rationnelle. En effet, une politique qui ne repose pas sur des bases rationnelles finit comme on vient de le voir.

Malheureusement, force est de constater qu'aujourd'hui, nous sommes également confrontés à un problème récurrent en Europe, qui est la primauté de l'idéologie et de la politique sur l'économie. Voici à quoi cela aboutit, malheureusement, et nous en avons eu un exemple lors de l'introduction de l'euro. On peut dire, aujourd'hui, que la Grèce a probablement adopté l'euro trop tôt, mais c'est parce que la politique a primé sur l'économie que cette crise est là. J'espère que la Commission européenne, sous le leadership de M. Barroso, sera la gardienne de la solidarité européenne et de l'intelligence économique européenne, parce que nous avons besoin de cette intelligence et de cette solidarité.

En réponse à la situation de crise dans laquelle nous nous trouvons, il ne faut pas chercher des remèdes qui ne feront qu'aggraver les choses. Je ne pense pas qu'une plus grande bureaucratie, intégration et régulation en Europe puisse contribuer à atteindre ce qui est, et doit être, notre objectif majeur: accroître la compétitivité. Il ne faut pas compter sur la capacité des fonctionnaires de décider comment améliorer la situation sur notre continent au lieu de laisser cette tâche à une économie libre. Il importe également de respecter les différences, en termes de politique économique et sociale, qui séparent les pays européens et qui sont dues, entre autres facteurs, à des histoires et des cultures différentes. Nous pouvons - et devons - faire appel à la solidarité européenne pour la Grèce et j'espère que dans cette Assemblée, j'entendrai d'autres députés approuver le gouvernement grec.

Lothar Bisky, *au nom du groupe GUE/NGL.* – (DE) Monsieur le Président, il m'arrive rarement d'être d'accord avec le Président du Parlement et le président de la Commission. Cependant, lorsqu'ils réclament une solidarité avec la Grèce et mettent en garde contre une renationalisation, je ne peux qu'être d'accord avec eux car ce qu'ils disent est exact. Par ailleurs, récemment, à Strasbourg, nous avons entendu M. Barroso se demander à haute voix s'il ne faudrait pas carrément interdire les pires spéculations sur les marchés financiers. Plus personne ne peut encore ignorer l'abîme social qui se creuse de plus en plus dans l'Union européenne et dans les États membres et pourtant, les questions urgentes liées à cette situation ne sont pas à l'agenda des chefs d'État pour ce premier sommet depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Le débat sur la stratégie économique Europe 2020 est bien sûr déjà à l'ordre du jour. Comme vous le savez, mon groupe n'est pas du tout enthousiasmé par cette stratégie, telle qu'élaborée par la Commission, parce qu'elle repose sur l'idéologie de la concurrence, une idéologie en faillite, qui a conduit à la crise. Nous voulons pour l'Europe une stratégie qui donne aux besoins sociaux et écologiques la priorité sur les intérêts de la concurrence. La stratégie Europe 2020 est à mille lieues de cela. Il est assez choquant d'entendre certains membres du gouvernement fédéral allemand protester contre les quelques objectifs contraignants de la stratégie Europe 2020, comme le taux d'emploi, la recherche et l'éducation ou la lutte contre la pauvreté - cela alors même que nous sommes dans l'Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale! J'espère que cette attitude ne sera pas celle de la majorité des chefs de gouvernement.

Niki Tzavela, *au nom du groupe EFD.* – (EL) Monsieur le Président, mon pays, la Grèce, a beaucoup de points communs avec la Californie. Nous avons un merveilleux climat, notre terre est notre atout, nos forêts ont brûlé comme en Californie, la Californie a organisé comme nous des jeux Olympiques et nous connaissons actuellement les mêmes problèmes que la Californie.

Si la Californie avait des problèmes de crédit, je me demande si l'administration centrale des États-Unis la laisserait à la merci de spéculateurs...

(L'orateur est interrompu par un perturbateur)

(EN) Il s'agit de l'économie – oui, tout à fait. J'en suis conscient. C'est la raison pour laquelle j'ai dit ce que je viens de dire.

(EL)... ou si elle apporterait une solution à son problème. Avons-nous ou n'avons-nous pas une administration centrale dans l'Union européenne? Sommes-nous certains que la Grèce, qui représente 2 % de l'économie européenne, soit la cause d'un problème aussi énorme avec l'euro? A-t-elle brisé la cohésion de l'euro et menace-t-elle l'unité de l'Union?

Il est clair, par conséquent, que nous sommes face à un test de la résistance de la monnaie européenne et – plus important encore – de l'intention des dirigeants de l'Union européenne de la défendre. Un regard en arrière permet de voir ce que nous avons accompli (il y a 30 ans, j'étais un jeune employé au ministère du travail et j'ai été formé ici, à Bruxelles, dans le marché unique européen). Nous avons créé le marché unique européen. Nous avons créé l'euro. Je ne pense pas que nous ayons réalisé autre chose ensemble. C'est la raison pour laquelle vous me voyez aussi parmi les eurosceptiques.

J'espère que demain, nous prouverons que nous avons véritablement créé une harmonie et réalisé quelque chose ensemble.

Zoltán Balczó (NI). – (HU) Les orateurs précédents ont tous parlé de la solution à la crise grecque. En attendant, Monsieur Barroso, le sommet n'a même pas inscrit ce sujet à l'ordre du jour. N'y voyez-vous pas une contradiction, une hypocrisie? Parce que ce thème ne figure pas dans l'ordre du jour officiel. Bien sûr, la Grèce n'est pas la seule à s'être trouvée dans une situation difficile en 2008 et 2009. La Hongrie a été au bord de la faillite, en partie à cause des graves erreurs commises par le gouvernement. Un prêt du FMI a été accepté, une décision qui a des conséquences extrêmement graves pour la population. Il importe de tirer les leçons de la crise financière. Est-ce l'interdépendance de toutes choses? Non. La véritable leçon a été formulée par le Premier ministre George Papandreou, qui a déclaré qu'au cours des vingt dernières années, il y a eu la chute du mur de Berlin et la chute de Wall Street. C'est la rue «du mur» qui est tombée. Ce système financier mondial, qui s'est déconnecté de l'économie, est la raison fondamentale pour laquelle des pays se trouvent dans cette situation.

José Manuel García-Margallo y Marfil (PPE). – (ES) Monsieur le Président, Monsieur le président en exercice du Conseil, vous savez à quel point mon parti tenait à faire de la Présidence espagnole un succès. Nous le voulons toujours, mais pour cela, il faut que vous procédiez à quelques ajustements et repreniez immédiatement la direction de l'Union européenne.

Diriger l'Union signifie rechercher une solution pour la Grèce. Chacun l'a dit et je ne vais pas le répéter. Diriger l'Union signifie approuver le plus rapidement possible la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et ne pas reporter son adoption, ce qu'a fait la Présidence espagnole. Diriger l'Union signifie approuver dès que possible le paquet «surveillance financière», ne pas soutenir à tout prix un accord du Conseil, qui s'avère beaucoup plus conservateur que la proposition de la Commission et même plus conservateur que le rapport de Larosière dont elle découle.

Le Parlement va fournir à la Présidence espagnole un accord sur la surveillance qui peut se résumer en deux mots: plus de surveillance et plus d'Europe. Je suis certain que le gouvernement espagnol, qui a déjà défendu ces idées, soutiendra le Parlement et non les positions provenant d'outre-Manche.

Diriger l'Union signifie renforcer la discipline budgétaire, et renforcer la discipline budgétaire signifie arriver avec de nouvelles idées pour renforcer l'aspect préventif. Le Premier ministre espagnol sait que l'examen des quatorze plans de stabilité dont il vient d'être question était une procédure purement bureaucratique, en l'absence d'une meilleure idée.

Le volet préventif devrait tenir compte de la compétitivité des économies – parce que sans richesse, il n'est pas possible d'équilibrer les comptes publics – ainsi que de la situation des comptes avec l'extérieur. Il faudrait également appliquer des sanctions plus lourdes afin de donner à l'accord un caractère réellement contraignant.

Diriger l'Union signifie venir avec des idées nouvelles sur la question de la gouvernance, sur laquelle vous venez de vous exprimer dans un journal. Le Premier ministre espagnol nous a dit qu'il souhaitait plus de

gouvernance alors que les articles 121 et 136 du traité de Lisbonne, qui sont ceux auxquels se réfère à présent la Présidence espagnole, sont déjà en vigueur.

Qu'est-ce que cela implique d'autre? Dites-nous ce que cela implique et nous vous aiderons. Mais pour vous aider, nous devons connaître vos attentes et vos souhaits parce que dans cette Assemblée, les idées vagues, superficielles et vides sont très rapidement balayées.

PRÉSIDENTE DE M^{ME} ROBERTA ANGELILLI
Vice-présidente

Stephen Hughes (S&D). – (EN) Madame la Présidente, nous pensons que le projet de conclusions du Conseil dont nous avons tous eu connaissance cette semaine pourrait représenter un véritable danger pour l'Union européenne.

Les conclusions font état de la sortie opportune de mesures de soutien exceptionnelles. Qu'est-ce que cela signifie en pratique? Les conclusions du conseil Ecofin de la semaine dernière recommandent le retrait des mesures de soutien au marché du travail à partir de fin 2010. En décembre, le Conseil a évoqué la nécessité pour tous les États membres de revenir aux critères du pacte de stabilité avant fin 2013.

Nous pensons que ce calendrier est bien trop optimiste. Si nous respectons cette ordonnance visant à un strict retour aux critères du pacte de stabilité avant fin 2013, cela conduira à des compressions substantielles des dépenses publiques et des aides publiques, à une augmentation du chômage, à une réduction des recettes fiscales, et nous entrerons dans une ère de croissance ralentie qui pourrait véritablement porter atteinte au potentiel économique de l'Union européenne pendant de nombreuses années. C'est la voie de la catastrophe.

Ce dont nous avons plutôt besoin, c'est d'un équilibre judicieux entre une politique fiscale responsable d'une part et un soutien continu au marché du travail de l'autre. Il nous faut une stratégie sociale soutenue et une stratégie de sortie durable.

L'Institut danois du travail a publié des chiffres aujourd'hui. Ils montrent que, si les stratégies de sortie d'urgence conclues par 20 États membres avec la Commission sont suivies, quatre millions et demi de citoyens européens supplémentaires seront mis au chômage inutilement avant fin 2013. Cela peut être évité. Nous devons l'éviter. Nous demandons dès lors, entre autres, un moratoire de deux ans concernant le retrait des mesures de soutien.

Incidentement, cette semaine, nous proposons également un nouveau mécanisme européen de stabilité financière. J'espérais que le Président Barroso serait encore ici parce que je voulais lui dire que nous ne verrions aucune objection à ce qu'il s'attribue nos idées et les présente demain comme recommandation au Conseil.

Lena Ek (ALDE). – (EN) Madame la Présidente, le Conseil se réunira demain pour débattre de l'avenir d'une Europe confrontée à des défis colossaux. Actuellement, nous traversons une crise financière, menant à une crise de l'emploi, doublée d'une crise climatique.

Une croissance économique reposant sur des bases sociales et environnementales est cruciale pour relancer l'Europe, mais je crains que les propositions de gouvernance émanant du Conseil et de la Commission – bienvenues cependant – ne soient trop vagues et ne contribuent pas à atteindre les objectifs visés. Si l'Europe 2020 est mise en œuvre sur la base des critères actuels, elle équivaudra à une autre stratégie de Lisbonne – un échec.

Au lieu de cela, l'Europe devrait relever de front ces défis, par des propositions audacieuses de gouvernance.

Tout d'abord, la méthode ouverte de coordination ne fonctionne pas et doit être abandonnée. Il faudrait plutôt élaborer des stratégies contraignantes, contrôlées par la Commission, conformément aux articles du traité de Lisbonne.

Ensuite, si les financements sont censés dépendre de la manière dont un État membre s'acquitte de ses obligations concernant la stratégie 2020, nous ne pouvons continuer à dépenser l'argent des contribuables pour des gouvernements qui trafiquent et falsifient leurs statistiques – la solidarité, oui, mais basée sur la transparence.

Enfin, la Commission devrait présenter ses rapports annuels assortis de recommandations politiques au Parlement avant qu'ils ne soient débattus par le Conseil.

Un processus ouvert créerait la transparence et permettrait aux citoyens de s'impliquer. En tant que responsables politiques européens, nous devrions lutter sans cesse pour que nos concitoyens soient toujours au centre de notre politique. Alors faisons de cette promesse une réalité et faisons de la timide Commission une Commission plus dure – voire agressive.

Roberts Zile (ECR). – (LV) Merci, Madame la Présidente. Nous devons traiter la question de la solidarité non seulement dans le cas de la Grèce, mais également pour l'élaboration des politiques à long terme de l'Union européenne, et cela dans le cadre de l'accord que nous attendons au sein du Conseil sur les objectifs de la stratégie 2020. Ce qui m'inquiète dans le plan de la Commission, c'est que cette stratégie ne met l'accent ni sur la cohésion économique ni sur la cohésion sociale. Si nous envisageons cela dans le contexte des prévisions financières concernant la période 2014-2020, alors en réalité, ces concepts de cohésion économique s'affaiblissent considérablement d'un point de vue monétaire. En d'autres termes, cela signifie que jusqu'en 2020, l'égalisation des disparités économiques sera moins dynamique. En effet, il se pourrait, au contraire, qu'en 2020, les écarts économiques au sein de l'Union européenne soient plus importants qu'en 2010. Est-ce là ce que nous voulons, et est-ce là le véritable sens de la solidarité au sein de l'Union européenne? J'invite le Conseil à prendre très au sérieux la conclusion de cet accord politique, mais aussi cependant à insister sur l'objectif de la cohésion économique. Merci.

Takis Hatzi Georgiou (GUE/NGL). – (EL) Madame la Présidente, je pense que nous avons suffisamment et raisonnablement parlé de la Grèce. Je souhaiterais aborder une question qui concerne également d'autres pays. M. Schulz a dit que les taux d'intérêt étaient actuellement de 2-3 % en Europe. Je voudrais vous dire qu'à Chypre, le taux d'intérêt est actuellement de 6 %. Tout ce qui dépasse ce seuil et les banques sont à genoux et rien ne peut changer cette situation. Nous pensons que le Conseil devrait aussi travailler dans cette direction à l'avenir, pour éviter que d'autres pays ne connaissent les mêmes troubles qu'en Grèce.

Je voudrais faire deux propositions:

Nous avons donné des milliards aux banques pour assurer leur fonctionnement. N'aurait-il pas mieux valu que l'État prête cet argent au taux d'intérêt hypothécaire pour résidence principale, étant donné que les consommateurs allaient à la banque pour faire leur versement?

Ma seconde proposition est la suivante: n'aurions-nous pu envisager d'imposer une taxe sur les principales transactions transfrontalières entre États?

Je voudrais dire une chose à propos des interventions d'une minute, Madame la Présidente. Je suis désolé de dire qu'une minute, ce n'est pas suffisant pour présenter son avis. En fin de compte, c'est humiliant de devoir recourir à des slogans.

La Présidente. – Je comprends qu'en une minute, on ne peut pas dire grand-chose; cependant, je vais maintenant donner la parole à M. Borghezio pour une autre minute.

Mario Borghezio (EFD). – (IT) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, il est clair pour nous tous que la zone euro devient chaque jour plus difficile à gouverner.

Le risque d'une faillite de l'État n'a pas été éliminé, mais malgré les réunions hebdomadaires et les sommets des dirigeants et des ministres des finances, une solution claire n'a pas encore été appliquée. J'espère que nous ne sommes pas confrontés à une mission impossible. Le renflouage d'un État membre ne peut survivre à un éventuel recours constitutionnel en Allemagne. Ce sont tous des aspects dont nous devons tenir compte et qui, je pense, n'ont pas été évoqués au cours de ce débat.

Toutefois, je voudrais saisir cette occasion pour dire que, par le biais de ses mesures financières, l'Union européenne devrait insister fermement et en pratique sur la reprise efficace du secteur des petites et moyennes entreprises, secteur qui a été abandonné.

Sur les sommes énormes octroyées aux banques, quelle est la proportion réellement attribuée au secteur des petites entreprises, dans mon pays – l'Italie – par exemple? Quelle part des Fonds structurels? Seulement entre 1 et 2 % sont utilisés dans le secteur des PME dans certaines régions, selon des organismes représentant les PME. Ce sont de réels problèmes affectant l'économie réelle, et l'Europe devrait s'y atteler sérieusement et rapidement.

Werner Langen (PPE). – (DE) Madame la Présidente, je voudrais commencer par faire l'éloge de la Grèce. La solution à la crise grecque doit inclure des mesures draconiennes de réforme en Grèce. C'est le bon chemin à prendre. Toutes les autres propositions faites ici vont à l'encontre des Traités européens, et j'attends à la

fois du Président de la Commission et du Parlement qu'ils se conforment aux Traités et ne fassent pas de propositions allant à leur rencontre.

Je voudrais dire à M. Schulz que ce n'est pas parce qu'on parle fort qu'on connaît mieux les faits. Ce ne sont pas les spéculateurs qui sont à l'origine des problèmes en Grèce. Ce sont les règles internes – le fait que les États membres n'ont pas été préparés à appliquer le pacte de stabilité et de croissance. L'Allemagne et la France – pas la Grèce – sont les coupables, en montrant un très mauvais exemple à tous les autres États en 2003 et 2004. Pas les autres.

Je ne veux pas critiquer la Grèce, mais si nous ne changeons pas les règles et si les États membres ne sont pas préparés à respecter leurs propres règles, alors la zone euro aura des problèmes. Maintenant, on affirme que les spéculateurs sont responsables. Moins d'un tiers de la dette nationale grecque est garantie par des contrats d'échange ou «swaps» sur défaut souverain. Moins d'un millième des produits dérivés mondiaux de swaps sur défaut souverain concernent la Grèce. Ce n'est qu'une excuse.

Car, aussi longtemps que nous serons incapables d'appliquer et de suivre les règles – et les ministres des finances sont ici les coupables – nous connaissons encore des difficultés récurrentes. C'est ça la clef et non montrer du doigt un chef de gouvernement en particulier qui respecte les Traités européens et sa propre constitution.

(Applaudissements)

Hannes Swoboda (S&D). – (DE) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, il est évident – et on l'a déjà dit, Monsieur Langen – que la Grèce doit faire son devoir. Mais à mon avis, on a également parlé très clairement du besoin de solidarité. La solidarité pour aider la Grèce à accomplir sa tâche. Peu importent les pourcentages, si la spéculation n'est peut-être pas responsable de la crise en Grèce, elle l'est en ce qui concerne la lourde charge qui pèse maintenant inutilement sur ce pays. Voilà ce qui compte.

Aussi, Monsieur Langen, le *Financial Times* – journal politiquement plus proche de vos opinions que des miennes – l'a très clairement écrit: c'est la différence existant entre le Chancelier Kohl et la Chancelière Merkel. Le Chancelier Kohl aurait dit «Résolvons ce problème de conserve avec la Grèce.» La Chancelière Merkel se dérobe et dit: «Et bien, que dit le Traité? Que disent la Cour de justice et la constitution allemande?» Voilà la différence – peu importe que vous soyez politiquement pour l'intégration de l'Europe ou que vous soyez attachés à votre pays, ou que votre ministre des affaires étrangères déclare: «nous ne voulons pas encore mettre de l'argent sur la table.» Personne n'a demandé de mettre de l'argent sur la table.

Si vous empruntez toujours la voie populiste et ne pensez pas à l'avenir commun de l'Europe, alors vous vous retrouvez dans cette cacophonie. Ou comme le publie un autre journal, plus proche de vos opinions, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*: à chaque jour sa proposition. Cela ne s'applique pas qu'à l'Allemagne, mais à l'Union européenne dans son ensemble. La réponse, ou l'absence de réponse, que nous avons fournie jusqu'à présent est inacceptable. Nous avons besoin d'une approche «de la carotte et du bâton.» Il faut des mesures en Grèce – cela ne fait aucun doute – et elles seront dures, très dures. Cependant, la coopération au niveau européen, en particulier, est nécessaire pour éviter l'occurrence de tels problèmes. Cela ne peut se produire – dans le cadre du Fonds monétaire européen tel que proposé par M. Schäuble, ou autrement – que s'il existe aussi une solidarité européenne. J'espère donc que le sommet fera preuve de solidarité européenne afin de créer un meilleur avenir.

Fiona Hall (ALDE). – (EN) Madame la Présidente, le sommet du printemps est censé être le sommet de l'énergie.

Si la conférence de Copenhague avait abouti à un accord mondial, nous serions déjà en train de discuter des détails techniques pour réduire de 30 % les émissions, et c'est pourtant ce que nous devons faire.

Tout d'abord, parce que le niveau d'ambition fixé lors du sommet du printemps 2007 se traduit par une réduction bien supérieure à 20 %, compte tenu des circonstances économiques actuelles. Pas plus tard que la semaine dernière, Nobuo Tanaka, le directeur général de la très prudente Agence internationale de l'énergie (AIE) a déclaré aux députés européens que les perspectives mondiales de l'énergie de l'AIE pour 2009 prévoyaient une réduction de 23 % des émissions de l'UE et que 30 % serait un objectif honorable.

Ensuite, si nous voulons vraiment atteindre le pourcentage de 95 % pour 2050, alors la feuille de route exige une réduction minimale de 30 % pour 2020.

Enfin et surtout, seule la transformation de l'UE en une économie durable produisant peu de carbone et utilisant les ressources de manière rationnelle garantira la reprise économique européenne et la création d'emplois.

Les emplois verts sont au cœur de la stratégie UE 2020. Dès lors, le Conseil devrait appuyer la commissaire Hedegaard et reconnaître que les conditions sont maintenant remplies pour viser un objectif de 30 %. Il devrait aussi convenir que la manière la moins coûteuse et la plus facile de réaliser cette réduction supplémentaire passe par le rendement énergétique et, plus particulièrement, par un objectif de rendement énergétique contraignant.

Les dirigeants de l'UE doivent transmettre un message aussi clair lors de ce sommet du printemps 2010 que lors du printemps 2007.

Konrad Szymański (ECR). – (PL) Au lieu de débattre de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020, je suggère de nous concentrer sur des domaines où nous exerçons une réelle influence. Nous sommes certainement capables d'aider à protéger le marché commun contre le protectionnisme. Nous sommes certainement capables de faciliter le droit de l'Union pour les entrepreneurs, de telle sorte qu'il ne limite pas la compétitivité de l'économie européenne. Une meilleure législation relève, bien entendu, de la compétence de cette Assemblée, de ce Parlement.

Les États membres entameront des réformes s'ils subissent des pressions de l'économie mondiale. Voilà pourquoi il est si important de donner aux États membres un maximum de liberté dans le domaine de la compétitivité des systèmes d'imposition, des systèmes sociaux et du droit économique. En harmonisant ces domaines, nous ne faisons qu'entretenir les maux du modèle social européen. C'est la liberté, et non des stratégies successives, qui constitue la bonne réponse à la crise.

Corien Wortmann-Kool (PPE). – (NL) Madame la Présidente, aucune solution d'urgence n'est encore en place en ce qui concerne la Grèce, et en réalité, ce n'est pas un problème pour l'instant, puisque même le Premier ministre grec a déclaré ici au Parlement que le pays souhaitait mettre de l'ordre dans son propre parlement. En effet, c'est la procédure correcte conformément aux règles fondamentales du pacte de stabilité et de croissance, et c'est en soi une forme de solidarité.

Cependant, nous avons un problème. L'euro vacille, mais cela peut être dû principalement au débat public entre les capitales, qui donne l'impression que nous ne pouvons trouver de solution. Nous devons maintenant y mettre un terme, et j'espère que c'est ce que nous ferons demain. À mon avis, nous devons adopter une mesure d'urgence pour ce cas urgent, qui devrait réunir la Commission européenne, les États membres et le Fonds monétaire international (FMI). Il faudrait des prêts d'urgence et rien d'autre.

Madame la Présidente, j'espère que demain, nous irons au-delà du débat sur cette crise. J'espère que nous envisagerons également des solutions à moyen et à long terme. Nous devons consolider la force préventive du pacte de stabilité et de croissance. En outre, comme d'autres l'ont aussi déclaré, la nouvelle stratégie UE 2020 ne peut réussir qu'au prix d'une gouvernance économique européenne solide. Cela impliquera non seulement la présence conjointe des États membres au sommet mais également le déploiement par la Commission européenne de tous les pouvoirs que le traité de Lisbonne lui attribue; tous les pouvoirs pour une action et une mise en application réelles. Après tout, comme l'a également dit M^{me} Ek, la voie du «chacun pour soi» ne conduira pas au succès.

J'espère très sincèrement que la mesure d'urgence aura été approuvée avant le début du sommet demain, pour que nous puissions nous concentrer sur la manière de sortir les Pays-Bas de la crise au moyen d'une stratégie 2020 solide, et également sur l'élaboration d'une solution concernant l'après-Copenhague.

Nikolaos Chountis (GUE/NGL). – (EL) Madame la Présidente, d'après de récentes déclarations émanant de responsables et selon des articles de presse, il semblerait que le scénario de «sauvetage» le plus vraisemblable pour l'économie grecque soit un effort commun entre les États membres de l'Union européenne et le Fonds monétaire international. M^{me} Merkel semble aussi pousser les choses en ce sens.

Permettez-moi de dire que c'est le pire scénario, le plus antisocial à la fois pour la Grèce et pour la zone euro. Pour l'Union européenne, une telle possibilité viole la légalité de l'Union – et je dis cela à l'intention de ses défenseurs, étant donné qu'aucun traité, aucun texte juridique ne mentionne une telle intervention par le Fonds monétaire international ou une autre organisation internationale dans ces procédures. Simultanément, il crée un précédent politique et juridique en rendant le pacte de stabilité encore plus austère et laisse entrer les États-Unis d'Amérique dans la zone euro par la petite porte.

En ce qui concerne la Grèce, un tel choix intensifierait fortement les mesures hostiles au monde du travail et antisociales prises par le gouvernement, mesures que vous dites audacieuses mais qui ont aggravé la pauvreté, fait monter le chômage, réduit toute perspective de croissance et éliminé tout espoir pour la Grèce de sortir de la crise.

Voilà la perspective qui attend les autres pays susceptibles d'appliquer de telles mesures sous une telle pression.

Pervenche Berès (S&D). - Madame la Présidente, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Monsieur le Commissaire, est-il normal qu'il faille deux Conseils européens pour résoudre la question de la solidarité des pays membres de la zone euro avec la Grèce?

J'entends M. Langen interpréter le Traité. Oui, il y a le traité, la lettre et l'esprit. Et, lorsqu'on regarde les articles 143 et 122, aucun des rédacteurs du Traité n'avait en tête qu'au-delà du passage à l'euro, nous pouvions être confrontés à un problème du type de celui auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. Voilà pourquoi il faut être créatif, voilà pourquoi il faut être solidaire. Et l'idée que l'on renvoie la Grèce au FMI nous paraît être, pour nous qui prétendons être des Européens responsables et cohérents sur la scène internationale, un contresens total.

Il y a une chose que nous devons faire, et que nous devons espérer comme message du Conseil européen, c'est un message de solidarité vis-à-vis de la Grèce et un message de responsabilité sur la question de la gouvernance économique. Cette question est maintenant sur la table, elle est grave, elle est ouverte. Nous devons la traiter dans le calme, faire baisser la pression et ne pas partir du postulat qu'il faut, a priori, renforcer l'outil – qui n'a pas marché jusqu'à présent – qui est le pacte de stabilité, parce qu'il était répressif avant d'être coopératif.

Nous avons besoin de poursuivre des objectifs en termes de déficit public, en termes de dette, mais nous avons aussi besoin d'inventer des termes de coopération, de bonne *added value* entre les membres de la zone euro. C'est le défi qui est entre les mains du Conseil européen, et j'espère qu'il le fera avec un sens des responsabilités.

Mirosław Piotrowski (ECR). – (PL) Madame la Présidente, à la veille de la réunion du Conseil européen qui définira la nouvelle stratégie économique de l'Union, nous devrions tirer les leçons de l'échec de la stratégie de Lisbonne et, en collaborant, considérer de manière égale tous les États membres. Pour être compétitifs sur les marchés mondiaux, nous devons être innovants, mais la redistribution d'une large part de nos ressources budgétaires exclusivement à cette fin créera *de facto* une discrimination à l'égard de nombreux pays en Europe centrale et orientale, y compris la Pologne.

On s'attend fortement à ce que, grâce aux fonds de l'UE – comme précédemment en Espagne, au Portugal et dans d'autres pays de l'Union européenne – les infrastructures des transports aérien, routier et ferroviaire se développent, ainsi que l'internet. Il faudrait aider en priorité les régions frontalières orientales de l'Union européenne, telle la région entourant Lublin en Pologne, pour laquelle une ligne budgétaire spéciale devrait être établie comme partie intégrante de la stratégie 2020.

La réunion du Conseil européen ne doit pas envoyer un signal annonçant que les régions pauvres de l'Union vont financer les idées qui rapporteront un maximum de profits uniquement aux États membres de la première heure.

Georgios Toussas (GUE/NGL). – (EL) Madame la Présidente, la stratégie UE 2020 qui sera débattue au sommet, succédant à la stratégie de Lisbonne, prouve que les mesures antipopulaires précipitées favorisées par le gouvernement du PASOK dans notre pays, avec l'accord fondamental de toutes les forces politiques capitalistes et des partis de l'Europe à sens unique, ne concernent pas seulement la Grèce.

Elles sont décidées à l'avance par l'élite politique et les gouvernements des États membres de l'Union européenne. Elles font partie du plan stratégique global capitaliste et sont favorisées uniformément dans toute l'Union européenne en intensifiant le terrorisme idéologique et en trompant les mouvements ouvriers et populaires. Les mensonges et les déclarations démagogiques des représentants des gouvernements bourgeois, les forces de l'Europe à sens unique, selon lesquels l'Union européenne et l'UEM agiront comme un bouclier contre la crise, les contes de fée sur le marché européen de 480 millions de consommateurs, la grande famille européenne, la solidarité de l'Union et autres déclarations idéalistes du même genre n'ont pas pris. L'Union européenne est une union impérialiste transnationale entre le capital et les monopoles qui, par une stratégie unique, attaquent les peuples et croisent le fer pour se partager le butin.

Les problèmes économiques et politiques en Grèce, dans les États membres de l'Union européenne, seront résolus grâce à la lutte du mouvement ouvrier et populaire, à la lutte et à la solidarité des peuples. Il est évident que ce qu'il se passe en Grèce est directement lié à la concurrence aigüe que se livrent les États impérialistes d'une part et l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et d'autres pays en développement de l'autre.

Ainsi, face à la stratégie capitaliste, la classe ouvrière et les classes populaires doivent instaurer leur propre lutte stratégique pour renverser cette politique antipopulaire, afin de satisfaire les besoins modernes de la classe ouvrière et de la famille populaire.

Gunnar Hökmark (PPE). – (EN) Madame la Présidente, deux choses. La première concerne les finances publiques, et la seconde la compétitivité.

L'année dernière à cette période, nous discutons au sein de ce Parlement de la manière de combattre la crise. Il y avait les partisans du «faisons face à la crise en dépensant plus et en acceptant de plus grands déficits», et ceux du «nous devons maintenant contrôler les dépenses publiques afin de garantir la stabilité pour l'avenir.»

Nous voyons aujourd'hui les résultats. Certains États membres ont suivi une politique consistant à dépenser et à accepter de plus grands déficits, et nous pouvons tous en voir les conséquences: une dette publique en augmentation et des coûts liés au service de la dette publique gonflés par des taux d'intérêt plus élevés. Voilà la réalité qui comprime les dépenses et les investissements consacrés à l'aide sociale dans de nombreux États membres.

Je pense que nous devons tirer les leçons de cette situation: nous devons nous conformer aux règles que nous avons déjà et nous devons développer et améliorer le pacte de stabilité et de croissance et le rendre plus apte à surmonter les crises futures.

Mais nous avons le même débat maintenant, parce que certains disent aujourd'hui que nous devrions reporter les stratégies de sortie et la sortie des déficits publics. C'est faux, parce qu'alors nous compromettrons notre capacité à nous relever et augmenterons le coût des taux d'intérêt dans les États membres.

Le second point c'est que la compétitivité est étroitement liée à notre capacité d'avoir des finances publiques stables et de réaliser réellement les changements dont nous parlons depuis des décennies. C'est ce que doivent faire les chefs de gouvernement cette semaine.

Udo Bullmann (S&D). – (DE) Madame la Présidente, Monsieur Hökmark, je pense que nous avons connu des parlements différents ces dernières années, parce que le mien est différent du vôtre! Dans le Parlement que j'ai fréquenté, certains recommandaient d'examiner de plus près les agences de notation, les fonds spéculatifs et les sociétés de financement par capitaux propres. Nous devons les réglementer, nous devons contrôler les acteurs décisifs sur les marchés financiers et les produits primordiaux pour faire en sorte de ne pas dévier vers un échec international. J'ai également entendu certains dire «bas les pattes»: le marché s'autorégulera, nous n'avons pas besoin de tout cela. Ou, comme l'a dit M. McCreevy – chaque fois que la politique intervient, le résultat est toujours pire. Nous avons vu le bilan.

Le fiasco international est la cause du surendettement des États membres de l'Union européenne. Cependant, nous ne pouvons être ici aujourd'hui et dire que c'était une erreur de fonder notre politique de croissance sur l'emploi et l'activité économique. Cela ne concerne pas le débat, tout comme lorsque M. Langen déclare que la Chancelière Merkel a compris le traité sur l'Union européenne. Non, elle ne l'a pas compris du tout. Ce qui est pire, c'est qu'elle est probablement en mesure de subordonner le traité sur l'Union européenne et ses objectifs pour l'Europe à sa crainte de perdre d'importantes élections régionales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Ce ne sont pas là les qualités dirigeantes dont nous avons besoin dans l'Union européenne. Nous avons dit à la Commission ici que l'UE 2020 est également affaiblie. Elle manque de substance. Merci de nous fournir des éléments prouvant que vous êtes capables d'acquérir de nouveaux fonds. Merci de lutter pour une taxe sur les transactions financières. Merci de lutter pour une activité économique plus dynamique et des projets plus ambitieux de croissance économique dans l'Union européenne, de donner une chance aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs. Aujourd'hui, cependant, nous pourrions presque vous plaindre, vous qui devez sauver l'Union européenne aidés par des gouvernements tels que ceux que nous avons actuellement – des gouvernements comme celui représenté par la Chancelière Merkel. Restez forts et créez des instruments européens! Voilà notre principal message pour le sommet, parce que ce n'est qu'ainsi que nos concitoyens pourront espérer recevoir les bonnes réponses de notre part.

Manfred Weber (PPE). – (DE) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, M. Schulz a dit que la Grèce a donné et que maintenant, c'est au tour de l'Europe. Je me demande si l'Europe doit en réalité dire merci, aujourd'hui, si les États membres de la zone euro se conforment simplement aux règles, en d'autres termes, s'ils réussissent à revenir au critère des 3 %. Je me demande également quelle était la différence l'année passée lorsque l'Irlande a été confrontée à la même situation et a instauré des restrictions drastiques. Personne n'a émis l'idée, à l'époque, de faire appel à un fonds monétaire européen.

M. Verhofstadt dit que les spéculateurs sont au travail. Il est clair qu'il existe actuellement des pressions de ce genre, mais le fait est que la Grèce a bénéficié de taux très avantageux grâce à son appartenance à la zone euro. Nos collègues italiens ont utilisé les taux favorables dont ils ont bénéficié grâce à leur adhésion à la zone euro pour se renforcer. La Grèce les a consommés. Nous pouvons donc dire que le bon Européen aujourd'hui n'est pas celui qui met son argent sur la table mais celui qui applique en réalité les règles auxquelles chacun a adhéré et que chacun a approuvées de manière à ce qu'elles soient réellement observées dans l'Union européenne.

Je voudrais faire une deuxième remarque et donner mon soutien à la Commission parce que les propositions présentées pour l'avenir à long terme représentent un pas dans la bonne direction. Nous avons approuvé les 3 % et nous avons dès lors besoin d'une Commission forte qui, à l'avenir, contrôlera et fera également appliquer ce seuil des 3 %. Nous avons vu comment les États membres dans la zone euro sont incapables de se contrôler et d'observer seuls le seuil des 3 %. C'est pourquoi je suis favorable à une Commission forte qui sera capable, à l'avenir, de veiller au respect des critères.

Encore une chose. Nous devrions tenir un discours positif sur l'euro. Nous ne sommes pas confrontés à une crise monétaire mais à une crise économique. L'euro est un avantage majeur pour tous. Si nos dirigeants dans l'Union européenne ne le disent plus, si le Conseil n'en parle plus, les gens ne le sauront pas. C'est pourquoi je soutiens cette devise essentielle et forte.

Jo Leinen (S&D). – (DE) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, la crise grecque est un problème actuel, tandis que la crise de croissance et la crise environnementale sont des problèmes à long terme, et tous deux doivent être résolus avec dynamisme grâce à des décisions prises par le Conseil européen.

La stratégie UE 2020 établit très justement que la croissance devrait être intelligente, durable et inclusive. Lorsque je regarde les conclusions du Conseil, cependant, je réalise qu'elles sont très étroitement concentrées sur et limitées à la stratégie classique de croissance, stratégie qui a échoué et qui ne nous a pas menés bien loin. La croissance ne peut être intelligente si elle n'est pas durable et elle n'est pas non plus intelligente si elle n'est pas inclusive. C'est pourquoi je voudrais demander au Conseil et à la Présidence du Conseil de garantir que ce trio, ces trois piliers, seront retenus. Voilà le nouveau développement qui devrait être réellement mis en œuvre maintenant.

Je suis très heureux que la croissance basée sur une économie des ressources et de l'énergie soit l'un des objectifs-phares de l'Union européenne. Bien entendu, nous en parlons depuis longtemps. Cela nous aidera en réalité à économiser des frais, à réduire des dépendances et à résoudre une série de problèmes.

J'attends de la Commission qu'elle nous fournisse une feuille de route en 2010, puisque cette responsabilité est partagée par l'UE elle-même mais également par les États membres, et de nombreux domaines reposent dès lors sur des bases très floues et très vagues. Nous devons surtout rendre contraignant l'objectif visant des économies d'énergie de 20 %. Cet objectif de rendement doit être ainsi juridiquement contraignant pour que chacun sache où il va et que l'industrie puisse également réaliser les investissements opportuns.

Mario Mauro (PPE). – (IT) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, si je devais me poser la question souvent posée dans la moitié des bars en Italie, je me demanderais à quoi sert l'Europe, et je répondrais instantanément et en toute sincérité.

À quoi sert l'Europe si ce n'est à aider la Grèce en ce moment? Je ne pense pas que ce soit fou de penser cela parce que c'est dans notre ADN, sous la forme de notre projet politique: sous la forme de notre projet politique parce qu'il englobe la solidarité. Simultanément, cependant, je suis choqué que les partisans de la lutte contre la spéculation financière aient l'intention de remplacer celle-ci par la spéculation politique.

En effet, comment pensent-ils mener cette bataille contre la Chancelière Merkel? En d'autres termes, comment peuvent-ils penser que le but en essayant de faire preuve de solidarité envers la Grèce est d'attaquer un autre État membre, parce que cela nous rappelle simplement que la politique de solidarité est étroitement liée à une politique de responsabilité? C'est un point que nous nous rappelons souvent, à l'unisson, parce que

nous sommes conscients que la solidarité et la responsabilité nous permettront de rendre le projet politique européen réalisable pour chacun.

Nous devons être certains que ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise, et sous cet éclairage, nous devons demander à la Commission, dès demain, d'être ambitieuse et d'inviter les États membres à se montrer suffisamment rigoureux pour garantir leur capacité de fournir une solidarité via un projet qui, à long terme, pourra donner une forme tangible à notre projet européen.

Sergio Gaetano Cofferati (S&D). – (IT) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, la crise grecque est clairement le plus grave problème auquel l'Europe est confrontée, et elle est due sans aucun doute à un manque de rigueur dans la gestion des dépenses publiques.

Cependant, le retard des institutions européennes à prendre des mesures pour aider cet État membre en difficulté est incompréhensible et inacceptable. En outre, ce retard a déjà eu un impact négatif: en effet, il a ouvert la porte à la spéculation; il a créé, au sein de l'Union, des doutes sur les intentions de certains pays quant à l'avenir de l'Europe (n'oublions pas qu'il s'agit du premier problème important que nous devons résoudre depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne); il a aggravé les difficultés du gouvernement grec, qui a dû mettre en œuvre des mesures antipopulaires – pas des décisions anodines ou mineures – affectant des millions de personnes, et l'a fait sans être sûr de recevoir de l'aide.

De surcroît, il a clairement nui à la valeur fondamentale de la solidarité, pierre angulaire et force contraignante de l'idée que nous partageons tous de l'Union européenne. Notre intervention doit dès lors être libre de toute spéculation. Je voudrais rappeler à M. Mauro que l'Allemagne est, sans aucun doute, l'un des pays ayant tiré le plus d'avantages de l'entrée en vigueur de l'euro et de ses effets sur les taux d'intérêt.

Nous devons agir rapidement pour aider la Grèce. L'Europe le doit dans son propre intérêt.

Marian-Jean Marinescu (PPE). – (RO) Le Conseil européen a accueilli avec enthousiasme la communication de la Commission Europe 2020.

Ce document est, il faut en convenir, une nécessité absolue, et c'est pourquoi nous devons en examiner attentivement le contenu. Je pense qu'il manque de cohérence financière.

Il incombe au Conseil de demander à la Commission de clarifier les ressources budgétaires et leur attribution aux postes clés du budget.

À mon avis, le budget ne peut être établi avant la réforme de la politique agricole commune et de la politique de cohésion.

L'un des domaines essentiels soutenant le développement et la stabilité de l'UE est complètement ignoré, à savoir, les infrastructures pour les transports et l'énergie.

Le développement des infrastructures pour les transports et l'énergie dans l'Union européenne, ainsi que leur harmonisation avec celles existantes dans les pays voisins, peut fournir une force motrice puissante favorisant une croissance durable et garantissant des emplois stables. Elles peuvent aussi fournir à l'Union européenne la sécurité tant recherchée à la fois dans les secteurs de l'énergie et des transports.

C'est pourquoi, je demande au Conseil de prier la Commission d'inclure ces domaines essentiels dans la stratégie UE 2020 au profit des citoyens de l'Europe.

Anni Podimata (S&D). – (EL) Madame la Présidente, le sommet européen du 11 février, qui devait envoyer un message de soutien à la Grèce pour que les marchés s'apaisent, a été annulé, principalement à cause des discordances et de l'incertitude régnant au sein de l'Union européenne.

Le Conseil européen, qui entame ses séances de travail demain, ne peut se permettre le luxe de maintenir le climat actuel d'incertitude et de discordance. Chacun reconnaît maintenant que le gouvernement grec a pris des mesures très dures, dont la plupart ont déjà été appliquées au détriment et moyennant les sacrifices du peuple grec. Cependant, dans le même temps, il continue d'emprunter à des taux d'intérêt exceptionnellement élevés, l'exemple le plus récent datant du 5 mars, parce que des spéculateurs présents sur les marchés gagnent une fortune en pariant sur les chances d'un pays de faire faillite et créent en fin de compte la conjoncture et les conditions préalables pour que cela se produise.

Aujourd'hui, le débat tourne autour de la Grèce; demain, il concernera probablement un autre État membre. Le Conseil européen mettra-t-il un terme à cette situation en créant un mécanisme préventif européen efficace qui protégera les économies nationales et la stabilité de la zone euro?

Le Président de la Commission européenne a évoqué la responsabilité et la solidarité. Il avait raison. Les deux sont nécessaires quand on appartient à une famille telle que la zone euro. La Grèce a pleinement assumé ses responsabilités et je pense que personne ne peut en douter. Cependant, elle ne peut faire face seule à la frénésie du marché à ce stade difficile. Il y a dix-huit mois, les marchés menaçaient de renverser l'économie mondiale. La Grèce sera certainement menacée aujourd'hui.

Voilà où intervient le concept de solidarité, un concept qui devrait être évident et qui devrait aller de pair avec l'adhésion à l'euro.

Andreas Schwab (PPE). - (DE) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, on en a dit assez sur la Grèce - je veux à présent me tourner vers l'avenir. Avec la stratégie Europe 2020, la Commission ouvre le débat sur un document important, un document supposé établir des lignes directrices très générales sur la manière de diriger l'Union européenne à l'avenir.

Je crois qu'au bout du compte, nous aurons besoin d'atteindre les objectifs communs qui sont définis dans la stratégie Europe 2020. C'était un des problèmes majeurs rencontrés par la stratégie de Lisbonne, sur lesquels, en définitive, nous devons tous travailler. Ce n'est que si tous les États membres respectent véritablement les objectifs définis dans la stratégie qu'ils parviendront à atteindre ensemble ces objectifs. Ce sera un échec si le Conseil européen se prend pour l'organe administratif et si les choses sont organisées à la dernière minute. Le succès sera au rendez-vous si les personnes travaillant dans cette institution jouent véritablement le rôle de fer de lance qu'elles doivent jouer.

En outre, nous ne pourrions réellement réussir que si le principe de solidarité est fondamentalement inscrit dans cette stratégie Europe 2020. Cela implique, premièrement, que les États membres prennent leur responsabilité individuelle dans les domaines dont ils sont responsables. Cela inclut non seulement des efforts pour réformer le marché du travail, mais également des politiques budgétaires nationales. Inversement, cela implique aussi bien entendu une obligation d'aide mutuelle entre États membres, en d'autres termes, les États membres qui sont en proie à des difficultés dont ils ne sont pas responsables recevront également une aide. De plus, cette stratégie ne sera une réussite que si la Commission prend les rênes politiques. En d'autres termes, nous devons absolument éviter les erreurs de la stratégie de Lisbonne. On a souvent dit par le passé que la stratégie de coopération qui caractérisait la stratégie de Lisbonne avait échoué. Nous avons besoin que la Commission fixe des objectifs clairs, et je crois que le Parlement soutiendra la Commission dans ce domaine.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). - (ES) Madame la Présidente, je pense que nous sommes tous conscients que cinq cent millions de personnes suivront le prochain sommet du Conseil européen qui se tiendra la semaine prochaine avec une attention particulière et inhabituelle.

La raison en est que le Conseil aura l'occasion de délivrer un message dans lequel il s'engage à sortir de la crise, ce que les personnes qui en souffrent le plus attendent désespérément. En outre, la sortie de la crise doit bien entendu se refléter dans cet engagement vis-à-vis de la stratégie, elle doit être convaincante sur le plan du changement de modèle de croissance qui est proposé et sur le plan de l'accent qui est mis sur les aspects économiques, sociaux et environnementaux.

Du point de vue économique, elle soit se refléter dans la volonté de gouvernance. Du point de vue social, elle doit se refléter dans l'engagement vis-à-vis des travailleurs et de la protection sociale - le modèle qui nous a rendus européens - et, en particulier, vis-à-vis de l'égalité; je veux souligner ce point dans un document d'où il ressort que l'engagement vis-à-vis de l'égalité peut clairement être amélioré. Du point de vue environnemental, elle soit se refléter dans l'engagement de retrouver l'esprit qui a permis à l'Europe d'être le fer de lance dans le domaine du développement durable et de la prévention du changement climatique lors de la conférence de Copenhague et, surtout, d'admettre la profonde déception ressentie à la fin de la conférence.

Mais, et c'est la chose la plus importante, le Conseil doit s'engager clairement à soutenir l'union monétaire en coordonnant les politiques fiscales, budgétaires et économiques, les mettant au même niveau que l'union monétaire.

Le message de solidarité envoyé à la Grèce ne s'adresse pas à la Grèce à proprement parler, il s'adresse à l'Europe et aux Européens. Il ne s'agit pas de sauver la Grèce; il s'agit de donner des signes de vie européens,

des signes d'engagement vis-à-vis de la vérité vraie, de l'engagement historique profond que l'union monétaire représente.

Nous devons donc comprendre une bonne foi pour toute que ce n'est pas de la Grèce dont nous ne parlons, mais de nous tous.

La mise en route des nouvelles institutions a pris du retard; les réponses que les Européens attendent du prochain Conseil ne doivent en connaître aucun.

Georgios Koumoutsakos (PPE). - (EL) Madame la Présidente, il est vrai que mon pays, la Grèce, n'est pas parvenu avec les années à développer son économie avec la modération et la cohérence qui s'imposent. Mais aujourd'hui, elle assume pleinement ses responsabilités. Le peuple grec est en train de payer un lourd tribut.

Toutefois, nous ne devons pas faire la politique de l'autruche. La Grèce n'est pas le seul pays de l'UEM à être confronté à de graves problèmes. Elle n'est pas le seul pays qui ait eu recours aux services toxiques de certaines institutions de crédit. Elle n'est pas, et ne restera pas, la seule cible des spéculateurs.

Nous savons tous - et nous le savons parfaitement - que la question grecque est une question européenne. Sans une meilleure coordination de la politique économique et budgétaire, et surtout, sans solidarité, l'UEM sera estropiée.

Une crise, quelle qu'elle soit, est la mère du changement. La crise actuelle donnera peut-être naissance à une Europe plus forte et la Grèce sera peut-être la sage-femme donnant naissance à ce changement. Aussi, n'abandonons pas la Grèce. Abattons ensemble les spéculateurs qui voudraient voir l'euro au tapis; c'est ce que devrait faire le Conseil européen demain.

Csaba Sándor Tabajdi (S&D). - (HU) Madame la Présidente, permettez-moi d'attirer l'attention de la Commission et du Conseil sur le fait qu'ils ne doivent pas omettre, lorsqu'ils fixeront les nouveaux objectifs de la stratégie UE 2020, les politiques actuelles qui fonctionnent bien, à savoir, la politique de cohésion et la politique agricole commune. Ce sont de bons instruments déjà utilisés qui, même s'ils nécessitent d'être réformés, peuvent contribuer de manière significative à la réalisation des nouveaux objectifs de la stratégie UE 2020. Il est regrettable que ces deux politiques européennes très importantes aient été absentes du matériel fourni précédemment par la Commission. La Hongrie et les nouveaux États membres estiment donc qu'il est extrêmement important de formuler ces politiques, de rechercher l'harmonisation juridique du marché intérieur et d'éliminer les goulets d'étranglement existant dans la sécurité des infrastructures et de l'énergie. Pour conclure, je dirai que cette stratégie européenne ne peut pas remplacer un débat pertinent sur la directive sur le budget, et nous considérons qu'il est très important de donner de l'espace à la dimension régionale de la cohésion politique. Merci de votre attention.

Michael Theurer (ALDE). - (DE) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, le débat sur l'euro, le débat sur la Grèce, a déterminé le ton de ces derniers jours. Permettez-moi d'attirer votre attention, à ce stade, sur un élément que je considère comme une nouvelle perturbante, à savoir que 40 % des Allemands croient à présent que l'introduction de l'euro a été une erreur. Cette information doit nous déranger, parce que l'introduction d'une devise européenne n'est pas une voie à sens unique. Le processus d'intégration de l'Europe n'est pas irréversible. Je crois que nous devons tenir la promesse que nous avons faite aux citoyens allemands le jour où ils ont renoncé à leur devise nationale, à savoir que l'euro serait aussi stable que le mark allemand.

Je suis aussi fermement convaincu que nous, les Européens, avons besoin d'un débat sur l'économie de marché sociale, sur le cadre réglementaire. Nous ne devrions pas discuter de la manière de rendre l'Allemagne moins compétitive. Nous devrions plutôt parler de la manière dont nous pouvons rendre compétitive l'Europe entière, de manière à réussir sur les marchés mondiaux. Tel doit être notre objectif; c'est pourquoi je réclame un débat sur l'économie de marché sociale en Europe.

Ulrike Lunacek (Verts/ALE). - (DE) Madame la Présidente, je suis d'accord avec quiconque a le sentiment, qu'à la date d'aujourd'hui, il est nécessaire d'avoir une plus forte intégration européenne, en particulier dans le domaine économique, et j'espère qu'il n'en sera pas uniquement question lors du sommet de la zone euro, mais également au Conseil européen.

Toutefois, la vérité est que la population voit aussi de mauvais côtés à l'euro, ainsi que vient de le dire notre collègue. Il y a eu une anomalie congénitale lorsque nous avons lancé l'union monétaire, en ce sens que nous avons une monnaie unique mais pas de politique économique plus unifiée. Nous devons à présent admettre que nous avons commis là une erreur majeure. La voix de la raison nous dit qu'un fonds de solidarité - pour

aider la Grèce également - doit à présent être mis sur pied pour permettre à la Grèce d'emprunter à un taux d'intérêt faible.

Mais le présent débat n'a pas suffisamment précisé que la Grèce elle-même doit également faire quelque chose. Elle pourrait faire des économies sur son budget militaire. Ce serait un élément important. L'UE n'a pas besoin d'un État membre de l'UE qui consacre plus de 4 % de revenu national brut à ses dépenses militaires, au financement d'armements venant de pays comme l'Allemagne, la France et d'autres; il serait donc normal que des économies soient faites sur ce poste budgétaire.

John Bufton (EFD). - (EN) Madame la Présidente, permettez-moi d'évoquer un point que vous n'avez pas pu évoquer aujourd'hui. Pratiquement tous les orateurs ici ont parlé de la Grèce - de la crise en Grèce - et pourtant M. Barroso a déclaré au début que ce point n'est même pas à l'ordre du jour officiel des deux jours que dure le Conseil européen. C'est incroyable. Le monde entier a les yeux rivés sur ce qu'il se passe ici jour après jour.

La vérité est que vous essayer à nouveau de cacher le fait que ce projet ne fonctionne pas. Il est en train de partir rapidement à la dérive. Nous avons déjà entendu le bon peuple allemand déclarer qu'il n'était pas satisfait de la situation. Mais ne reviendrait-il pas au peuple grec de s'exprimer, et non aux dictateurs présents ici? Ce serait certainement une bonne chose que le peuple grec puisse s'exprimer par voie de référendum sur la place de leur pays dans la zone euro. C'est leur affaire. C'est leur cause.

Je suis dégoûté de ce que j'ai entendu dire par beaucoup ici aujourd'hui. Il s'agit d'une opinion égoïste de la part des autres États membres qui prennent soin d'eux mêmes. La Grèce est le problème du moment. J'ai le sentiment que le problème va faire tache d'huile et toucher l'Espagne, puis le Portugal et l'Italie, etc. Les montagnes russes vont commencer. Tenez-vous le pour dit: le problème est bien là.

Andrew Henry William Brons (NI). - (EN) Madame la Présidente, les problèmes rencontrés par la Grèce et la zone euro ne devraient pas être considérés comme une exception. Une monnaie unique pour une région du monde aussi vaste et hétérogène du point de vue économique est bien évidemment problématique.

La valeur d'une devise devrait refléter la situation économique d'un État. Lorsque l'économie d'un pays est prospère, la valeur de la devise nationale aura tendance à augmenter. Lorsqu'une économie entre en période de récession, la valeur de la devise aura tendance à baisser.

La situation économique de la Grèce nécessite une dévaluation de sa devise. Si elle avait eu lieu, le tourisme en aurait largement profité.

L'euro n'est pas une solution pour régler les problèmes économiques du monde. Voilà le problème.

La difficulté pour la Grèce est que, si elle se retire de la zone euro maintenant pour revenir à son ancienne devise, la perte de valeur de cette dernière multiplierait la dette extérieure du pays. La Grèce est vraiment emprisonnée dans la zone euro.

Cela devrait constituer un avertissement pour les pays en dehors de la zone euro. Rejoignez l'UE à vos risques et péril. Sachez que quand vous y êtes, c'est pour toujours.

Monika Flašíková Beňová (S&D). - (SK) Je serai très brève, parce que la plupart des questions ont évidemment déjà été abordées.

Je pense personnellement que la situation à laquelle nous sommes confrontés depuis quelques mois maintenant en Grèce n'a rien d'exceptionnel, et cela semble indiquer qu'il est nécessaire d'adopter une nouvelle approche quant à l'adhésion ou, inversement, à la non-adhésion au Pacte de stabilité. Nous avons en principe deux options: soit nous insistons sur l'adhésion à ce qui est valable et à ce qui est inscrit dans les Traités et nous en tirons les pleines conséquences, soit nous comprenons que le Pacte de stabilité, comme toute autre chose, fait l'objet de certaines évolutions et doit être adapté en conséquence, et nous élaborons et mettons en place les changements de manière non seulement à maintenir la croissance et la stabilité économique des États appartenant à la zone euro, mais également à préparer d'autres États membres de l'UE n'appartenant pas à la zone euro à rejoindre celle-ci, sans avoir recours de manière excessive aux fonds structurels, par exemple, dans ces pays.

Jean-Pierre Audy (PPE). - Madame la Présidente, une observation et trois propositions. Première observation: je ne comprends pas pourquoi le président Van Rompuy n'assiste pas à une séance aussi importante – Monsieur le Ministre, vous n'êtes pas membre du Conseil européen – et je trouve qu'il aurait pu être présent.

Trois propositions concernant le plan de redressement de la Grèce. À moyen terme, je soutiens l'idée de Daniel Cohn-Bendit qui a été reprise d'ailleurs tout à l'heure: si l'Union européenne pouvait faire un pacte avec la Turquie pour régler le problème de Chypre, nous pourrions aider la Grèce sur deux points de PIB.

Une autre proposition sur le plan financier, puisque nous n'avons pas les instruments. Pourquoi l'Union européenne ne cautionne-t-elle pas un ensemble d'engagements financiers, ce qui permettrait de faire baisser les taux d'intérêt et ce qui a été un objectif qui fait l'objet d'un consensus au Parlement européen?

Enfin, on a dit que les comptes de la Grèce étaient faux. Il n'y a pas qu'en Grèce que les comptes sont faux. Je propose que nous fassions des normes comptables du secteur public pour l'ensemble de l'Union européenne afin d'avoir des états financiers qui soient cohérents, réguliers et sincères pour tous les États membres.

Maroš Šefčovič, *membre de la Commission*. – (EN) Madame la Présidente, avant tout, permettez-moi de vous dire à quel point j'ai été impressionné par la manifestation concrète de solidarité et par les appels à la responsabilité lancés par la plupart des orateurs. C'est exactement ce dont nous avons besoin en ce moment, parce qu'il est très clair qu'un problème européen nécessite une solution européenne.

Parfois, je me demande si nous n'avons pas suffisamment tiré les leçons des conséquences de nos actions, si nous ne proposons pas des solutions européennes aux problèmes européens et que nous essayons de trouver des solutions spécifiques alors que le problème nécessite d'être traité collectivement.

Je pense qu'il est très clair que nous ne sommes pas un simple groupe de pays. Nous formons une famille européenne, et si l'un des membres de notre famille rencontre un problème, nous devons assurément venir à son secours.

La Commission est donc prête à proposer un instrument destiné à apporter une assistance coordonnée à la Grèce qui sera pleinement compatible avec le droit européen, et je suis sûr que c'est possible.

Je tiens à vous remercier tous et toutes pour le soutien que vous manifestez à l'égard de la stratégie UE 2020. Je n'insisterai jamais assez sur le fait que nos concitoyens comptent sur nous en ce moment, sur le fait qu'ils attendent de nous que nous améliorions nos performances et sur le fait qu'ils attendent de nous que nous allions de l'avant pour eux après la crise et que nous arrêtions des stratégies très solides à moyen terme, comme le font nos partenaires internationaux comme la Chine, les États-Unis, l'Inde et d'autres pays.

Le moment est venu de prendre une décision. J'ai écouté avec beaucoup d'attention les appels à une meilleure gouvernance. J'ai écouté avec beaucoup d'attention les interventions relatives à l'amélioration de la surveillance économique et monétaire et au fait que nous devons faire un meilleur travail pour renforcer le Pacte de croissance et de stabilité. C'est exactement ce que la Commission a en tête de faire, et des propositions allant précisément dans ce sens seront présentées très bientôt.

Je voudrais remercier tous ceux d'entre vous qui ont soutenu les objectifs concrets très clairs que la Commission propose de fixer dans le cadre des conclusions du Conseil européen de demain. Je pense qu'il est très important d'avoir une stratégie à moyen terme, mais nous devons avoir des indicateurs très clairs décrivant la direction que nous prenons et les objectifs que nous poursuivons. La Commission demande donc avec insistance que le Conseil européen accepte ces principaux objectifs concrets après les délibérations de demain et d'après-demain.

Nous avons besoin de créer des emplois, nous avons besoin d'un meilleur équilibre entre les sexes et nous avons besoin d'un enseignement plus solide. Il est très clair que nous avons besoin d'investir davantage dans la recherche et le développement, et il est tout à fait clair que nous avons besoin de combattre la pauvreté.

Aussi, la Commission insiste-t-elle sur la solidarité, sur la responsabilité et sur la nécessité d'avoir une stratégie concrète pour l'Europe et les citoyens européens.

J'espère simplement que l'espoir qu'a suscité en moi l'esprit positif perceptible ici, qui était une manifestation claire de solidarité et de responsabilité, sera présent de la même manière demain, lors des délibérations des chefs d'État ou de gouvernement.

Diego López Garrido, *président en exercice du Conseil*. – (ES) Madame la Présidente, je crois que ce débat sur la Grèce a été important: il s'agit d'un débat qui est au centre des préoccupations européennes du moment, mais, au-delà de ça, il s'agit d'un débat sur la situation économique de l'Union européenne tout entière, débat auquel a assisté M. Audy, président du Conseil, comme convenu au Parlement: je représente aujourd'hui la présidence du Conseil.

En ce qui concerne la question de la Grèce, qui a été au cœur du débat et à laquelle il a été fait le plus souvent allusion, la présidence en exercice du Conseil a des idées très claires. D'abord, l'Europe consiste en une intégration de politiques économiques: nos économies sont intégrées. Ensuite, l'Europe est basée sur la solidarité et donc contient une forte dimension sociale. Enfin, l'Europe possède une stabilité économique et financière.

Ces trois caractéristiques européennes sont clairement impliquées dans la question grecque. C'est aussi pour cette raison que les trois manières de voir l'Europe sont prises en compte et sont réaffirmées dans la déclaration très importante prononcée par le Conseil européen informel du 11 février 2010. Pour moi, il s'est agi d'une des déclarations les plus importantes prononcées par le Conseil, parce qu'elle aborde le problème grec sous l'angle de la solidarité et de l'engagement politique absolu envers la stabilité financière de la zone euro, l'engagement d'agir si nécessaire pour sauvegarder cette stabilité.

Je suis sûr que le Conseil européen de ce week-end, qui est le même que celui qui s'était réuni le 11 février, renforcera et préservera cette stabilité. Il enverra un message politique fort sur l'Europe, un message de soutien de son économie, de soutien de sa devise et, par voie de conséquence, un message de soutien de la solidarité, parce que c'est cela qu'espère l'opinion publique, même si un certain nombre d'euroseptiques souhaite un échec. Mais un tel échec ne se produira pas au Conseil européen. Soyez certains que cet échec ne se produira pas, mais que l'engagement politique vis-à-vis de la solidarité qui est au cœur de l'Union européenne et au cœur de la zone euro sera réaffirmé.

De plus, nous allons considérer l'avenir. Nous allons envisager l'avenir à court et à long terme. Nous allons évoquer la manière d'organiser une sortie coordonnée de la crise, en ayant à l'esprit qu'il n'y aura pas de retrait complet des incitants fiscaux tant qu'il n'y aura pas de reprise économique. Nous allons aussi parler d'objectifs à plus long terme, objectifs que je voudrais mentionner, en particulier la cohésion économique, territoriale et sociale; en substance, la solidarité. Et nous allons parler de la nouvelle forme que prendra la supervision, et qui sera différente de la stratégie de Lisbonne. Il y aura clairement des changements à cet égard: la direction du Conseil européen ne figurait pas dans la stratégie de Lisbonne.

La coordination des politiques économique, sociale et de l'emploi qui est inscrite dans le traité de Lisbonne ne faisait pas partie de la stratégie de Lisbonne. L'importance du rôle de la Commission -de supervision, de suivi, de surveillance, de contrôle, d'établissement des conditions permettant d'atteindre les objectifs - ne faisait pas partie de la stratégie de Lisbonne. Les éléments relatifs aux incitations prévues pour les fonds structurels ne faisaient pas partie de la stratégie de Lisbonne. Aussi, il est clair que des progrès importants sont en train d'être accomplis.

Pour terminer, Madame la Présidente, je reviendrai sur l'intervention de M. García-Margallo, qui fut la seule visant directement la Présidence espagnole et critiquant la manière dont l'Union européenne est, à son avis, dirigée.

Permettez-moi de vous dire, M. García-Margallo, que la Présidence espagnole du Conseil travaille en étroite collaboration et de manière coordonnée – la méthode européenne - avec M. Van Rompuy, président du Conseil européen, pour progresser dans la réalisation des objectifs essentiels. Elle travaille également étroitement avec la Commission et le Parlement.

Vous avez fait largement référence à la question économique. Je vous poserai la question suivante: que pensez-vous, par exemple, du fait d'adopter une décision telle que celle qui a été adoptée au Conseil européen - avec la participation de la présidence du Conseil, cela va de soi - sur l'engagement politique de l'Europe envers la stabilité financière de la zone euro? N'est-ce pas diriger l'Union européenne?

Je voudrais savoir si vous pensez que ce n'est pas diriger l'Union européenne que de contribuer à la tenue d'un débat ce week-end sur rien de moins que la stratégie Europe 2020, qui à propos doit le large soutien qu'elle a obtenu aux interventions prononcées au Parlement, et sur la gouvernance, qui est un élément fondamental à cet égard.

Je voudrais savoir si vous pensez que ce n'est pas diriger l'Union européenne que de mener en ce moment même des négociations avec la présente Assemblée sur le paquet de surveillance financière. En outre, je vous encouragerais, M. García-Margallo, à travailler avec la Présidence actuelle, afin que le Conseil, qui a adopté une position, et le Parlement parviennent dès que possible à un accord. À propos, pendant son mandat, la Présidence espagnole veut supprimer la directive sur les fonds alternatifs et elle veut le faire de manière aussi consensuelle que possible et avec la meilleure entente possible. Je ne pense pas qu'il faille critiquer cela, bien au contraire.

Je pense également que c'est diriger l'Union européenne que d'être pleinement en accord avec la Commission et de travailler avec elle sur la proposition qu'elle soumettra à propos de la coordination des politiques économiques en application de l'article 136 du traité de Lisbonne. De même, c'est diriger l'Union européenne que de mettre en place une politique générale de sortie de l'endettement, auquel l'Union européenne ne pouvait échapper confrontée qu'elle était à la crise et à la nécessité sociale de gérer la crise et de protéger les personnes les plus vulnérables. À présent, il faut s'attaquer à cette dette inévitable, de manière adéquate, dans le respect du traité de Lisbonne, afin de se remobiliser autour des paramètres du traité de Lisbonne.

C'est diriger l'Union européenne selon la méthode européenne. C'est diriger l'Union européenne, et diriger l'Union européenne consiste aussi à tenir un Conseil européen ce week-end qui exprimera clairement son soutien à la Grèce et au gouvernement grec.

La Présidente. - Non, vous ne pouvez pas avoir recours à la procédure du carton bleu, parce que cette procédure est exclusivement réservée aux députés européens. Aussi l'intervention du ministre clôt-elle le débat.

Déclarations écrites (article 149)

Elena Băsescu (PPE), par écrit. – (RO) Un des sujets importants inscrits à l'ordre du jour du Conseil européen concerne la stratégie UE 2020 relative à la création d'emplois et à la croissance économique. Nous avons besoin de coordonner les politiques européennes afin de pouvoir relever les défis et répondre aux besoins auxquels nous devons faire face aujourd'hui. Nous avons également besoin de fixer des objectifs clairs à long terme. Il faut donner la priorité au développement durable de l'économie européenne. La nouvelle stratégie de la Commission pour les 10 prochaines envisage cinq domaines d'action: la création de nouveaux emplois, la bataille contre la pauvreté, la diminution du décrochage scolaire, les investissements dans la recherche et le développement et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, les derniers États membres qui ont rejoint l'UE ont besoin de ressources et de soutien de la part de l'Union européenne. La Roumanie soutient les objectifs 20-20-20 (réduction de 20 % des émissions de gaz carbonique, augmentation de 20 % de la proportion d'énergie renouvelable et amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique) Les objectifs plus ambitieux 30-30-30, qui veulent atteindre un seuil de 30% dans ces trois domaines seraient certainement excessivement coûteux pour mon pays. Ce serait un objectif irréaliste pour un certain nombre de pays européens.

José Manuel Fernandes (PPE), par écrit. – (PT) Le projet européen était un projet pour la paix, le bien-être social, la liberté et la croissance. Il a servi d'exemple en termes de modèle social et a également pris les devants dans les questions environnementales, sans équivalent au niveau mondial.

La crise économique, financière et sociale que nous traversons actuellement nécessite une réponse concertée au niveau européen. La crise en Grèce et l'offensive contre l'euro nécessite une réponse commune, mais malheureusement, elle a été retardée. Il est à la fois possible et souhaitable de trouver une solution européenne afin d'éviter ces attaques spéculatives constantes sur l'euro.

L'UE est crédible et possède des liquidités. Si la coordination nécessaire est bien en place au niveau européen, cela devrait suffire à calmer en douceur le marché et à couvrir le coût des emprunts que la Grèce a besoin de contracter. Nous traversons une période qui exige de la solidarité entre les États membres et les institutions européennes. C'est même une question de devoir. Reste à espérer que le Conseil européen imminent prendra les mesures permettant la mise en place d'une solidarité intégrée et coordonnée. Cette attitude est nécessaire si nous voulons que le projet européen progresse. Les solutions préconisées pour la surveillance du déficit des États membres doivent être recherchées plus tard.

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), par écrit. – (PT) Face à la gravité des problèmes sociaux auxquels sont confrontés différents États membres de l'UE, notamment les problèmes d'emploi, l'absence de sécurité de l'emploi et la pauvreté, il est vital que le Conseil européen du printemps apporte une réponse sérieuse et soignée. Or, nous craignons que ses réponses visent essentiellement la pérennité des finances publiques, au détriment des mesures visant à la pérennité sociale.

La réponse à la situation en Grèce revêt de l'importance, en particulier parce que ce qu'il se passe dans ce pays remet en cause les bienfaits annoncés à grands cris de l'euro et de l'appartenance à la zone euro, à savoir être à la pointe des devises fortes des pays riches. On nous a dit que la zone euro allait servir de bouclier contre les crises financières, évitant le recours aux emprunts et aux interventions du Fonds monétaire international (FMI).

La crise initiale a suffi à montrer qu'il n'existait pas de réelle solidarité au sein de la zone euro et que la prétendue cohésion économique et sociale n'est ni plus ni moins qu'une propagande de campagne électorale. M^{me} Merkel brandit même aujourd'hui la menace d'exclure de la zone euro les États membres ne remplissant pas les critères du pacte de stabilité, tels que la Grèce, entre autres, oubliant que l'Allemagne a été et reste le principal bénéficiaire des politiques basées sur un euro fort.

(Explication de vote écourtée en application de l'article 170 du règlement)

Othmar Karas (PPE), par écrit. – (DE) La crise économique et financière et la situation en Grèce nécessitent une action européenne. Il faut mettre fin aux querelles publiques. Nous attendons que le sommet apporte une réponse commune. Nous disons «oui» au programme de réforme et au plan d'économie et d'austérité budgétaire du gouvernement grec. La Grèce est fermement résolue à faire ses devoirs et à respecter les règles européennes. Nous disons également «oui» à l'octroi d'un prêt pour assurer le cas échéant le bon fonctionnement du processus de réforme. Mais nous disons catégoriquement «non» aux pénalités et à l'expulsion d'un pays de la zone euro. Tout cela ne ferait que produire un effet domino qui aurait pour conséquence une perte de confiance des marchés. Nous disons également «oui» à la proposition du commissaire Rehn consistant à faire approuver préalablement par la Commission les projets de budget. Les données budgétaires et économiques doivent faire l'objet d'une inspection par Eurostat et la Commission. Je sollicite un strict contrôle des comptes de tous les États membres basé sur une liste commune de critères. Les systèmes fiscaux et les taux d'imposition qui présentent un intérêt pour le marché intérieur doivent être harmonisés, les politiques économiques, budgétaires et sociales doivent être coordonnées. Je demande la création d'une commission de planification de l'initiative «Europe 2020» impliquant la Commission, les États membres, la Banque européenne d'investissement, la Banque centrale européenne et Eurostat. J'enjoins donc les chefs d'État ou de gouvernement de souligner clairement leur volonté d'engager une action européenne commune. La Grèce est un cas d'école pour l'Europe qui doit en tirer les leçons. Les conclusions doivent être tirées au niveau local, européen et mondial. Une plus grande collaboration européenne et moins d'égoïsme national sont à l'ordre du jour.

Ivari Padar (S&D), par écrit. – (EN) Je voudrais parler de l'agenda numérique européen. Les chiffres de la Commission indiquent qu'il existe des obstacles au marché unique numérique: seulement 7 % des transactions en ligne sont transfrontalières. Bien que l'internet et les objectifs pertinents en matière d'infrastructures soient des préalables solides à la poursuite du développement, l'amélioration de l'infrastructure doit être complétée par la création d'un cadre réglementaire paneuropéen, l'utilisation de services et la promotion de compétences TIC. D'ici à 2020, un marché européen unique et sûr pour les services en ligne devrait être créé. Ce marché fournirait aux citoyens européens un accès facile et sûr à tous les services numériques, tant publics que commerciaux. Les États membres devraient élaborer des programmes nationaux pour le passage au numérique des services publics. Il faudrait à cet égard particulièrement encourager la participation des groupes socio-économiques défavorisés, car ce sont eux qui sont les plus susceptibles d'être exclus de la société numérique. L'authentification électronique et les signatures numériques transfrontalières devraient être caractérisées par l'interopérabilité juridique et technique, pour pouvoir permettre à tous les opérateurs de service et à tous les consommateurs européens d'avoir recours à l'authentification en ligne. L'approche globale du marché unique numérique devrait inclure la diminution de la fragmentation persistante des services financiers, de la logistique, de la protection des consommateurs et de la propriété intellectuelle. Cent pour cent des citoyens devraient avoir à la fois accès aux services en ligne et la possibilité d'utiliser ces services. Tel doit être l'objectif que nous devons fixer.

Georgios Papastamkos (PPE), par écrit. – (EL) La crise financière affreuse que traverse la Grèce, et le déséquilibre financier que connaissent d'autres États membres de la zone euro remettent en question la solidité statique et dynamique de la structure même de l'UEM. Il ne peut y avoir aucun doute sur le fait que la restauration des finances publiques d'un État membre appartenant à la zone euro relève de la responsabilité de cet État membre. Toutefois, la crise financière a fait apparaître la corrélation entre une union monétaire pleine et uniforme et l'union économique imparfaite de l'UE. Elle a souligné l'urgente nécessité d'organiser une gouvernance économique européenne politiquement dirigée, d'européaniser la politique économique et le risque économique, de combler les déficits structurels de l'UEM, d'avoir «plus d'Europe» et une action européenne coordonnée et basée sur la solidarité. Ce dont nous avons besoin, c'est un mécanisme européen de soutien, un fonds monétaire européen doté des ressources et de la facilité d'intervention nécessaires. Il est nécessaire d'avoir une intervention réglementaire coordonnée pour protéger la devise commune de la spéculation. Un examen détaillé du fonctionnement des marchés européens des contrats d'échange sur défaut souverain. Le Conseil européen est instamment invité à apporter des réponses fondamentales à la crise dans la zone euro et à faire preuve d'une véritable solidarité envers la Grèce pour surmonter la crise financière. La

Grèce ne fait pas l'aumône. Elle demande que le peu de réserves dont disposent les citoyens européens ne disparaissent pas dans les poches des spéculateurs internationaux.

Rovana Plumb (S&D), par écrit. – (RO) Durant l'actuelle crise économique et sociale, associée à la crise climatique, l'UE a élaboré une nouvelle stratégie pour les 10 prochaines années. La stratégie UE 2020 doit permettre de créer une Europe plus inclusive, dotée d'une économie intégrée et respectueuse de l'environnement. La recherche et l'innovation doivent devenir une priorité pour nous permettre de lutter contre les effets du changement climatique et créer des emplois «verts» et «intelligents». Pour cette raison, les cibles fixées doivent être obligatoires pour garantir une croissance durable et le développement d'un marché du travail davantage axé sur l'intégration et proposant des conditions de vie décentes pour tous les citoyens.

Richard Seebler (PPE), par écrit. – (DE) L'UE ne sera un succès que si nous savons quelle direction nous voulons prendre en matière de politique économique et sociale. Pour cette raison, il faut accorder une attention particulière à l'établissement de la stratégie UE 2020. Les États membres doivent produire des concepts, des perspectives et des idées claires. Élaborer une stratégie pour les 10 prochaines années est à vrai dire une entreprise ambitieuse, mais il faut avoir à l'esprit qu'il ne s'agit pas de régler les derniers points en suspens. L'UE doit s'interroger sur le positionnement qu'elle souhaite prendre et sur la nature des priorités qu'elle veut se fixer. Un objectif qui, à long terme, aurait des conséquences économiques et sociales positives, serait de créer un bouquet énergétique durable pour l'Europe. Il est nécessaire de repenser notre stratégie dans ce domaine, et pas uniquement à cause de l'épuisement continu des carburants fossiles et de l'impact des sources d'énergie non renouvelables sur le climat. L'Europe doit également prendre la tête dans le domaine des technologies respectueuses de l'environnement. Pour ma part, je pense que l'énergie nucléaire ne convient pas pour mettre l'Europe sur la voie d'un avenir consacré aux énergies renouvelables.

Czesław Adam Siekierski (PPE), par écrit. – (PL) Le Conseil européen qui débute demain poursuit, en principe, l'objectif de discuter le cadre général de la nouvelle stratégie de l'Union européenne, «Europe 2020», et d'évaluer les chances de sortir de la crise économique ainsi que la situation en Grèce et dans d'autres pays de la zone euro. Ce sont des sujets étroitement liés, car la stratégie de l'Union pour la croissance économique et l'emploi est liée à ces questions. Lorsque nous évaluons la situation actuelle, nous devons nous interroger sur la manière dont les principes définis dans le Pacte de croissance et de stabilité sont observés dans différents pays, et nous demander où était la Commission européenne dans tout cela? Nous pouvons supposer que la stratégie Europe 2020 sera envisagée de différentes manières selon les chefs d'État ou de gouvernement des États membres. Ces différents points de vue sont le résultat de conflits d'intérêt importants existant dans les pays individuels, qui, à leur tour, proviennent des différents niveaux de développement. Pour des raisons évidentes, les pays issus des deux derniers élargissements, mais pas uniquement eux, se battent pour qu'une place plus importante soit accordée à la politique de cohésion, au développement de l'infrastructure et à l'agriculture, mais n'oublions pas l'innovation et les nouvelles technologies. La réussite de l'Europe et le retour à la croissance durant la prochaine décennie dépendra tout autant de la réalisation des objectifs de la stratégie contenue dans les propositions de la Commission, mais également de la poursuite des politiques plus traditionnelles. Pour que l'Union relève les difficiles défis mondiaux, il lui faut d'abord diminuer ses disparités internes, et cet objectif n'est réalisable qu'en respectant le principe de solidarité inscrit dans le Traité.

Silvia-Adriana Țicău (S&D), par écrit. – (RO) Le Conseil européen du printemps portera principalement sur la stratégie UE 2020. Au début de cette année, le taux de chômage atteignait 10 %, mais en Espagne et en Lettonie, par exemple, il atteignait presque 20 %. Pour 67 % des citoyens européens, les pertes d'emplois constituent la préoccupation principale. Celle des dirigeants européens doit être de préserver les emplois existants et d'en créer de nouveaux, afin de permettre aux citoyens européens de mener une vie décente. Cet objectif ne peut être garanti qu'en faisant des investissements substantiels dans le développement économique et social, les infrastructures de transport et d'énergie, l'agriculture, la recherche, l'éducation et la santé. C'est précisément la raison pour laquelle le Conseil européen doit porter une attention particulière à la politique industrielle de l'UE. D'après les statistiques européennes, entre décembre 2009 et 2010, la production industrielle a chuté de 2 % dans la zone euro et de 0,2 % au niveau de l'UE27. Au niveau européen, l'industrie génère 26,4 % du PIB, mais dans certains États membres, elle ne contribue que pour 14 % du PIB. L'Union européenne doit garder sa compétitivité au niveau mondial. Pour cela, les emplois et la production industrielle ne doivent pas quitter l'Union européenne et ne doivent pas être délocalisés dans des pays tiers.

PRÉSIDENT DE M. MIGUEL ANGEL MARTÍNEZ MARTÍNEZ*Vice-président***13. Mise en place de l'initiative citoyenne européenne prévue à l'article 11, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne (débat)**

Le Président. – L'ordre du jour appelle la déclaration du Conseil et de la commission du développement sur la mise en place de l'initiative européenne prévue à l'article 11, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne.

Permettez-moi de saluer chaleureusement un groupe de journalistes de ma région, Castille-La Manche, en Espagne, qui se trouvent dans la tribune de presse et sont actuellement en visite dans les institutions de l'UE.

Diego López Garrido, président en exercice du Conseil. – (ES) Monsieur le Président, je remercie le Parlement d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat sur le développement de l'Union européenne et l'europanisme dans la population européenne, un aspect qui, selon moi, est l'un des plus importants et pertinents d'un point de vue démocratique. Il porte sur une question très pertinente, qui marque une nouvelle étape de l'Union européenne. En effet, comme vous le savez, il concerne l'initiative citoyenne; en d'autres termes, la possibilité pour au moins un million de citoyens européens, hommes et femmes, issus de différents États membres, de pouvoir signer une initiative législative.

Une initiative législative qui est, on le comprend, adressée à la Commission et présentée devant celle-ci, en sa qualité d'organe de l'UE autorisé à prendre des initiatives législatives.

L'initiative citoyenne est une priorité absolue pour la Présidence du Conseil. Une priorité absolue. Nous estimons en effet que c'est une priorité pour l'Europe. Selon nous, lorsqu'un pays préside l'Union européenne, il ne doit pas simplement mettre en œuvre ses propres priorités, ses propres objectifs en tant que pays, mais il doit aller plus loin et être en mesure de défendre les objectifs de l'Europe.

L'initiative citoyenne, avec les possibilités qu'elle offre et les droits qu'elle confère aux citoyens – au nombre d'environ cinq cent millions –, est un objectif essentiel de l'Europe, et c'est pourquoi elle est l'une des priorités de la Présidence espagnole. Même si ce n'est pas une priorité pour l'Espagne, c'est une priorité pour l'Europe.

Les citoyens espèrent que le traité de Lisbonne sera mis en œuvre le plus rapidement possible après huit années perdues en raison d'incertitudes institutionnelles.

Nous devons rattraper ce temps perdu et répondre aux citoyens, qui ne demandent qu'à participer. En d'autres termes, nous devons progressivement retrouver un équilibre entre l'Europe qui s'est bâtie au cours du 20^e siècle, plutôt du sommet vers la base – tout en restant démocratique – et une Europe qui doit également se bâtir de la base vers le sommet.

C'est pourquoi nous estimons que l'initiative citoyenne doit être mise en route dès que possible. En effet, elle sera une preuve de la volonté politique des États membres, du Parlement et des institutions de l'Union de donner une voix à la population et de permettre aux citoyens de participer à la vie de l'Union.

Elle viendra également contrer un phénomène qui touche malheureusement aussi l'Union européenne, à savoir que le débat politique a majoritairement lieu au niveau national, en interne. Ici, à Bruxelles, ou au Parlement, un débat a lieu au niveau européen, mais dans chacun des pays de l'Union, c'est le débat national qui prédomine, et pas le débat européen.

L'initiative citoyenne est un excellent instrument pour parvenir à susciter un véritable débat européen au sein de la société civile. Les initiatives proposées par les citoyens de différents pays stimuleront un débat européen dans chaque pays, et pas un débat strictement national.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous estimons que l'initiative citoyenne est une priorité. Dès que la Commission aura soumis son projet de règlement – nous souhaitons remercier la Commission, et surtout le président Barroso et le vice-président Šefčovič, pour la manière dont ils ont accordé la priorité à cette question dans le programme de travail de la Commission; nous sommes également reconnaissants que cela doive se produire prochainement et très rapidement, comme nous le dira bientôt M. Šefčovič –, nous disposerons d'un texte nous permettant, avec le Conseil et le Parlement, de mettre en œuvre dans les six mois cette initiative indubitablement tant espérée par les citoyens européens.

Nous devons travailler sur les différents aspects concernés, certains plus techniques, d'autres plus politiques, mais nous devons encourager ce processus.

C'est pourquoi, depuis la réunion informelle des ministres des affaires étrangères qui a eu lieu à La Granja de San Ildefonso, comme s'en souviennent M. Šefčovič et M^{me} Malmström – toujours en poste car la nouvelle Commission n'avait pas encore pris ses fonctions –, en passant par la première réunion que nous avons eue avec la Commission à Madrid lorsque le nouveau collège des commissaires a pris ses fonctions et jusqu'à cet après-midi au Parlement, nous sommes impatients de voir cette initiative entrer en vigueur. Je leur demanderai – c'est le message que j'aimerais qu'ils vous transmettent, chers députés – d'accorder la plus grande attention à cette initiative.

Je sais ce qu'ils veulent. De plus, je leur demanderai d'agir le plus rapidement possible sur cette initiative qui, selon moi, récolte assez facilement un consensus général dans ses différents éléments, au vu des discussions qui ont eu lieu au Conseil, à la Commission et au Parlement et à la commission à laquelle j'ai participé, à savoir la commission des affaires institutionnelles. Je pense donc que nous pouvons la mettre en pratique, en tant qu'un des éléments de la nouvelle ère qu'entame l'Union européenne, ère qui intéresse au plus haut point la population.

Maroš Šefčovič, *membre de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, je souhaite remercier sincèrement le Parlement d'avoir mis cet élément important à l'ordre du jour. Je tiens à remercier personnellement mon cher ami, Diego López Garrido, et la Présidence espagnole pour avoir mis ce point en haut de son agenda, parce que je crois que l'instrument dont nous allons disposer modifiera vraiment la manière de faire de la politique dans l'Union européenne.

Jusqu'ici, la construction européenne était basée sur la démocratie représentative. Je pense que cela est très bien reflété aussi dans le traité de Lisbonne, où il apparaît très clairement que les pouvoirs du Parlement sont fortement renforcés et que les parlements nationaux seront plus impliqués dans le processus législatif européen. En outre, pour être complets, nous devons inclure davantage les citoyens dans ce processus, ce qui est chose faite grâce à cet instrument de démocratie participative.

Il y a quelque temps, on a discuté du fait que ces deux types de démocraties pourraient s'annuler l'un l'autre. Je ne pense pas, car j'estime plutôt que les deux éléments de la démocratie représentative et participative se renforcent mutuellement et aident à créer un véritable espace politique et public européen.

Je crois également que cet instrument nous permettra de souligner encore plus l'importance de la citoyenneté européenne pour les Européens. Comme l'a déjà dit Diego, je suis également convaincu que cela mènera à de meilleurs débats transfrontaliers à l'échelle européenne, davantage centrés sur les sujets européens et pas uniquement sur les thèmes nationaux, comme nous le voyons si souvent dans les capitales des États membres.

La Commission était et est très reconnaissante envers le Parlement européen pour les avancées réalisées jusqu'ici sur l'initiative citoyenne européenne. Pour nous, la résolution que vous avez adoptée le 7 mai de l'année dernière est une orientation politique capitale et une indication très importante quant à la manière de préparer cette initiative.

Comme vous le savez, la Commission, lorsqu'elle prépare des actes législatifs de cette envergure, souhaite faire participer le plus possible la population européenne dans une vaste discussion. C'est pourquoi nous avons organisé un débat public sur cette question, sur la base du livre vert publié en décembre dernier.

Je dois dire que nous avons été très agréablement surpris par les réponses que nous avons reçues. Nous avons reçu plus de 300 réponses d'une série de contributeurs: citoyens individuels, organisations, pouvoirs publics, voire parlements nationaux.

Nous avons évalué ces réponses et achevé le processus de consultation par un débat public à Bruxelles, auquel ont participé plus de 1 500 parties prenantes, dont des honorables représentants du Parlement.

Si je devais résumer ce débat, je dirais qu'il a donné lieu à de nombreuses suggestions innovantes, intéressantes et positives à l'intention de la Commission. Qu'avons-nous pu en tirer comme principales conclusions? Que les citoyens sont très intéressés par le fait que cette initiative sera mise en œuvre le plus rapidement possible, qu'ils souhaitent qu'elle soit aussi conviviale que possible, qu'ils souhaitent qu'elle soit simple, directe, compréhensible et, surtout, accessible.

Comme vous en conviendrez, il s'agit là de paramètres clairs et très importants qu'il faudra prendre en considération pour préparer la législation, car seuls ces paramètres garantiront que les citoyens utiliseront cet instrument pour mieux communiquer avec la Commission et les institutions européennes.

Sur la base des résultats des consultations et des propositions du Parlement européen, la Commission est actuellement en train de finaliser sa proposition. J'espère que le 31 mars, le collège adoptera les propositions sur lesquelles nous travaillons. Je peux également vous dire que cela ne sera probablement pas possible sans un encouragement fort de la Présidence espagnole. Il est très clair que la Présidence doit respecter une telle priorité absolue, et je sais que l'Espagne s'est fermement engagée à faire des progrès sur cette initiative au cours de sa Présidence.

J'ai donc très bon espoir que, grâce à l'approche constructive de la Présidence, du Conseil et du Parlement, ce nouvel instrument très important sera en place avant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Íñigo Méndez de Vigo, *au nom du groupe PPE*. – (ES) Monsieur le Président, c'est dans cette même Assemblée, il y a près de sept ans, à la fin de la convention constitutionnelle, que nous, députés européens et nationaux, sommes parvenus à faire une proposition acceptée par le Présidium, proposition que nous avons approuvée. En outre, je tiens à citer ici les noms de M. Lamassoure et M. Mayer, qui ont élaboré la proposition d'initiative citoyenne, une initiative populaire désormais intégrée aux Traités.

Cette initiative populaire est un exemple de démocratie participative – M. Šefčovič l'a très bien expliqué – et de démocratie européenne, car les questions couvertes par cette initiative doivent être européennes et pas locales. Il s'agit donc d'une participation des citoyens, sur des thèmes traités au niveau européen.

M. Šefčovič, qui prépare cette proposition, ne nous a pas dit ce qu'elle contenait. Il nous laisse avec l'eau à la bouche. Au nom de mon groupe, M. Šefčovič, je vous demande qu'elle contienne au moins trois éléments.

Premièrement, il faut qu'elle soit claire et simple. En d'autres termes, ne faisons pas compliqué. Il faut qu'elle soit accessible aux personnes, afin qu'elles puissent participer même sans avoir fait d'études universitaires.

Deuxièmement, elle devrait prévoir une coopération entre les autorités européennes et nationales. En effet, selon moi, les autorités nationales doivent jouer un rôle important dans la manière d'organiser les signatures.

Troisièmement, nous devons éduquer les citoyens, par l'intermédiaire de la Commission européenne et du Parlement, en leur expliquant comment utiliser cette initiative législative pour éviter les désillusions. Permettez-moi de vous donner un exemple que j'ai pêché sur l'internet. Une pétition en ligne a déjà été lancée pour utiliser l'initiative populaire afin de modifier le siège du Parlement pour qu'il n'y en ait plus qu'un seul.

Eh bien, c'est impossible et il faut le dire dès le début. Cela nécessiterait une réforme des Traités, ce qui est impossible par initiative populaire.

Il y a dès lors un énorme travail d'éducation à faire, Mesdames et Messieurs de la Commission et du Parlement, sur une initiative que le groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens) approuve. Nous espérons qu'elle servira à promouvoir le sentiment d'appartenance à l'Union et la participation publique aux affaires européennes.

Ramón Jáuregui Atondo, *au nom du groupe S&D*. – (ES) Monsieur le Président, Monsieur Šefčovič, j'ai été ravi d'apprendre que la Commission prévoyait d'approuver ce projet de règlement la semaine prochaine, le 31 mars. Je pense que c'est une bonne nouvelle et qu'il convient de féliciter la Commission, M. Šefčovič et la Présidence espagnole pour l'impulsion qu'ils ont donnée à cette initiative et d'avoir décidé de soumettre une proposition très importante à cette Assemblée.

Elle est très importante car, en premier lieu, je crois qu'elle renforce la légitimité du Parlement. En effet, elle donne au public un accès direct au Parlement, pas par l'intermédiaire des partis, mais de manière directe, grâce tout simplement à une proposition.

C'est justement l'accès public direct au Parlement qui renforce sa légitimité. Il renforce la notion de citoyenneté, qui est le fondement du projet européen. Depuis Maastricht jusqu'à aujourd'hui, c'est le citoyen qui est au cœur du projet européen et qui en devient ici l'acteur principal.

Troisièmement, je dirais que c'est quelque chose qui encourage de manière extraordinaire la connexion entre les institutions et la citoyenneté, ce que nous exigeons sans cesse et que nous n'arrivons jamais à obtenir. C'est l'occasion pour les citoyens de se rapprocher du Parlement et d'apprendre en quoi il peut être utile.

C'est ce qui me pousse également à faire quelques recommandations qui correspondent, dans une large mesure, à celles de M. Méndez de Vigo.

Je pense qu'il est important de rédiger un texte qui soit, en premier lieu, véritablement flexible. En d'autres termes, il devrait permettre que ce droit soit exercé par de nombreuses personnes, et nous devons préciser le nombre de pays, les pourcentages et les systèmes de signatures qui s'appliqueront à cette initiative. Soyez flexibles, s'il vous plaît! Rendez l'accès à cette initiative facile, mais soyez clairs et ne décevez pas les attentes.

Il faut auparavant que la Commission suive une procédure fondamentale consistant à dire si un projet d'initiative aura une chance de réussir, s'il sera possible ou non de le mettre en œuvre. Avant que les signatures soient collectées, nous devons dire «oui» ou «non», afin de ne pas décevoir les attentes. Mesdames et Messieurs, nous avons besoin de clarté et de flexibilité dans ce projet et je tiens à vous féliciter.

Anneli Jäätteenmäki, *au nom du groupe ALDE*. – (FI) L'initiative citoyenne européenne est importante car c'est l'une des rares innovations apportées par le traité de Lisbonne qui, pourrait-on dire, accroît réellement les possibilités de contribuer offertes aux citoyens. Ce n'est à l'évidence qu'un petit pas en avant et recueillir un million de signatures ne sera pas chose aisée. Et quand bien même, les citoyens pourront uniquement suggérer à la Commission de faire quelque chose. La Commission décidera ensuite, en âme et conscience, d'agir ou pas.

Si l'expérience de l'initiative citoyenne se révèle concluante, comme je l'espère, il est très possible que par après, nous puissions avancer davantage sur la voie qui mènera à l'influence directe. C'est pourquoi il est très important aujourd'hui, alors que nous établissons un cadre pour l'initiative européenne, que ce cadre soit défini de manière à ce que l'initiative puisse être introduite facilement, qu'elle soit claire et compréhensible. Nous ne devons pas susciter de faux espoirs ni de malentendus.

Une procédure de contrôle de conformité préalable a été discutée. Je pense qu'il faut l'examiner très sérieusement. Elle pourrait avoir du bon, mais je ne sais pas s'il est bien de réduire le nombre d'initiatives à ce stade. Permettons au public d'avoir son mot à dire.

Selon moi, il est important que le seuil d'États membres différents – le nombre de pays impliqués – ne soit pas trop élevé: un quart devrait suffire pour que l'initiative puisse avancer et pour qu'elle soit susceptible de donner lieu à des suites. Nous devons veiller à ce que le règlement n'impose aucun obstacle non nécessaire à la mise en œuvre de l'initiative citoyenne, mais qu'elle soit claire et simple. Espérons que les initiatives seront nombreuses et que la Commission y donnera suite.

Gerald Häfner, *au nom du groupe Verts/ALE*. – (DE) Monsieur le Président, Monsieur López Garrido, Monsieur Šefčovič, Mesdames et Messieurs, je crois que c'est une grande chance pour l'Europe, cette Europe que nous partageons et qui a commencé par des traités entre États – l'instrument classique de politique étrangère, dans lequel les citoyens étaient plus ou moins des spectateurs –, de devenir de plus en plus une Europe des citoyens.

Ce dont nous discutons aujourd'hui, c'est du premier instrument qui permettra une participation directe des citoyens au niveau européen. Je pense que la chance qui nous est offerte saute aux yeux de chacun, en particulier pour le développement progressif, conformément à la volonté de la population européenne, d'un *demos* européen, dont a besoin l'Europe, alors que nous continuons à discuter en France, en Italie, au Portugal, en Allemagne, etc., et donc plus ou moins chacun dans notre coin. En ce qui concerne les citoyens, les débats à l'échelle européenne sont pratiquement inexistantes. L'initiative citoyenne européenne pourrait toutefois aider à mettre sur pied de tels débats et à surmonter, dans une certaine mesure, le sentiment des Européens que Bruxelles est loin et qu'ils – les citoyens – n'y ont pas voix au chapitre. Ce que nous faisons ici, c'est créer le premier instrument qui permettra aux citoyens de faire entendre leur voix à Bruxelles. Toutefois, l'essentiel est ici la forme à lui donner. Je tiens à être très clair en affirmant que nous n'avons pas encore déterminé si cette mesure serait une réussite ou un échec. Cela dépendra de la forme que nous déciderons de lui donner.

Je peux comprendre, Monsieur le Commissaire Šefčovič, que vous ne puissiez nous présenter les détails aujourd'hui. En effet, je sais que vous n'avez pas encore totalement tranché. Nous avons toutefois une possibilité ici de rassembler quelques idées, quoique brièvement. Je souhaite ainsi évoquer un élément particulier.

Pour moi, la réussite de ce projet dépendra du fait que la proposition de la Commission, ou du moins la proposition législative qui sera décidée ici, non seulement contiendra des obstacles et des exigences pour les citoyens, mais également disposera que la Commission doit travailler sérieusement à l'initiative citoyenne

qui lui a été remise, car il serait, selon moi, extraordinairement frustrant qu'un million de citoyens signent une telle initiative et que celle-ci, en fin de compte, file à la poubelle, en silence et sans cérémonie. Nous avons besoin de trois niveaux de contrôle de recevabilité. Premièrement, le niveau formel: l'initiative porte-t-elle le nombre de signatures requis? Deuxièmement, le niveau juridique: la question relève-t-elle des compétences de l'Union européenne et ne contrevient-elle pas au droit actuel? Enfin, troisièmement, un contrôle basé sur le contenu. À cet égard, je pense qu'il est important que les citoyens soient conviés à cet examen, qu'il y ait une audition, que leur avis soit pris en considération et que leurs préoccupations soient discutées; il ne faut pas qu'ils reçoivent simplement une lettre *ex cathedra* des hautes instances. C'est ce que nous appelons l'encouragement.

En bref, je voudrais parler d'une deuxième forme d'encouragement. Un tiers des États membres, soit neuf, me semble – ainsi qu'à cette Assemblée – trop élevé. Le Parlement s'est dit en faveur d'un quart, ce chiffre devant être combiné à la deuxième exigence, à savoir le nombre des signatures dans chacun des États membres. Au cours de nos négociations, j'ai proposé une gradation en fonction de la taille des États membres, étant donné qu'il y a une grande différence si l'État est grand ou petit, et je constate une certaine ouverture à l'égard de cette proposition.

En raison des contraintes de temps, je ne puis aborder d'autres points. J'espère que nous pourrons, ensemble, mettre en place ce premier instrument de démocratie transnationale.

Syed Kamall, *au nom du groupe ECR*. – (EN) Monsieur le Président, je pense que nombreux sont ceux qui, parmi nous, saluent toute initiative qui retire du pouvoir à l'Union européenne et aux autres niveaux de gouvernement et rapproche le pouvoir du citoyen.

Tout d'abord, j'en appelle à plus de flexibilité. Pourquoi devrions-nous prédéfinir les questions sur lesquelles les citoyens ont le droit d'initiative? S'ils souhaitent poser une question, prenons nos responsabilités et donnons notre avis, quel qu'il soit. Si, par exemple, il est question du siège du Parlement, nous devons répondre. Pourquoi esquiver la question? Abordons de front les problématiques proposées par les citoyens.

Je voudrais insister sur un point, celui de la transparence. Il sera difficile pour tout individu ou groupe de citoyens de collecter de son propre chef le nombre requis de signatures. C'est pourquoi des organisations pourraient prendre en charge la collecte des signatures. Il faudra alors que leur financement soit transparent, afin d'éviter que les organisations qui s'approprient le processus demandent plus de fonds pour les initiatives dans lesquelles elles croient. Il faut que cette initiative soit véritablement laissée au citoyen et pas aux organisations de la société civile et aux ONG.

Søren Bo Søndergaard, *au nom du groupe GUE/NGL*. – (DA) Monsieur le Président, la méfiance de nos concitoyens envers l'Union européenne est croissante. Le faible taux de participation aux élections européennes parle de lui-même. Si l'initiative citoyenne européenne est interprétée d'une telle manière que seul un petit nombre pourra en profiter, cela ne fera qu'aggraver la situation. Notre groupe en appelle dès lors à des règles pas trop strictes. Par exemple, des problématiques pourraient être pertinentes pour l'Europe dans son ensemble, même si le premier million de signatures provient d'un très petit nombre de pays. Par ailleurs nous pouvons également, en tant que Parlement européen, faire quelque chose pour faire en sorte que l'initiative citoyenne soit prise au sérieux. Nous pouvons prendre une décision, au sein de cette Assemblée, prévoyant que chaque fois qu'une initiative citoyenne sera approuvée, nous procéderons ici à un débat, débat qui pourrait conduire à une déclaration sur l'initiative en question. De cette manière, nous tiendrons dûment compte des souhaits des citoyens. J'espère que les groupes pourront collaborer pour arriver à l'adoption d'un compromis de ce genre, par exemple, sous la forme d'une modification du règlement.

Frank Vanhecke (NI). – (NL) Monsieur le Président, j'ai écouté tout ce qui s'est dit jusqu'ici avec un très grand scepticisme. Après tout, notre propre expérience des référendums aux Pays-Bas, en France et, enfin, en Irlande nous a montré comment l'eurocratie répondait à la volonté de la population et aux expressions de sa volonté. En quoi consiste, en essence, l'initiative citoyenne européenne? Il s'agit simplement d'un palliatif, d'un simulacre destiné à laisser entrevoir aux citoyens un minimum de participation dans le cadre du traité de Lisbonne sans réellement leur permettre de participer au processus de décision. En effet, il est clair, au vu de ce que nous avons appris jusqu'ici des procédures complexes et des contraintes quant aux sujets abordables, que si le processus aboutit, tout sera examiné et surtout décidé dans les mêmes cénacles eurocratiques, plutôt non démocratiques, qu'avant. Ce dont nous avons besoin en Europe, ce sont des référendums contraignants, par exemple, sur l'adhésion de la Turquie. Ils sont nécessaires pour restaurer la démocratie, mais malheureusement, l'initiative citoyenne européenne n'est qu'une caricature de tout cela.

Carlo Casini (PPE). – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je salue les déclarations de MM. López Garrido et Šefčovič.

Le nouveau traité de Lisbonne nous invite à adopter rapidement une procédure systématique pour promouvoir l'initiative citoyenne, qui témoigne de l'existence d'un peuple européen. En effet, tout le monde sait qu'une des critiques les plus virulentes de l'Union porte sur sa structure pas entièrement démocratique. Le traité de Lisbonne cherche à réduire le déficit démocratique de plusieurs manières, notamment en permettant à au moins un million de citoyens européens de soumettre une proposition d'initiative législative.

Ce nouvel instrument, pour qu'il soit pris au sérieux, devra produire des effets juridiques d'une certaine importance. Il ne peut certainement avoir la même valeur que les pétitions, qui existent déjà et sont signées par un grand nombre d'individus – il faut les distinguer clairement – et doit donc être réglementé de manière à prévenir les abus, tout en permettant une discussion large, expression d'un consensus populaire informé et vérifiable.

Toutefois, l'aspect le plus important de l'initiative prévue à l'article 11 du traité de Lisbonne est sa signification symbolique: le déficit démocratique est combattu non seulement par le pouvoir de décision des représentants de la population, mais aussi par l'existence-même d'un peuple européen, qui n'est pas seulement la somme mathématique des citoyens des nations individuelles.

C'est pourquoi, dans les règles que nous examinons, deux aspects sont pour moi particulièrement importants: le premier concerne le sujet, qui doit avoir – comme quelqu'un l'a dit – un caractère européen; le deuxième concerne la distribution du nombre minimum de signataires dans un nombre significatif d'États membres, représentant un pourcentage approprié du poids électoral de chaque pays.

J'espère que les nouvelles règles aideront les citoyens de France, d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne, etc., à se sentir avant tout citoyens d'Europe.

Zita Gurmai (S&D). – (EN) Monsieur le Président, l'initiative citoyenne européenne est l'une des innovations majeures du traité de Lisbonne et vise à accroître la démocratie directe dans l'Union européenne. Ce nouvel instrument devrait être correctement utilisé en étant pleinement exploité. En outre, sa crédibilité doit être garantie.

À cet égard, il convient de prévoir des obligations sérieuses. Permettez-moi d'en mentionner deux, tout en sachant qu'il y en a d'autres. Les signatures collectées doivent être vérifiées de manière appropriée. C'est un point essentiel qui peut causer de graves problèmes, étant donné que la législation applicable est très différente en fonction des États membres. Nous devons trouver la meilleure solution – le bon équilibre entre les différentes règles et les obligations communes.

Mon deuxième point concerne la recevabilité de l'initiative. À nouveau, il faut examiner tous les aspects attentivement pour trouver la meilleure façon de procéder. Le sujet de la discussion publique doit-il se limiter à la défense des valeurs de l'Union ou la liberté d'expression doit-elle prévaloir? Y a-t-il des principes mutuellement inclusifs?

Je salue le travail progressiste du vice-président Šefčovič et de la Présidence espagnole. Je suis ravie que les parties prenantes aient eu la possibilité, en février, de discuter de la majorité des questions qui doivent être résolues pour rendre l'initiative citoyenne opérationnelle.

Je souhaiterais vraiment connaître l'issue de la réunion. Comment la Commission va-t-elle gérer la question de la vérification et de la recevabilité d'une initiative, et à quel stade? Bien sûr, lorsque nous préparons un rapport ici au Parlement européen, nous devons indiquer clairement l'approche que nous allons suivre. Je crois fermement que nous sommes ici pour représenter les citoyens européens et nous devons veiller à être capables d'envoyer un message fort au nom de chacun.

Je crois fermement que la Présidence espagnole fait de l'excellent travail en tant que membre du trio avec la Belgique et la Hongrie, mes bons camarades. Je vous remercie donc une nouvelle fois infiniment, Monsieur le Vice-président. Vous avez fait de l'excellent travail. Continuons de la sorte.

Diana Wallis (ALDE). – (EN) Monsieur le Président, cet instrument a un énorme potentiel et pourrait envoyer un signal démocratique important à l'Europe.

Dans mon propre pays, le Royaume-Uni, pour faire avancer une initiative législative, vous devez vous adresser à un député, qui doit avoir la chance de remporter un vote ou une loterie annuelle. Et ensuite, votre proposition peut alors être discutée par le gouvernement du jour.

Aussi, je pense que nous allons donner aux citoyens européens un instrument très important et très enthousiasmant. Cela me rend fière, mais cet instrument doit être convivial, accessible et crédible, ce qui signifie que nous devons veiller assez strictement à ce qu'il relève de la compétence de l'UE et qu'il respecte les droits de l'homme dès le départ.

Nous devons être en mesure et voulons soutenir les promoteurs à satisfaire aux exigences techniques. Plus important, les parlementaires doivent être prêts à agir ensemble avec les initiateurs d'une initiative. Cela ne compromet en rien nos droits. Nous pouvons travailler main dans la main avec les citoyens, mais leur message doit être adressé à la Commission. Nous pouvons donner un coup de main et ensemble mettre ainsi en route une véritable démocratie européenne.

Isabelle Durant (Verts/ALE). - Monsieur le Président, mon collègue Häfner a évoqué quelques-unes des conditions pour que cette initiative soit, comme on l'a dit, réalisable, crédible, légitime.

Moi, je voulais attirer notre attention, d'une part, sur l'avis du Conseil économique et social qui est très intéressant et qui pourrait éclairer aussi les décisions à prendre et, d'autre part, souligner le fait que la démocratie participative fonctionne quand chacun est dans son rôle, aussi bien les élus du Parlement et le Conseil que les organisations de la société civile et les citoyens non organisés pour lesquels l'initiative citoyenne est une opportunité.

À cet égard, Monsieur le Commissaire, l'article 11 du Traité prévoyant également la possibilité d'établir un dialogue structurel et organisé avec la société civile, je voudrais vous demander ce que vous envisagez comme initiative – à l'image du dialogue social qui est prévu par les Traités – et savoir si vous envisagez, à côté de l'initiative citoyenne qui est très intéressante et très utile, d'organiser structurellement et de façon interinstitutionnelle le dialogue avec la société civile.

Peter van Dalen (ECR). – (NL) Monsieur le Président, maintenant que le traité de Lisbonne est entré en vigueur, les citoyens peuvent lancer des initiatives citoyennes. Cela représente un progrès puisque les citoyens sont encore trop éloignés de l'Europe et il est difficile de les impliquer dans le développement politique. Je considère l'initiative citoyenne européenne comme une bonne chance d'accroître le soutien des citoyens pour l'Europe.

Monsieur le Président, je souhaite attirer l'attention expressément sur une initiative citoyenne lancée récemment par M. Kastler, qui est présent aujourd'hui, appelant à ce que le dimanche soit considéré comme un jour de repos réservé à la famille et au recueillement. Je suis totalement d'accord avec cette demande et travaille avec lui pour collecter autant de signatures que possible aux Pays-Bas. J'appelle chacun à soutenir et à rendre publique cette initiative. Ces initiatives peuvent servir d'indicateurs sur ce que les citoyens considèrent comme important. J'invite le Parlement et la Commission à tenir dûment compte de ces signaux, étant donné que c'est l'Europe qui est là pour les citoyens, et pas l'inverse.

Lena Kolarska-Bobińska (PPE). – (PL) Monsieur le Président, le rôle accru accordé par le traité de Lisbonne au Parlement européen, ainsi que l'initiative citoyenne européenne, sont un pas très important vers le renforcement de la démocratie européenne. Toutefois, pour que l'initiative joue son rôle, il faut des procédures qui ne limitent pas son caractère démocratique dès le départ.

En réalité, le Parlement européen ne joue actuellement aucun rôle dans le processus d'initiative citoyenne. Le Parlement précédent s'est prononcé pour que la Commission décide lesquelles parmi les initiatives soumises seront acceptées et lesquelles seront rejetées. Je pense que le rôle du Parlement européen devrait être bien plus développé. Il devrait travailler avec la Commission pour évaluer et donner un avis sur les initiatives soumises. Ainsi, les décisions sur la recevabilité des initiatives proposées seraient prises à égalité par des représentants des électeurs et par l'exécutif. Le Parlement est actuellement la seule institution de l'Union européenne désignée par des élections libres et démocratiques, et l'initiative citoyenne concerne véritablement les problèmes et les avis de la population. Si une initiative est rejetée par la Commission, et donc par l'exécutif qui est censé la mettre en vigueur, cela pourrait ne pas être compris par les citoyens.

Il est également important que l'organisateur d'une initiative – une organisation sociale ou non gouvernementale – précise clairement et explicitement le sujet et l'objectif de l'initiative, même s'il ne faut pas nécessairement soumettre une proposition législative. Je pense également que les procédures relatives

aux initiatives devraient être harmonisées dans les États membres car une trop grande diversité rendrait difficile d'obtenir un vaste soutien pour ces initiatives.

Monika Flašíková Beňová (S&D). – (SK) L'initiative citoyenne, en tant qu'un des pouvoirs des citoyens de l'UE, représente une avancée importante pour la démocratie et la participation directe du grand public à la vie politique.

J'apprécie fortement et salue votre approche en la matière, Monsieur le Commissaire. Je voudrais maintenant évoquer les questions posées par ma collègue Zita Gurmai, parce que j'estime moi aussi qu'il est important de fournir une réponse à certaines de ces questions. L'une d'entre elles concerne le lieu et la méthode de formalisation, en d'autres termes, le lieu où les signatures seront collectées dans le cadre d'une initiative, que ce soit dans une administration ou quelque part dans la rue. À cet égard, il faut aussi savoir si l'initiative n'est pas en conflit avec d'autres droits de l'homme, par exemple la liberté d'expression.

La deuxième question concerne le financement du processus. Qui sera responsable du financement des initiatives citoyennes? Sera-ce l'Union européenne ou les États membres, ou les citoyens qui lanceront une initiative? Au pire des cas, l'imposition de la solvabilité comme condition de participation reviendrait à une violation du principe démocratique.

Enfin, il sera essentiel pour la Commission de fixer un délai précis de collecte des signatures ou, selon le cas, de collecte valide, en n'oubliant pas, en particulier, la nécessité de maintenir l'ouverture et la transparence de l'ensemble du mécanisme de manière à empêcher qu'il soit pris d'assaut par les groupes d'intérêt actifs dans toute l'UE.

Je vous remercie sincèrement, Monsieur le Commissaire, et croise les doigts pour que vous réussissiez dans votre entreprise.

Marian Harkin (ALDE). – (EN) Monsieur le Président, en tant que personne qui a fait deux fois campagne pour un «oui» à Lisbonne et qui a promu l'initiative citoyenne de manière positive, je ne suis pas d'accord avec mon collègue. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une simple feuille de vigne. Oui, il y a des contraintes, mais cet instrument a du potentiel et il s'agit d'une étape véritablement utile vers la facilitation de la démocratie participative.

J'ai discuté de la question avec des citoyens. J'ai facilité la participation de citoyens à la consultation de la Commission et à des auditions de la commission des pétitions. Mais nous ne devons pas uniquement nous entretenir avec les citoyens: nous devons écouter ce qu'ils disent et veiller à ce que leurs avis soient pris en considération dans toutes les législations que nous produisons.

Les institutions européennes ont ici la possibilité de montrer clairement que l'initiative citoyenne reflètera de bout en bout les avis des citoyens européens. Cette législation doit être favorable aux citoyens et être très visible. Il faut également qu'une assistance soit facilement accessible et qu'une aide soit apportée aux citoyens qui souhaitent lancer une pétition. Il faut dire clairement où la Commission peut agir et ne pas agir. Si un million de signatures sont collectées dans une pétition et qu'il s'avère en fin de compte que le sujet ne relève pas de la compétence de l'UE, cela conduira simplement à d'autres accusations de déficit démocratique et à du cynisme et de la colère de la part des citoyens.

Nous avons donc besoin d'une clarté absolue à ce sujet et devons nous montrer proactifs. Si nous devons profiter de toutes les possibilités offertes par cette législation, nous ne pouvons promettre plus que ce qui est possible. L'initiative citoyenne est comme un nouveau-né. Elle a un potentiel illimité, mais il faut être attentif lors de ses premiers pas.

PRÉSIDENCE DE M. PAL SCHMITT

Vice-président

Eva Lichtenberger (Verts/ALE). – (DE) Monsieur le Président, dans la conception de cet instrument, nous avons une énorme responsabilité, étant donné que les espoirs des citoyens qui pensent européen et veulent pousser et faire valoir les préoccupations européennes au niveau européen reposent sur nous. Nous devons éviter à tout prix les erreurs qui menacent actuellement en relation avec les pétitions. Nous devons éviter que l'initiative citoyenne européenne devienne simplement un mur des lamentations où aucun suivi n'est donné aux demandes. Les citoyens actifs attendent des résultats. Ils attendent de voir quelle forme nous allons donner à cette initiative.

Si nous plaçons la barre trop haut, nous décevrons un énorme potentiel pour l'Europe. Pensez-y. Collecter un million de signatures demandera un effort énorme de la part des parties intéressées par un sujet particulier. Si les initiatives volent directement à la poubelle sans avoir été examinées et sans le suivi adéquat, nous n'aurons alors probablement pas rendu un grand service à la démocratie en Europe. La manière dont la Commission traitera la question revêtira donc une importance particulière. Pour moi, c'est l'élément essentiel.

Mariya Nedelcheva (PPE). - Monsieur le Président, Monsieur Šefčovič, Monsieur López Garrido, chers collègues, l'initiative citoyenne est une pierre supplémentaire apportée à l'édification d'une véritable société civile européenne. Elle est une possibilité nouvelle pour les citoyens européens de faire peser davantage leur voix dans le processus décisionnel. J'espère que sa mise en place permettra le renforcement du sentiment d'appartenance à une même entité, notre Europe, car ce sentiment européen est malheureusement bien faible et fait trop souvent défaut.

Outre les aspects techniques, administratifs et pratiques liés à la mise en application concrète de l'initiative, il me semble que notre message doit, avant tout, être politique. En effet, nous ne devons pas perdre de vue le fil rouge qui sous-tend l'instauration de cette initiative: rapprocher les citoyens des institutions, stimuler leur intérêt pour l'Europe, favoriser leur participation, les rendre acteurs des politiques communautaires. Voilà ce que nous devons constamment garder à l'esprit.

Qu'il s'agisse du nombre minimum d'États membres dont sont issues les signatures, de la collecte, de la vérification et du contrôle des signatures ou encore de la recevabilité des initiatives, nous devons veiller à ce que les citoyens ne soient pas empêchés dans leur volonté de déposer une initiative.

À titre d'exemple, j'aimerais toutefois rappeler que les frais liés à la validation des signatures par un notaire doivent être raisonnables. Certains États membres, qui pratiquent déjà au niveau national ce type d'initiative, appliquent parfois des frais excessifs. C'est ce type d'obstacles que nous devons éviter à l'initiative citoyenne.

Enfin, nous ne devons pas perdre de vue le rôle renforcé de notre Parlement. Dépositaire qu'il est de la volonté démocratique des citoyens européens et garant de la transparence budgétaire, il est nécessaire que sa participation au processus de mise en œuvre de l'initiative soit accrue. Ce n'est qu'ainsi que nous ferons du supplément d'âme de l'Union un véritable cœur démocratique.

Proinsias De Rossa (S&D). – (EN) Monsieur le Président, il s'agit là de l'une des plus importantes avancées démocratiques pour l'Union européenne. Deux tiers des Irlandais ont voté pour le traité de Lisbonne, notamment en raison de cette initiative citoyenne. Pour la première fois, des citoyens peuvent demander, sur une base transnationale, que la Commission fasse des propositions. Toutefois, il faut que ce processus soit transparent. Nous devons savoir qui organise ces initiatives et nous devons savoir qui les finance. Elles ne doivent pas être monopolisées par des intérêts commerciaux.

La Commission, qui devra décider d'agir ou pas sur une proposition, ne doit selon moi pas être l'organe qui décide de sa recevabilité. Je crois que nous devons développer le rôle du Médiateur pour lui permettre de décider, au niveau central européen, de la recevabilité ou non d'une initiative.

Je pense que le nombre minimal imposé d'États devrait être de sept et pas de neuf, comme proposé par la Commission, et je dois dire, et j'insiste, que le seuil d'un million de signatures doit être respecté. Il ne doit pas être durci en le combinant à une proportion élevée de citoyens dans les États membres et à un nombre élevé d'États membres. Il est extrêmement important de respecter les Traités.

Enfin, je voudrais dire que selon moi, il devrait être possible de permettre aux citoyens de s'enregistrer sur l'internet.

Ulrike Lunacek (Verts/ALE). – (ES) Monsieur le Président, permettez-moi, pour commencer, de remercier, en espagnol, la Présidence espagnole d'avoir décidé de présenter l'initiative plus tôt que prévu au départ. Je la remercie vivement de cela.

(DE) Je poursuivrai en allemand. Je souhaite remercier la Commission d'avoir adopté l'initiative de la Présidence européenne et d'avoir dit «OK, nous allons agir plus vite que prévu, nous allons déposer la proposition la semaine prochaine». Nous espérons une proposition finalisée d'ici l'été. C'est important pour répondre aux attentes des citoyens.

Comme de nombreux collègues qui se sont exprimés avant moi, je pense que le critère prévu des neuf pays est trop sévère. Ma proposition serait de commencer à cinq États membres, soit un cinquième du total. Il n'est pas facile de collecter un million de signatures, même si c'est peut-être possible par l'internet. Il est

cependant nécessaire de montrer aux citoyens que nous voulons qu'ils participent à notre Europe commune et d'organiser un véritable débat européen. Je pense qu'il est important que l'examen juridique et formel du contenu de la question ait lieu dès le début, et pas une fois que les personnes ont déjà commencé à collecter les signatures. Il est également nécessaire de soutenir les initiatives, par exemple, grâce aux traductions. Dans ce cas, nous pourrions une fois de plus enthousiasmer, plus fortement encore, les citoyens pour notre Europe commune.

Anna Záborská (PPE). – (SK) Monsieur le Commissaire, merci d'avoir décrit les prochaines étapes. Nous avons avancé et sommes passés d'objectifs conceptuels et de quelques lignes de texte dans le traité de Lisbonne à une directive qui réglementera l'UE.

L'initiative citoyenne est un autre moyen d'intégration européenne pour les citoyens de l'UE. Les citoyens des États membres auront la possibilité de mettre la pression sur les institutions européennes. Il convient toutefois de noter que si le droit d'initiative citoyenne est un instrument démocratique, il ouvre également la porte à une UE fédéraliste. Je soutiens l'initiative citoyenne, mais il sera nécessaire d'y intégrer le plus possible les autorités compétentes des États membres. La protection des constitutions nationales doit avoir la priorité et être garantie.

Comme l'a dit le commissaire, cette initiative doit être équilibrée et je pourrais ajouter qu'elle ne doit en aucun cas servir de prétexte pour menacer le principe de subsidiarité. Le cadre d'application de cette mesure doit être clairement défini, afin que nous puissions éviter les attentes irréalistes de la part de certaines institutions, et plus encore de la part des citoyens de l'UE.

Judith A. Merkies (S&D). – (EN) Monsieur le Président, je suis ravie de l'initiative citoyenne. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vais expliquer pourquoi en néerlandais.

(NL) Monsieur le Président, je suis ravie de l'initiative citoyenne européenne car actuellement, les citoyens n'ont la possibilité de faire part de leurs souhaits que tous les cinq ans. Avec cette initiative, ils pourront jouer un véritable rôle dans l'Union européenne entre deux élections. Il est donc également important qu'ils sachent quand venir frapper à notre porte. En réalité, ce n'est pas notre porte, mais celle de la Commission européenne. L'homme de la rue sait-il quand c'est possible de s'adresser à la Commission? Une campagne d'information d'envergure est nécessaire pour mettre les citoyens au courant. Je dois dire que le point critique est ici que l'initiative citoyenne ne sera totalement mûre que si toutes les institutions européennes prennent au sérieux le million de voix des citoyens. Les ministres et les chefs d'État ou de gouvernement devront également les écouter. Bien sûr, cela signifie que si un million de citoyens européens souhaitent supprimer le siège de Strasbourg, leur souhait doit aussi être exaucé.

Fiorello Provera (EFD). – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis convaincu que ce droit d'initiative accordé aux citoyens européens par le Traité aidera à rapprocher davantage les citoyens de l'Europe et des institutions européennes que les campagnes de sensibilisation coûteuses financées par l'Union, qui ont jusqu'ici donné des résultats limités. Le taux de participation aux élections européennes confirme cette constatation.

Cette initiative renforce certainement encore la démocratie car elle permet aux citoyens de proposer directement des législations. En d'autres termes, il s'agit d'une forme de démocratie directe qui complète la représentation parlementaire.

Nous ne devons pas laisser passer cette occasion. La Commission doit rendre ce droit d'initiative direct, compréhensible et accessible, ainsi qu'aider et soutenir les citoyens dès le début du processus jusqu'à la phase de collecte des signatures, par exemple en déterminant la recevabilité de leurs propositions. Il s'agit d'une contribution pratique à la démocratie européenne.

Georgios Papanikolaou (PPE). – (EL) Monsieur le Président, nous mentionnons souvent la nécessité de renforcer la participation des citoyens européens et la nécessité de rapprocher les citoyens de tous les États membres des institutions européennes. Nous avons débattu intensivement de cette question lors des dernières élections européennes, où nous avons constaté un taux de participation particulièrement faible dans de nombreux États membres.

Un événement très important a eu lieu depuis lors, qui a modifié la structure-même et le fonctionnement de l'Union. Je veux bien sûr parler du traité de Lisbonne, un traité important, dont l'épicentre est le citoyen, et dont le pilier fondamental est la manière dont nous tous, Parlement, Commission et Conseil, pouvons nous rapprocher des citoyens. Ce principe trouve une expression particulière dans l'initiative citoyenne prévue à

l'article 11, paragraphe 4. C'est une disposition importante et exceptionnelle qui promeut la démocratie, l'égalité politique et la transparence.

Bien sûr, ce que nous voulons, c'est que cette disposition soit appliquée correctement et qu'elle soit mise en pratique. C'est ici que les problèmes surgissent. Si tous mes collègues ont raison de souligner la nécessité que cette procédure soit fiable, que le rôle de la Commission et du Parlement soit défini, nous devons tous être capables de travailler ensemble afin que cette initiative citoyenne importante, une fois les signatures collectées, ne file pas à la poubelle.

Ma conclusion est la suivante: il est de notre responsabilité à tous de promouvoir cette initiative. Il en va de notre responsabilité à tous d'expliquer ce droit dont disposent désormais tous nos concitoyens, de leur faire comprendre qu'ils peuvent personnellement lancer des procédures, sans autre intervention, au niveau des institutions de l'Union.

Par-dessus tout, notre message doit être clair et doit être contenu dans une procédure simple et compréhensible valable pour tous: les citoyens, le Parlement les institutions de l'Union, les États membres et toutes les parties prenantes de la procédure.

Carlos Coelho (PPE). – (PT) Il y a quelques mois seulement, certains affirmaient que le traité de Lisbonne n'entrerait jamais en vigueur. Et nous voici, commençant à réfléchir à comment nous allons le mettre en œuvre et appliquer certaines de ses dispositions.

Le traité de Lisbonne a une contribution importante à apporter pour lutter contre le déficit démocratique. Je parle ici du renforcement des parlements (européen et nationaux). Plus important encore: l'investissement dans une Europe pour le public, avec des règles en matière de liberté, de sécurité et de justice, en matière de contrôle de la subsidiarité et en matière de réalisation de cette initiative innovante, qui découle d'une action publique.

Je suis d'accord avec ce qui a été dit par de nombreux collègues et surtout par M. Méndez de Vigo, mais je tiens à souligner qu'en réglementant cet instrument, nous devons veiller à ce qu'il touche toute l'Europe. Il faut bien sûr éviter que l'initiative soit l'expression de la volonté de la population d'un seul pays ou d'un nombre limité de pays. Toutefois, nous devons chercher une solution qui encouragera et stimulera la participation du public. Si nous devons choisir entre être très strict et rigoureux ou être plus généreux, je pense qu'il faut être plus généreux. En apportant des solutions qui découragent la participation du public, nous trahissons l'esprit du traité de Lisbonne et la population européenne car, Mesdames et Messieurs, nous avons besoin de plus d'Europe et d'une Europe davantage axée sur la population. Il faut que le public européen soit plus impliqué dans la citoyenneté et exerce activement sa citoyenneté.

Milan Zver (PPE). – (SL) Je constate avec satisfaction et plaisir que nous discutons aujourd'hui de cette initiative qui, j'en suis sûr, réduira ce que nous appelons le déficit démocratique ou l'éliminera partiellement.

Globalement, il est un fait que la démocratie fait marche arrière aujourd'hui. Comme le suggèrent certaines études, le dialogue démocratique se réduit et la notion de démocratie se limite en gros aux élections démocratiques, sans plus. Tout cela a un impact sur l'humeur de nos concitoyens, qui deviennent de plus en plus passifs, et se reflète dans la faible participation aux élections, voire dans un manque de confiance dans les institutions démocratiques.

Pour cette raison, il est très important que nous ayons adopté le traité de Lisbonne car il développe le rôle du Parlement, à la fois au niveau national et européen. Par-dessus tout, il permet aux citoyens de proposer des initiatives et j'en suis ravi. En conséquence, nous sommes actuellement témoins de ce que nous pouvons décrire comme un projet démocratique européen qui prend forme au niveau européen et je pense que nous avons déjà fait un grand bond en avant à cet égard.

Toutefois, cette soi-disant démocratie européenne doit bien sûr être étendue à d'autres domaines, par exemple la nomination des membres de la Commission européenne. En bref, dans plusieurs domaines, la démocratie pourrait être accrue dans les institutions européennes concernées. Je crois fermement que ce projet, à savoir cette initiative, pourrait grandement renforcer la démocratie européenne.

Salvatore Iacolino (PPE). – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, une merveilleuse occasion nous est offerte aujourd'hui d'imposer une valeur, à savoir l'instrument de démocratie participative offert aux citoyens dans le cadre du traité de Lisbonne. Le fait qu'après quelques mois seulement, nous discutons de cet instrument est en soi, selon moi, une valeur absolue qu'il faut sauvegarder.

Je suis convaincu qu'il sera, bien sûr, essentiel de déterminer clairement et précisément ce que veulent de nombreux États membres. Nous devons utiliser un critère qui combine, d'une part, la volonté des citoyens de participer aux institutions, et, de l'autre, notre volonté de donner à cet instrument une validité démocratique.

Naturellement, les procédures doivent être simplifiées, directes et flexibles. J'ai personnellement visité plusieurs écoles ces dernières semaines et j'ai été reçu avec une grande volonté d'écoute, mais par-dessus tout, j'ai été fortement sensibilisé au rôle accru que les enfants souhaitent jouer dans une Europe en mutation, en particulier avec le traité de Lisbonne. Nous avons donc besoin de transparence, d'objectivité et de changement pour que cet instrument serve la société tout en servant les institutions. Dans cet ordre d'idées, il est demandé au Parlement, ainsi qu'à la Commission et au Conseil, d'opter pour des procédures simplifiées.

Martin Kastler (PPE). – (DE) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis de ceux qui ont été à l'origine d'une des premières pétitions d'initiative citoyenne, sur la protection des dimanches. Aujourd'hui, nous avons le plaisir de débattre – avant de décider – d'une manière potentielle d'impliquer les citoyens dans le processus de travail politique de l'Europe. Cela signifie qu'il s'agit d'une manière potentielle d'apporter plus de démocratie et de faire pièce à la fatigue dont souffre l'Europe.

Cela étant dit, je ne suis pas ici simplement pour faire des compliments. Au contraire, j'ai deux demandes à vous faire, alors que ce règlement est entré dans sa phase finale. Premièrement, nous, Européens, sommes une population avancée du point de vue technologique. Je voudrais vous demander de faire de l'internet l'outil ultime, afin qu'une initiative citoyenne comptant un million de signatures soit également recevable si elle porte des signatures électroniques qui seraient également juridiquement contraignantes.

Deuxièmement, je tiens à souligner que ce que nous faisons ici n'est qu'une première étape. J'aimerais aller plus loin. Nous avons désormais un droit d'initiative pour les citoyens. Je souhaiterais toutefois qu'à l'avenir, nous ayons également des référendums au niveau européen, comme dans ma région d'origine, la Bavière. Chez moi, un référendum est possible si une pétition recueille un nombre suffisant de signatures. Je souhaiterais que nous disposions également d'un tel mécanisme en Europe.

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D). – (PL) Monsieur le Président, les consultations publiques sur l'initiative citoyenne européenne viennent de se terminer et il apparaît qu'elles n'ont attiré que 323 répondants. Ce résultat montre que toutes les institutions de l'Union européenne devraient désormais s'engager fermement à promouvoir ce nouvel instrument car, pour le moment, on constate que très peu de personnes sont au courant de son existence. Les résultats de la consultation montrent toutefois la direction que devrait prendre la Commission dans son élaboration d'une législation d'exécution appropriée.

Premièrement, il est essentiel d'établir des principes communs, qui s'appliqueront dans toute l'Union, pour la collecte et l'authentification des signatures, ainsi que pour garantir que les citoyens seront soumis aux mêmes exigences, notamment pour ce qui est de l'âge.

Autre point important, l'introduction d'une certaine forme d'évaluation de la recevabilité *ex ante*, en supposant que les initiatives et les initiateurs sont conscients que la reconnaissance formelle de la recevabilité ne veut pas dire que la Commission fera une proposition législative sur un sujet particulier.

Je suis convaincue que l'initiative citoyenne européenne pourra devenir un instrument important qui définira la manière dont les débats seront menés à l'avenir – vastes débats sur des questions d'intérêt pour tous les Européens. C'est pourquoi j'attends avec impatience un règlement approprié de la Commission.

Andrew Henry William Brons (NI). – (EN) Monsieur le Président, l'utilisation du référendum – instrument de démocratie directe – n'est pas une version exotique de la démocratie, mais sa forme originelle: le gouvernement par le peuple et non le gouvernement pour le peuple.

Ainsi, il faudrait peut-être que nous soyons reconnaissants envers l'UE d'avoir introduit cet instrument. Je ne le pense pas. L'UE n'aime la démocratie que lorsqu'elle peut la gérer et l'arranger pour obtenir le résultat qu'elle veut. Nous avons entendu que le pouvoir d'organiser un tel référendum serait limité par des dispositions malicieuses, comme la compétence de l'UE et la version des droits de l'homme propre à l'UE qui, en réalité, est synonyme de répression politique, de limitation de la liberté d'expression et même de la liberté de pensée.

Enfin, la démocratie est synonyme de gouvernement par le peuple – une unité identifiable et cohésive – et pas de gouvernement par un ensemble arbitraire de personnes. La migration de masse a compliqué les choses. L'Europe dans son ensemble est devenue encore moins un peuple unique qu'elle ne l'aurait été autrement. Toutefois, c'est mieux que rien et nous pourrions au moins démontrer que cette initiative était une promesse en l'air.

Elena Băsescu (PPE). – (RO) Je crois que l'inclusion de l'initiative citoyenne européenne dans les dispositions du traité de Lisbonne est une étape importante de la consolidation de la démocratie dans l'Union européenne.

Une autre manière importante d'exercer et de consolider la démocratie est l'utilisation de référendums. Je ferai ici une parenthèse pour vous dire que trois référendums ont été organisés en Roumanie depuis 2004, le dernier portant sur le passage à un système monocaméral et la réduction du nombre de députés. La participation a été de 51 %, la proposition ayant obtenu une écrasante majorité de suffrages favorables. Je tiens à saluer l'initiative de la Commission de lancer une grande consultation publique en ligne sur le règlement. Celle-ci déterminera le nombre d'États dans lesquels des signatures doivent être collectées, le minimum de signatures requis dans chaque pays et les règles de vérification de celles-ci.

Je terminerai en demandant à la Commission quand elle pense que ce règlement entrera en vigueur. J'estime pour ma part qu'il doit être finalisé dès que possible.

Olga Sehnalová (S&D). – (CS) Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, ces dernières années, l'Union européenne a connu une crise de confiance de la part de ses citoyens. Un des signes de ce phénomène est la participation très faible aux élections pour le Parlement européen, due au sentiment répandu parmi les citoyens qu'ils ne peuvent influencer ce qu'il se passe dans l'UE par leur vote, quel qu'il soit. Je salue dès lors chaleureusement la possibilité offerte aux citoyens de l'UE par le traité de Lisbonne de proposer des initiatives européennes et, dans ce contexte, la consultation publique avec la Commission et le livre vert sur la manière de mettre en œuvre concrètement l'initiative citoyenne. Sur le principe, je suis d'accord avec la plupart des propositions du livre vert.

Cependant, si nous tendons la main aux citoyens de l'UE, nous ne devons pas avoir peur qu'ils la saisissent. C'est pourquoi, si nous voulons maximiser le dialogue avec les citoyens, j'estime que certaines de ces mesures restrictives sont trop strictes, notamment en ce qui concerne le nombre minimum d'États membres d'origine des citoyens qui signent une initiative et la définition d'un nombre «substantiel» d'États. La proposition d'un État sur trois, à savoir neuf actuellement, est selon moi décourageante et irréaliste en pratique pour les futures initiatives. Une réduction de ce nombre à 20 % serait, selon moi, un pas dans la bonne direction pour l'ensemble des citoyens de l'UE qui, par exemple, prendra bonne note de l'accent mis de plus en plus sur le rôle des macrorégions dans l'élaboration des politiques de l'UE. Et au fond, pourquoi pas?

Csaba Sógor (PPE). – (HU) L'initiative citoyenne européenne peut promouvoir le développement de débats publics sur les questions européennes et conduire ainsi à la création d'une véritable sphère publique européenne. Les représentants de la société civile peuvent mettre sur la table des questions sociales que les groupes politiques actuellement représentés au Parlement européen ne peuvent ou ne veulent aborder. Parmi ces questions, permettez-moi d'en mentionner une en particulier. J'estime qu'il serait important que, parallèlement à la notification préalable des propositions de résolution et avant même le début de la collecte des signatures, ou après qu'un certain nombre de signatures ont été collectées, la Commission rende un avis, sur la base de sa propre compétence et du droit communautaire, quant à la recevabilité de la proposition en question. Un rejet sur des bases formelles ou en raison d'absence de base juridique après que le million de signatures auront été collectées placerait non seulement la Commission, mais aussi l'ensemble de l'Union européenne, sous un très mauvais jour.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). – (LT) Le traité de Lisbonne prévoit le renforcement du rôle de la société civile dans les institutions européennes et la possibilité pour les citoyens européens d'introduire des propositions législatives. Le droit d'initiative des citoyens permettra à au moins un million de citoyens de demander à la Commission européenne de prendre des initiatives législatives dans un domaine spécifique.

Toutefois, la collecte d'un tel nombre de signatures est vraiment difficile. Aussi, pour établir un mécanisme efficace de participation démocratique et garantir que les citoyens auront accès à cette initiative, ils doivent avoir la possibilité d'introduire une proposition, avec des orientations claires et une procédure simplifiée et appropriée.

Malheureusement, depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le droit d'initiative des citoyens n'a pas été mis en pratique. Aucun des éléments de l'initiative citoyenne n'a encore été discuté, et aucun plan d'action concret n'existe quant à la manière de garantir la transparence des initiatives et la responsabilité démocratique, permettant aux citoyens de ne pas être les victimes de la représentation des intérêts des grandes entreprises.

Ainsi, le dialogue civil est-il l'élément le plus important du modèle démocratique de l'Europe et de mon propre pays, la Lituanie, et est un fondement essentiel à cet égard. J'appelle donc la Commission à prendre

toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que le droit d'initiative citoyenne soit mis en œuvre dès que possible.

Seán Kelly (PPE). – (GA) Monsieur le Président, nos collègues ont dit beaucoup de choses intéressantes sur cette question et sont tous d'accord pour dire qu'il s'agit d'un instrument fabuleux à offrir à nos concitoyens.

(EN) L'initiative citoyenne a été un argument fort et convainquant contre le camp du «non» au référendum sur le traité de Lisbonne en Irlande, surtout lorsque les partisans du «non» ont affirmé qu'il s'agissait d'une prise de pouvoir par l'Union européenne plutôt qu'une tentative véritablement démocratique d'impliquer les citoyens. Mais il y a une grande différence entre mettre les choses dans un traité et les mettre en œuvre, et c'est un grand défi pour nous.

D'une part, il y a un risque – et un vrai danger – que le processus soit monopolisé par des groupes d'intérêt et des lobbies puissants qui n'auraient aucune difficulté à réunir un million de signatures. C'est pourquoi la suggestion de mon collègue M. De Rossa concernant l'implication du Médiateur pourrait valoir la peine d'être étudiée.

Toutefois, d'autre part, cet instrument offre de réelles possibilités aux citoyens. Une initiative lancée par mon collègue M. de Castro mérite d'être étudiée, concernant le fait de considérer le dimanche comme un jour spécial. Il faut savoir si nous voulons faire de ce septième jour un jour de repos, comme notre créateur, ou le traiter de la même manière que tous les autres jours de la semaine. C'est un élément important à prendre en considération.

Ainsi, je pense qu'il y a ici une belle marge de manœuvre et je suis impatient de voir comment les choses vont évoluer.

Diego López Garrido, président en exercice du Conseil. – (ES) Monsieur le Président, je tiens à exprimer ma profonde satisfaction concernant le débat qui vient de se dérouler. Ce débat était en outre organisé à la demande du Parlement, qui tenait spécifiquement à ce qu'il ait lieu. Dans de nombreuses interventions, j'ai détecté un soutien absolument unanime pour que cet instrument soit une priorité de la Présidence espagnole du Conseil. Par ailleurs, il existe un soutien pour que cet instrument soit mis en place rapidement.

À cet égard, je pense que l'annonce par M. Šefčovič de la présentation du texte du règlement le 31 mars a également été saluée avec une grande satisfaction par vous tous. Une fois encore, je remercie la Commission pour la rapidité, l'intérêt et l'enthousiasme avec lesquels elle a agi en la matière. Nous pouvons ainsi dès à présent lancer la procédure législative. J'espère qu'elle se terminera le plus vite possible par la mise en route de cette initiative législative, ce que pratiquement tous ceux qui se sont exprimés estiment nécessaire, urgent et indispensable.

Je crois que cela peut en outre être interprété comme un soutien de tous les groupes parlementaires et de tous les honorables députés, y compris ceux qui, comme M. Kamall, dans son intervention extraordinaire, soutiennent l'initiative législative parce que, selon lui, elle affaiblira l'Union européenne.

M. Kamall n'est pas là... J'en suis désolé. Je suis désolé de lui donner une mauvaise nouvelle et de le décourager, parce que cette initiative renforcera l'Union européenne et ne l'affaiblira aucunement. Elle la renforcera car c'est une initiative qui, pour être bref, renforce les deux concepts essentiels de l'Union européenne: la démocratie et la citoyenneté. Ce sont les deux principaux piliers de l'Union européenne: la démocratie et la citoyenneté.

C'est une initiative qui, dans une certaine mesure, tente de surmonter le paradoxe auquel nous sommes confrontés: une Union européenne de plus en plus puissante, et le Parlement en est une preuve car en effet, il est de plus en plus influent et a une incidence de plus en plus grande sur la vie de la population, mais l'Union européenne n'est pas connectée avec le débat qui a lieu dans chaque pays.

C'est un paradoxe qui affecte la démocratie dans son essence. Cette initiative citoyenne débouchera, comme l'a dit M. Méndez de Vigo, sur une série de débats d'importance européenne, sur des questions européennes et pas locales. Cela est dû au fait qu'elle imposera le contact entre des personnes de différents pays. Elle aura donc un effet clairement européen. Il s'agit indubitablement d'un moyen de renforcer la démocratie, ainsi que la citoyenneté ou le *demos* européen évoqué par M. Casini, qui est en outre président de la commission juridique et des droits des citoyens qui s'occupera essentiellement de cette initiative.

Cette citoyenneté considérée comme si importante par M. Jáuregui dans son intervention et qui représente tant les racines de l'Union européenne, et mentionnée par M. Sógor et par M. Häfner. Comme l'a également

souligné M. Kastler, cette initiative doit être mise en œuvre. C'est un appel aux citoyens, parce que l'identité civique européenne se développe lorsqu'elle est appliquée, pas simplement lorsqu'un droit est obtenu, mais lorsqu'il est mis en pratique et exercé. Je pense qu'il s'agit là d'une chose importante, qui devrait se produire dès que l'initiative citoyenne entrera en vigueur.

Je réitère une fois de plus mes remerciements à la Commission et au Parlement qui, j'en suis sûr, s'occuperont de cette question méticuleusement, en détail et rapidement. M. Iacolino a parlé d'une procédure particulièrement rapide pour permettre à cette initiative d'émerger dès que possible et M^{me} Băsescu, dans son intervention, a également mentionné la rapidité avec laquelle nous voulons que cette initiative soit mise en œuvre.

Maroš Šefčovič, *membre de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier Diego pour son excellent résumé du débat d'aujourd'hui. Je tiens à vous remercier tous de votre soutien et de vos attentes positives vis-à-vis de l'initiative citoyenne. Je puis vous garantir que je serai ravi de vous présenter la proposition le plus vite possible après son adoption.

En raison des contraintes de temps et du fait que la proposition n'est pas encore finalisée, nous n'avons pas pu entrer dans les détails aujourd'hui. Toutefois, je vous remercie vivement pour vos avis car ils correspondent parfaitement à la nature et à la qualité des avis que nous avons recueillis au cours des préparatifs de l'initiative citoyenne européenne.

Il y a beaucoup de choses sur lesquelles nous sommes tous d'accord. La première est clairement la transparence. Je puis vous assurer que nous recherchons une solution qui garantira, grâce à l'enregistrement de l'initiative par la Commission, que nous connaissons les organisateurs et ceux qui les financent. Nous aurons une idée très précise de l'authenticité véritable de l'initiative, nous saurons s'il s'agit vraiment d'une initiative citoyenne et s'il s'agit véritablement d'une initiative européenne. Je pense qu'elle devra inclure tous ces éléments pour que nous puissions faire bon usage de ce nouvel instrument, avec succès.

Nous sommes tous d'accord sur le côté pratique. Nous voulons un système convivial. Nous voulons créer un système dans lequel les citoyens n'auront pas l'impression de devoir subir une procédure très lourde pour collecter ou donner leurs signatures. Nous examinons les possibilités et, bien sûr, nous examinons des moyens d'utiliser les technologies informatiques modernes qui caractérisent si bien notre siècle.

Il est clair qu'il y a suffisamment de systèmes de vérification des signatures dans les États membres. Une des réponses claires que nous avons obtenues de la consultation publique a été que les citoyens préféreraient avoir une certaine uniformité en matière de vérification et de collecte des signatures. En même temps, nous avons reçu le message clair des États membres que nous devons trouver un système qui ne sera pas trop lourd ou compliqué pour les autorités nationales, car ce seront les États membres qui devront vérifier que les signatures recueillies pour l'initiative citoyenne sont bien réelles et authentiques.

J'ai écouté très attentivement vos appels à des procédures très claires une fois que l'initiative est reçue et que les signatures sont collectées. Je tiens à vous assurer que nous nous attèlerons à cette tâche. La proposition contient des délais très clairs – quand, comment et dans quel délai la Commission devra réagir une fois que l'initiative citoyenne aura été reçue.

Si vous avez écouté les avis exprimés ici, vous serez d'accord avec moi pour dire que la question la plus difficile que nous aurons à régler est celle de la recevabilité – comment trouver une solution qui évitera de décevoir les citoyens, comment protéger les valeurs de l'UE et comment faire pour que cette initiative citoyenne européenne reste sérieuse et réelle? Je peux vous garantir qu'il n'y a pas de réponse facile à ces questions et à ces demandes légèrement contradictoires.

La Commission examine l'option qui défendra les valeurs européennes et les droits de l'homme dès le départ. En même temps, nous voulons savoir clairement si les propositions relatives à l'initiative citoyenne ont un véritable potentiel de réussite.

Nous voulons éviter les abus éventuels où nous pourrions avoir des propositions d'initiative toutes les deux semaines ou des questions insensées sur lesquelles nous serions obligés de trancher sur leur recevabilité, et ensuite les recours devant la Cour – des initiatives dont la seule raison de leur proposition serait l'autopromotion de leurs organisateurs potentiels dans un agenda politique négatif. Nous devons également garder cela à l'esprit. J'espère que nous trouverons le bon équilibre sur la manière de conserver un contrôle de recevabilité proportionné.

Pour répondre brièvement à la question de la vice-présidente Durant concernant la communication avec la société civile, je pense que l'initiative citoyenne européenne est la meilleure réponse. Nous avons un dialogue très bien structuré organisé par le Comité économique et social et j'ai eu une longue discussion avec ses membres il y a deux semaines à peine. Je pense que des consultations publiques fortes et vastes ont lieu grâce aux propositions de réglementation intelligente. Nous étendrons cette procédure et l'utiliserons encore plus à l'avenir.

Vu le temps qui reste, permettez-moi de conclure en disant que je suis vraiment impatient de revenir avec une proposition. Je me réjouis de notre discussion mutuelle sur cette question et des procédures qui seront, je l'espère, très dynamiques et rapides afin que cet instrument très important soit approuvé dès que possible.

Le Président. – Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 149)

Rareș-Lucian Niculescu (PPE), par écrit. – (RO) Le nouveau cadre législatif de l'initiative citoyenne européenne vient à point. Il a longtemps été question que les citoyens aient accès à un tel instrument. Par ailleurs, je partage les sentiments de ceux qui ont pris la parole aujourd'hui et demande que les règlements qui serviront de base à la mise en œuvre de l'initiative citoyenne soient simples, accessibles, faciles à comprendre et entraînent le moins de bureaucratie possible. C'est la seule manière dont l'initiative citoyenne pourra devenir un instrument à part accessible aux Européens, un instrument qu'ils peuvent utiliser pour faire entendre leur voix. C'est la seule manière pour l'UE de parvenir à se rapprocher de ses citoyens et de devenir plus démocratique.

Joanna Senyszyn (S&D), par écrit. – (PL) Le traité de Lisbonne donne aux citoyens de l'Union européenne le droit de proposer une initiative législative. C'est l'une des étapes les plus importantes de la construction de la démocratie civile et de l'inclusion directe des citoyens dans le processus de décision de l'UE. L'initiative citoyenne européenne peut contribuer à réduire le fossé entre les institutions et les citoyens et soutenir le développement de la société civile européenne. Dès lors, l'adoption rapide d'un règlement régissant le processus, les conditions et la procédure de présentation d'une telle initiative est essentielle. Les citoyens de l'Union européenne attendent cela avec impatience.

L'initiative citoyenne européenne consiste principalement à impliquer davantage les citoyens dans la création du droit européen. C'est pourquoi je souhaite évoquer la question des signatures numériques dans l'initiative citoyenne, en tant que canal supplémentaire pour susciter l'intérêt pour la politique européenne. Comme nous pouvons déjà voter par l'internet et effectuer des opérations bancaires en ligne, nous sommes certainement en mesure de développer un système sûr permettant d'identifier les signatures numériques.

La transparence des procédures est également importante. Les organisateurs d'initiatives doivent être publiquement responsables de la transparence du financement de la campagne de collecte des signatures. Même l'établissement de critères clairs pour le déroulement d'une telle campagne ne garantit pas la protection face aux abus éventuels de cet instrument pas les eurosceptiques, pour qui collecter un million de signatures, grâce à des ressources financières importantes, pourrait ne pas constituer un problème majeur, comme l'a montré la dernière campagne électorale pour le Parlement européen. Une solution pourrait consister à obliger les initiateurs à gérer un site Internet contenant toutes les informations financières, comme les sources des revenus, les dépenses et les rapports financiers.

Jarosław Leszek Wałęsa (PPE), par écrit. – (PL) Le débat d'aujourd'hui est une autre étape sur la voie de l'établissement de la forme finale de l'initiative citoyenne européenne. L'idée de créer un instrument permettant aux citoyens de participer davantage à la vie démocratique de l'Union remonte à 2005, après les référendums constitutionnels négatifs en France et aux Pays-Bas. Ces votes reflétaient un manque criant de communication entre l'Union européenne et ses citoyens. Même les résultats récemment publiés des consultations publiques, à commencer par le Livre vert sur une initiative citoyenne européenne, montrent le faible niveau d'intérêt de la part des citoyens individuels, qui n'ont été que 159 à envoyer une réponse à la Commission.

L'initiative citoyenne nous permet de changer cette situation et donne une voix plus forte à nos concitoyens en leur donnant le droit de demander directement à la Commission de prendre de nouvelles initiatives politiques. Pour garantir que l'initiative ne devienne pas le pion d'un jeu politique, nous ne devons pas avoir des exigences trop strictes envers nos concitoyens. Toutefois, nous devons veiller à ce que les garanties contre les abus soient respectées. Il est important que l'initiative européenne soit véritablement un instrument supranational accessible au citoyen et facile à utiliser. Il doit être simple, compréhensible et facilement accessible. Si un projet d'initiative ne respecte pas les exigences formelles, son idée ne doit pas pour autant

être abandonnée et peut être présentée sous la forme d'une pétition. De cette manière, le travail préparatoire et l'effort consenti ne seront pas perdus. Le respect de ces conditions permettra aux Européens, pour la première fois de l'histoire de notre Europe intégrée, d'avoir une influence réelle et directe sur la création des politiques européennes.

14. Situation au Tibet (débat)

Le Président. – L'ordre du jour appelle la déclaration de la Commission sur la situation au Tibet.

Laima Liucija Andrikiene (PPE). – (EN) Monsieur le Président, je vois que la Présidence espagnole de l'UE est en train de quitter la salle et je voudrais donc exprimer ma vive déception par rapport au fait que ni la Présidence espagnole, ni la haute représentante n'assisteront à la discussion et que leurs sièges resteront vides.

C'est un affront au Parlement européen, qui est la seule institution de l'UE élue par les peuples d'Europe, et cela crée un très mauvais précédent, d'autant plus que le traité de Lisbonne est désormais entré en vigueur.

Puis-je vous demander, Monsieur le Président, de faire savoir aux absents que l'ordre du jour de la session plénière est décidé par le Parlement, et non par le Conseil ou par la Présidence espagnole de l'UE, et que l'un des deux au minimum aurait dû être présent aujourd'hui.

Le Président. – J'ai appris que la Présidence espagnole avait déjà annoncé il y a un mois qu'à son grand regret, elle ne pourrait pas rester plus longtemps.

Maroš Šefčovič, membre de la Commission. – (EN) Monsieur le Président, je voudrais remercier le Parlement d'avoir ouvert ce débat aujourd'hui, car je pense qu'il est utile de discuter de ce sujet et que nous devrions commencer par constater que notre relation avec la Chine – que nous considérons comme un pays important et stratégique – a accompli d'énormes progrès ces dernières années. Ce solide partenariat stratégique devrait nous permettre, et nous permet sans aucun doute, d'aborder tous les sujets, même les plus sensibles.

Nous avons mis en place un cadre impressionnant d'interactions de haut niveau, dans lequel nous abordons régulièrement les défis mondiaux auxquels nos concitoyens sont confrontés, sans négliger les points sur lesquels nous pourrions diverger, et le Tibet est sans aucun doute l'un d'entre eux.

De toute évidence, les divergences avec la Chine au sujet du Tibet persistent. Nous sommes réellement préoccupés par la situation des droits de l'homme au Tibet, par le fait que ce pays reste en grande partie fermé aux médias internationaux, aux diplomates et aux organisations humanitaires, ainsi que par le manque de progrès accomplis dans les négociations entre les représentants du dalaï-lama et des autorités chinoises.

La position de l'UE est claire comme de l'eau de roche. Permettez-moi donc d'insister sur un point: l'UE respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, y compris du Tibet. Nous respectons la politique de la «Chine unique».

Toutefois, nous avons toujours encouragé une réconciliation pacifique par le dialogue entre les autorités chinoises et les représentants du dalaï-lama. Ce dialogue doit être constructif et consistant, aborder toutes les questions essentielles comme la préservation de la culture unique, de la religion et des traditions tibétaines ou la nécessité d'inscrire dans la constitution chinoise le principe d'un système d'autonomie véritable pour le Tibet.

Le dialogue devrait également aborder la participation de tous les Tibétains à la prise de décisions. Pour l'UE, la question tibétaine est une question de droits de l'homme. Nous avons toujours transmis ce message à nos homologues chinois et nous avons toujours écouté attentivement leurs opinions, et nous faisons tous les efforts possibles pour comprendre leur position dans un esprit de respect mutuel.

Mais les droits de l'homme sont universels et la situation au Tibet est une préoccupation légitime pour la communauté internationale, et nous le faisons régulièrement savoir à nos interlocuteurs chinois.

Dans le cadre du dialogue sino-tibétain, les Tibétains ont récemment proposé un protocole d'accord mis à jour relatif à une véritable autonomie pour l'avenir du Tibet. Nous sommes satisfaits que le Tibet ait réaffirmé n'avoir absolument aucune intention de demander la séparation ou l'indépendance.

Nous sommes également satisfaits que le dalaï-lama reste déterminé à trouver un consensus et à maintenir le dialogue, qui est le seul moyen d'arriver à une solution mutuellement acceptable et durable.

L'UE se félicite que les deux parties aient continué de négocier, bien que nous constatons à regret le manque de résultats et l'absence de dynamique.

Permettez-moi de conclure en invitant les représentants des deux parties à maintenir et à intensifier leur dialogue, en adoptant une attitude ouverte et en cherchant à trouver une solution durable pour le Tibet. De notre côté, je peux vous assurer que l'UE soutiendra de tout son cœur ce processus.

Laima Liucija Andrikiene, *au nom du groupe PPE*. – (EN) Monsieur le Président, le neuvième tour des négociations sino-tibétaines n'a débouché sur aucun résultat concret et n'a pas amélioré la situation de la population tibétaine sur le terrain. Nous déplorons le fait que l'UE n'ait fait aucune déclaration avant la fin des négociations et nous espérons qu'elle en publiera une au sujet de l'évaluation des résultats des négociations. Le Parlement européen voudrait savoir de quelle manière le Conseil de l'UE pourrait aider à trouver une solution mutuellement acceptable au problème tibétain et à garantir le respect des droits fondamentaux de l'homme et une véritable autonomie pour les tibétains.

Deuxièmement, je voudrais vous rappeler que pour le Parlement européen, il est important que la Commission européenne soutienne les projets de développement et les projets de la société civile visant à venir en aide à la population tibétaine au Tibet et aux réfugiés tibétains en exil (en Inde, au Népal, au Bhoutan) dans des domaines économiques et sociaux comme la santé et la nutrition, les moyens de subsistance et l'éducation, l'accès à l'emploi, les questions relatives à l'égalité des genres, l'environnement et la rénovation des camps de réfugiés. En ce qui concerne ces derniers, le plan tibétain de rénovation des camps de réfugiés, élaboré par l'administration centrale du Tibet à Dharamsala, présente les besoins de la communauté tibétaine en exil et pourrait être pris en considération et soutenu par la Commission européenne.

Enfin, le président Obama a récemment rencontré le dalaï-lama à la Maison blanche. Nous sommes impatients de voir M^{me} Ashton inviter le dalaï-lama et le rencontrer à Bruxelles. Cela nous donnerait l'occasion de commencer à coordonner nos positions nationales sur le Tibet et à définir une position claire et unie de l'UE sur le Tibet ainsi qu'une politique à ce sujet. La nomination d'un coordinateur spécial de l'UE pour le Tibet, mentionnée dans le budget de l'UE, pourrait se révéler utile pour définir une position européenne commune et une stratégie sur le Tibet.

María Muñoz De Urquiza, *au nom du groupe S&D*. – (ES) Monsieur le Président, deux ans se sont écoulés depuis les événements, les révoltes au Tibet, et nous espérons que les manifestations qui auront lieu à l'occasion de cet anniversaire ne s'accompagneront pas des mêmes assauts, arrestations et meurtres auxquels nous avons assisté il y a deux ans.

Quoi qu'il en soit, je doute que ce débat tombe à point nommé, étant donné que le Parlement a déjà exprimé à plusieurs reprises ces derniers mois son opinion au sujet de la Chine, et surtout compte tenu du fait que la Chine est un acteur international majeur dont les relations avec l'Union européenne dépassent largement le cadre du Tibet. Bien que la question des droits de l'homme soit très importante, le Parlement donne uniquement son avis sur le Tibet, et non sur les droits de l'homme. De toute façon, dans ce débat, notre position, c'est-à-dire la position des socialistes, est très claire: nous sommes tout à fait d'accord avec l'Union européenne. En d'autres termes, nous défendons les droits de l'homme et nous défendons également le dialogue, la réunion et le consensus. À ce propos, nous accueillons très favorablement et avec beaucoup d'enthousiasme la reprise des négociations entre les autorités chinoises et les représentants tibétains, et nous préconisons une solution mutuellement acceptable reposant sur le respect des droits religieux et culturels des minorités ainsi que sur le respect de l'intégrité territoriale de l'État unique chinois.

Je regrette vivement que la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ne soit pas présente, parce que c'est elle qui préside le Conseil Affaires étrangères et est censée assister aux débats relatifs à la politique étrangère.

Par contre, il est profondément injuste de reprocher à la Présidence espagnole de ne pas assister à ce débat, car la Présidence espagnole est infatigable. La présence de M. López Garrido, qui s'est déplacé pour parler de la plupart des questions abordées, est pratiquement surhumaine.

Nous nous sommes dotés d'une haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qui préside la prise de position des ministres sur les questions de politique étrangère, et c'est elle qui devrait débattre de ces questions avec le Parlement.

Niccolò Rinaldi, *au nom du groupe ALDE*. – (IT) Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, il semble clair que la Chine n'a pas l'intention de négocier ni d'amorcer un dialogue au sujet du Tibet.

La participation de la Chine au commerce international, les Jeux olympiques et les changements qui sont déjà intervenus dans le pouvoir à Pékin n'ont entraîné aucune modification substantielle de leur politique. Pendant ce temps, la lutte de David contre Goliath continue: elle se traduit notamment par les tentatives chinoises de modifier l'équilibre démographique du Tibet, qui sont particulièrement inquiétantes, et par le recours à la répression militaire quand cela est jugé nécessaire, comme cela s'est produit il y a deux ans.

En particulier, un élément qui fait partie, selon nous, du patrimoine de l'humanité, à savoir la culture et la spiritualité tibétaines, est en train de disparaître. Le parti communiste chinois s'y connaît évidemment très peu en matière de spiritualité et d'identité culturelle. À ce propos, si nous acceptons ce qui peut être qualifié de génocide culturel au Tibet, nous devons nous préparer à accepter beaucoup d'autres épisodes de ce genre à l'avenir.

Il ne faut pas abandonner. Ce que nous demandons avant tout aux Chinois, c'est d'accepter la culture tibétaine telle qu'elle est. Ils ont accepté le caractère particulier de Hong Kong, un pays présentant deux systèmes, et ils devraient donc accepter d'être un pays à trois systèmes. La Chine possède une carrure suffisamment large pour cela.

Nous demandons à toutes les institutions européennes, de M^{me} Ashton au Conseil, de ne pas laisser tomber les citoyens européens qui ont prouvé de diverses manières leur attachement à la cause tibétaine. Nous soutenons également – comme M^{me} Andriksen – la nomination d'un coordinateur pour le Tibet.

Il s'agit d'un combat pour la liberté qui concerne donc l'identité de notre continent. Je pense que nous devrions également tenir compte de ce fait au moment de décider de renouveler ou non le blocus sur les armes imposé à la Chine.

Heidi Hautala (Verts/ALE). – (FI) Monsieur le Président, je condamne moi aussi fermement la Présidence espagnole pour avoir quitté ce Parlement. Elle n'a même pas écouté les propos de M^{me} Andriksen, qui a demandé au Conseil d'avoir le courage d'être présent pendant ce débat et d'exprimer son point de vue sur la question du Tibet.

Monsieur le Président, vous avez commis une erreur: vous avez dit que l'Espagne avait indiqué qu'elle pourrait rester jusqu'à 18 h 50. Or, cela n'est pas vrai. Elle avait d'abord prévenu qu'elle devrait partir à 17 heures, mais elle a de toute évidence réussi à rester deux heures de plus lorsqu'il s'agissait de l'initiative citoyenne.

Cela ne doit plus se reproduire. Je suppose que la Commission, dont la vice-présidente est M^{me} Ashton, est dans de bonnes dispositions et qu'elle fera précisément ce qu'elle a dit. En effet, nos relations avec la Chine sont si importantes que nous devons également pouvoir discuter de sujets aussi sensibles que la question du Tibet.

Je pense que c'est le moment idéal pour l'Union européenne de réaffirmer son soutien envers le Tibet. Nous devons réagir au fait que neuf tours de négociations entre la Chine et le gouvernement tibétain en exil n'aient donné aucun résultat et je suis complètement d'accord avec M. Rinaldi sur ce point. Il semble que la Chine n'attende absolument rien de ces négociations. Elle veut continuer à violer les droits culturels, religieux et linguistiques du Tibet. Nous ne pouvons pas accepter un tel génocide culturel.

Il y a un mois, je suis allé à Dharamsala et j'y ai rencontré le dalaï-lama. Je me suis entretenue avec lui pendant une heure, juste avant qu'il ne s'envole pour les États-Unis pour y rencontrer le président Obama. Je savais qu'il allait falloir proposer au Parlement de discuter de la situation au Tibet.

Le dalaï-lama est une personne calme et pacifique et la Chine a entièrement tort d'affirmer en permanence qu'il est un séparatiste dangereux à l'origine des agitations et des émeutes que nous avons connues au Tibet il y a deux ans. Au contraire, le dalaï-lama a fait savoir que les représentants de la Chine pouvaient tout à fait étudier les documents contenus dans les archives de son gouvernement en exil, afin de se rendre compte qu'il n'avait pas incité à la violence. Malgré cela, les accusations persistent.

J'invite l'Union européenne à condamner ces remarques et à aborder ce sujet avec la Chine. Si l'Union européenne n'est pas assez brave pour défendre le Tibet, peu seront ceux qui le feront. Nous pouvons prendre

note du comportement du président Obama: il a eu le courage de recevoir le dalaï-lama. Selon moi, il serait logique que la haute représentante de l'Union européenne fasse de même, comme d'autres ici l'ont proposé.

Nous devons garder ce sujet à l'ordre du jour au Parlement européen. On a également évoqué la nécessité de nommer un représentant spécial pour le Tibet. Nous avons déjà toutes sortes de représentants spéciaux. Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir un représentant spécial pour le Tibet, alors que le budget de cette année prévoit même de l'argent pour celui-ci? Il est tout à fait intolérable que le Conseil ait quitté ce débat. Le Conseil est lâche et n'a pas le courage de faire face à ce problème, qui relève de la défense des droits de l'homme.

Charles Tannock, *au nom du groupe ECR*. – (EN) Monsieur le Président, le destin du peuple tibétain et de sa remarquable culture bouddhiste est plus présent que jamais dans l'esprit de ceux qui parmi nous, dans ce Parlement, croient aux droits de l'homme.

Depuis l'invasion du Tibet, il y a 61 ans, par les forces communistes de la République populaire de Chine, les Tibétains ont subi une suppression systématique de leur mode de vie unique au monde. La migration massive des Chinois Han et l'arrivée du chemin de fer à haute altitude de Lhassa ont encore renforcé la mainmise de Pékin sur le Tibet.

Pendant ce temps, le dalaï-lama, depuis son exil en Inde, poursuit sa campagne pacifique pour faire connaître le sort réservé à son peuple. Les djihadistes ouïghours ont également profité des récentes agitations au Tibet pour perpétrer eux-mêmes des violences à l'encontre du gouvernement chinois.

Le Tibet devrait recevoir la plus grande autonomie possible et nous savons que c'est possible, grâce au principe «un pays, deux systèmes», appliqué non seulement à Hong Kong, mais aussi à Macao. Alors pourquoi pas au Tibet?

Pékin rejettera sans aucun doute les remarques de notre Parlement en nous accusant d'ingérence dans leurs affaires intérieures, mais si la RPC adoptait une nouvelle attitude plus détendue à l'égard du Tibet, cela pourrait bien se révéler payant pour sa sécurité interne ainsi que pour l'image qu'elle donne dans le monde.

Je voudrais également rejoindre ceux qui regrettent vivement, aujourd'hui, le fait qu'aucun représentant du Conseil ou de la Présidence espagnole tournante ne soit présent, pas plus que la haute représentante pour les affaires étrangères.

Oreste Rossi, *au nom du groupe EFD*. – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'ai été abasourdi par les propos tenus à l'instant par le commissaire Šefčovič, lorsqu'il a dit que nous respectons l'intégrité territoriale de la Chine. Cela signifie que la Commission reconnaît le droit de la Chine d'occuper le Tibet, ce qui est très grave.

Alors que le peuple tibétain demeure menacé, le dalaï-lama, dans le protocole d'accord de 2008 et dans les notes qui y ont été jointes cette année, a confirmé qu'il s'engageait à ne pas réclamer la séparation et l'indépendance du Tibet, mais bien l'autonomie effective du peuple tibétain, dans le cadre de la constitution de la République populaire de Chine. C'est une politique de compromis mutuellement bénéfique visant à préserver la culture tibétaine basée sur la compassion et la non-violence.

Le peuple tibétain attend des réponses du gouvernement chinois, qui pourrait par exemple accepter de négocier avec les représentants du dalaï-lama et accéder à la demande du Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme visant à envoyer une délégation pour se rendre compte de la dure réalité.

Le Parlement européen devrait également écouter la communauté tibétaine. En renforçant les synergies nationales, il pourrait tenter de mettre en place un réseau européen de coordination pour le peuple tibétain qui risque, si la communauté internationale ne prend pas de vigoureuses mesures, d'être rayé de la carte.

PRÉSIDENCE DE M^{ME} SILVANA KOCH-MEHRIN
Vice-présidente

Edward McMillan-Scott (NI). – (EN) Madame la Présidente, le Tibet est un pays magnifique et son peuple est pieux, patient et opprimé – il est probablement le peuple le plus opprimé par les Chinois dans l'ensemble de la région. Je pense que le débat que nous avons ce soir reflète un consensus extraordinaire au Parlement, notamment en ce qui concerne la nomination par l'UE d'un coordinateur spécial pour le Tibet.

Les événements nous obligent à prendre certaines décisions dans ce Parlement. Cette semaine, Google a quitté la Chine. Nous avons le problème persistant des droits de l'homme en Chine, illustré par la disparition de Gao Zhisheng, juriste chrétien spécialiste des droits de l'homme.

Tous ces événements soulignent à quel point nous devons accorder de l'attention à la Chine, et plus particulièrement au Tibet, et je voudrais signaler qu'à l'occasion de l'ouverture de l'exposition universelle de Shanghai en mai, toutes les personnes faisant des affaires en Chine devraient tenir compte du Pacte mondial de l'ONU (Global Compact) à l'intention des entreprises, qui a été signé par 4 000 d'entre elles.

Enfin, je voudrais juste ajouter que si l'UE ne désigne pas un coordinateur spécial, je pense que le Parlement devrait nommer un rapporteur pour le Tibet.

Filip Kaczmarek (PPE). – (PL) Madame la Présidente, la question du Tibet et du peuple tibétain reste malheureusement un problème considérable. La situation n'est pas aussi grave qu'elle ne l'était il y a deux ans, lorsque l'anniversaire du soulèvement tibétain s'était soldé par de brutales persécutions, des meurtres et des tortures. Mais il nous est toutefois impossible de dire que la situation est bonne. Il y a quelques jours, plusieurs écoliers ont été arrêtés pour avoir voulu célébrer l'anniversaire du soulèvement à Gansu et à Kanlho. Les Tibétains n'ont pas le droit de faire quoi que ce soit pour sauver leur culture, leur identité et leur religion.

Les autorités chinoises affirment que le dalaï-lama est une personne privée. Cela me rappelle les efforts des communistes polonais qui disaient la même chose de Lech Wałęsa il y a 25 ans. J'espère que le combat des Tibétains se soldera par le même succès que celui des Polonais et que cette fois encore, la vérité triomphera.

Aujourd'hui débute la 21^e réunion de la task-force tibétaine pour les négociations sino-tibétaines, à Dharamsala. Il s'agit d'une institution placée sous l'égide du gouvernement tibétain en exil et dont le but est de favoriser le dialogue.

Il me semble que l'Union européenne devrait elle aussi faire quelque chose pour encourager un véritable dialogue. Nous nous plaignons parfois de ne pas pouvoir faire grand-chose, mais dans le cas présent, nous pouvons prendre des mesures spécifiques, et cela a déjà été signalé aujourd'hui. C'est pourquoi l'absence du Conseil est si importante: nos requêtes lui sont en effet adressées, car c'est lui qui nomme les coordinateurs spéciaux. Je me rallie également à cet appel, car il a été exprimé à de nombreuses reprises dans les résolutions adoptées par le Parlement européen sur le Tibet, la demande de nomination d'un coordinateur spécial qui exercera une réelle influence sur le dialogue entre Tibétains et Chinois.

Encore une chose: je ne comprends pas comment il se fait que la Chine organise, en 2014, d'autres Jeux olympiques – bien qu'il s'agisse cette fois des Jeux olympiques de la jeunesse – alors que nous sommes incapables de l'obliger à faire des progrès en matière de protection des droits de l'homme. Je trouve ça très triste.

Csaba Sándor Tabajdi (S&D). – (HU) Madame la Présidente je suis convaincu que notre image des processus tibétains est excessivement simpliste. Cette région fait en ce moment l'objet d'un processus de modernisation, bien que les critiques qui ont été exprimées soient justifiées. Il est clair que la seule solution durable serait l'autonomie, et plus précisément une véritable autonomie élargie. Comme je l'ai fait remarquer à Pékin, lors de notre visite, lorsque le Parlement européen s'y est rendu, par analogie avec le principe «un pays, deux systèmes sociaux», cette autonomie pourrait s'articuler autour du principe «un pays, deux systèmes religieux».

Il ne suffit pas de formuler des critiques. La Chine serait ouverte au dialogue, ouverte à l'idée d'un représentant officiel de l'Union européenne, que ce soit Romano Prodi, Benita Ferrero-Waldner ou encore Margot Wallström, qui servirait de médiateur entre le dalaï-lama et le gouvernement de Pékin. Ce serait bien que la Commission, M^{me} Catherine Ashton et le Conseil y réfléchissent une bonne fois. En même temps, nous parlons de nos relations avec la Chine, mais est-ce que mes confrères savent que le Conseil européen n'a jamais, de toute son histoire, mis à l'ordre du jour la relation entre l'Union européenne et la Chine? Celle-ci n'a même jamais été discutée par le Conseil des ministres des affaires étrangères. Par conséquent, si nous voulons obtenir des résultats, il ne suffit pas d'émettre des critiques au sujet du Tibet. Nous avons besoin d'un concept et d'une médiation.

Ryszard Czarnecki (ECR). – (PL) Madame la Présidente, je déplore vivement que ce débat utile et important ait lieu en l'absence remarquée, ou, devrais-je peut-être dire, en l'absence non remarquée de M^{me} Ashton. C'est elle, en particulier, qui devrait être ici aujourd'hui, et pas seulement pour se livrer à des performances théâtrales comme hier, lorsqu'elle a fait part aux membres des six commissions de ses projets relatifs au

service européen pour l'action extérieure. Après tout, le Tibet est également un défi important. Que nous soyons d'accord ou pas sur la question tibétaine, M^{me} Ashton devrait être là.

Selon moi, cela laisse entendre que l'Union européenne veut s'en laver les mains, parce que c'est plus facile ainsi, parce qu'en fait, bon nombre d'États membres, dont les représentants sont députés de ce Parlement, préfèrent faire des affaires avec Pékin, et cela ne serait pas judicieux pour eux d'exprimer un avis ou de parler de la Chine. Aujourd'hui, M^{me} Ashton est comme Ponce Pilate, qui s'en est lavé les mains. C'est embarrassant.

Andreas Mölzer (NI). – (DE) Madame la Présidente, ces derniers temps, nous n'arrêtons pas d'entendre parler de sérieuses violations des droits de l'homme au Tibet, de tortures, de cas d'arrestations arbitraires et d'emprisonnements sans procès.

Il est un peu scandaleux de profiter du 50^e anniversaire de la domination de la Chine sur le Tibet pour souscrire à la thèse de la libération de la région himalayenne! Cela démontre une fois encore que l'histoire est écrite par les vainqueurs, et que pour justifier les actes de guerre, on ne lésine jamais sur les inventions. C'est d'ailleurs également un art pratiqué en Irak et en Afghanistan grâce auquel les États-Unis ont obtenu le soutien de certains États membres de l'Union.

Quoi qu'il en soit, nous devons, selon moi, poursuivre nos efforts pour obtenir de meilleures conditions de vie pour les minorités opprimées, comme les Tibétains, les Ouïghours et les Mongols. Il ne suffit pas de concéder aux minorités des droits cantonnés aux performances folkloriques destinées aux touristes étrangers.

D'après moi, le fait que la Chine ait dépensé, ces dernières années, environ 15 milliards d'euros pour développer cette région et qu'elle ait, avant les Jeux olympiques de 2008, également fait savoir qu'elle était disposée à négocier, indique que les pressions internationales peuvent tout à fait porter leurs fruits.

Cristian Dan Preda (PPE). – (RO) M. Kaczmarek a évoqué tout à l'heure les manifestations de 2008.

Deux ans se sont écoulés depuis et nous ne savons toujours pas combien de personnes ont été emprisonnées, combien ont été arrêtées et combien plus tard ont peut-être été libérées.

Nous savons, par contre, ce que ces gens faisaient: ils participaient à une manifestation pacifique, en agitant des drapeaux tibétains ou en distribuant des tracts.

Il est choquant de voir que deux ans après ces manifestations, nous ne savons toujours pas exactement combien de ces personnes ont participé à ces actions et ont été punies par le parti communiste. Je suis en effet inquiet en voyant que le parti communiste chinois interfère dans le cours indépendant de la justice en demandant l'arrestation de certaines personnes et leur condamnation rapide. La sécurité nationale ne peut servir de prétexte à l'abolition des droits civiques fondamentaux.

Je voudrais également profiter de cette occasion pour souligner la nécessité d'adopter une position européenne commune sur les droits de l'homme et la protection des minorités en Chine.

Si nous n'en adoptons pas, nous savons à quoi nous attendre. Nous l'avons déjà connu par le passé, lorsque les dirigeants communistes chinois essayaient d'intimider un par un les États membres de l'UE.

Je voudrais terminer en réaffirmant la position que j'avais déjà exprimée lors de la plénière de janvier, à savoir que le dialogue sur les droits de l'homme est un instrument qui s'est révélé inefficace et inapproprié. Je pense que cette question doit être traitée pendant les réunions au sommet. Catherine Ashton a d'ailleurs admis hier, pendant la réunion de la commission des affaires étrangères, que l'approche fondée sur le dialogue relatif aux droits de l'homme devait être réexaminée. Je suis d'accord avec la haute représentante sur ce point.

Marek Henryk Migalski (ECR). – (PL) Madame la Présidente, je peux comprendre que les entreprises et les entités privées aient choisi de faire primer leur profit sur le respect des droits de l'homme et des droits civiques. Je peux même comprendre que les citoyens se comportent de la même manière, mais je ne peux pas comprendre que l'Union européenne en fasse de même, car elle a été fondée sur des valeurs que nous appelons aujourd'hui des valeurs européennes.

Comment exactement l'Union européenne réagit-elle face aux événements dont nous sommes en train de parler? L'absence de M^{me} Ashton – nous en avons déjà parlé –, le départ du représentant du Conseil au moment même où nous commençons à parler du Tibet, et, enfin, le discours d'introduction du commissaire.

M. Šefčovič, vous dites demander aux deux parties d'amorcer un dialogue. Est-ce une blague? Avez-vous vraiment l'intention de demander aux représentants du Tibet d'accepter ce dialogue? Car je pensais qu'ils l'avaient déjà accepté. Si vous en avez le courage, adressez votre requête directement aux autorités chinoises, car ce sont elles qui rendent ce dialogue impossible.

Tunne Kelam (PPE). – (EN) Madame la Présidente, le Tibet et son patrimoine culturel sont notre trésor à tous. Il est dans notre intérêt à tous de protéger et de développer l'identité, la religion et la langue tibétaines dans les meilleures conditions possibles.

Malheureusement, ce n'est pas le cas. Sous couvert de développement industriel, c'est un génocide culturel qui est perpétré au Tibet et les Tibétains sont en passe de devenir une minorité dans leur propre région. La seule manière de l'empêcher, c'est de leur accorder un véritable statut d'autonomie. L'UE peut agir utilement en contribuant à l'établissement d'un dialogue constructif et impartial respectant les deux parties.

Je note, Monsieur le Commissaire, que vous avez indiqué que le Tibet était pour nous une préoccupation légitime. Le gouvernement chinois a tout à gagner en acceptant ce dialogue et en acceptant de laisser les médias étrangers et les experts des droits de l'homme des Nations unies accéder au Tibet, non seulement au niveau national mais aussi et surtout sur le plan international. La Chine ne deviendra véritablement un grand pays qu'en respectant ses minorités. En gage de bonne volonté, le dalaï-lama, dont l'autorité est reconnue dans le monde entier, devrait être autorisé à retourner en visite dans son pays natal.

L'UE doit mettre pleinement à profit le traité de Lisbonne et se montrer activement solidaire – par des actions concrètes – avec le destin d'une nation dont l'existence est menacée et dont le droit naturel à l'autonomie et à la protection de la culture est sévèrement réprimé. Je suis d'accord sur le fait que M^{me} Ashton devrait rencontrer le dalaï-lama et que l'UE devrait désigner un représentant spécial pour le Tibet.

Peter Šťastný (PPE). – (SK) Le 10 mars, nous avons commémoré le 51^e anniversaire de la révolte au Tibet, mais aussi le deuxième anniversaire des manifestations, deux événements qui ont été brutalement réprimés par les forces armées chinoises.

Le grand problème est la réticence de la Chine à entamer un dialogue avec les représentants légitimes de la minorité tibétaine et les tentatives visant à réaliser une assimilation progressive du Tibet et à détruire la culture et la religion tibétaines. Je ne sais que trop bien ce dont est capable un régime communiste matérialiste sans foi ni loi. L'une des plus anciennes cultures et l'une des plus anciennes religions, qui ont survécu des millénaires durant, courent un grave danger. La communauté internationale ne peut rester silencieuse. Je suis moi-même membre du groupe «Les amis du Tibet» au sein du Parlement européen. Des groupes comme celui-ci sont à présent actifs dans la plupart des parlements du monde, notamment aux États-Unis, en Allemagne, en Australie, en Inde, en République tchèque et ailleurs.

Je suis fier d'annoncer qu'à partir du 9 mars, un groupe «Les amis du Tibet» sera également actif au sein du Conseil national de la République slovaque. Je pense qu'ensemble, nous pouvons aider à résoudre le problème tibétain en servant de médiateurs aux négociations entre les grands représentants chinois et sa Sainteté, le 14^e dalaï-lama. C'est également un moyen d'arriver à mettre fin et à résoudre le problème des réfugiés tibétains, dont la majorité vit dans des conditions difficiles dans des pays voisins. Je demande à la Commission de ne pas oublier, dans ses problèmes, ce groupe de personnes mises à rude épreuve.

Jarosław Leszek Wałęsa (PPE). – (PL) Madame la Présidente, nous sommes optimistes au sujet du débat de ce jour, car il me semble qu'il fait assez bien l'unanimité dans ce Parlement. Mais en revanche, nous avons déjà eu de nombreux débats à ce sujet et nous sommes très bons pour parler. Je ne veux pas m'enflammer d'une sainte colère, car je suis hypocrite, comme l'est, en fait, l'écrasante majorité des membres de cette assemblée. Un hypocrite dépendant de quelque chose: de ces marchandises bon marché fabriquées en Chine. Malgré tout, nous devrions peut-être aujourd'hui avoir suffisamment de dignité pour affirmer notre opinion et nous opposer à certaines choses et pour respecter les idéaux qui sont chers à nos yeux.

La première étape, et peut-être la plus importante, sera quelque chose qui a déjà été mentionné ici et dont nous avons déjà parlé. Je fais référence à la nomination d'un coordinateur spécial pour le Tibet. Quelqu'un qui orientera le processus, qui se chargera pour nous de relever le défi que représente la question tibétaine, afin que nous ne restions pas entre deux eaux et que nous fissions clairement et résolument savoir que les droits de l'homme et les libertés civiles sont importants pour nous. Faisons-le, et faisons-le maintenant.

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE). – (ES) Madame la Présidente, parler du Tibet aujourd'hui dans cette assemblée est une question de justice et de responsabilité. Je ne suis donc pas d'accord avec ceux qui pensent que cette question n'est «pas problématique».

Cela fait de nombreuses années que nous attirons l'attention sur ce problème et je suis inquiet de voir que malgré les énormes efforts déployés par la délégation tibétaine, et particulièrement par le dalaï-lama, pour favoriser le dialogue, se rapprocher des autorités chinoises et trouver une solution juste et durable à ce conflit, le blocage vient encore et toujours des autorités chinoises.

L'Union européenne ne peut pas continuer de tolérer ce jeu et encore moins de l'alimenter. J'estime donc qu'il est essentiel, non seulement de vous rappeler encore une fois l'urgence et l'importance de ce débat, mais aussi de vous rappeler de nouveau que c'est la Chine qui empêche actuellement de trouver une solution.

Nous devons également être clairs à ce propos. La seule manière pour l'Union européenne d'être crédible quand elle affirme promouvoir la défense des droits de l'homme, c'est d'accepter que cette position puisse également avoir des répercussions sur le plan commercial et économique. Sinon, on ne sera pas crédible lorsqu'on parle de droits de l'homme.

László Tóké (PPE). – (EN) Madame la Présidente, le 10 mars, nous avons commémoré le 51^e anniversaire du soulèvement populaire tibétain. Depuis lors, par son engagement constant et cohérent en faveur d'une véritable autonomie pour son peuple, le dalaï-lama a montré au monde qu'il était possible de militer en faveur de la démocratie par des moyens non violents.

Nous, Européens, continuons à apprendre beaucoup de sa Sainteté le dalaï-lama. Récemment, il a manifesté sa solidarité à l'égard de la minorité ethnique ouïgoure et il a pris la défense d'Aung San Suu Kyi et d'autres dissidents démocrates. Ici, au Parlement européen, nous sommes décidés à assurer la protection des droits de l'homme et des minorités dans le monde entier.

(La Présidente retire la parole à l'orateur)

Franz Obermayr (NI). – (DE) Madame la Présidente, je m'adresserai directement au commissaire pour plus de précisions. Pour moi, le Tibet est un pays occupé et je pense que de nombreux autres membres de ce Parlement, dans tous les groupes, partagent cette opinion. Même vous, Monsieur le Commissaire, ne pouvez pas déclarer le droit international nul et non avenu. Je pense qu'il s'agit d'une question qui touche chaque citoyen européen au plus profond de son cœur. Nous connaissons tous les malheurs et le génocide culturel au Tibet, et tout le monde ressent de la sympathie, et c'est tout à fait normal de se poser la bonne question: où est l'UE dans tout ça? Nous avons vite fait de juger les petits pays qui commettent des transgressions. Nous réagissons vivement et nous leur faisons très rapidement savoir ce que nous pensons d'eux. Par contre, lorsqu'il s'agit de juger les grands pays, les pays économiquement importants comme la Chine, nous sommes politiquement très prudents. Nous marchons sur des œufs, tant sur le plan politique que sur le plan diplomatique. Nous ne montrons aucun courage et aucun cran en nous en prenant aux délinquants mineurs et en fermant les yeux quand il s'agit de la Chine. Nous sommes également incapables de faire pression sur la Chine en utilisant les millions consacrés à l'aide au développement. J'attends donc de la haute représentante...

(La Présidente retire la parole à l'orateur)

Ivo Vajgl (ALDE). – (SL) Je suis l'une des quelques personnes qui a récemment eu la chance de visiter le Tibet.

Une certaine forme de progrès est arrivée jusqu'au Tibet, mais ce progrès a fait plus de mal que de bien, car il a brisé les valeurs culturelles traditionnelles, marginalisé l'architecture traditionnelle tibétaine et imposé une image modernisée à la vie spirituelle du Tibet. Les rivières ont été polluées et des autoroutes qui gâchent le paysage tibétain sont apparues.

Mais le Tibet connaît néanmoins certaines avancées, impossible de le nier, et je pense que nos exigences et nos attentes vis-à-vis de la Chine doivent aller de pair avec l'obligation de laisser le Tibet profiter également de ces progrès, sans se contenter de laisser la vie s'y dérouler comme dans un musée.

Maroš Šefčovič, membre de la Commission. – (EN) Madame la Présidente, je pense que le débat d'aujourd'hui a encore une fois prouvé que nous avons de réelles préoccupations au sujet de la situation au Tibet. Je pense que les interventions des orateurs ont souligné le fait que ces inquiétudes restaient réelles et légitimes, plus de 50 ans après le soulèvement tibétain du 10 mars 1959. En outre, notre débat a mis en exergue la nécessité pour les deux parties de reprendre rapidement le dialogue.

Je puis vous dire que l'Union européenne se félicite de la reprise du dialogue entre les représentants du dalaï-lama et ceux du gouvernement chinois, qui date de septembre 2002. Depuis lors, nous avons fermement soutenu ce dialogue et nous espérons qu'il débouchera sur des résultats positifs et sur la résolution des questions qui restent en suspens, et ce d'une manière pacifique et durable pour le Tibet.

Dans le cadre de leur dialogue politique et de leurs autres contacts avec la Chine, les représentants de l'UE encouragent régulièrement la Chine à faire un usage pragmatique de ce processus, de manière à résoudre toutes les questions qui restent en suspens au Tibet. Bien que la Chine estime qu'il s'agit d'un problème interne, elle a pris note des opinions et des préoccupations de l'UE et a fait connaître à celle-ci son propre point de vue sur la question.

Je dois insister sur le fait que l'UE évoque également la situation des droits de l'homme au Tibet dans le cadre de son dialogue politique et de son dialogue sur les droits de l'homme avec la Chine. Par ailleurs, l'UE insiste régulièrement sur l'importance qu'elle accorde au respect de la liberté d'expression et de religion au Tibet.

Nous avons suivi de près l'évolution de ce dialogue, et le dialogue entre le gouvernement chinois et les représentants du dalaï-lama suit son cours. Je puis vous dire que le mois dernier, les deux parties nous ont informé de ce qu'il s'est passé lors du dernier tour de négociations et nous les avons encouragés une nouvelle fois à accomplir d'importants progrès.

Pour finir, permettez-moi de vous dire que je crois que le débat d'aujourd'hui a également réaffirmé notre volonté de travailler avec la Chine sur cette question et d'œuvrer ensemble dans le but d'améliorer le respect des droits de l'homme et des libertés au Tibet.

La Présidente. – Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 149)

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), par écrit. – (PL) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, il y a deux ans, à Lhassa, les autorités chinoises répondaient à des manifestations pacifiques organisées par des moines par une répression brutale de la police et de l'armée. Des dizaines de civils ont été tués et plusieurs centaines ont été blessés. Depuis lors, les Tibétains ont organisé plus de 200 manifestations pacifiques, auxquelles ont participé de nombreux groupes sociaux, notamment des enseignants, des étudiants et des intellectuels.

Lors de la précédente législature, le Parlement européen a adopté huit résolutions sur le Tibet et a abordé ce sujet à de nombreuses reprises. Ces efforts n'ont pas encore véritablement porté leurs fruits. Récemment, les autorités chinoises ont arrêté 30 élèves d'une école de Machu qui avaient exprimé une nouvelle fois leurs convictions et entamé une manifestation pacifique à l'occasion du deuxième anniversaire des événements de Lhassa. Sans aucun doute, de nombreux incidents similaires se seront produits sans que nous le sachions.

C'est pourquoi je suggère que ce problème soit ajouté aux responsabilités de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et qu'on lui donne plus d'importance. Cette initiative devrait être suivie d'actions spécifiques et, je l'espère, de résultats visibles. Merci de votre attention.

Danuta Jazłowiecka (PPE), par écrit. – (PL) Les médias d'aujourd'hui sont remplis d'informations sur la Chine. Les rapports, les articles et les livres qui paraissent traitent inlassablement du développement et de la modernisation de la Chine ainsi que du miracle économique qui est en train de se produire là-bas. Dans ce contexte, les médias ont également beaucoup écrit récemment sur le Tibet.

Le magazine américain *Newsweek* a indiqué, dans un récent rapport, que «La Chine fait beaucoup pour les Tibétains», car elle aide l'une des régions les plus pauvres du monde à rattraper son retard. Ce rapport évoque les investissements chinois dans les infrastructures de transport et de télécommunications, dans l'éducation, dans la santé et dans l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'électricité. Le plan du président Hu Jintao semble donc être mis en œuvre, un plan qui tente non seulement d'améliorer le niveau de vie des Tibétains, mais aussi de les forcer à renoncer à leur liberté d'expression, à leur liberté religieuse et à leurs aspirations à l'autonomie. Toutefois, sa stratégie peut-elle réussir?

Les révoltes de Lhassa, qui ont commencé il y a deux ans, lors de l'anniversaire du soulèvement antichinois, ainsi que les événements qui se sont produits il y a deux semaines, démontrent plus que jamais que les Tibétains se sentent persécutés sur leurs propres terres. L'histoire de mon propre pays m'a appris que la liberté et la dignité n'ont pas de prix. Les intérêts économiques ne peuvent pas être invoqués comme motifs pour oublier les persécutions et les souffrances.

Il me semble que l'Union européenne est un organe qui devrait particulièrement réclamer le respect du droit des Tibétains à préserver leur identité. Nous représentons, ici, les citoyens de l'Union européenne et en leur nom, nous devons témoigner notre solidarité envers les Tibétains.

Csaba Sógor (PPE), par écrit. – (HU) Le 10 mars 1959, le peuple tibétain, dans un élan révolutionnaire, a défendu son dirigeant, mais l'enthousiasme des premiers jours a été cruellement réprimé par la «libération pacifique» du régime communiste chinois qui a fait plusieurs milliers de victimes civiles. Depuis un demi-siècle, le dalaï-lama, contraint à l'exil, proteste pacifiquement. Et depuis lors, les Tibétains n'ont pas été autorisés à commémorer librement ce jour. En Europe de l'Est, d'où je viens, cette histoire nous est familière. Bien qu'il semble que nous ayons réussi à nous débarrasser des pratiques similaires exercées par les régimes communistes, je pense que nous ne devons pas oublier les leçons de ces temps-là: l'histoire de chaque peuple est jalonnée d'événements dont la commémoration ne doit pas être interdite. Toutefois, ce dont nous parlons ici va bien plus loin. En tant que représentant d'une communauté nationale minoritaire, je sympathise avec la détresse du peuple tibétain et je demande à mes confrères de soutenir, par leur vote, les efforts pacifiques des Tibétains qui cherchent le chemin vers l'autonomie.

15. Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

La Présidente. – L'ordre du jour appelle les interventions d'une minute conformément à l'article 150 du règlement.

L'article 150 précise que nous pouvons consacrer 30 minutes au maximum à ce point. Comme nous avons reçu plus de 74 demandes d'intervention pour ce point, cela ne sera manifestement pas possible: 30 minutes pour 74 interventions d'une minute ne suffiront tout simplement pas.

Par conséquent, nous avons, pour la première fois, sélectionné à l'avance les députés qui pourront intervenir, en appliquant des critères clairs, c'est-à-dire que les personnes qui ont demandé une intervention d'une minute dans un autre débat, mais qui n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer vont se voir accorder maintenant un temps de parole, dans la mesure du possible, tandis que les personnes qui sont déjà intervenues dans d'autres débats ne pourront pas prendre la parole.

Tous les députés à qui nous n'avons pas accordé de temps de parole en ont été informés à l'avance, par courriel. Ils ne doivent donc pas attendre en vain leur temps de parole. C'était la seule manière possible de permettre le bon déroulement du débat.

Les personnes qui ont droit à un temps de parole peuvent donc commencer tout de suite.

Alf Svensson (PPE). – (SV) Madame la Présidente, le 11 avril, le Soudan a l'intention d'élire un président, un parlement et des assemblées régionales. Ce sont les premières élections au Soudan depuis 24 ans et nous suivons l'évolution du pays avec grand intérêt.

La Cour pénale internationale de La Haye a délivré un mandat d'arrêt à l'encontre du président soudanais, Omar Hassan Ahmad al-Bashir, qui a pris le pouvoir par un coup d'État, pour crimes contre l'humanité. Nous savons tous à quel point le Soudan a souffert sous son joug marqué par la violence. Durant les premiers mois de cette année seulement, pas moins de 400 personnes ont été tuées au dans le Sud-Soudan. Il est difficile de dire si les élections seront tout à fait libres. Lundi, al-Bashir a menacé d'expulsion les observateurs électoraux internationaux. Il a déclaré que s'ils s'ingéraient dans les affaires du Soudan, il leur couperait les doigts.

Nous savons que le Soudan est un pays dans le besoin. Lors de la conférence internationale des donateurs qui s'est tenue au Caire dimanche dernier, le représentant de l'Égypte a annoncé que les pays du monde devront trouver un peu plus de 1,4 milliard d'euros pour la reconstruction de la région du Darfour, au Soudan. J'espère que les élections au Soudan donneront lieu à...

(La Présidente retire la parole à l'orateur)

Zigmantas Balčytis (S&D). – (LT) Récemment, on a beaucoup parlé de la reprise de l'économie de l'UE, mais la majorité des États membres doivent encore venir à bout de la crise. En public, les discussions sur la crise se limitent à l'état des finances publiques, bien que le taux de chômage qui augmente rapidement dans certains États membres de l'Est de l'Union européenne ait déjà atteint un niveau critique. Il est étrange d'entendre des hauts fonctionnaires de l'UE et du PE féliciter certains gouvernements pour leur excellent travail alors que, chaque mois, dans ces pays, le nombre des chômeurs augmente à un rythme catastrophique, les garanties sociales sont restreintes et le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est en

augmentation. Les citoyens de ces pays ont de plus en plus de mal à distinguer si l'Union européenne met en œuvre une politique de réduction de la pauvreté ou plutôt une politique d'accroissement de la pauvreté dans le domaine social. Je pense qu'il ne convient pas de féliciter les gouvernements qui n'ont pas réussi à résoudre les problèmes de stabilisation du chômage. La Commission européenne devrait assumer une plus grande responsabilité et surveiller sérieusement la mise en œuvre des plans des gouvernements nationaux en matière de gestion de la crise, en particulier dans le domaine des réformes sociales, et elle devrait évaluer l'impact de ces réformes sur les citoyens.

Sonia Alfano (ALDE). – (IT) Madame la Présidente, chers collègues, 16 personnes reconnues coupables de divers types de délits ont été élues au parlement italien et, lors des dernières élections européennes, l'Italie a désigné trois députés qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive.

Aucune législation en Europe n'interdit à des personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive, ou qui attendent de nouvelles procédures judiciaires, de se présenter à des élections; tout est laissé à la discrétion des États membres. Les citoyens italiens ont proposé le programme du «parlement propre». Nous invitons donc la commission des affaires constitutionnelles à modifier l'acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct, afin d'imposer l'absence de condamnations pénales, y compris les condamnations qui ne sont pas encore définitives, comme condition pour pouvoir se présenter aux élections au Parlement européen.

Lors de la précédente législature du Parlement, le président de la commission des affaires constitutionnelles, M. Leinen, s'était engagé à introduire cette modification, mais tout a été laissé à son successeur, M. Casini, qui a déjà déclaré que la commission des affaires constitutionnelles ne procédera pas à cette modification.

Nous voudrions faire remarquer que cela relève non seulement de la responsabilité de la commission des affaires constitutionnelles, mais que l'article 223 (ex-article 190) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoit en effet que le Parlement européen doit mettre en œuvre une procédure électorale uniforme dans tous les États membres de l'Union européenne.

Catherine Grèze (Verts/ALE). - Madame la Présidente, l'aéroport de Fontarabie est classé par l'aviation civile comme l'un des plus dangereux du pays. Ses couloirs d'atterrissage et de décollage se trouvent au-dessus du centre-ville d'Hendaye et d'Irún, et le traité franco-espagnol définissant le nombre de vols autorisés n'est pas respecté. Et pourtant, son extension est envisagée contre l'avis des riverains et des élus des deux côtés de la frontière, qui rejettent déjà tout maintien du trafic actuel.

La Commission européenne approuve-t-elle la destruction des espaces naturels protégés de la baie de Chingoudy, site de la Convention de Ramsar et espace Natura 2000, dont elle a elle-même financé la réhabilitation?

Par ailleurs, l'Eurocité basque Bayonne-Saint Sébastien dispose déjà d'un aéroport international sous-utilisé, éloigné de toute zone naturelle vulnérable. Ne vaudrait-il pas mieux améliorer la desserte de Biarritz par des transports non polluants? J'aimerais savoir quelles mesures le président prendra au sujet de cette extension.

Marek Henryk Migalski (ECR). – (PL) Madame la Présidente, je voudrais évoquer la question de l'assassinat du journaliste russe Maxim Zuev. M. Zuev a été tué il y a environ une semaine, à Kaliningrad. C'était un journaliste et un blogueur connu. Ce n'est pas la première fois qu'un journaliste est assassiné en Russie. Depuis 2000, nous comptons au moins une douzaine de cas de ce type. C'est un phénomène inquiétant, car nous savons que s'il n'y a pas de liberté d'expression et que les journalistes n'ont pas la possibilité de travailler, il n'y a pas du tout de liberté et il n'y a pas de démocratie. Dans notre dialogue avec la Russie, nous devrions toujours attirer l'attention sur ce point.

J'espère organiser un séminaire au Parlement européen cette année, à condition que j'obtienne l'accord de ma délégation pour les relations avec la Russie et de la commission des affaires étrangères. Je pense que chacun d'entre nous devrait souligner, dans les discussions que nous avons à divers niveaux avec nos partenaires russes, que la liberté des médias et la liberté d'expression permettent aux journalistes d'exercer leur travail et constituent le fondement du dialogue et de la liberté, aussi bien en Russie que dans l'Union européenne.

Nikolaos Chountis (GUE/NGL). – (EL) Madame la Présidente, je voudrais vous signaler que d'après des articles récents, certains procureurs américains ont porté plainte contre l'entreprise allemande Daimler pour corruption d'agents publics étrangers en vue de remporter et de conclure des marchés publics. L'acte d'accusation précise que l'entreprise a été impliquée dans un processus de corruption à long terme. Une

affaire identique concerne Siemens, qui a recouru à la même pratique et qui a corrompu les gouvernements de 30 pays tiers pour tenter de remporter des marchés auprès d'entreprises publiques, un scandale qui secoue toujours la Grèce.

Par conséquent, outre la crise financière, nous subissons également une crise morale. Jusqu'il y a peu, le gouvernement allemand n'engageait pas de poursuites judiciaires pour des actes de corruption commis en dehors de ses frontières et il prétendait ne rien savoir de ces affaires. Enfin, au lieu d'agir, au lieu d'activer le comité responsable de la lutte contre la fraude, la Commission européenne ne défend pas la légalité et, dans de nombreux cas, elle ne protège pas l'argent des citoyens européens.

Nikolaos Salavrakos (EFD). – (EL) Madame la Présidente, je dois annoncer au Parlement européen qu'à 2 h 15 ce matin, la corvette turque Bafra a violé les eaux territoriales grecques, en croisant à seulement 18 miles des côtes d'Athènes, et a même demandé à monter à bord d'un navire marchand grec qui naviguait bord à bord afin de le fouiller.

Cela prouve que tout ce que l'on a dit dans la première partie du débat sur le soi-disant problème économique grec n'est pas entièrement exact. Le problème que connaît la Grèce est politique avant tout. Il est dû au fait que ce pays voisin menace la Grèce d'un casus belli et provoque systématiquement l'armée grecque, en violant non seulement les eaux grecques, mais aussi l'espace aérien de la Grèce.

(La Présidente fait remarquer qu'il y a un problème de micro)

... Je dois vous dire que la Grèce a adopté des mesures strictes qui, en fin de compte, étranglent littéralement les ménages grecs, et les Grecs sont aujourd'hui au bout du rouleau. Cela a miné la résistance de la société grecque et la force économique des Grecs.

Comme je l'ai dit, le problème de la Grèce est principalement politique. Nous ne demandons pas d'argent aux citoyens européens. Nous demandons le soutien de l'Union européenne en tant qu'entité, afin que nous puissions surmonter les irrégularités sur les marchés qui portent atteinte à l'euro.

Franz Obermayr (NI). – (DE) Madame la Présidente, il y a une dizaine d'années, les 14 autres États membres de l'UE de l'époque ont imposé leur soi-disant «sanctions» à mon pays, l'Autriche. Pendant sept mois, il y a eu une «période glaciaire». Les ministres autrichiens n'étaient plus autorisés à participer aux réunions informelles du Conseil, mais l'Autriche pouvait toujours continuer de payer des taxes en tant que contributeur net. Outre les sanctions, il y a également eu une conséquence. Le rapport indépendant des sages a clairement établi que la participation au gouvernement du parti autrichien de la liberté ne représentait aucun risque pour la démocratie et les droits de l'homme. En conclusion, les sanctions de l'UE qui étaient déguisées en mesures bilatérales n'avaient aucun fondement juridique. Elles représentaient un empiètement injustifié sur la souveraineté autrichienne. Toutefois, je crois qu'à la suite de cela, l'UE a appris à respecter l'opinion politique des autres et la souveraineté nationale des États membres et de leurs citoyens et c'est certainement positif. De plus, dans la perspective de la paix à l'Est, j'espère aussi que l'un des principaux enquêteurs, Louis Michel, qui est actuellement député, estimera que, dix ans plus tard, il peut retourner en vacances en Autriche.

Véronique Mathieu (PPE). - Madame la Présidente, hier, la France a rendu hommage à un de ses policiers, Jean-Serge Nérin, brigadier-chef français, lâchement assassiné par l'ETA le 16 mars, lors d'une fusillade en région parisienne.

Responsable de la mort de près de 830 personnes en quarante ans, c'est cependant la première fois que cette organisation terroriste s'attaque à un policier français. La mort de M. Nérin nous renvoie à notre devoir de coopération dans la lutte contre le terrorisme.

Très tôt, la coopération franco-espagnole s'avéra un modèle du genre au sein de l'Union européenne. La France et l'Espagne furent les premiers États membres à mettre en place des équipes communes d'enquête dans l'espace judiciaire européen. La mise en œuvre des mandats d'arrêt européens s'avéra également très efficace.

Malheureusement, ces efforts de coopération entre nos policiers et nos magistrats n'ont pu empêcher l'assassinat de M. Nérin. Il faudra donc accroître encore cette collaboration pour une meilleure lutte contre le terrorisme.

Joe Higgins (GUE/NGL). – (EN) Madame la Présidente, une vaste campagne citoyenne organisée dans le Val de Susse, dans le nord-ouest de l'Italie, vise à mettre un terme à la concrétisation d'un projet de train à grande vitesse, le TAV.

S'étendant de la frontière française à Turin, la très belle région du Val de Suse ne fait qu'un à deux kilomètres de large mais possède déjà une autoroute importante, une autre grande route et une ligne de chemin de fer.

La campagne «No TAV» a clairement montré que le TAV n'est pas justifié. Seulement 38 % de la capacité ferroviaire actuelle sont exploités. Ce projet serait extrêmement préjudiciable à l'environnement en raison de la destruction ou de la pollution des nappes aquifères et du rejet de concentrations dangereuses d'amiante et d'uranium dû au percement du tunnel.

Mais les intérêts des grandes entreprises et des grandes sociétés de construction sont sur le point de l'emporter. Des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées pour s'opposer au projet et, de manière scandaleuse, la police recourt à la violence pour contrarier la campagne.

J'invite l'UE à retirer tout financement destiné au TAV et à annuler le projet de TAV. La devise de la campagne «No TAV» est «Sarà dura». Les participants ne flancheront pas. Une victoire du pouvoir citoyen dans le Val de Suse serait une victoire du bon sens et une victoire pour l'environnement.

Paul Nuttall (EFD). – (EN) Madame la Présidente, je m'inquiète de plus en plus de la manière dont les conseils municipaux de ma circonscription du Nord-ouest de l'Angleterre se servent des droits de stationnement pour accroître leurs recettes.

Prenons, par exemple, la petite ville de Congleton, qui est une communauté locale semi-rurale. L'introduction de droits de stationnement portera un grand préjudice à l'industrie locale et la diminution des activités commerciales entraînera une perte de revenus qui poussera certaines PME déjà sous pression vers la faillite et à une éventuelle fermeture.

On condamne le gouvernement britannique, certains blâment le conseil unitaire et d'autres dénoncent le conseil municipal, mais, comme toujours, la main noire de l'UE est en toile de fond, car ils travaillent tous à la mise en œuvre du cadre défini dans la politique des transports de l'UE pour 2010.

Comme vous le constatez, c'est le génie de l'UE: il s'agit toujours d'éliminer une personne. Que ce soit la fermeture de bureaux de poste ou la collecte bimensuelle des déchets, une nouvelle cible est toujours visée et l'influence corruptrice de Bruxelles n'apparaît pas sur le radar.

Nicole Sinclair (NI). – (EN) Madame la Présidente, je viens des Midlands occidentaux et 20 % de cette région sont classés comme ceinture verte.

La ceinture verte a permis de préserver la beauté de notre campagne et de bloquer l'extension urbaine arbitraire. Cependant, encouragé par l'Union européenne, le gouvernement britannique a intensifié la construction de logements, ce qui menace la ceinture verte, à laquelle je tiens particulièrement parce qu'elle est proche de mon lieu d'habitation, dans le «Meriden Gap».

Cela montre le manque de respect pour notre culture et nos traditions, mais qu'est-ce que cela peut vous faire? Depuis que le Royaume-Uni a rejoint l'UE - ou le marché commun européen, avant l'Union -, vous avez manifestement manqué de respect à l'égard de notre culture et de nos traditions et nous ne devons pas en attendre moins de votre part.

Elena Oana Antonescu (PPE). – (RO) Je prends la parole aujourd'hui devant vous et mes collègues pour vous dire que je pense que l'Europe a besoin d'une nouvelle stratégie, qui soit mieux intégrée, pour résoudre le problème de la violence contre les femmes.

Cette question a été abordée dans un nombre croissant d'États européens de manière unanime, par des partis qui ont une vision très différente de la société en général. J'é mets cette suggestion parce que le problème de la violence domestique s'étend au-delà de la sphère idéologique et fait directement et immédiatement partie de la vision humaine et politique d'une société plus juste et plus équilibrée.

Je voudrais insister sur la nécessité d'agir dans le but de prévenir la violence psychologique à l'égard des femmes. Des études récentes ont démontré que ce type de violence précède toujours les actes de violence physique.

Je me réjouis que la Présidence espagnole ait pris en main la lutte contre les différents types de violence à l'égard des femmes en l'inscrivant parmi les priorités politiques de l'Union européenne. Toutefois, ces mesures doivent se poursuivre. La création d'un observatoire européen de la violence entre les sexes, l'instauration de mandats de protection et la mise en place d'un numéro de téléphone d'urgence visent à réduire ce phénomène dans l'Union, tout en apportant un soutien dans la lutte contre la violence en dehors de l'UE.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). – (LT) Je suis ravie que l'Union européenne et les États membres se soient engagés à lutter contre la pauvreté en proclamant 2010 «année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale», car près de 80 millions d'Européens vivent sous le seuil de pauvreté. De nombreux Européens, y compris des personnes qui ont un emploi, se battent contre la pauvreté chaque jour et n'ont pas la possibilité de jouir d'une vie décente. Une somme de 17 millions d'euros a été consacrée à la mise en œuvre en 2010 de l'action prévue par l'Europe et ce budget servira à organiser des séances d'information, des groupes de travail et des consultations publiques dans le but de vaincre les stéréotypes de la pauvreté. C'est une excellente initiative, mais comment nous assurer que ces fonds seront utilisés de manière efficace et transparente et qu'ils parviendront directement aux citoyens qui ont le plus besoin de cette aide? Je voudrais souligner qu'il est impossible de freiner la croissance de la pauvreté en un an. Par conséquent, je voudrais demander aux structures de l'UE et aux États membres d'adopter des mesures concrètes et de prendre des engagements à long terme à tous les niveaux de pouvoir, afin de garantir l'attribution transparente et ciblée des fonds destinés à aider directement les personnes en situation de pauvreté.

Georgios Toussas (GUE/NGL). – (EL) La décision prise par le gouvernement israélien de faire avancer à grands pas son plan visant à construire 1 600 nouveaux logements à Jérusalem-Est, à étendre la colonisation en Cisjordanie, à maintenir l'isolement de la bande de Gaza et à intensifier d'une manière générale les attaques lancées par l'armée israélienne dans les territoires occupés révèle aux plus grands incrédules les plans criminels d'Israël et des impérialistes en général à l'encontre du peuple palestinien et de l'ensemble des peuples vivant dans la région.

Israël déclenche une nouvelle série d'attaques meurtrières contre le peuple palestinien, mais a obtenu le soutien de l'Union européenne, des États-Unis et de l'OTAN et a renforcé ses relations avec ceux-ci, dans un contexte d'intensification des conflits internes au sein du Quartet impérialiste. Les États-Unis ont réitéré ce soutien avec une insistance et un zèle particuliers lors de la visite récente du Premier ministre israélien aux États-Unis, ce qui met en évidence le fait qu'Israël est plus qu'une priorité absolue dans le cadre des plans impérialistes géostratégiques des États-Unis dans l'ensemble de la région.

Nous nous battons avec tous les travailleurs pour créer...

(La Présidente retire la parole à l'orateur)

Jaroslav Paška (EFD). – (SK) À l'issue de la Seconde Guerre mondiale et de la redéfinition des frontières, quelque 400 000 Slovaques sont restés en Hongrie et un nombre similaire de Hongrois sont restés en Slovaquie.

La minorité hongroise de Slovaquie est toujours aussi nombreuse aujourd'hui, mais en Hongrie, la situation est différente. La minorité slovaque a été réduite des 400 000 Slovaques d'origine à moins de 33 000 personnes, ce qui ne représente même pas un dixième du nombre initial. Cela s'explique par le fait que le gouvernement slovaque fournit à la minorité hongroise un enseignement dans sa langue maternelle dans plus de 700 écoles, tandis que le gouvernement hongrois n'offre aux Slovaques de Hongrie qu'une seule école primaire.

C'est la raison pour laquelle les récentes critiques prononcées à l'égard de l'enseignement proposé aux minorités hongroises dans les pays voisins par le président Sólyom, un homme qui se contente d'observer d'une manière suffisante et passive tandis que son gouvernement réprime les minorités ethniques dans son propre pays, ne peuvent être considérées que comme une provocation odieuse, hypocrite et malveillante à l'égard des Serbes, des Roumains et des Slovaques qui, contrairement aux Hongrois, s'occupent réellement des minorités ethniques vivant sur leur territoire. Après tout, le médiateur hongrois pour les minorités ethniques ne prévient-il pas que la Hongrie continue de progresser vers l'assimilation totale des minorités ethniques?

Rareș-Lucian Niculescu (PPE). – (RO) L'Union européenne dispose de règlements rigoureux en matière de sécurité alimentaire et les producteurs sont obligés d'investir d'énormes sommes d'argent pour respecter ces règlements.

Néanmoins, plus de 75 % de l'ensemble des poulets abattus dans l'Union européenne sont contaminés par des bactéries, d'après une étude récente menée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments.

Salmonella et Campylobacter, deux des bactéries les plus toxiques, sont présentes dans les carcasses de trois quarts des poulets élevés dans des fermes européennes.

Lorsque des études de ce type sont communiquées à la presse, elles suscitent naturellement l'inquiétude des consommateurs. Dans ce contexte, nous devons nous poser deux questions. Premièrement, que pouvons-nous

continuer de faire pour garantir que les Européens ont accès à des aliments sûrs et de bonne qualité? Deuxièmement, est-il possible que les règles actuellement en vigueur, bien qu'elles soient strictes et, soit dit en passant, extrêmement bureaucratiques, ne soient pas les plus appropriées?

Csaba Sándor Tabajdi (S&D). – (HU) Les nouveaux États membres sont en train de mettre en œuvre l'organisation du marché vitivinicole de l'Union européenne de 2007. Dans ce processus, la Commission européenne a violé la législation - dommage que personne ne soit présent ici - en enregistrant illégalement le label Tokaj, à la demande de la Slovaquie, aussi bien en tant qu'appellation d'origine protégée qu'en tant qu'indication géographique protégée. C'est contraire aux règlements de l'UE, étant donné que ce vin peut appartenir à l'une ou l'autre de ces catégories. Dans la base de données E-Bacchus de l'Union, la demande de la Slovaquie ne figure plus parmi les appellations d'origine protégées. La Commission a donc mis fin à cette situation illégale et je l'en remercie. Cependant, il existe une autre situation irrégulière, car la loi nationale slovaque sur laquelle l'enregistrement se base n'existe pas, puisque la Slovaquie l'a abrogée. C'est pourquoi je demande à la Commission de remédier à cette situation irrégulière.

Zbigniew Ziobro (ECR). – (PL) Madame la Présidente, le service européen pour l'action extérieure sera le corps diplomatique qui représentera l'Union européenne et qui assistera la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères. Le travail effectué par ce service doit tenir compte des différences culturelles et nationales qui existent au sein de l'Union. Chaque pays doit avoir le sentiment que ses propres intérêts, sa propre culture et sa propre expérience sont correctement représentés dans ce service.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de partager, ou de participer, sur un pied d'égalité. En attendant, comment le corps du service européen pour l'action extérieure est-il créé? Il doit se composer de membres du personnel provenant des services compétents du secrétariat général du Conseil et de la Commission, ainsi que de personnel détaché des services diplomatiques nationaux. Les diplomates désignés par les États membres ne doivent représenter qu'un tiers de l'ensemble du corps. Toutefois, quels que soient l'expérience des membres du personnel et le parcours qu'ils ont suivi pour arriver au service, il convient d'adopter le principe de la représentation proportionnelle de tous les citoyens des États membres. Au fond, la désignation de personnel dans toutes les institutions de l'Union est gérée selon ce principe. Je ne vois pas pourquoi il en irait autrement dans ce cas.

Nuno Teixeira (PPE). – (PT) L'Union européenne a récemment conclu un accord avec les pays d'Amérique latine sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce, dans lequel elle s'engage à réduire considérablement et progressivement les taxes sur les importations de bananes venant de ces pays. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que cet accord entraîne des conséquences négatives directes pour les producteurs européens de bananes, en particulier ceux de Madère, au Portugal. Il portera encore plus préjudice aux producteurs de bananes des îles Canaries, en Espagne.

Je voudrais vous rappeler que la situation des producteurs de ces îles est déjà extrêmement pénible en raison des caractéristiques physiques et du terrain montagneux de ces régions et en raison de la taille de leurs exploitations, ce qui signifie qu'ils connaissent des difficultés permanentes qui empêchent leur développement.

Il est donc nécessaire de prendre des mesures urgentes pour aider les producteurs de bananes de Madère et des îles Canaries, étant donné l'impact considérable et immédiat que le nouvel accord de Genève aura sur le marché européen des importations et, en conséquence, sur la production et la commercialisation de bananes de ces régions les plus éloignées.

Nessa Childers (S&D). – (EN) Madame la Présidente, cela fait maintenant un an que la société d'entretien d'avions SR Technics a annoncé la fermeture de ses installations situées à l'aéroport de Dublin, entraînant la perte de plus de mille emplois. Pour tenter de compenser ces pertes, une demande a été déposée en octobre 2009 auprès du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEAM) au nom de travailleurs de SR Technics. Cependant, la Commission a rejeté le formulaire parce qu'il était incomplet et je peux confirmer que, près de cinq mois plus tard, le gouvernement irlandais n'a toujours pas remis une demande complète.

Pendant que l'attention du gouvernement irlandais a été détournée par l'effondrement de son économie, qu'il a provoquée, et par des démissions de ministres qui se sont succédées ces derniers mois, un formulaire de demande pouvant transformer des centaines de vies est resté sur le bureau du ministre.

Ce Parlement sait que les caisses de l'État irlandais sont vides. Un cynique serait pardonné de penser que l'inertie du gouvernement peut être due à sa propre difficulté à tenir son engagement si les paiements du FEAM sont finalement obtenus. Le gouvernement irlandais serait-il prêt à faire quelque chose à ce sujet?

Artur Zasada (PPE). – (PL) Madame la Présidente, chers collègues, je voudrais m'adresser à vous tous et en particulier à M. Potočnik, à propos d'une question qui inquiète les personnes concernées par les circuits destinés aux courses de motos, un sport populaire dans de nombreux États membres de l'UE. Il s'agit de l'application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

L'application de cette directive signifie que les motocyclistes sont obligés de placer de nouveaux silencieux sur leur motos. L'utilisation de silencieux implique, d'une part, une réduction de l'attrait du spectacle lui-même, car le bruit est une caractéristique inhérente à ce sport. Par ailleurs, l'emploi de silencieux signifie un plus grand risque, un risque pour les motocyclistes eux-mêmes, tant pour leur santé que pour leur vie. À cet égard, je tiens à demander à M. Potočnik d'étudier la possibilité de présenter une proposition de modification visant à exclure les circuits pour motos du champ d'application de la directive 2002/49/CE.

László Tótkés (PPE). – (HU) Madame la Présidente, dans la province de Voïvodine, dans le pays de Slobodan Milošević, la Serbie, les Hongrois font toujours l'objet d'agressions. Les auteurs des faits sont acquittés ou, parfois, ils ne sont même pas poursuivis. Il y a plusieurs décennies, 400 000 Hongrois vivaient en Voïvodine et représentaient un tiers de la population. L'émigration obligatoire et la colonisation massive de personnes issues de la majorité ont réduit le nombre de Hongrois à 290 000 personnes au fil des ans et ceux-ci ne représentent plus que 13 % de la population. La méthode avec laquelle des agressions massives sont commises à l'encontre des minorités, en particulier les Albanais du pays, a été introduite par le fameux service secret serbe, l'UDBA. Le recours spontané à cette pratique se poursuit aujourd'hui contre les Hongrois. Madame la Présidente, le Parlement européen devrait prendre une mesure ferme pour mettre un terme aux actes terroristes commis en Serbie à l'encontre des Hongrois. Pour que ce pays puisse rejoindre l'Union européenne, il conviendrait de rendre justice aux dizaines de milliers de victimes de massacres perpétrés durant la Seconde Guerre mondiale et d'empêcher la violence à l'égard des Hongrois, qui se poursuit aujourd'hui encore.

Joanna Senyszyn (S&D). – (PL) Madame la Présidente, les femmes sont sous-représentées dans le domaine de la science et de la recherche scientifique. En Europe, elles représentent 30 % des chercheurs et seulement 18 % des professeurs. Les femmes constituent 27 % des personnes travaillant dans la gestion scientifique. La Pologne, où la proportion des membres féminins de conseils d'administration d'institutions de l'enseignement supérieur et d'instituts scientifiques est de 7 %, occupe l'avant-dernière place parmi les 27 États membres de l'Union européenne.

C'est la raison pour laquelle le projet de recherche intitulé «les femmes dans la science», préparé par la Fondation polonaise pour les entreprises universitaires, est très important. Le projet porte sur la recherche des causes de la discrimination et sur la recherche de mesures efficaces pour lutter contre cette discrimination. Les projets émanant de citoyens et destinés aux citoyens ont le plus de chances de réussir. Je demande à la Commission européenne de soutenir tout particulièrement et d'aider concrètement les organisations sociales qui s'occupent de ces questions. Lorsque les citoyens de l'Union écrivent à la Commission, leurs lettres ne doivent pas rester sans réponse.

Jim Higgins (PPE). – (GA) Madame la Présidente, comme je le disais, j'ai été très ravi d'entendre l'ancienne commissaire Kuneva déclarer qu'une révision de la directive 90/314/CEE du Conseil est nécessaire. Pourquoi? Parce qu'elle comporte de nombreuses erreurs.

Elle ne tient pas compte des personnes qui réservent leurs vacances elles-mêmes sur l'internet, sans passer par une agence de voyage. Cette directive n'offre aucune protection aux consommateurs qui vivent dans un pays et qui achètent un produit ou un billet d'avion ou qui réservent un logement dans un pays qui se trouve en dehors de l'Union européenne.

De même, la directive ne mentionne pas les vols réguliers. Elle présente de nombreux défauts et je suis extrêmement ravi de dire que l'ancienne commissaire Kuneva avait raison en déclarant qu'une nouvelle directive est absolument nécessaire.

Ioan Mircea Pașcu (S&D). – (EN) Madame la Présidente, il y a vingt ans, les Roumains mouraient pour la liberté, y compris pour la liberté d'enseignement, qui, jusqu'alors, faisait l'objet d'un contrôle politique strict. En conséquence de leur sacrifice, les universités ont également gagné leur liberté, dont elles jouissent depuis lors.

Ce serait donc une triste ironie si la tentative actuelle du ministère roumain de l'éducation d'adopter rapidement une nouvelle loi qui supprime pratiquement cette liberté et qui ouvre la voie à la repolitisation du système devait aboutir.

Par exemple, le projet précise que l'élection des recteurs élus devrait être confirmée par le ministre, qui est lui-même un candidat retenu, et que les universités seraient contraintes de fusionner selon des critères arbitraires ou qu'elles pourraient être fermées et que leurs biens seraient récupérés.

En tant que professeur et en tant que député, je considère qu'il est de mon devoir, envers mes collègues professeurs de cette Assemblée, de révéler ces pratiques intentionnellement antidémocratiques, manifestement contraires à la stratégie de Lisbonne relative à l'éducation et qui ne peuvent être tolérées dans un État membre de l'UE.

La Présidente. – Le débat est clos.

Merci à tous de votre compréhension et pour le déroulement discipliné du débat. J'espère que toutes les personnes qui n'ont pas eu l'occasion de prendre la parole cette fois-ci pourront le faire la prochaine fois.

16. Priorités budgétaires pour l'exercice 2011 - Section III - Commission - Orientations budgétaires: 2011 - autres sections (débat)

La Présidente. - L'ordre du jour appelle la discussion commune sur:

– le rapport de Sidonia Elżbieta Jędrzejewska, au nom de la commission des budgets, sur les priorités budgétaires pour l'exercice 2011 – Section III – Commission (2010/2004(BUD)) (A7-0033/2010) et

– le rapport de Helga Trüpel, au nom de la commission des budgets, sur les orientations relatives à la procédure budgétaire 2011, section I – Parlement européen, section II – Conseil, section IV – Cour de justice, section V – Cour des comptes, section VI – Comité économique et social européen, section VII – Comité des régions, section VIII – Médiateur européen, section IX – Contrôleur européen de la protection des données (2010/2003(BUD)) (A7-0036/2010).

Sidonia Elżbieta Jędrzejewska, rapporteure. – (PL) Madame la Présidente, la procédure budgétaire pour l'exercice 2011 est très spécifique et exceptionnelle parce qu'elle concerne le premier exercice qui commencera et sera approuvé conformément aux dispositions du traité de Lisbonne. On peut dire que nous sommes des pionniers dans cet exercice et que nous avons donc une responsabilité particulière. Le traité de Lisbonne confère des pouvoirs supplémentaires au Parlement dans le domaine budgétaire. C'est à nous qu'il revient de voir comment nous utilisons ces pouvoirs; nous comptons sur un dialogue constructif à la fois avec la Commission européenne et avec le Conseil pour que les nouvelles possibilités offertes par le traité de Lisbonne soient exploitées au mieux et le plus efficacement possible.

Une nouvelle caractéristique très importante introduite par le traité de Lisbonne est que nous n'aurons pas deux lectures du budget. Cela signifie que le Parlement, comme le Conseil, n'aura que des lectures uniques. Cela pose bien sûr un défi particulier - celui de la discipline. En tant que Parlement, nous devons être disciplinés, parce que nous allons avoir une seule chance - pour le dire simplement. Il n'y aura pas de répétition, de seconde chance. Nous devons définir de très nombreuses choses à la réunion du comité de conciliation. Pour que la nouvelle procédure budgétaire se passe de manière efficace à l'automne, nous devons travailler ensemble et nous montrer disciplinés.

Cette année est également exceptionnelle parce que la Commission européenne n'a pas eu l'occasion de présenter sa stratégie politique annuelle compte tenu de son installation tardive. Il est donc à la fois très exceptionnel et intéressant que ce soit le Parlement européen qui exprime ses vues le premier et que les premiers avis sur le budget pour l'exercice 2011 émanent du Parlement européen sous la forme de ce rapport et non de la Commission européenne, comme lors de chaque année ordinaire.

Pour quelle autre raison l'exercice 2011 est-il si spécial? Le budget 2011 est le cinquième budget du cadre financier pluriannuel. Comme vous le savez, le cadre financier pluriannuel couvre les années 2007-2013. Nous avons déjà appris beaucoup durant les quatre procédures budgétaires précédentes. En polonais, nous disons que nous sommes au pied du mur. En anglais, on dit qu'on a atteint le plafond. Quelle que soit l'expression utilisée, nous nous trouvons dans une situation où le cadre financier pluriannuel touche à sa fin. Nous atteignons en fait le mur, le moment où les marges sont très faibles et où toute marge de manœuvre du Parlement est fortement réduite. Les marges sont très étroites. Les marges de la rubrique 1b sont particulièrement inquiétantes - environ 1 million d'euros - comme celles de la rubrique 3b - environ 9 millions d'euros. Voilà pourquoi, bien sûr, nos options sont limitées et c'est pour cela que le rapport de la commission des budgets que j'ai rédigé demande si fermement, attend et exige un réexamen ambitieux et une révision du

cadre financier pluriannuel, pas simplement parce que les marges se réduisent, mais aussi parce qu'au moment d'effectuer la révision il faudra prendre en considération les importantes conséquences budgétaires du traité de Lisbonne.

Le traité de Lisbonne confère de nouveaux pouvoirs à l'Union européenne dans des domaines comme la politique spatiale. Ce qui est important, c'est qu'il instaure également le Service européen pour l'action extérieure. La réflexion sur le budget est également essentielle, ainsi que sur la manière dont nous entendons réaliser la stratégie UE 2020. Aucun de ces engagements n'a été prévu par le cadre financier pluriannuel. Nous devons à présent entamer une discussion concernant la manière de financer ces nouveaux plans et ces nouvelles ambitions.

Je voudrais vraiment - et le rapport de la commission des budgets porte ce message - que le principe directeur du budget 2011 soit la jeunesse. Les jeunes sont déjà le moteur et l'avenir de l'Europe. L'éducation et l'investissement dans la jeunesse sont aussi un investissement dans le présent et dans l'avenir de l'Europe, de la société et de l'économie. Je voudrais insister sur l'importance pour chacun de la transition de l'environnement scolaire, de l'apprentissage et de l'éducation académique vers le premier emploi. C'est un moment très difficile, surtout en période de crise. Je voudrais mentionner quelques statistiques: 21 % des personnes entre 15 et 24 ans sont sans emploi. Il est très important que l'Union européenne ne soit pas non plus indifférente à cet aspect difficile et que nous travaillions ensemble pour que le moment délicat de la transition du système d'éducation au milieu de travail soit facilité pour les jeunes.

Je voudrais souligner qu'à une époque de changement technologique rapide et aussi de changement démographique, nous devons créer une société basée sur la connaissance, avec des citoyens capables de changer de qualifications tout au long de leur vie et de leur carrière professionnelle, qui ont la possibilité d'opérer un tel changement et qui reçoivent également le soutien de l'Union européenne dans ce processus. Le soutien de l'Union européenne devrait inclure des programmes d'échange international au niveau académique, de l'expérience et de la formation pratique, ainsi qu'au niveau professionnel. Cela relèvera en même temps le niveau d'intégration sociale et le flux de connaissances. Cela permettra à nos concitoyens de l'Union européenne d'être vraiment mobiles. Comme vous le savez, la mobilité est à juste titre une liberté fondamentale garantie par les Traités et le fondement d'un marché intérieur efficace.

(EN) Je passe à présent à l'anglais parce que je remplace M^{me} Helga Trüpel. Je porte maintenant une autre casquette, non seulement en ce qui concerne le budget de la Commission européenne, mais en ce qui concerne à présent le budget des autres institutions et du Parlement. Je me suis préparée à parler en anglais, c'est pour cela que je change de langue.

À ce stade de la procédure, le but de la résolution consiste à dessiner le tableau général - dans un contexte budgétaire en particulier - et à définir quelques orientations pour les budgets administratifs des différentes institutions, incluant le Parlement européen et excluant la Commission, dont je viens de parler.

Le contexte général veut que les circonstances dans lesquelles le budget pour l'exercice 2011 sera adopté sont très difficiles parce que la marge de la rubrique 5 est très limitée et parce que la bonne application du traité de Lisbonne est la priorité pour toutes les institutions européennes. L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne change la procédure d'adoption du budget et nécessite par conséquent une coopération et un dialogue encore plus étroits entre les institutions. La coopération interinstitutionnelle couvre plusieurs aspects comme la capacité de traduction et le recrutement, l'échange de meilleures pratiques et l'amélioration de l'efficacité seraient possibles pour des domaines qui n'ont pas encore été envisagés jusqu'à présent dans ce contexte, comme l'EMAS, les politiques de lutte contre les discriminations et le télétravail.

L'élaboration d'une stratégie immobilière à moyen et à long terme préoccupe la commission des budgets depuis un moment, non seulement en ce qui concerne le Parlement, mais aussi en ce qui concerne les autres institutions. Les incertitudes entourant la taille et le contour du budget du service extérieur et l'arrêt de la Cour concernant l'adaptation salariale rendent la situation financière de la rubrique 5 encore plus imprévisible.

Pour en venir plus particulièrement au budget du Parlement européen, le document d'orientation du Bureau contenait les objectifs suivants pour le budget du Parlement: développer l'expertise des membres, en ce qui concerne les capacités de recherche et les notes bibliothécaires, adapter les aspects institutionnels découlant du traité de Lisbonne. La commission souligne que l'excellence législative est hautement prioritaire.

PRÉSIDENT DE M. EDWARD McMILLAN-SCOTT*Vice-président*

Janusz Lewandowski, *membre de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, je suis d'humeur à écouter ce soir. J'écoute les priorités du Parlement pour l'exercice 2011, tout comme j'ai écouté les orientations que le Conseil a acceptées le 16 mars. Je suis d'accord avec les grandes lignes et je suis d'accord pour dire qu'il ne s'agit pas de la procédure annuelle de routine, pour deux raisons qui ont été mentionnées par la rapporteure du Parlement.

La première raison est que nous nous adaptons à l'environnement issu du traité de Lisbonne. Nous nous y sommes adaptés en partie, mais il reste encore du travail à faire. La bonne coopération entre les institutions est plus que jamais nécessaire du fait de la lecture unique au Parlement.

Quelques arrangements transitoires convenus lors de la conciliation de novembre ont déjà été acceptés. Depuis 1975, nous disposons d'un calendrier pragmatique qui permet une prévisibilité budgétaire, ce calendrier a été lui aussi confirmé. Il reste les modalités du comité de conciliation. Cela s'avère essentiel à présent, étant donné la lecture unique du budget annuel. C'est pourquoi, demain, au cours d'un trilogue, la Commission va présenter les modalités de discussion et la manière de convenir des détails techniques de la conciliation avant de commencer la vraie procédure pour l'exercice 2011.

La deuxième raison pour laquelle la procédure annuelle n'est pas une procédure de routine est que nous nous trouvons dans une Europe d'après crise dans laquelle de nombreux États membres luttent contre des déficits budgétaires et l'endettement alors que d'autres sont confrontés à des problèmes encore plus grands. C'est pourquoi, plus que jamais, nous devrions attacher de l'importance à une bonne gestion financière, à des prévisions précises et à la mise en œuvre rationnelle du budget.

Les rubriques budgétaires qui apparaissent sous financées sont faciles à détecter. Je fais référence ici à la rubrique 1a et à la rubrique 4. C'est grâce à cet esprit de coopération que nous sommes capables de modifier la perspective financière à quatre reprises au cours d'une procédure, c'est-à-dire quatre procédures annuelles.

Nos conclusions devraient être présentées dans le cadre d'un rapport concernant le fonctionnement de l'accord interinstitutionnel qui sera rendu public le même jour que le projet de budget, le 27 avril, et transmis au Parlement.

Notre rapporteure, qui n'est pas mon rapporteur cette fois-ci, mais la rapporteure du Parlement, M^{me} Sidonia Jędrzejewska, (mes services sont maintenant habitués à prononcer convenablement le nom de la rapporteure) place à juste titre les jeunes et les occasions qui s'offrent à eux au centre de son rapport. En d'autres termes, le rapport sur les priorités réserve clairement une meilleure place à la rubrique 3. Celle-ci concerne l'éducation et la place des jeunes sur le marché du travail, ce qui est justifié quand on voit les chiffres du chômage.

Mais il est tout aussi important de respecter les promesses d'un plan de relance. C'est également ce qui importe aux yeux des citoyens européens.

Ce qui importe, c'est la mise en œuvre. Elle devrait avoir atteint sa vitesse de croisière d'ici à 2011. L'efficacité de l'administration est également importante et à cet égard je dois souligner que la Commission ne demandera pas de nouveaux postes cette année, malgré l'adaptation au traité de Lisbonne.

Nous allons adopter collégalement le projet de budget le 27 avril et, comme de coutume, nous le présenterons immédiatement le même jour aux membres de la commission des budgets du Parlement.

Je me réjouis par conséquent d'entamer à présent la procédure pour l'exercice 2011. Je promets un bon esprit de coopération, qui sera vraiment nécessaire cette fois, compte tenu des procédures prototypes qui seront testées cette année.

Thijs Berman, *rapporteur pour avis de la commission du développement*. – (NL) Monsieur le Président, Monsieur Janusz Lewandowski, durant la crise économique, le budget de l'UE est lui aussi inévitablement sous pression, c'est naturel. Bruxelles doit également surveiller chaque euro public qu'elle dépense. Néanmoins - et je parle ici au nom de la commission du développement - l'investissement dans les pays en développement doit rester une priorité. Non seulement la croissance durable dans les pays pauvres offrira à la population des occasions qu'elle n'a pas actuellement, mais de plus, leur développement fait partie de la solution à notre crise. Les pays en développement représentent un marché en croissance rapide. L'Europe devra simplement dépenser ses fonds plus judicieusement, par exemple en combinant les subventions et les prêts pour soutenir la

microfinance. Un meilleur accès aux services financiers dans les pays pauvres permettra à la population de ces pays de satisfaire elle aussi ses ambitions. Nous devons protéger le budget de la coopération au développement, aussi dur que cela puisse être. Le commissaire européen chargé du développement, M. Andris Piebalgs, doit continuer de supporter la responsabilité de son propre budget, en lieu et place de la haute représentante M^{me} Catherine Ashton, ainsi que cela semble être actuellement l'intention. Après tout, les choix liés à la réduction de la pauvreté ne doivent jamais dépendre de nos intérêts diplomatiques.

José Manuel Fernandes, *au nom du groupe PPE.* – (PT) Je salue le fait que nous puissions dire du budget 2011 que c'est le budget «des jeunes». Il contribue en tant que tel à l'adoption des propositions que nous avons faites pour aider les jeunes, par exemple, à accéder à l'emploi, comme cela est également le cas avec l'initiative dite Erasmus premier emploi. Promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes, fournir des incitants et renforcer l'innovation et l'agenda numérique sont d'autres propositions qui contribueront au développement économique durable en Europe et qui donneront lieu à la création d'emplois nouveaux.

En ce qui concerne le budget du Parlement, il convient de noter que le groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens) soutient un budget qui est à la fois durable et rigoureux, dans lequel chaque dépense est justifiée. Nous croyons et recommandons au Parlement d'abandonner un modèle budgétaire qui est purement progressif. Nous devrions au contraire aller vers un budget base zéro, qui rendra l'efficacité et, partant, les économies possibles. Il faut définir d'urgence une politique immobilière à long terme afin de faire de ce concept de durabilité, de rigueur et d'efficacité une réalité.

Nous devons encore découvrir plus à fond quelles sont nos dépenses fixes. Cela doit être suivi d'une analyse coût-bénéfice des différentes politiques mises en œuvre. Nous insistons une fois de plus pour dire que l'excellence législative devrait être la principale priorité du Parlement et que notre institution doit disposer de toutes les ressources nécessaires pour que cela soit possible. L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, qui entraîne une lecture unique du budget, demandera une plus grande coopération et plus de dialogue. Pour nous, ce dialogue doit être honnête. Nous nous engageons à veiller à ce qu'il le soit.

Francesca Balzani, *au nom du groupe S&D.* – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les orientations budgétaires 2011 sont le premier pas vers le prochain budget européen, un pas très concret.

Au sein de la commission des budgets, nous avons fait un effort important pour définir les principales priorités identifiables qui marquent l'action européenne. La première priorité ce sont les jeunes, non seulement parce qu'ils sont la ressource sur laquelle l'innovation, la recherche et le développement doivent se concentrer, mais aussi parce qu'ils sont le point de départ de politiques sociales prévoyantes.

Néanmoins, la stratégie 2020 est elle aussi une grande priorité pour répondre au chômage, au changement climatique et, surtout, au besoin d'appliquer réellement et pratiquement cette nouvelle stratégie pour le futur, en lui affectant suffisamment de ressources, sans compromis et sans coupes.

Cependant, ces orientations sont également un premier pas très réaliste. Il existe nettement moins de latitude dans la perspective financière et cela signifie que les ressources sont insuffisantes pour entreprendre ce qui est le plus important: des actions nouvelles. C'est particulièrement délicat en ce qui concerne la première rubrique, la rubrique sur la compétitivité, la croissance et l'emploi.

Il existe en outre une autre question importante: le budget doit aussi être très souple et pouvoir répondre rapidement aux besoins des citoyens, aux besoins de la population et aux besoins changeants. Il y a donc des priorités, mais il y a aussi des conditions essentielles pour que le budget soit réellement un instrument utile pour aider l'Europe à grandir.

Il s'agit entre autres des ressources suffisantes, d'une mise en œuvre précise des stratégies futures, surtout de la stratégie 2020, et enfin d'une solution définitive pour un instrument flexible qui nous permette - à lui seul - de faire face aux défis futurs.

Ivars Godmanis, *au nom du groupe ALDE.* – (EN) Monsieur le Président, je voudrais insister sur trois points.

Premièrement, concernant les Fonds structurels - environ 35 % du budget. Nous ne faisons que moitié aussi bien que ce que nous avons fait en 2000-2006. Le taux d'absorption actuel de tous les Fonds est de 14 % alors qu'il était de 25 % auparavant. La question consiste donc à savoir comment prendre en considération, comment assurer, comment remplir cette partie du budget. Sans quoi nous aurons une situation dans laquelle l'argent n'est pas utilisé. Par ailleurs, il pourrait s'agir d'une réserve.

Deuxièmement, nous devons rembourser certains droits acquis de la période précédente et la Commission a prévu cinq milliards à cet effet. Toutefois, dans certains pays, qui n'ont pas réclamé plus de six mois de remboursement, je ne crois pas qu'ils demanderont tout l'argent. Il y a aussi la question de savoir si cet argent sera ou non utilisé.

Je dois dire également quelque chose concernant deux points très sérieux qui ont trait aux budgets récurrents qui se représentent d'année en année. Dans le budget de l'agriculture en 2009, les paiements s'élevaient à 2 milliards d'euros en moins pour le développement rural par rapport à 2008. Aujourd'hui, il devrait y avoir des versements bien plus importants, mais la question consiste à savoir si tous les projets seront remplis en 2010 ou pas.

Enfin, en ce qui concerne le septième programme-cadre. Si nous prenons la rubrique 1a concernant le septième programme-cadre de R&D, les paiements en 2009 étaient nettement moins élevés qu'en 2008. La question est donc de savoir si le résultat sera satisfaisant. Nous pourrions alors planifier le budget en fonction de la situation. Il existe tellement de besoins dans d'autres domaines également. Alors, sont-ce oui ou non des réserves?

Zbigniew Ziobro, *au nom du groupe ECR*. – (PL) Monsieur le Président, la proposition de résolution du Parlement européen concernant les priorités pour le budget 2011 contient un paragraphe qui nous rappelle que le financement de priorités ne doit pas porter préjudice aux domaines fondamentaux de l'Union européenne comme la cohésion ou les politiques structurelles ou la politique agricole commune. Ce paragraphe a la nature d'une disposition qui apparaît nécessaire compte tenu des priorités budgétaires définies précédemment. En fait, ces priorités laissent beaucoup à désirer.

La panacée dans le cas de la crise qui ronge l'Europe est supposée être, tout d'abord, l'innovation. Toutefois, cette proposition néglige le fait que les régions les plus pauvres de l'Union ne réunissent pas souvent les conditions pour développer l'innovation. En effet, certains pays ne voient apparaître que maintenant les fondations d'une économie moderne. Pour que l'Europe soit un continent qui connaît l'égalité des chances, la réponse à cet état de fait réside principalement dans la politique de cohésion et la politique structurelle. Nous ne devons pas oublier cet aspect de la politique européenne, en particulier l'aspect de la solidarité, surtout en temps de crise, pour ne pas perpétuer la division du continent entre régions riches et régions pauvres.

Miguel Portas, *au nom du groupe GUE/NGL*. – (PT) Aujourd'hui, nous entamons le débat sur les grandes orientations budgétaires pour l'exercice 2011, avec la jeunesse comme priorité suggérée. Cette priorité est particulièrement importante lors de la période de la vie qui marque la transition entre les études et le marché du travail. En soi, nous saluons ce choix de priorité.

Une proposition vise par exemple la création d'un programme Erasmus premier emploi. Le problème est qu'en politique le diable se cache dans les détails. De quoi parlons-nous quand nous parlons d'Erasmus premier emploi? Comment allons-nous le mettre en œuvre? En déviant les fonds Erasmus destinés aux étudiants ou en créant un nouveau programme doté d'argent frais? Ce n'est pas un simple détail. Il en va de même pour la question de savoir si Erasmus vise les emplois précaires ou plutôt les emplois décents qui représentent un avenir réel pour les jeunes. Ce programme combattra-t-il en fin de compte le chômage des jeunes, comme il en a l'intention? Ou finira-t-il par être un programme qui vise simplement à camoufler le chômage? Je crois que ces questions sont au cœur même du débat. La question la plus pertinente en 2011 restera encore le chômage larvé dans l'UE. Notre responsabilité consiste à nous attaquer au chômage.

C'est notre défi pour le budget européen, mais le budget 2011 est l'otage du cadre financier qui a été conclu pour sept années et qui n'a pas été modifié malgré la crise. Sans une révision approfondie et rigoureuse du cadre financier, le budget que nous nous allons approuver à la fin de l'année sera condamné à la stagnation et à la médiocrité, même si nous adoptons les meilleures priorités du monde. Celles-ci n'iront pas au-delà des simples intentions et n'auront qu'un impact mineur sur la structure du budget.

Marta Andreasen, *au nom du groupe EFD*. – (EN) Monsieur le Président, l'accroissement proposé de 6,5 % du budget du Parlement pour 2011 montre une nouvelle fois combien notre Assemblée est coupée du monde réel et des intérêts de nos électeurs.

Comment pouvons-nous expliquer à nos électeurs en temps normal, et a fortiori en temps de crise, que chacun d'entre nous leur coûte au total deux millions de livres sterling par an? Comment pouvons-nous leur dire que s'ils veulent un Parlement de haut niveau - dont certains s'enorgueillissent - c'est la note qu'ils doivent payer? Comment pouvons-nous expliquer à tous ceux qui perdent leur emploi que nous avons besoin, nous

les parlementaires européens, de plus de personnel à cause du traité de Lisbonne? Ou que les membres du Bureau du Parlement doivent voir leurs indemnités augmenter parce qu'ils travaillent plus dur?

Les 15 % de jeunes chômeurs au Royaume-Uni, ou pire les 45 % de jeunes chômeurs en Espagne, comprendront difficilement que cette augmentation puisse les aider à trouver un emploi. Un grand nombre d'entre eux a fait de bonnes études. Il leur manque seulement des chances d'emploi. Franchement, je serais incapable de leur répondre s'ils me posaient cette question.

Quelqu'un peut-il expliquer à mes électeurs comment le fait que ce Parlement siège à deux endroits, Bruxelles et Strasbourg, les aidera à payer leur emprunt, à nourrir leurs enfants et à les éduquer, car cela représente une grande partie des deux millions de livres sterling que je viens de mentionner?

En ce qui concerne la Commission, c'est bien joli de parler de nobles objectifs comme l'investissement dans la jeunesse et l'éducation, la promotion de l'étude des langues et le renforcement de l'innovation pour le développement économique et la création d'emplois en Europe, mais le rapport de la Cour des comptes n'est pas rassurant sur la manière dont les fonds de l'Union européenne sont dépensés et les engagements non encore liquidés ne permettent pas de penser que l'UE est très bonne en matière de planification.

Nous ne devons tolérer aucune proposition d'augmentation budgétaire ...

(Le Président retire la parole à l'oratrice)

Angelika Werthmann (NI). - (DE) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les priorités de l'Union européenne pour le budget 2011 tournent autour de la crise économique et financière. À quoi il faut associer les efforts communs positifs en vue de mettre en œuvre une stratégie de sortie qui soit aussi globale et socialement juste que possible.

Je voudrais me concentrer sur deux aspects. Premièrement, l'accent sur les jeunes est un élément central du budget 2011. Ils joueront certainement un rôle essentiel dans l'avenir de l'Europe. L'investissement dans la jeunesse signifie que l'on pense aujourd'hui à l'Europe de demain.

Deuxièmement, la situation actuelle montre très clairement à quelle vitesse les emplois peuvent être détruits, même dans une région économiquement forte. La stratégie 2020 se concentre également sur l'innovation. Les espoirs qui lui sont légitimement associés créeront des emplois nouveaux et soulageront les difficultés sociales.

László Surján (PPE). - (HU) Chers collègues, nous savons tous que le budget de l'Union européenne a besoin de réformes sérieuses. Toutefois, nous savons également que ces réformes ne peuvent passer dans le cadre d'un budget annuel. Quel est notre problème? Notre gros problème est que ce budget est extrêmement rigide. Nous ne pouvons répondre comme il faut aux défis quotidiens ou même aux défis annuels, si ce n'est avec difficulté. De plus, il existe bien sûr peu de marges de manœuvre, les options sont limitées. La rapporteure a avancé une proposition équilibrée. Elle a pris en considération les réalités de la situation et indiqué des objectifs sensés. J'espère que le Parlement suivra et soutiendra le texte et la proposition qui nous sont soumis.

Il est particulièrement bon pour nous de nous tourner vers les jeunes car sans cela les jeunes se détourneront de nous, du concept même d'Europe. Je voudrais consacrer quelques minutes de plus à la politique de cohésion. La politique de cohésion n'est pas une forme de bonne action naïve. Il est vrai qu'il existe des fossés énormes entre les régions développées et celles qui sont sous-développées. Nous essayons d'éliminer ces différences ou au moins de les réduire. Cependant, lorsque nous relevons le niveau d'une région, c'est la compétitivité de toute l'Europe qui s'améliore et nous devenons plus forts et meilleurs face à la concurrence mondiale, pour autant bien sûr que les États membres profitent des occasions, que l'argent ne reste pas inutilisé et, de plus, que l'argent dépensé donne des résultats. Sinon ce serait le plus grand gâchis. Ce gâchis sera encore plus grand que celui de l'existence de deux sièges, si les programmes mis en œuvre ne produisent pas les résultats escomptés. J'espère que nous ferons des progrès à cet égard. La commission des budgets tient beaucoup à ce que nous en ayons pour notre argent. Merci de votre attention respectueuse.

Derek Vaughan (S&D). - (EN) Monsieur le Président, je salue ce rapport sur les orientations budgétaires du Parlement et je salue le débat sur nos priorités pour garantir que le Parlement puisse faire son travail.

Le rapport initial était peut-être vague et général, mais les amendements en commission ont permis de clarifier ce qui est important pour nous. La commission des budgets a essayé d'équilibrer la nécessité de reconnaître nos responsabilités après Lisbonne avec la nécessité de maintenir l'accroissement des dépenses aussi bas que

possible, ce qui est particulièrement important quand les marges et les finances publiques sont si étreignées. Je suis sûr que tous les députés seront d'accord avec cela.

C'est pourquoi il est capital de décider de nos priorités dans ces orientations et bien sûr il n'est pas seulement question de dépense d'argent. Il est question également de faire des économies et de dépenser l'argent de la meilleure manière possible.

C'est pourquoi je suis content par exemple que l'on ait largement accepté la nécessité d'un système de gestion intégré des connaissances qui rassemblerait toutes les différentes sources d'information pour les députés et les citoyens.

L'analyse de la chaîne Europarl TV pour déterminer si elle est efficace ou non est également la bienvenue. Je crois qu'il est également capital d'évaluer l'indemnité de secrétariat et le coût global du personnel supplémentaire, y compris le logement, de même qu'une stratégie immobilière à moyen et à long terme pour le Parlement et d'autres institutions avec lesquelles nous devrions peut-être travailler plus étroitement que nous ne le faisons déjà.

Il y a bien sûr toujours la question difficile du plafond de 20 % fixé il y a si longtemps. Avec la commission des budgets, je pense que tout changement de ces 20 % devrait faire l'objet d'un débat entre la commission des budgets et le Bureau, et finalement entre toutes les différentes institutions. Il ne devrait pas s'agir d'une décision unilatérale.

Le groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen a déposé quelques amendements supplémentaires qui devront être tranchés demain et dont nous pensons qu'ils amélioreront encore les orientations. Un amendement relève la difficulté de placer toutes les dépenses administratives dans la rubrique 5; un autre amendement demande que les orientations et les estimations soient connues à temps afin que nous puissions prendre nos décisions de manière appropriée et en temps opportun. J'espère que les collègues soutiendront demain ces amendements et d'autres qui visent à améliorer les orientations.

J'espère également que les collègues reconnaîtront qu'à la suite de l'accord sur ces orientations, nous devons entreprendre des discussions difficiles concernant les estimations récemment publiées par le secrétaire général. Ce n'est qu'alors que nous commencerons à parler de nos priorités et seulement alors que nous aurons le débat approprié pour trouver l'équilibre entre le fonctionnement en tant que Parlement et le maintien de nos dépenses au niveau le plus bas possible.

Carl Haglund (ALDE). - (SV) Monsieur le Président, lorsque les temps sont durs comme aujourd'hui, les questions budgétaires sont difficiles et sensibles. Les orientations pour le budget 2011 comprennent également le budget du Parlement européen lui-même. Les dépenses de la rubrique 5 ont traditionnellement été ventilées de manière à réserver au Parlement une part inférieure à 20 %.

À la suite du traité de Lisbonne, certains disent à présent que le Parlement devrait englober une plus grande part de l'argent. Il est certainement justifié de revoir le besoin en ressources supplémentaires que les nouveaux pouvoirs du Parlement pourraient entraîner et nous avons déjà reçu plus de moyens pour 2010 précisément à la suite du traité de Lisbonne.

En même temps, le traité de Lisbonne ne peut constituer une sorte de nouveau distributeur automatique de moyens financiers pour le Parlement. Nous devons également pouvoir rendre notre organisation plus efficace et essayer de faire des économies lorsque cela est possible afin de pouvoir aussi, ce faisant, financer tous les besoins supplémentaires.

Certains demandent à présent des moyens accrus pour les assistants des députés européens. L'intention est certainement louable, mais il est intéressant par exemple de constater que les députés de mon groupe estiment plus ou moins à l'unanimité que rien ne presse en la matière et que ce n'est pas nécessaire en ces temps de vaches maigres.

Les orientations que nous allons approuver aujourd'hui sont bonnes et je pense que nous devrions les considérer comme un défi pour examiner nos propres dépenses d'un œil critique.

Peter van Dalen (ECR). - (NL) Monsieur le Président, nous vivons des temps financièrement et économiquement difficiles. Partout, on se serre la ceinture et les autorités publiques doivent, elles aussi, contrôler les dépenses et faire des économies. De plus, nos concitoyens font peu confiance aux politiques européennes et cela m'inquiète beaucoup. Je voudrais dès lors présenter deux propositions qui ont trait à l'examen du prochain budget. Tout d'abord, en tant que députés européens nous devons être tout aussi

redevables de comptes pour notre indemnité générale de 4 200 euros par mois que nous le sommes pour nos autres indemnités. Ce n'est pas le cas actuellement et ce n'est pas vraiment transparent. De plus, je déposerai un amendement à cet égard lorsque nous discuterons du rapport Staes durant notre période de session du mois d'avril.

Monsieur le Président, mon deuxième point concerne les budgets des bureaux nationaux d'information du Parlement européen. Je considère qu'ils sont particulièrement généreux et j'estime qu'ils doivent être réduits d'un tiers en trois ans. Je demande à mes collègues de soutenir ces propositions. Cela montrerait notre désir de transparence et notre intention de ne pas nous réserver un traitement spécial.

Bastiaan Belder (EFD). - (NL) Monsieur le Président, le budget 2011 nous met face à face avec les priorités de l'Union européenne. En ces temps économiquement difficiles, l'Union doit d'abord réaliser que ses ressources financières viennent d'États membres qui vont devoir pratiquer des coupes claires. Ils ne doivent pas être les seuls à le faire, l'UE devrait elle aussi tailler dans les fonds publics et les dépenser de manière plus ciblée.

J'ai une question de fond concernant la priorité que la rapporteure accorde aux jeunes. En règle générale, les États membres peuvent très bien se charger des affaires de la jeunesse et des affaires sociales. Je souhaiterais toutefois attirer l'attention sur un point pour lequel le soutien de l'UE est vraiment indispensable. Le rapport mentionne la transition des jeunes de l'enseignement au marché du travail. Je voudrais demander à la rapporteure si elle consacre une partie de son attention aux besoins spécifiques des jeunes vulnérables. Je pense ici aux jeunes qui ont grandi dans des foyers d'accueil et qui souffrent d'un grave manque d'orientation professionnelle. Le mois dernier, lors d'une visite en Bulgarie, j'ai été le témoin d'un exemple vraiment édifiant à ce sujet. Je me réjouis du soutien européen sans réserve en faveur des initiatives de cet État membre, par exemple, dans le cadre des Fonds structurels. Je compte sur vous.

Nick Griffin (NI). - (EN) Monsieur le Président, la priorité la plus importante de tout budget devrait consister uniquement à dépenser son propre argent. Dépenser l'argent d'autrui sans sa permission ce n'est pas établir un budget, c'est du vol.

Les contribuables britanniques sont escroqués de 6,4 milliards de livres sterling en paiements directs à l'UE chaque année et on nous refuse toujours notre référendum. Prendre cet argent sans mandat démocratique n'est pas un crime qui ne fait pas de victimes. Cinquante mille de nos retraités sont morts de froid cet hiver parce qu'ils ne pouvaient pas chauffer leur habitation. Nos soldats sont tués par les bombes des Talibans parce que nous ne pouvons pas nous payer de véhicules à l'épreuve des explosifs. Des milliers de victimes du cancer se voient refuser des médicaments coûteux qui pourraient leur sauver la vie. Avec 6,4 milliards de livres sterling, on pourrait réparer ces torts et il resterait encore de quoi construire huit nouveaux hôpitaux et 50 écoles.

Il ne devrait y avoir qu'une seule priorité budgétaire: réduire radicalement les dépenses et cesser de voler la Grande-Bretagne. Nos retraités, nos soldats et nos victimes du cancer ont plus besoin de cet argent que l'Union européenne. Pour vous, c'est un budget. Pour eux, c'est une question de vie ou de mort.

Salvador Garriga Polledo (PPE). - (ES) Monsieur le Président, je salue M. Janusz Lewandowski, un vieil ami de cette Assemblée, qui siège maintenant sur d'autres bancs que les députés.

Je veux saluer aussi le retour au système traditionnel des orientations budgétaires. Je pense que c'est une bonne chose, parce que de cette manière le commissaire peut entendre les priorités budgétaires du Parlement avant de rédiger le projet de budget.

Les choses que le commissaire entend ou entendra aujourd'hui sont très différentes de celles qu'il entend certainement chaque jour de tous les différents côtés qui font pression pour obtenir un budget plus important.

Le Parlement ne va pas exercer de pression sur lui pour le moment. Comme il le sait, nous le ferons à partir de septembre. Pour l'heure, nous voulons simplement que M. Janusz Lewandowski sache clairement ce que représentent les priorités budgétaires du Parlement. Elles représentent nos suggestions.

Chaque jour, de nouveaux défis pour le budget 2011 apparaissent. Il y a déjà de nouvelles pressions dans la catégorie quatre, où nous permettons une marge très stricte qui le deviendra encore plus avec le besoin d'inclure la stratégie pour la région de la mer Baltique.

Nous allons avoir des pressions dans l'agriculture, non seulement parce que nous recourons à la codécision pour la première fois, mais surtout parce que nous entendons nous en servir au Parlement et nous

n'accepterons pas de nouvelles coupes dans le budget agricole pour financer d'autres secteurs. Nous devons aussi résoudre bien sûr l'éternelle question problématique de la catégorie cinq: les coûts administratifs et une plus grande transparence.

Une dernière chose: cette Assemblée est très ouverte quand il s'agit d'économiser à la fois sur le budget de l'Union européenne et sur le budget du Parlement. Ce à quoi nous ne sommes pas ouverts en tant que groupes politiques, je crois, c'est à certaines personnes qui se servent de la démagogie pour faire de la politique.

Göran Färm (S&D). - (SV) Mesdames et Messieurs, et en particulier vous Monsieur Janusz Lewandowski, notre ancien collègue, à qui je souhaite la bienvenue pour son retour ici, je voudrais commenter brièvement ces deux rapports.

Tout d'abord, je voudrais remercier M^{me} Sidonia Elżbieta Jędrzejewska pour son excellent rapport. Toutefois, le groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen a déposé des amendements sur quelques paragraphes que nous estimons importants.

Tout d'abord, nous devons dire clairement que le changement climatique reste une priorité majeure. Nous ne devons pas relâcher la pression sur cette question à cause de l'échec de Copenhague, mais nous devons par contre travailler dur pour remplir notre tâche, à savoir trouver des solutions au problème du financement.

Deuxièmement, en ce qui concerne la stratégie Europe 2020, notre stratégie nécessite que l'Union investisse également et améliore la mise en œuvre de la stratégie. Nous devons lutter de manière proactive pour développer l'économie et pour un agenda social ambitieux, ce sont des domaines politiques qui ont simplement besoin de plus de substance.

Nous avons besoin entre autres d'envoyer un message clair aux États membres et au Conseil quant à la nécessité de revoir les plafonds budgétaires pour les trois prochaines années, en particulier pour la rubrique 1 du budget qui traite de la croissance et de l'emploi.

En ce qui concerne le budget du Parlement à proprement parler, même si nous avons des besoins significatifs, nous devons prendre en considération la situation économique et nous imposer des contraintes plus lourdes. Nous devons renforcer le Parlement et en particulier la capacité des groupes politiques de remplir les exigences du traité de Lisbonne. Dans tous les autres domaines, nous devons chercher à faire des économies et à accroître l'efficacité. C'est particulièrement pertinent dans la mesure où la rubrique 5 du budget, pour l'administration, très tendue. Nous avons récemment débattu, par exemple, du nouveau service pour l'action extérieure qui aura certainement besoin de ressources extraordinaires.

Nous devons nous concentrer sur la tâche essentielle du Parlement et faire preuve ailleurs d'une grande retenue.

Geoffrey Van Orden (ECR). - (EN) Monsieur le Président, en ces temps d'austérité, face aux réductions des dépenses publiques des pays européens, toutes les institutions de l'UE devraient étudier comment réduire les coûts et les gaspillages.

Le Parlement devrait montrer la voie. Au lieu de cela, il continue de se montrer indulgent vis-à-vis de lui-même en augmentant constamment ses coûts et ses effectifs sans penser à se limiter. Dans toute autre organisation, les nouvelles priorités seraient compensées par des réductions ailleurs, mais cela ne semble pas être le cas de notre Assemblée. Les députés européens encaissent le blâme de l'opinion publique, mais c'est la bureaucratie pléthorique, les excès inutiles et les bâtiments superflus qui coûtent de l'argent.

Comment pouvez-vous continuer à justifier le budget annuel de 94 millions de livres sterling consacré à la promotion du Parlement, dont huit millions pour la chaîne inutile Europarl TV, et ce projet bizarre de Maison de l'histoire européenne d'une valeur de 2 millions de livres sterling? Il est ridicule de maintenir des soi-disant bureaux d'information dans chaque État membre, pour un coût annuel de 40 millions, alors que c'est le travail des 736 députés européens de répondre à toute question de leurs électeurs.

Il est scandaleux que ce Parlement n'ait pas demandé aux gouvernements nationaux de mettre fin au cirque de Strasbourg une bonne fois pour toutes. Nous devons adresser un message clair à nos gouvernements à ce sujet et économiser 200 millions d'euros par an.

Ingeborg Gräßle (PPE). - (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, je voudrais commencer par parler du budget de la Commission. Je m'intéresse en particulier au Service européen pour l'action extérieure. Celui-ci ne figure pas encore dans le budget que le commissaire nous présentera

bientôt. Or, la question de son coût est très importante pour nous. Je suis pour que nous incluions ce service au sein de la Commission, car c'est là sa place. Une chose est claire: ce qu'il se passe dans ce service aura des conséquences significatives pour le budget, y compris par rapport aux programmes pluriannuels. Nous ne pouvons pas avoir une administration de programmes pluriannuels en dehors de la Commission. Nous ne pouvons le permettre en aucune circonstance.

Notre choix de base juridique pour ce service sera très important, car les conséquences budgétaires en dépendront directement. Pour cette raison, le plus intéressant dans ce budget c'est ce qu'il n'inclut pas. Nous espérons vraiment que le commissaire pourra bientôt fournir des chiffres qui montrent ce que tout cela devrait coûter. En 2011, - au moins cela est clair - les domaines qui nous coûteront le plus - y compris ce service - en particulier dans les rubriques concernant l'administration, sont les domaines dans lesquels nous disposons de moins de latitude. Tout est compté, jusqu'au moindre cent. Je suis donc pour que nous étudions immédiatement les règlements du personnel en vue de faire des économies. J'ai également une suggestion concernant le congé spécial des fonctionnaires et des assistants travaillant dans les États membres, où le voyage vers le pays d'origine pour le congé spécial est basé sur le voyage en train. Cette base de voyage ferroviaire devrait être supprimée et il faudrait se baser sur les billets d'avion et la durée du vol.

J'en viens à présent au budget du Parlement. Tous ceux qui travaillent dans ce Parlement - ce qui n'est malheureusement pas le cas de tous les députés - ont besoin d'assistants. Je voudrais donc demander spécialement que nous nous dotions des moyens appropriés pour nous permettre de travailler. Je ne pense pas en revanche qu'il soit opportun d'établir un lien avec les bâtiments parce que nous avons également des districts électoraux et nous pouvons conclure des contrats de service. Le Bureau serait gentil de ne pas embêter les députés avec cela.

J'ai une dernière demande. Le budget ne tient pas compte du président du Conseil européen. Ce serait bien de reconnaître son existence également dans le budget.

Martin Ehrenhauser (NI). - (DE) Monsieur le Président, il nous faut une UE différente et il nous faut aussi un budget différent pour l'UE. Je crois que nous devons avoir le courage de prendre de grandes décisions. Nous ne devrions certainement pas nous perdre dans de petits détails techniques.

Je voudrais dire trois choses au sujet du budget de l'UE. Premièrement, nous avons besoin de transparence en ce qui concerne le budget de l'UE. Par exemple, quel est le niveau des dépenses administratives? Le budget actuel de l'UE ne fournit pas d'informations réalistes à cet égard.

Mon deuxième point porte sur les économies. Il est très facile d'économiser des milliards dans le budget de l'UE sans réduire la qualité des services fournis par les institutions de l'UE. Par exemple, nous pourrions fermer un grand nombre d'agences de l'UE. Il y a ensuite le deuxième siège à Strasbourg. Nous pourrions peut-être discuter de l'utilité des organes qui n'ont pas de domaine de compétence, comme le Comité des régions ou le Comité économique et social.

Troisièmement, comment l'argent est-il utilisé? L'argent devrait aller ou retourner là d'où il vient, c'est-à-dire vers les contribuables. Bien sûr, nous devrions également nous en servir pour soutenir des projets sains - je pense par exemple à un véritable programme Erasmus pour les stagiaires. Je pense que nous avons besoin de courage. Nous devrions tous en prendre bonne note.

Czesław Adam Siekierski (PPE). - (PL) À la suite de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le Parlement européen s'est vu attribuer de nouvelles compétences significatives. L'heure est venue de prendre des décisions communes concernant les dépenses de l'UE. Cependant, il faut laisser le temps à ce mécanisme de commencer à fonctionner. Il est certain que cette année et les prochaines années seront cruciales pour l'établissement de la forme définitive de la nouvelle procédure budgétaire. Ce n'est que si le Parlement, le Conseil et la Commission travaillent ensemble comme des partenaires qu'il sera possible de développer une procédure qui respectera au mieux les dispositions du nouveau Traité.

Je voudrais soutenir l'appel à l'accroissement du budget de l'Union pour faire face aux nouvelles responsabilités du Parlement à la suite de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Il ne fait pas de doute que pour que le Parlement remplisse ses devoirs efficacement, il lui faut des moyens appropriés. La responsabilité du Parlement croît, c'est pourquoi en tant que députés européens nous avons besoin de plus de conseils, d'avis d'experts et de soutien de la part de différents professionnels, et quelqu'un doit payer pour cela.

Une autre priorité présente dans le rapport et qui mérite tout notre soutien est la nécessité d'un plus grand investissement dans la jeunesse et donc dans l'éducation, qui est le fondement d'une société moderne et

innovante. L'Europe est toujours à la traîne dans la course technologique avec les États-Unis, le Japon et d'autres nouvelles puissances mondiales. Cela peut changer, mais cela nécessite des dépenses significatives.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, nous devrions financer des programmes comme la distribution gratuite de denrées alimentaires aux plus pauvres. Nous devrions développer des programmes comme ceux qui mettent du lait et des fruits à la disposition des écoles. Nous ne devons pas tolérer la sous-nutrition des enfants et des jeunes, puisque nous parlons tellement d'économie basée sur l'éducation et la connaissance.

Nous travaillons actuellement à la stratégie pour la croissance économique de l'Union dans les dix prochaines années (Europe 2020). À cet égard, il est nécessaire de prendre en considération les dépenses qui découleront de cette stratégie et il faut le faire maintenant, au moment où nous travaillons sur le budget. Pour que cette stratégie réussisse, il faut plus de dépenses pour la cohésion au niveau régional et européen, la promotion de l'emploi et la lutte contre les effets de la crise.

Enfin, je voudrais remercier notre collègue, M^{me} Sidonia Elżbieta Jędrzejewska, pour sa préparation très substantielle et innovante des priorités du budget pour 2012.

Maria Da Graça Carvalho (PPE). - (PT) Les jeunes, la science et l'innovation sont au cœur des priorités du prochain budget de l'Union européenne. Investir dans les jeunes, c'est investir dans l'avenir. L'éducation, la formation professionnelle et la transition du système d'éducation au marché du travail sont au centre des préoccupations de ce budget.

Les jeunes diplômés sont de plus en plus touchés par le chômage. C'est pour cette raison que je considère que le programme de mobilité Erasmus premier emploi représente un engagement stratégique pour l'avenir, parce qu'il établit un lien clair entre le système d'éducation et le marché du travail. La proposition de création du programme Erasmus premier emploi, que j'ai présentée avec M. José Manuel Fernandes, repose sur les principes suivants: premièrement, un financement supplémentaire pour les programmes existants dans les domaines de l'éducation, de la science, de la formation et de l'innovation; deuxièmement, chaque cas aura un volet de formation et un volet dans lequel le stagiaire aura un contrat avec une société européenne innovante et sera cofinancé par le budget européen.

Parmi les priorités de ce budget, je souligne les domaines de la recherche scientifique, de l'innovation et de l'agenda numérique. Ce budget concentre également ses efforts sur le soutien au développement de technologies écologiques et innovantes, il apporte ainsi une contribution essentielle à la reprise économique et donne de l'élan aux petites et moyennes entreprises. L'engagement concernant les jeunes, l'innovation et la science est la clé pour rendre la première place à l'Europe dans le monde.

Piotr Borys (PPE). - (PL) Monsieur le Président, Monsieur Janusz Lewandowski, Madame Sidonia Elżbieta Jędrzejewska, tout d'abord, je voudrais féliciter la rapporteure pour son splendide rapport. Bien sûr, la situation économique de l'Union européenne n'est pas encore satisfaisante, mais le rapport nous dit en gros comment créer de la valeur ajoutée européenne.

Je pense que c'est une excellente idée de consacrer une attention particulière aux jeunes dans les priorités à moyen et à long terme pour contribuer à résoudre nos problèmes. Je pense que le maintien des tendances liées à l'innovation et l'accent sur la technologie numérique sont de bons exemples du rapide développement de l'Union européenne. Le soutien aux petites et moyennes entreprises, principalement dans les régions les plus faibles, est aussi intéressant.

Toutefois, il faut dire que, sur la question de la mobilité, la politique d'investissement dans le réseau de transport transeuropéen et, partant, les questions du transport se poseront. Je pense qu'il est essentiel d'investir dans la jeunesse, c'est pourquoi je voudrais saluer, en mon nom et au nom de la commission de la culture et de l'éducation, tous les efforts dont l'objectif consiste à soutenir les mesures se rapportant à l'investissement dans la jeunesse.

Silvia-Adriana Țicău (S&D). - (RO) Le budget 2011 doit prendre en considération les nouveaux pouvoirs de l'Union européenne, ainsi que les conséquences de la crise économique et financière. Notre priorité doit consister à préserver les emplois existants et à en créer de nouveaux.

Je pense que l'Union européenne doit investir dans une politique industrielle intelligente et ambitieuse. Il n'est pas acceptable qu'en 2010, l'industrie représente seulement 14 % du PIB dans les États membres de premier plan.

C'est pourquoi le budget 2011 doit envisager de redéfinir les priorités budgétaires. Les États membres ne peuvent s'acquitter de cette tâche qu'en 2010, durant l'examen de mi-parcours de la perspective financière 2007-2013.

Ces priorités doivent se concentrer sur les infrastructures de transport, l'efficacité énergétique, la politique industrielle et la recherche, l'agriculture, l'éducation et la santé. Nous attendons que la Commission avance cette année une proposition ferme visant la création d'un Fonds européen spécifiquement destiné à développer les infrastructures de transport, la contribution de l'Union européenne à ce sujet apparaîtra également dans le budget 2011.

João Ferreira (GUE/NGL). - (PT) La situation économique et sociale dans l'UE appelle un changement substantiel en 2011 dans les priorités qui ont guidé les budgets précédents, y compris l'actuel budget 2010. Le budget doit être au service de politiques qui se distinguent de celles qui ont conduit 23 millions de personnes à perdre leur emploi et qui ont soumis 85 millions de personnes au risque de la pauvreté.

Les objectifs du cadre financier pluriannuel qui a réduit les Fonds structurels à 0,37 % du produit intérieur brut de l'Union européenne doivent être révisés car ils ont entraîné des coupes dans les programmes sociaux et environnementaux ainsi que dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de la culture.

Les futurs budgets doivent être des instruments au service de la cohésion économique et sociale, plutôt que de simples remplissages dans les Traités. Ils doivent être au service du plein emploi avec des droits, de l'investissement dans les services publics, la protection de l'environnement, la coopération et la paix. Ils ne devraient pas être un instrument au service de la commercialisation d'un nombre croissant d'aspects de la vie sociale, des libertés, du manque de sécurité de l'emploi, du chômage structurel, de l'interventionnisme extérieur et de la guerre. L'idée maîtresse des amendements que nous avons déposés sur le rapport consiste à montrer qu'il existe une alternative et une alternative qui est non seulement possible, mais aussi nécessaire.

Franz Obermayr (NI). - (DE) Monsieur le Président, je voudrais parler de la rubrique 5 et de la stratégie immobilière en particulier. Il est important d'avoir une bonne stratégie immobilière à moyen et à long terme. Elle doit être respectueuse de l'environnement, efficace du point de vue énergétique et particulièrement rentable. Nous devons également avoir une discussion ouverte sur l'utilité de disposer de trois lieux de travail pour le Parlement européen. Nous pouvons difficilement justifier devant les citoyens et les contribuables européens le coût énorme des différents sites, particulièrement en temps de crise économique. L'heure est venue d'effectuer une analyse détaillée et approfondie et de la dévoiler à chaque citoyen européen.

Le Parlement européen devrait se concentrer en un seul lieu. Personnellement, je préférerais Strasbourg, compte tenu de son rôle de pont historique et socioculturel, et en particulier compte tenu du fait que Bruxelles sombre dans la criminalité. Des parties de la ville plongent dans l'anarchie et la police a démissionné. Même un municipaliste comme le bourgmestre Freddy Thielemans l'admet lui aussi.

Elena Băsescu (PPE). - (RO) J'insiste pour que le budget 2011 de l'Union européenne reflète et soutienne mieux la politique de la jeunesse. Les jeunes doivent être soutenus à la fois au niveau de l'UE et de leur pays.

À cet égard, pour soutenir les jeunes, le gouvernement roumain se sert notamment du projet de construction de 100 000 habitations qui leur seront destinées dans les trois prochaines années.

En même temps, je salue l'objectif de la Commission européenne d'attribuer 3 millions aux bourses Erasmus pour les étudiants d'ici à 2012. Toutefois, il est également essentiel d'accroître le financement des bourses Erasmus Mundus. Cela permettra à un plus grand nombre d'étudiants et de chercheurs de pays tiers - et dans ce cas je pense en particulier à la République de Moldavie aussi - d'étudier dans l'Union européenne.

En tant que jeune députée européenne, je soutiens l'initiative Erasmus, qui est le premier lieu de travail à fournir aux jeunes un accès au marché du travail.

Enfin, je voudrais remercier la Commission européenne pour sa promptitude à approuver le financement de quatre projets énergétiques dans lesquels la Roumanie est également impliquée.

Zigantas Balčytis (S&D). - (LT) Compte tenu de la situation économique compliquée dans les États membres, le budget de l'année prochaine devrait être planifié très attentivement. La préservation et la création d'emplois devraient recevoir le plus d'attention. Le soutien et la promotion des petites et moyennes entreprises seraient bien utiles à ce propos puisque ces entreprises emploient une grande proportion des citoyens de l'Union européenne. Les mesures de soutien financier doivent arriver de manière plus souple et doivent être plus accessibles pour que les entreprises récemment créées et celles qui ont connu des difficultés financières

puissent survivre. Nous ne devons pas oublier non plus les domaines qui apportent de la valeur ajoutée, pas simplement aux États membres individuellement, mais aussi à l'ensemble de la communauté. Nous pourrions mentionner les transports parmi ces domaines, dont la priorité devrait être la création d'un système de transport durable et sûr, ainsi que le développement de réseaux transeuropéens. Un financement approprié de projets de liaison énergétique, garantissant l'indépendance énergétique doit également rester une des priorités du budget 2011.

Janusz Lewandowski, *membre de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, je voudrais remercier les députés pour leurs commentaires, qui ont approfondi et enrichi ma compréhension des priorités du Parlement pour 2011. Ce qui m'est apparu clairement en vous écoutant - et j'étais d'humeur à écouter ce soir -, c'est que de nombreux orateurs ont insisté pour dire que nous façonnions le budget pour l'exercice 2011 dans l'environnement extraordinaire de l'Europe d'après crise, à un moment où de nombreux pays sont confrontés à de véritables défis fiscaux. Cela met une véritable pression sur les chiffres budgétaires et aussi sur la bonne gestion, sur la transparence dans le budget - comme l'ont dit clairement MM. Van Orden, Berman, Fernandes et Haglund -, mais quand les ressources sont rares ce qu'il faut vraiment faire c'est bien définir les priorités.

Mon sentiment après le débat est que les jeunes, c'est-à-dire la rubrique 3b - revalorisée par la rapporteure - recueille le soutien des députés de cette Assemblée, du plus jeune au plus âgé, et il semble donc que la majorité de ce Parlement estime que cette priorité pour 2011 est bien placée. Ce qu'il faut aussi c'est la qualité et la bonne mise en œuvre. Nous pensons immédiatement - par exemple comme MM. Godmanis et Surján - à la cohésion. Oui, elle a été mise en sourdine en 2009-2010 et devrait atteindre sa vitesse de croisière en 2011, tout comme la lutte contre la crise. Tous les crédits disponibles ne sont pas dépensés non plus dans le domaine de la recherche et cela mérite une réglementation financière beaucoup plus conviviale. Nous devrions en faire part à la fin du mois de mai/juin de cette année.

Ce qui m'est également apparu clairement, en écoutant le débat, c'est que le Parlement est conscient que la marge de manœuvre du budget est très limitée. M. Garriga Polledo, M. Färm et d'autres ont insisté sur la marge de manœuvre très limitée, mais la conclusion pourrait être plus de souplesse dans l'élaboration et l'application du budget. Je ne peux pas partager cette conclusion.

Comme d'habitude, M^{me} Grässle a raison de dire qu'aucun budget n'a encore été prévu pour le service pour l'action extérieure, mais pour élaborer un budget on a besoin de chiffres. Nous ne disposons pas encore des chiffres et sans chiffres il est très difficile d'élaborer le budget. Mais bien entendu, il faudrait que ce soit pour cette année, s'il faut que le service pour l'action extérieure soit opérationnel.

Je me réjouis vraiment des discussions de demain dans le cadre du trilogue informel et ensuite du lancement du vrai débat. Nous espérons aussi une conciliation réussie des chiffres pour l'exercice 2011.

PRÉSIDENCE DE M^{ME} ISABELLE DURANT

Vice-présidente

Sidonia Elżbieta Jędrzejewska, *rapporteure*. – (PL) Madame la Présidente, Monsieur Janusz Lewandowski, Mesdames et Messieurs, j'ai écouté vos interventions avec beaucoup d'intérêt et je voudrais dire surtout que je suis très heureuse que vous ayez marqué votre soutien et votre intérêt en faveur de la priorité qui se rapporte au principal changement apporté au budget pour l'exercice 2010, la priorité liée à la jeunesse que j'ai proposée et que la commission des budgets a adoptée. J'en suis très heureuse et cela me motive.

Je voudrais bien sûr souligner encore une fois ce que vous avez pointé à juste titre lors de la discussion, à savoir le peu de marge de manœuvre à notre disposition. Cela signifie qu'il faut d'autant plus insister pour que la Commission européenne fasse preuve d'ambition, d'imagination et de courage dans le lancement du réexamen et de la révision possible du cadre financier pluriannuel. Comme vous le savez, l'année 2011 est la cinquième année du cadre financier pluriannuel. Il est certainement temps pour nous d'avoir appris quelque chose de ces quatre années. La cinquième devrait être nettement meilleure.

Bien sûr, il est clair que nous sommes aux prises avec une crise financière et économique qui est différente d'un pays à l'autre, c'est évident. Certains pays montrent les signes d'une sortie de crise, mais cela ne change rien au fait que nous devons nous montrer ambitieux, surtout parce que si nous regardons le budget de l'Union européenne, les fonds prévus pour l'innovation, la recherche, la jeunesse, la réalisation du marché commun et la réalisation des libertés du marché commun, représentent en fait une petite partie du budget

de l'Union européenne. Par conséquent, selon moi, toutes les économies qui sont faites ne devraient pas concerner cette partie du budget de l'Union européenne.

Bon nombre d'entre vous ont dit que les jeunes sont l'avenir de l'Union européenne. Je suis d'accord. Je voudrais ajouter cependant qu'ils ne sont pas seulement l'avenir, parce qu'ils sont vivants ici, maintenant, aujourd'hui. Ils sont dans l'éducation aujourd'hui et cherchent de l'emploi aujourd'hui. Les jeunes sont non seulement notre avenir, ils sont notre présent. L'investissement dans les jeunes est un investissement non seulement dans ce qu'il se passera un jour, mais dans ce qu'il se passe ici et maintenant. Nous ne devrions pas l'oublier.

Je voudrais dire également quelques mots concernant cette réflexion approfondie au sujet du budget de l'Union européenne. Il ne s'agit pas seulement de la jeunesse, mais aussi d'une plus large compréhension, qui inclut aussi des questions liées aux jeunes et, dans une perspective plus vaste, des questions liées à l'éducation et à la formation. Je pense qu'ici, la dimension européenne, la dimension européenne de la valeur ajoutée, apparaît très clairement. Nous ne devrions pas oublier cependant que nous agissons dans une Europe unie, où la mobilité de la pensée et la mobilité des personnes est, en fait, une mobilité de nos valeurs les plus importantes, et nous devrions consacrer à cela une attention permanente.

Je voudrais dire également quelques mots pour résumer le débat concernant le budget du Parlement européen. Il est vrai que je remplace aujourd'hui la rapporteure, mais je me permettrai de dire quelques mots et de souligner quelque chose qui figure déjà dans le rapport de la commission des budgets. À savoir, bien sûr, qu'il importe de penser aux économies tout le temps et de se demander toujours si les dépenses effectuées sont justifiées, si ce sont les meilleures dépenses possibles. Ce processus de réflexion est continu et devrait nous concerner tous. Cette réflexion doit certainement apparaître dans le rapport sur le Parlement européen.

J'espère beaucoup que ce débat, qui a eu lieu à une heure si tardive, n'aura pas été une perte de temps pour nous. J'espère vraiment que M. Janusz Lewandowski écoutera tout ce qui a été dit ici et qu'il n'a pas oublié qu'il n'y a pas si longtemps il faisait partie de cette Assemblée. J'espère vraiment que ce débat se reflètera dans le projet de budget que la Commission européenne a promis de présenter le 27 avril. Je répèterai bien sûr cela encore et encore et encore, tout au long du printemps et jusqu'à l'automne, mais je serais néanmoins très heureuse si certaines des propositions qui ont déjà été faites ici étaient incluses dès à présent dans le projet de budget de la Commission européenne, pour qu'il soit après tout moins nécessaire de se répéter. Une fois de plus, je voudrais vous remercier de votre attention.

La Présidente. - La discussion commune est close.

Le vote aura lieu demain.

Déclarations écrites (article 149)

Edit Herczog (S&D), par écrit. – (EN) Tout d'abord, je voudrais rappeler que, bien que l'Union européenne ait pu réagir collectivement à la crise financière et économique en adoptant un plan de relance économique européen, la situation économique générale dans l'UE reste insatisfaisante. Il est inévitable que les priorités suivantes pour les orientations budgétaires 2011 soient prises en considération: l'application du septième programme-cadre, qui atteindra sa maturité en 2011, devrait être suivie de plus près; le développement de la politique spatiale européenne nouvellement créée et la promotion du progrès scientifique et technologique, soutenant les technologies innovantes et le développement durable; les défis liés à l'énergie durable et à la lutte contre le changement climatique doivent se refléter dans les priorités budgétaires de l'UE; ces priorités nécessiteront des ressources budgétaires supplémentaires, en particulier pour le financement de ITER et du Plan stratégique européen pour les technologies énergétiques et la promotion de l'efficacité énergétique; l'importance du projet Galileo, du programme GMES et de l'Institut européen d'innovation et de technologie; la bonne mise en œuvre et l'évaluation des projets pilotes en cours et les actions préparatoires devraient être la priorité.

J'espère que ces questions essentielles seront prises en considération de manière appropriée durant la procédure budgétaire à venir pour l'exercice 2011.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), par écrit. – (RO) Cette année, la procédure budgétaire connaîtra sa plus grande réforme depuis l'introduction du cadre financier pluriannuel en 1988. Alors que la réforme de la procédure budgétaire se poursuit, à strictement parler, tout le cadre budgétaire devra s'adapter aux nouvelles réalités institutionnelles introduites par le traité de Lisbonne, en premier lieu le Service européen pour l'action extérieure. Toutefois, je crois que le principal objectif du futur budget consistera à soutenir les politiques du

nouvel agenda Europe 2020. Ce projet ne pourra réussir que si nous prévoyons pour lui le financement nécessaire. Sans cela, cet agenda connaîtra le même sort que la stratégie de Lisbonne, laquelle est bien loin d'avoir atteint les objectifs fixés. À cet égard, je partage les sentiments de la rapporteure et je voudrais souligner combien les politiques concernant les jeunes, l'éducation, la recherche et l'innovation sont importantes. À mon sens, elles représentent les fondations sur lesquelles nous allons devoir bâtir à la fois le budget 2011 et notre vision pour l'avenir.

Jarosław Kalinowski (PPE), par écrit. – (PL) Le budget de l'Union européenne pour l'exercice 2011 devrait apporter un soutien clair aux principales tendances de la stratégie de l'Union pour la prochaine décennie. Cela inclut l'innovation technologique, le développement durable, la lutte contre le changement climatique et l'attention pour la biodiversité.

Le soutien au développement de systèmes éducatifs, avec l'assistance d'un investissement interdisciplinaire, est lui aussi bien justifié. L'argent doit être investi dans des actions qui garantissent que les diplômés trouvent un emploi. Si nous ne soutenons pas les jeunes, aujourd'hui, nous serons confrontés à la sombre perspective d'un ralentissement de la croissance économique et peut-être même d'une autre crise.

Il est inutile de nous rappeler la nécessité d'un développement intensif du secteur de la technologie de l'information et que nous devons garantir l'accès de nos concitoyens à la technologie numérique. Cela facilitera l'éducation dans le domaine de la technologie de l'information et cela facilitera l'obtention d'informations, en particulier pour les personnes qui vivent en zones rurales.

Petru Constantin Luhan (PPE), par écrit. – (RO) Je voudrais ajouter mes commentaires à ceux qui ont été faits par la rapporteure et les collègues durant les débats concernant les priorités pour le budget 2011. Comme la Commission européenne l'a annoncé aussi en janvier, des plans ambitieux sont en cours pour le projet Galileo. Les premiers services proposés par ce système seront lancés au début de l'année 2014: le service ouvert, le service public réglementé et les services de recherche et de sauvegarde. Les essais débiteront aussi en 2014 concernant le service de sauvegarde de la vie humaine et le service commercial. Permettez-moi de vous rappeler que Galileo est essentiel pour l'avenir de l'industrie de haute technologie en Europe. Il créera de nouveaux marchés et permettra à l'Europe de devenir un concurrent mondial dans le domaine de la technologie. La politique TEN-T a soutenu la préparation de ce grand projet européen jusqu'à présent. Une fois qu'il sera opérationnel, il sera possible d'utiliser les infrastructures de transport bien plus efficacement. En conclusion, je pense que Galileo doit recevoir suffisamment de fonds du budget de l'Union européenne à l'avenir pour que ce projet ambitieux puisse devenir une réalité.

Marian-Jean Marinescu (PPE), par écrit. – (RO) Les circonstances dans lesquelles les budgets 2010 et 2011 seront adoptés sont exceptionnelles et posent un défi particulier. C'est pourquoi il faut trouver la solution idéale pour appliquer avec succès le traité de Lisbonne, qui représente en soi un grand défi financier. Il faut aussi trouver des solutions qui visent à atténuer les effets de la crise financière, qui se font encore sentir dans de nombreux États membres. Le Parlement doit s'engager dans une discussion ouverte concernant le plafond de dépenses de la rubrique 5 pour 2011. Nous devons trouver un équilibre entre la fourniture de financement pour toutes les exigences et le maintien de la discipline budgétaire, même si cela signifie qu'il faut restreindre les dépenses, afin de respecter le cadre financier pluriannuel. Nous devons tout d'abord standardiser les dépenses administratives en les incluant entièrement dans cette rubrique et entreprendre un réexamen approprié et réaliste du plafond des dépenses. Surtout, il est essentiel d'établir une coopération interinstitutionnelle pour promouvoir l'échange de bonnes pratiques et pour continuer à explorer les occasions de les rendre plus efficaces. De plus, il faut attacher une importance particulière au suivi et à l'analyse d'une série de domaines ayant des implications budgétaires directes. Toutes les manières de distribuer et d'économiser les ressources doivent être identifiées.

Bogusław Sonik (PPE), par écrit. – (PL) Le travail sur le budget 2011 est en cours. Un des sujets de la discussion est que le Parlement pourrait apporter des amendements à la perspective financière 2007-2013 dans des domaines comme la «compétitivité et la cohésion pour la croissance et l'emploi». De plus, nous sommes en plein travail concernant la stratégie Europe 2020, qui devrait se concentrer sur la promotion de l'innovation, le soutien aux entreprises et l'investissement dans la science, les nouvelles technologies et le développement régional. Je voudrais attirer l'attention en particulier sur la question de la cohésion économique, sociale et territoriale, qui est la clef pour garantir une croissance économique durable dans l'UE et une complète intégration des États membres. L'article 174 du traité de Lisbonne mentionne la politique concernant les régions montagneuses comme un type de politique régionale particulière, à côté des régions insulaires et transnationales. Afin de promouvoir son développement harmonieux, l'Union devra poursuivre des actions conduisant au renforcement de sa cohésion économique, sociale et territoriale. En particulier, il faut placer

l'accent sur la réduction des disparités dans les niveaux de développement des régions qui se caractérisent par des conditions naturelles et géographiques spécifiques. Les zones montagneuses et de contreforts représentent environ 40 % du territoire de l'UE et accueillent environ 20 % des citoyens de l'UE. Les problèmes économiques et spatiaux spécifiques des régions montagneuses nécessitent la mise en place de réglementations supranationales concernant les objectifs et les principes de la poursuite d'une politique spécifique à la montagne dans les États membres et, chose plus importante, ils nécessitent un niveau de financement approprié aux projets et programmes s'adressant en particulier à ces régions. Je pense que le soutien financier pour les régions de montagne devrait être inclus dans la nouvelle perspective financière et la stratégie Europe 2020.

Iuliu Winkler (PPE), par écrit. – (HU) L'année prochaine sera la première année d'application de la stratégie Europe 2020, qui peut représenter une nouvelle phase dans le développement de l'Union européenne. En conséquence, le budget 2011 sera extrêmement important du point de vue de la planification financière pour les années suivantes. Les priorités budgétaires doivent contenir la réponse de l'Union européenne face aux défis de la crise mondiale. La stratégie Europe 2020 est de ce point de vue un facteur très important. Les priorités contenues dans le budget proposé pour l'exercice 2011 ne peuvent cependant mener à une modification des politiques de base de l'UE. À l'avenir, il faudra consacrer une attention particulière aux politiques de cohésion et structurelles, ainsi qu'à la politique agricole, et aussi au soutien accordé aux PME car la capacité de l'Europe de devenir une économie durable et compétitive dépend de cette dernière. Nous ne devons pas perdre de vue, ne serait-ce un instant, que les politiques mentionnées sont l'expression de la solidarité qui constitue la valeur fondamentale de l'intégration européenne.

17. Demande de défense d'immunité parlementaire: voir procès-verbal

18. Politique de qualité des produits agricoles: quelle stratégie adopter? (débat)

La Présidente. - L'ordre du jour appelle le rapport Giancarlo Scotta, au nom de la commission de l'agriculture et du développement rural, sur la politique de qualité des produits agricoles: quelle stratégie adopter? (2009/2105(INI)) (A7-0029/2010)

Giancarlo Scotta, rapporteur. – (IT) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, face à la mondialisation du marché et à la crise grave qui affecte aujourd'hui l'Europe, jusque dans son agriculture, l'une des réponses que peut apporter le marché agricole consiste à mettre l'accent sur la qualité des produits.

J'estime qu'une politique européenne efficace de qualité des produits peut améliorer la compétitivité et créer une valeur ajoutée pour les économies des régions européennes, car, pour de nombreuses régions agricoles où les alternatives de production sont rares, c'est souvent la seule et unique possibilité de développement. En soutenant l'agriculture de niche dans ces zones désavantagées, nous y créerons une économie et des emplois.

En outre, une politique de qualité future doit également être reliée aux potentialités considérables d'une agriculture qui, dans le cas de l'Europe, est moderne, dynamique, riche et diversifiée et qui a la capacité d'offrir non seulement des produits alimentaires de grande qualité mais aussi des services d'intérêt fondamental à une société en continue évolution.

Dans mon rapport, j'ai souligné l'importance de maintenir séparés les trois systèmes de consignation d'indications géographiques, celles-ci constituant un lien avec les régions européennes, en représentant leurs traditions, leur histoire, leur goût et des connaissances exclusives accumulées au fil du temps.

J'estime par conséquent que le maintien des deux systèmes AOP et IGP séparés leur permet de prendre en compte les différences spécifiques dans la nature et l'intensité des liens entre les produits et leur zone géographique de production. Les consommateurs confondent souvent l'indication du lieu où le produit alimentaire a été transformé avec le lieu de provenance du produit agricole lui-même, parce qu'ils n'ont bien souvent aucune connaissance du fonctionnement de la filière de production.

J'estime dès lors que seule l'obligation d'indiquer le lieu de production des matières premières peut donner aux consommateurs la véritable connaissance de la qualité du produit qu'ils achètent, étant donné que celui-ci est soumis à un cycle de production qui peut influencer fortement sur ses caractéristiques, en ce qui concerne sa qualité et la sécurité alimentaire. N'oublions pas qu'il est de notre devoir de protéger nos concitoyens, qui ont voté pour nous, produisent et se nourrissent.

J'ai jugé important d'inclure deux autres points dans mon rapport: l'importance pour l'Union européenne de mettre sur pied une vaste campagne d'éducation et d'information sur les différents labels européens et les garanties qu'ils apportent, de même que l'inscription sur des registres internationaux et la reconnaissance internationale grâce au système d'indications géographiques de l'OMC. Ce dernier point est de la plus haute importance si nous voulons nous protéger contre la contrefaçon de nos produits de haute qualité.

Je voudrais remercier le commissaire Ciolos pour sa présence et lui rappeler l'importance d'offrir une protection suffisante aux systèmes de qualité, qui constituent notre avenir. Je voudrais également lui rappeler que l'économie des zones rurales défavorisées peut être renforcée par une aide au secteur agricole, afin de protéger tous les produits niches typiques de ces régions qui maintiennent un lien entre la population et le territoire qui, autrement, serait abandonné. Cela permettrait de soutenir le respect de l'environnement et du paysage et créerait, chaque fois que possible, une économie touristique et œnogastronomique autour des diverses particularités régionales, culturelles et historiques de l'Union européenne.

Je voudrais remercier mes collègues pour le soutien qu'ils m'ont offert au sein de la commission de l'agriculture et du développement rural et j'espère que le Parlement européen apportera également son soutien lors du vote de demain.

Dacian Ciolos, *membre de la Commission*. – Madame la Présidente, Monsieur Scotta, Mesdames et Messieurs, je considère que l'élément central qui donne de la personnalité au modèle agricole et agroalimentaire européen au niveau mondial c'est justement sa politique de qualité et de diversité. Et c'est pour cette raison que la politique de qualité dans le secteur agroalimentaire sera l'une des priorités de mon mandat, une des principales priorités tout de suite après la réforme de la PAC pour l'après 2013.

La politique de qualité agroalimentaire est non seulement la preuve que les agriculteurs européens sont réceptifs aux attentes des consommateurs européens, mais elle peut être également le fer de lance de la présence du secteur agroalimentaire européen sur le marché international.

Pour que la politique de qualité puisse atteindre son objectif, nous avons besoin d'un cadre qui soit clair, lisible, bien structuré, bien identifié par les consommateurs, et autant que possible, complet et suffisant. Mon objectif est de pouvoir structurer le contenu de la politique de qualité et de la rendre plus accessible tant pour les agriculteurs, qui doivent être les bénéficiaires, que pour les consommateurs, sans pour autant perdre de la substance et vider de son contenu cette politique de qualité.

La politique de qualité signifie l'assurance pour les consommateurs, mais elle signifie aussi une valeur ajoutée pour les agriculteurs, je suis tout à fait d'accord avec M. Scotta là-dessus. Elle peut contribuer à maintenir la diversité de nos agricultures, et le faire d'une manière compétitive, parce qu'une exploitation agricole qui arrive à vendre ses produits est compétitive. Si elle arrive à vivre de ce qu'elle produit, elle est compétitive. Et si elle arrive à vendre des produits à haute valeur ajoutée, elle est d'autant plus compétitive, même si, quelquefois, il s'agit d'exploitations de petite taille.

Je pense donc que la politique de qualité, dans certaines régions, peut être aussi un élément d'augmentation de la compétitivité de nos exploitations agricoles. Dans ce sens, la politique de qualité et le développement des marchés locaux, des circuits courts, un contact direct et rapproché entre les consommateurs et les producteurs peuvent donner de bons résultats pour augmenter, justement, la compétitivité de certains types d'agriculture qui sont actuellement assez peu présents sur le marché. Les agriculteurs européens font déjà des efforts pour fournir des produits sûrs, issus des techniques respectant l'environnement et le bien-être animal.

Le débat sur la façon de mieux mettre cela en évidence par le système d'étiquetage est utile et bienvenu, et le rapport apporte certains éléments et certaines idées dans ce sens. Je pense que ces liens entre les normes respectées par les agriculteurs et la politique de qualité de l'étiquetage devraient aussi faire l'objet de débats que nous allons porter en ce qui concerne la politique agricole commune pour l'après 2013. C'est en tout cas mon intention.

J'estime que nous devons développer et faire évoluer nos instruments concernant la politique de communication, à la fois auprès des agriculteurs et des consommateurs européens, et surtout au niveau international. Notre système de qualité peut être, je pense, un bon ambassadeur de notre modèle agroalimentaire, et même de notre politique agricole commune.

Tout ceci étant dit, je voudrais conclure par le fait que le rapport de M. Scotta vient à un moment propice. Comme vous le savez, la Commission a l'intention de présenter un paquet législatif sur la politique de qualité d'ici la fin 2010. Le rapport que M. Scotta présente aujourd'hui et dont on va débattre fait état de certaines

questions, d'idées, de propositions dans ce sens, et je vais m'efforcer de prendre en compte, autant que possible, ces idées lorsque je viendrai devant vous avec les propositions législatives.

Je souhaite féliciter le rapporteur et les membres des commissions du Parlement qui ont travaillé sur ce rapport et je serai très heureux d'écouter vos avis et vos propositions.

Esther Herranz García, *rapporteuse pour avis de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire*. – (ES) Madame la Présidente, pour être honnête, la première chose que je voudrais faire ce soir est remercier M. Scottà pour le talent dont il a fait preuve lors de la négociation de ce rapport. Cela a été un réel plaisir de travailler à ses côtés et avec les autres porte-parole des groupes parlementaires.

Nous sommes fiers de la position qui sera affichée lors du vote de demain au Parlement sur un rapport tel que celui-ci, qui défend la qualité et s'engage vis-à-vis du développement et de l'amélioration des zones rurales, non seulement en tant que simples témoignages d'une culture européenne traditionnelle, mais également en tant que véritables agents créateurs d'emplois et de richesse. Ce sont là des emplois dont nous avons actuellement cruellement besoin en cette période de crise économique et face aux niveaux d'emploi catastrophiques de certains États membres.

Nous nous réjouissons par ailleurs du niveau de protection soutenu par le Parlement et de la volonté déjà arrêtée par la commission de l'agriculture et du développement rural, ainsi qu'elle l'a exprimé, de s'engager en faveur d'une qualité du plus haut niveau. Concernant cette norme la plus élevée, nous nous engageons évidemment à maintenir la distinction entre les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées. Il va de soi que nous rejetons l'idée de niveler la qualité par le bas et que nous voulons que la production européenne fasse l'objet de toutes les attentions et soit valorisée.

Je me réjouis des propos de M. Ciolos. C'était un plaisir de l'entendre parler d'engagement vis-à-vis de l'avenir de l'environnement agricole européen. Naturellement, nous espérons qu'il entendra la voix du Parlement, qui se reflétera dans le vote de demain.

Enfin, je voudrais dire que nous espérons que, plus jamais la Commission européenne ne devancera le Parlement en interdisant des choses telles que, par exemple, des normes commerciales pour les fruits et légumes, qui ont porté un coup terrible à la libre concurrence européenne.

Nous voulons que les déséquilibres du marché soient corrigés, de même que nous engager en faveur de la qualité, de la variété, de la sécurité alimentaire et du volume approprié de production.

Nous voulons par ailleurs que la production européenne et la qualité de cette production agroalimentaire européenne soient défendues au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Il va de soi que nous comptons également sur le travail de M. Ciolos à cet égard, car ni les producteurs européens ni les consommateurs européens ne peuvent rester sans défense.

Giovanni La Via, *au nom du groupe PPE*. – (IT) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, permettez-moi à mon tour, au nom du groupe du Parti Populaire européen (Démocrates-Chrétiens), de remercier le rapporteur, M. Scottà, pour le travail remarquable qu'il a accompli. Je voudrais souligner que les politiques de qualité ne présentent pas seulement une grande valeur extérieure en raison de ce qu'elles nous permettent d'offrir aux consommateurs; elles sont également d'une grande importance au vu de ce qu'elles peuvent offrir aux producteurs.

Comme vous l'aurez tous constaté, la concurrence peut prendre de nombreuses formes sur les marchés. Sur un continent aussi vaste et diversifié que l'Europe, qui se caractérise en outre par des coûts de production considérablement plus élevés que ceux de la concurrence, il sera difficile de rivaliser en termes de prix, de sorte que nous ne pourrions nous distinguer que sur le plan de la différenciation des produits.

C'est précisément sous l'angle de la différenciation que nous devons voir la politique de qualité, qui est capable d'offrir un produit et de mettre sur le marché un produit qui diffère de la concurrence, un produit qui puisse également être vendu sans référence précise et spécifique à un prix qui soit inférieur à la concurrence.

Nous sommes dès lors favorables au maintien de la pratique des marques communautaires, qui est déjà en place, tout en mettant l'accent sur la nécessité de maintenir la distinction entre les indications géographiques et les appellations d'origine. Nous devrions cependant également souligner que, tant sur la scène internationale que dans le cadre de négociations commerciales internationales, l'Union doit endosser ses responsabilités en défendant les appellations d'origine et les politiques en la matière afin d'éviter une politique inévitable d'échange des marques, qui pourrait porter préjudice à nos produits.

Avant de conclure, je voudrais prendre la liberté de faire un dernier commentaire concernant l'étiquetage. Nous avons déjà demandé au Parlement et le ferons à nouveau demain, au moyen d'un amendement spécifique, de voter sur la possibilité d'indiquer l'origine des matières premières, non seulement pour les produits frais non transformés, mais également pour les produits transformés ne contenant qu'un seul ingrédient, autrement dit ceux dont l'élément caractéristique est en fait la matière première.

Csaba Sándor Tabajdi, *au nom du groupe S&D*. – (HU) Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, je voudrais dire, au nom du groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen, que nous considérons que le rapport élaboré par M. Scottà est extrêmement important et que nous sommes fondamentalement d'accord avec lui. Le rapport contenait quatre ou plutôt cinq points de discussion. Premièrement, le logo européen commun. De nombreuses personnes ne comprennent pas que le logo européen commun n'est pas une sorte de pas supplémentaire sur la voie du fédéralisme, mais montre au consommateur qu'un produit remplit des exigences européennes spécifiques en matière de sécurité alimentaire, en plus de le différencier aux yeux du monde, au-delà des frontières de l'UE. Je vous demande dès lors de soutenir le logo européen.

Le deuxième point concerne la question du lieu d'origine. C'est une très bonne chose que l'UE ait désormais, en la personne de M. Dacian Cioloș, un commissaire à l'agriculture qui a compris et soutient l'importance des marchés locaux, car c'est seulement de cette façon que nous pourrions préserver les saveurs locales et régionales, de même que la diversité des aliments en Europe. Il est clair également que la politique de qualité des aliments et le lieu et l'appellation d'origine jouent un rôle à cet égard. Il y a eu une discussion avec la Commission et j'espère sincèrement que le nouveau commissaire ne soutient plus la précédente position selon laquelle nous devrions regrouper l'ensemble des appellations d'origine protégées et des indications géographiques protégées. Cela suscite parfois de l'inquiétude, comme dans le cas récent du vin Tokaj. Je remercie le commissaire d'avoir, en partie, résolu ces problèmes, même si certains d'entre eux restent dans l'attente d'une solution.

Le quatrième point concerne le logo biologique, par rapport auquel il y a un consensus total. Enfin, le cinquième point concerne le fait que certains membres de la commission de l'agriculture et du développement rural ont demandé la réintroduction des anciennes normes strictes pour les légumes et les fruits. Je voudrais revenir au contenu initial du rapport de M. Scottà. Évitions de retourner à l'époque des réglementations excessives, lorsque nous déterminions la courbe que devait avoir un concombre.

George Lyon, *au nom du groupe ALDE*. – (EN) Madame la Présidente, permettez-moi à mon tour de féliciter M. Scottà pour son rapport.

Il contient en effet de nombreux points louables. Malheureusement, mes collègues du groupe ALDE et moi-même ne pouvons le soutenir en l'état actuel des choses si un ou deux changements ne sont pas apportés.

Nous ne pouvons soutenir le paragraphe 19, ledit paragraphe «des fruits tordus». J'estime qu'il est absurde de la part des bureaucrates de Bruxelles de dire aux consommateurs qu'ils peuvent uniquement acheter des bananes ou des concombres droits.

Il est clair qu'il appartient aux consommateurs de décider ce qu'ils veulent acheter. J'espère donc que le Parlement fera preuve de bon sens et soutiendra l'amendement conjoint qui a été déposé par les Verts et le groupe ECR afin de retirer les règles relatives aux bananes droites et de laisser aux consommateurs la liberté de choisir s'ils veulent ou non des fruits et légumes courbes ou tordus. Cette décision doit clairement être prise par les consommateurs.

Marianne Fischer-Boel, la précédente commissaire, a décidé d'abolir les normes et j'espère que nous continuerons de soutenir cette décision.

Je voudrais également voir certaines modifications apportées au paragraphe 16. Je comprends l'appel lancé en faveur d'un logo européen mais, à moins qu'il ne signifie quelque chose pour les consommateurs et n'ajoute de la valeur pour les agriculteurs, j'estime que c'est un exercice inutile. Il doit avoir une résonance auprès des consommateurs et offrir un quelconque retour au monde agricole. Sinon, il sera inutile. Cela ne vaut donc pas la peine de poursuivre sur cette voie et je ne vois aucun signe laissant entendre que les consommateurs européens souhaitent la création d'un logo européen.

Enfin, le paragraphe 62 égratigne quelque peu les systèmes de certification privés qui, en Écosse, ont rencontré un énorme succès. J'estime pour ma part que c'est une bonne chose que les agriculteurs, sur une base volontaire,

puissent ajouter de la valeur à leurs produits grâce à des programmes d'assurance qualité, et nous devrions donc les soutenir au lieu de les décourager.

J'espère que certaines modifications seront apportées à ce rapport lors des votes de demain, auquel cas nous pourrions le soutenir.

Alyn Smith, *au nom du groupe Verts/ALE*. – (EN) Madame la Présidente, je voudrais me faire l'écho de bon nombre des commentaires faits par mon collègue écossais George Lyon, même si nous n'appartenons pas au même groupe. Ce rapport contient de nombreux points admirables, mais également une série de choses par rapport auxquelles je pense que nous aurions pu faire un peu mieux. Nous avons présenté une série de remarques et je me concentrerai sur deux d'entre elles uniquement.

Je pense, tout comme d'autres, que nos consommateurs veulent s'avoir d'où viennent leurs aliments. Nous estimons que la fourniture de ces informations devrait être obligatoire, raison pour laquelle l'amendement 4, qui porte précisément sur ce point, remplace une formulation relativement faible par une exigence beaucoup plus ferme en vertu de laquelle, lorsqu'il est possible d'obtenir des informations sur l'étiquetage du «lieu d'origine», ces informations doivent être obligatoires, car c'est ce que nos consommateurs veulent voir.

Je voudrais également faire une remarque concernant l'amendement 3 qui, – ainsi que mon collègue l'a dit –, supprime la tentative de réintroduction de règles lourdes et inapplicables à la vente directe de fruits et légumes au consommateur. Ce n'est que l'année dernière que nous avons convenu d'abroger ces règles et, si les consommateurs n'ont pas vu une grande différence, nos producteurs l'ont par contre perçue et continuent de la ressentir. Toute tentative de réintroduction de ces règles ne ferait principalement qu'offrir aux transformateurs, aux chaînes de magasins et aux supermarchés un autre bâton pour battre les producteurs sans que les consommateurs n'en retirent aucun bénéfice direct.

Ce rapport contient donc de nombreuses choses appréciables. Je voudrais me faire l'écho des commentaires de M. Lyon concernant le logo européen. Je pense que celui-ci a plus à voir avec les ambitions de ce bâtiment qu'avec les aspirations de nos consommateurs. Si ce logo n'a pas de résonance auprès des consommateurs, nous ne devrions pas l'introduire et devrions le remplacer par un programme d'étiquetage obligatoire de l'origine, comme le souhaitent nos consommateurs.

Les amendements sont constructifs; j'espère qu'ils seront couronnés de succès et que nos collègues les soutiendront demain.

James Nicholson, *au nom du groupe ECR*. – (EN) Madame la Présidente, permettez-moi de féliciter à mon tour le rapporteur pour cet excellent rapport.

Je pense que ce rapport renferme de nombreuses idées de qualité et je partage tout à fait l'avis du rapporteur, M. Scottà, lorsqu'il parle de l'importance pour les producteurs européens d'ajouter de la valeur et de maximiser le potentiel de leurs produits. Nous devons en permanence nous efforcer d'utiliser au maximum le potentiel de l'industrie agroalimentaire européenne. Cela nous permettra au bout du compte d'accroître notre compétitivité et de renforcer l'économie dans les zones rurales.

À cet égard, je suis heureux de voir que M. Scottà s'est attaqué à l'avenir des systèmes d'AOP et d'IGP. Ces instruments ont rencontré un immense succès auprès des consommateurs et des producteurs. Je suis toutefois d'accord avec le rapporteur sur la nécessité de simplifier leur gestion et leur application. En outre, si nous voulons asseoir leur valeur à l'étranger, nous devons garantir une meilleure protection de la part des pays tiers.

Je souhaiterais voir davantage de produits de ma propre région faire une demande d'IGP. Espérons donc que la Commission prendra note de certaines suggestions en vue de simplifier la procédure de demande afin que nous puissions voir le nombre de demandes émanant de ma propre région d'Irlande du Nord augmenter.

Je voudrais néanmoins préciser que ce rapport contient certains éléments que je ne soutiens pas. Je suis contre l'introduction d'un logo de qualité européen. Je suis par contre favorable à l'étiquetage du pays d'origine. J'estime en fait qu'un logo européen serait dénué de sens, un gaspillage de temps et d'argent, et cela vaut aussi pour le logo européen pour les produits biologiques.

Un autre point me préoccupe, à savoir les amendements qui ont été adoptés au sein de la commission de l'agriculture et du développement rural et qui réclament la réintroduction des normes commerciales pour les fruits et légumes, que certains députés tentent désespérément de remettre sur la table. Le fait est que ces règles ont été démantelées par la Commission l'année dernière. Je soutiens de tout cœur cette avancée qui

nous permet désormais de laisser le marché fixer ses propres normes. À cet égard, je voudrais inviter mes collègues à soutenir les amendements de la plénière déposés par mon groupe et par d'autres, qui sont très clairs et simples, et à supprimer ces éléments.

Lorenzo Fontana, *au nom du groupe EFD*. – (IT) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, Monsieur le Commissaire Ciołoş, merci pour vos propos encourageants, et merci à vous, Monsieur Scottà, pour le travail sensible que vous avez réalisé sur ce rapport important.

J'estime qu'au travers du rapport qui sera soumis au vote demain, notre but est de protéger et d'améliorer la valeur des cultures et les produits caractéristiques de chaque région et de chaque État membre de l'Union européenne. Je me contenterai de dire que je viens d'un pays, l'Italie, qui compte 4 500 produits caractéristiques et que ce sont des ressources de notre pays que nous tenons de tout cœur à préserver.

Nous sommes parfaitement conscients que la route qui mène à l'excellence est encore longue, mais nous devons faire passer le message suivant: ce n'est qu'au travers de la qualité des produits européens que nos agriculteurs pourront rivaliser comme il se doit sur le marché mondial. Par ailleurs, au vu de la crise majeure que nous traversons malheureusement à l'heure actuelle, nous ne pouvons rien faire d'autre que soutenir la qualité, la traçabilité et la transparence des informations associées aux produits agricoles.

Il est important de savoir à quel type de transformation est soumise chaque culture et d'où celle-ci provient. C'est important, car il est normal que les consommateurs sachent s'ils mangent une pomme qui a été cultivée, par exemple, dans ma région – Vêrone ou en Vénêtie –, ce qui signifie que des règles européennes ont été respectées tout au long de la chaîne de production, ou s'ils mangent une pomme produite en Chine, un pays dont nous savons seulement que, bien souvent, il est loin de respecter les réglementations et bonnes pratiques observées par les agriculteurs européens.

Diane Dodds (NI). – (EN) Madame la Présidente, merci de m'offrir la possibilité de m'exprimer sur ce point très important.

Les consommateurs demandent, à juste titre d'ailleurs, que les aliments qu'ils achètent soient sûrs, traçables et produits dans le respect de normes élevées. Je suis favorable à un système d'étiquetage du pays d'origine qui encourage de telles normes et je pense qu'un tel système recevra un bon accueil de la part de la plupart des consommateurs et des acteurs du secteur. Il est clair que la promotion et la commercialisation joueront un rôle déterminant le succès ou l'échec d'une telle politique. Nous devons prendre des mesures fermes à l'encontre de la contrefaçon potentielle de produits étiquetés incorrectement.

À l'instar de bon nombre de mes collègues au sein de cette Assemblée je suis opposée un logo européen. J'estime qu'un tel logo n'aurait pas beaucoup de sens et ne serait d'aucune utilité pour les consommateurs. L'étiquetage du pays d'origine, de même que les indications géographiques, sont importants car ils font la promotion de la région, du patrimoine local et de la conservation des techniques locales, en plus de protéger des régions qui comptent sur la production d'un produit particulier.

Je proviens d'Irlande du Nord, un pays exportateur net de produits agricoles. Je souhaite dès lors que tout système d'étiquetage crée une situation équitable pour tous. Un système affectant les exportations de produits de pays comme le mien aurait des conséquences néfastes sur le secteur. À l'instar d'autres collègues, je soutiendrai les programmes d'assurance qualité disponibles et les encouragerai dans le cadre de l'indication locale générale.

Elisabeth Köstinger (PPE). – (DE) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, la production de produits de haute qualité est fondamentale pour les agriculteurs européens. Il ne fait nul doute à mes yeux qu'il doit y avoir un lien entre la qualité du produit et l'origine des matières premières. J'estime dès lors que l'étiquetage de qualité obligatoire constitue une immense opportunité pour nos agriculteurs. La qualité est une préoccupation fondamentale tout au long de la chaîne alimentaire et un élément essentiel en vue de soutenir la compétitivité des producteurs agricoles européens. La production d'aliments de haute qualité a une longue tradition et est souvent la seule possibilité d'emploi et de vente dans de nombreuses régions rurales où les alternatives de production sont limitées.

Pour garantir cette norme élevée de qualité, des contrôles et des critères objectifs seront certainement nécessaires. Mais des considérations d'ordre financier dans le chef du consommateur ont également des conséquences. La qualité a un coût et les agriculteurs doivent percevoir un revenu correct. Les consommateurs ont toutefois la possibilité de choisir un produit à prix attractif, même s'ils optent souvent pour un produit dont la qualité n'est pas aussi élevée. Une chose doit toutefois être claire, à savoir que les consommateurs

doivent avoir cette liberté et doivent être réellement en mesure de prendre une décision sur la base de critères objectifs et transparents.

Nous devons également renforcer la sensibilisation des consommateurs à cet égard. Nous devons protéger les indications géographiques et les appellations d'origine protégées. Une appellation réglementée et protégée pour les produits provenant de régions montagneuses et de zones dépourvues d'OGM doit par ailleurs être introduite. Mais nous avons également besoin des indications «Spécialité traditionnelle garantie» and «Agriculture biologique». Ces indications doivent être conservées quoi qu'il arrive.

Paolo De Castro (S&D). – (IT) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, une nouvelle phase de réflexion s'est ouverte aujourd'hui en Europe sur la question de la qualité, qui vise non seulement à offrir une garantie aux consommateurs mais, surtout, à encourager nos producteurs à être plus compétitifs sur un marché bien plus vaste et plus concurrentiel.

Nos entreprises ont besoin d'obtenir la reconnaissance par le marché des traits distinctifs liés à la qualité de leurs produits. À cet égard, ainsi que l'entend le rapport de M. Scottà – et je tiens moi aussi à le remercier – nous faisons des progrès afin de garantir, avant tout, plus d'informations sur l'origine, la composition et les caractéristiques du processus de production.

Dans le même temps, Monsieur le Commissaire, il est fondamental que les règlements européens permettent à des organisations désignées de protection et de promotion des produits de qualité de planifier l'offre de produits et d'adapter leur potentiel de production aux besoins du marché sur la base de principes équitables et non discriminatoires.

Nous espérons que l'approbation de ce rapport marquera la consécration définitive de la qualité en tant que pilier de la stratégie européenne en faveur du secteur agroalimentaire et que la Commission examinera sérieusement les propositions de notre commission, afin qu'un des principaux points forts de l'agriculture européenne puisse se transformer en un précieux avantage concurrentiel.

John Stuart Agnew (EFD). – (EN) Madame la Présidente, puis-je tout d'abord déclarer un intérêt? Je suis un producteur d'œufs.

Les réglementations doivent être réellement appliquées sur une base commune. C'est essentiel. Une crise instiguée par l'UE touchera bientôt le secteur britannique des œufs. À partir du 1^{er} janvier 2012, la production d'œufs dans des cages en batterie sera en effet interdite. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas aux œufs de Roumanie ou de Bulgarie, et peut-être à d'autres, qui bénéficient d'une immunité temporaire en vertu de leurs traités d'adhésion.

Pour autant qu'ils soient transformés, ces pays peuvent exporter légalement leurs œufs produits dans des cages en batterie après l'interdiction imposée au Royaume-Uni.

Les producteurs d'œufs britanniques qui ont consenti de lourds investissements dans des systèmes alternatifs devront lutter en position de faiblesse par rapport aux œufs importés qui peuvent être produits à un coût considérablement inférieur.

Je voudrais insister pour que, d'une part, ces produits importés soient clairement étiquetés et pour que, d'autre part, et surtout, nous introduisions un code «quatre» supplémentaire avec effet immédiat, pour les œufs produits à l'aide de systèmes de colonies. Ce n'est qu'alors que les consommateurs pourront faire un choix informé.

Michel Dantin (PPE). - Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Monsieur le rapporteur, je trouve tout à fait symbolique, Monsieur le Commissaire, que, pour votre première intervention devant ce Parlement, ce soit justement sur la politique de qualité que vous ayez à vous exprimer.

Nous partageons je crois l'approche sur ces produits de qualité. Oui, ils sont une chance pour nos territoires les plus fragiles! Oui, ils sont une source de dynamisation des acteurs d'un territoire, et en particulier des agriculteurs! Oui, ils sont un signal fort envoyé aux consommateurs européens, mais aussi aux consommateurs du monde entier, sur notre modèle agricole. Les vins de Bordeaux, le jambon de Parme, certaines viandes d'Espagne, cela parle bien au-delà des frontières de chacun de nos pays, bien au-delà des frontières européennes.

La résolution que nous adopterons sans doute demain vous propose, Monsieur le Commissaire, plus d'ambition pour cette politique des produits de qualité, des produits identifiés par différents signes. La politique européenne doit être plus lisible, préserver les producteurs de la mainmise de certains grands groupes

industriels ou de la distribution qui, évidemment, voudraient priver les producteurs du bénéfice de la valeur ajoutée que leur apportent ces produits.

Lors de l'audition, j'ai attiré votre attention sur la nécessité de donner une compétence globale dans la gestion de leurs produits aux structures qui portent en particulier les appellations d'origine. La gestion des droits à produire est un élément fondamental de la politique des produits de qualité. Notre commission a d'ailleurs voté à la quasi-unanimité un amendement en ce sens.

Je voudrais répondre à nos collègues britanniques sur la question de l'article 19 des fruits et légumes. Oui, chers collègues, il n'est pas question de revenir en arrière, mais il n'est pas question non plus d'admettre le vide sidéral en matière de politique de fruits et légumes, qui fait aujourd'hui des distributeurs les seuls maîtres du jeu. Interprétons ensemble cet amendement comme un appel à trouver une nouvelle voie médiane.

Vous pouvez très vite, Monsieur le Commissaire, nous convaincre de votre enthousiasme pour cette politique spécifique, qui donne au consommateur une autre image de l'agriculture. Proposez-nous maintenant un bon texte. Faites-le vite, nous avons confiance en vous.

Iratxe García Pérez (S&D). – (ES) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, la qualité de la production agricole est un élément crucial de la chaîne alimentaire et représente un atout essentiel en vue de soutenir la compétitivité des producteurs européens. Tout cela se reflète dans le rapport Scottà, qui met également en exergue d'autres considérations que la Commission se devra d'examiner lors de la mise en œuvre de cette politique.

Le logo de qualité européen, en tant qu'expression de l'acceptation par nos producteurs d'exigences en matière de production au sein de l'Union, doit être exclusivement réservé aux produits agricoles produits sur le territoire de l'Union européenne.

Il convient d'offrir une plus grande protection aux indications géographiques protégées, tant au sein de l'Organisation mondiale du commerce que lors des négociations d'accords bilatéraux. Une législation européenne sur la production intégrée doit également être élaborée de manière à assurer la visibilité de cette méthode de production plus durable et à harmoniser les critères existants dans chaque État membre.

Enfin, nous devons prendre en considération les déséquilibres engendrés dans la chaîne de commercialisation, l'importance de s'appuyer sur des normes commerciales sectorielles et la nécessité d'élaborer des normes européennes de meilleure pratique pour le fonctionnement des systèmes liés à la qualité des produits agricoles et leur reconnaissance mutuelle.

Je veux parler, en particulier, du contrôle des systèmes de certification privés qui sont souvent utilisés en tant qu'exigence pour accéder à des points de distribution de grande échelle.

Timo Soini (EFD). – (FI) Madame la Présidente, il est essentiel d'aller au fond de ce dossier et d'expliquer que l'agriculture basée sur des familles d'agriculteurs a un caractère local, fournit des emplois, renforce les régions, est humaine et prend en considération la protection des animaux. Les produits individuels qui résultent de cette agriculture et leur qualité sont ce qui fait leur succès en Europe et dans le monde en général.

Le lieu d'origine d'un produit est important. Les spécialités locales revêtent une valeur immense. La région de Finlande dont je proviens produit un délicieux fromage au lait de chèvre. Je vous le recommande à tous. Il existe des produits spéciaux comme celui-là partout en Europe. Nous devons nous assurer qu'ils trouvent leur place sur le marché.

Puisque nous avons un nouveau commissaire ici, je voudrais lui dire qu'il doit être possible de pratiquer l'agriculture partout en Europe. Si nous gardons ce point à l'esprit, nous connaissons un bel avenir, avec des aliments sûrs et purs fabriqués ici.

Peter Jahr (PPE). – (DE) Madame la Présidente, encore merci au rapporteur pour son excellent rapport. Les produits agricoles de grande qualité offrent à l'agriculture européenne un avantage majeur en termes de localisation, en lui permettant de rivaliser avec la concurrence internationale. De ce fait, ils jouent un rôle important dans le développement des régions rurales de l'Union européenne. Les produits agricoles de l'Union européenne répondent déjà à des normes de qualité élevées. Les normes européennes sont réputées dans le monde entier pour être très élevées. Malheureusement, tous les consommateurs n'en ont pas conscience. Il est par conséquent essentiel que l'Union européenne améliore ses politiques de qualité et d'information. Cela incitera les producteurs à prêter davantage d'attention à la qualité et à la sécurité alimentaire.

Les consommateurs ont le droit de bénéficier de produits agricoles dans l'UE sans crainte ni remords. L'étiquetage volontaire «Fabriqué dans l'Union européenne» et l'étiquetage régional obligatoire, ainsi que la preuve d'origine obligatoire, ne sont pas mutuellement exclusifs.

Par ailleurs, concernant la taille des emballages et la forme géométrique des produits agricoles, nous devons adopter une approche raisonnable. La raison d'être de l'Union européenne n'est pas de se préoccuper de la courbure des concombres, pas plus que de la taille des pizzas. Je voudrais sérieusement vous mettre en garde contre une réglementation excessive dans ce domaine. Si nous voulons des cycles économiques régionaux, nous devons nous concentrer sur la qualité et non sur le degré de courbure. Si le secteur veut des concombres uniformes dans des bocaux uniformes de poids uniforme, c'est son problème et pas celui de l'Union européenne ou du Parlement européen. Par conséquent, concentrons-nous sur la qualité et non sur les emballages.

À cet égard, j'ai confiance dans le bon sens et la sagesse du Parlement européen et de notre nouveau commissaire à l'agriculture, M. Ciolos.

Vasilica Viorica Dăncilă (S&D). – (RO) Permettez-moi de commencer par féliciter le rapporteur de s'être attaqué à la question de la qualité des produits agricoles.

Les exigences du marché sont diverses et augmentent sans cesse. Au sein de l'Union européenne, la majorité des aspects sont liés à l'hygiène et à la sécurité alimentaire, à la santé et à la valeur nutritionnelle, ainsi qu'à certaines exigences sociales.

Par ailleurs, les consommateurs sont de plus en plus conscients de la contribution de l'agriculture à la durabilité, au changement climatique, à la sécurité alimentaire, à la biodiversité, au bien-être des animaux et à la pénurie d'eau.

Face à ces nouveaux défis commerciaux, le principal atout des agriculteurs européens réside dans la qualité. L'Union européenne offre l'avantage de la qualité, grâce à un niveau extrêmement élevé de sécurité, garanti par la législation actuelle à travers toute la chaîne alimentaire à laquelle les agriculteurs, mais aussi les producteurs, ont contribué.

Quelques aspects sont néanmoins à même d'améliorer la qualité. J'estime qu'il est du devoir de l'Union européenne de promouvoir des produits de qualité et de prendre des mesures pour les protéger au niveau mondial. Dans ce contexte, je pense que des contrôles plus stricts doivent être exercés sur les produits biologiques provenant des pays tiers, afin de garantir une concurrence loyale entre les produits biologiques d'origine européenne et ceux des pays tiers.

Spyros Danellis (S&D). – (EL) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, la qualité des produits agricoles constitue une priorité pour les consommateurs en accroissant la compétitivité des producteurs et en renforçant la région dans laquelle ils sont produits. C'est pourquoi des efforts sont faits pour les protéger, y compris au moyen de l'étiquetage.

Aujourd'hui, la législation communautaire limite toutefois l'étiquetage obligatoire du lieu de production à certains produits uniquement, en leur accordant de ce fait un traitement de faveur et en négligeant des produits agricoles de grande valeur nutritionnelle et prioritaires pour les consommateurs. Nous demandons dès lors au Parlement d'adopter une position plus cohérente et logique afin de défendre les intérêts des consommateurs en soutenant l'étiquetage obligatoire du lieu de production de tous les produits agricoles, y compris les produits transformés ne contenant qu'un seul ingrédient, comme le lait.

Rareș-Lucian Niculescu (PPE). – (RO) La politique sur la qualité des produits agricoles pourrait apporter une solution à de nombreux agriculteurs. L'accent mis sur la qualité plutôt que sur la quantité pourrait offrir des avantages à long terme à de nombreux ménages. C'est pourquoi l'Union européenne a besoin de politiques cohérentes dans ce domaine, qui, dans le même temps, offriront aux agriculteurs européens la possibilité de rivaliser sur le marché mondial. Sur cette toile de fond, le rapport Scottà est le bienvenu, tout comme le paquet annoncé par le commissaire Ciolos.

Nous aurons par ailleurs besoin d'autre chose si nous voulons atteindre les objectifs de qualité, à savoir une politique agricole commune solide dans le futur et un budget approprié. Une politique de qualité des produits agricoles est incompatible avec une réduction du budget agricole européen.

Nous devons également mettre suffisamment d'instruments à la disposition des agriculteurs pour leur permettre de développer leur propre politique de qualité et, enfin, nous devons offrir aux agriculteurs des États membres de l'Ouest et de l'Est des chances égales.

Britta Reimers (ALDE). – (DE) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, lors de nos discussions sur les logos de qualité et les appellations d'origine obligatoires des aliments, nous ne devons pas oublier que nos décisions politiques doivent pouvoir être appliquées dans la pratique. Je ne vois pas comment les amendements 4 et 5 peuvent être appliqués dans la pratique, si bien que je demanderai leur rejet.

Les logos de qualité devraient en principe être perçus comme bénéfiques s'ils sont volontaires. Ils offrent en effet la possibilité aux producteurs et aux transformateurs de voir leurs efforts aboutir sur des marchés de niches. Nous devons toutefois prendre en considération le fait que, face à la domination du marché par quelques chaînes de magasins, de nombreux logos privés volontaires sont quasiment assimilés à des normes. Les producteurs et les transformateurs se voient ainsi privés de leur liberté entrepreneuriale, tandis que les consommateurs voient leur choix se réduire.

On assiste à une situation similaire avec l'indication obligatoire du lieu d'origine des produits agricoles, tels que le lait. La mise en œuvre de cette exigence dans l'agriculture et dans l'industrie de la transformation sera difficile à réaliser d'un point de vue technique. Nous devons prendre garde à ce que les bonnes intentions ne se transforment pas en bureaucratie excessive.

Janusz Wojciechowski (ECR). – (PL) Madame la Présidente, je voudrais attirer votre attention sur la pertinence du point 9 du rapport Scottà, qui souligne qu'au cours des négociations de l'OMC, la Commission doit chercher à obtenir un accord sur des considérations autres que d'ordre commercial, qui garantiront que les produits agricoles importés répondent aux mêmes exigences dans les domaines de la sécurité alimentaire, du bien-être des animaux et de la protection de l'environnement que celles imposées aux produits agricoles produits dans l'Union européenne.

Le problème est que c'est sans doute la 150^e fois que le Parlement européen déclare que les mêmes exigences doivent être appliquées aux importateurs qu'aux producteurs au sein de l'Union européenne. Il n'y a pas eu de réponse, de sorte que nous continuons d'être confrontés à une situation dans laquelle nos producteurs, nos agriculteurs et nos fabricants doivent se conformer à des normes élevées et onéreuses, tandis que les importateurs ne les respectent pas, ce qui engendre une concurrence déloyale. Ainsi que le souligne à juste titre le rapport, cela doit changer.

Andreas Mölzer (NI). – (DE) Madame la Présidente, le contrôle des produits alimentaires est une utopie. La pression exercée pour l'introduction de contrôles et les conséquences le sont également, semble-t-il. Nous sommes donc bien embêtés! En cas de risque pour la santé, les autorités devraient publier des avertissements, mais n'y sont pas obligées. Nous avons récemment vu le résultat de cette situation à l'occasion du scandale autour du fromage contaminé par la listéria. Les inspecteurs alimentaires doivent souvent se battre avec un étiquetage déficient, et cela ne concerne pas uniquement les inspecteurs: les consommateurs ont le même problème. Ils sont complètement perdus dans la jungle des étiquetages. Ainsi, la mention «agriculteur» peut figurer sur un emballage, même si le produit a fait l'objet d'une transformation industrielle. De même, l'indication «d'origine autrichienne» peut apparaître, même si les ingrédients proviennent de partout.

Les clients soucieux de la qualité sont prêts à payer plus cher pour des produits de qualité. La question est de savoir combien de temps cela restera le cas, si des commerçants malhonnêtes opèrent également dans ce secteur. Si les systèmes de contrôle ciblent les petites exploitations et qu'aucune attention n'est quasiment accordée aux agissements des grandes exploitations écologiques, alors le système tout entier pose problème.

Herbert Dorfmann (PPE). – (DE) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, vous avez déclaré aujourd'hui que les produits portant une appellation d'origine sont un fer de lance pour notre industrie et vous avez parfaitement raison. C'est particulièrement vrai pour les produits obtenus dans des conditions difficiles, par exemple, dans des régions montagneuses, et qui requièrent des marges plus élevées. L'appellation «produit de l'agriculture de montagne» est dès lors particulièrement importante.

Je voudrais soulever deux points. Je pense que, concernant ces produits, nous devrions offrir la possibilité aux agriculteurs de se regrouper au sein de comités interprofessionnels et de consortiums de soutien au sein desquels ils pourraient notamment prendre des décisions commerciales. Cela n'enfreindrait pas la loi sur la concurrence et, quand bien même cela serait le cas, cette transgression serait de toute façon moins grave que la concentration des chaînes de grands magasins à laquelle nous avons assisté ces dernières années.

Concernant les normes de qualité, à propos desquelles beaucoup de choses ont déjà été dites, je suis conscient du débat dans la presse et de la discussion sur les concombres courbes. Cependant, les producteurs veulent et ont besoin de ces règles. Nous devrions en tenir compte lors de notre débat et lors du vote de demain.

João Ferreira (GUE/NGL). – (PT) Les mécanismes de certification pourraient contribuer à accroître la valeur du travail des agriculteurs, à améliorer leurs revenus et à promouvoir la qualité et la sécurité alimentaire. Les procédures de certification actuelles étant néanmoins complexes, longues et, surtout, onéreuses, leurs résultats ont été négatifs, en particulier pour les exploitations agricoles de petite et moyenne taille. L'augmentation des coûts de production et la distribution des revenus à travers toute la chaîne de valeur deviennent encore plus défavorables pour le producteur avec l'apparition d'un nouvel acteur dans cette chaîne.

Face à cette situation et en vue de garantir la transparence, la qualité et la sécurité aux consommateurs, la certification doit être prise en charge par des organismes publics et ne peut pas se traduire par une augmentation des coûts pour les producteurs.

Mais surtout, une politique de qualité exige une autre politique agricole: une réforme profonde de la politique agricole commune qui soutienne la protection locale, le droit de produire et le droit à la souveraineté alimentaire et qui protège les agriculteurs et les consommateurs des conséquences de la déréglementation du commerce mondial et de la libéralisation non contrôlée des marchés, en les verrouillant dans le cadre d'accords bilatéraux ou de l'Organisation mondiale du commerce.

Zigmantas Balčytis (S&D). – (LT) Les produits agricoles de l'Union européenne sont réputés sur le marché international et appréciés pour leur grande qualité. Concernant les perspectives d'avenir de la politique agricole commune, je suis convaincu que la qualité des produits doit demeurer l'objectif premier dans le futur. Les produits agricoles de grande qualité ne sont pas uniquement notre carte de visite sur la scène internationale; ils constituent également un pan essentiel de la vie économique et sociale des régions de l'UE. Des politiques de qualité doivent être développées en garantissant plus de clarté à la certification et à l'étiquetage, afin qu'ils puissent être compris par l'ensemble des consommateurs de l'Union européenne. Si nous voulons protéger la production de produits agricoles de qualité, nous devons fixer des règles claires pour l'étiquetage des produits contenant des organismes génétiquement modifiés. Ce problème est devenu particulièrement important depuis la décision prise par la Commission d'autoriser l'utilisation de pommes de terre génétiquement modifiées dans l'alimentation des animaux. Si nous n'établissons pas des normes d'étiquetage et de certification pour ces produits, la future politique européenne de qualité des produits et notre santé à tous seront menacées.

Czesław Adam Siekierski (PPE). – (PL) Madame la Présidente, grâce aux instruments de la politique agricole commune, le marché agricole de l'Union européenne se caractérise par l'offre de produits agroalimentaires de grande qualité. Des normes élevées, des aliments de qualité appropriée et une offre suffisante sont indispensables à la sécurité alimentaire, qui est tellement importante.

Il est important que des informations sur la qualité des produits parviennent aux consommateurs. Nous savons que tout produit mis sur le marché doit respecter des normes minimales. Toute qualité particulière dépassant les normes minimales doit être détaillée sur le produit afin d'accroître sa compétitivité en attirant l'attention sur ses qualités supplémentaires, qui ont un coût pour le consommateur.

Le lieu d'origine et la transformation des matières premières sont d'autres informations importantes qui devraient figurer sur les produits alimentaires. Les consommateurs doivent savoir ce qu'ils achètent et ce pour quoi ils paient. L'absence de ces informations affaiblit la compétitivité des produits agroalimentaires produits et transformés dans l'Europe par rapport aux produits importés produits sans aucun égard pour le bien-être des animaux, les exigences environnementales ou les conditions sociales des travailleurs.

Franz Obermayr (NI). – (DE) Madame la Présidente, l'excellent rapport de M. Scottà présente un très grand intérêt pour la protection des consommateurs. La sécurité des produits agricoles, notamment du point de vue de la santé, doit réellement se voir accorder la priorité absolue. Je voudrais souligner l'importance d'améliorer les appellations d'origine des aliments. L'étiquetage de tout produit agricole de l'UE doit clairement préciser l'origine des matières premières. Les consommateurs ne doivent pas être induits en erreur par un étiquetage frauduleux. Prenez la Chine, par exemple. Des graines importées arrivent en Autriche, où de la dite «huile de graines pressées» est ensuite vendue. Pire encore: des animaux engraisés sont transportés sur le territoire européen dans des conditions déplorables afin de produire le dit «bacon tyrolien», par exemple. Nous devons dès lors nous concentrer sur les approvisionnements régionaux et, dans l'intérêt de nos consommateurs et de nos agriculteurs, soutenir les agriculteurs locaux et les petits bouchers.

Mariya Nedelcheva (PPE). – (BG) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, je félicite M. Scottà pour son rapport, qui témoigne clairement de l'envie et de la volonté du Parlement européen de participer activement au débat à venir sur l'avenir de la PAC. Je salue la proposition de créer un logo indiquant clairement qu'un produit est exclusivement produit et transformé en Europe. J'estime que cela apportera une preuve de soutien supplémentaire et une garantie originale de la qualité élevée de nos produits.

D'après moi, un système d'appellations d'origine et d'indications géographiques protégées doit être mis en place. Cela nous permettra de préserver la particularité et le caractère des régions et de donner le sentiment aux agriculteurs que leurs produits sont identifiables et appréciés sur le marché. C'est pourquoi j'estime que nous devons conserver l'instrument de spécialité traditionnelle garantie et le considérer comme un bon exemple de notre diversité dans l'unité. Il n'y a rien de mal à savoir que nous mangeons de la feta grecque, du fromage blanc en saumure bulgare ou de la mozzarella italienne. La qualité et la sécurité alimentaires figurent au nombre des grands défis auxquels nous devons nous attaquer dans le futur. Faisons en sorte de préserver la qualité de nos produits et leur compétitivité et de garantir des revenus et une vie décentes à nos producteurs et agriculteurs.

Merci de votre attention.

Dacian Cioloș, membre de la Commission. – Madame la Présidente, je ne me propose pas de passer en revue toutes les questions soulevées ici, surtout qu'il y aura un vote demain, mais j'aimerais tout de même souligner certains éléments qui sont revenus à plusieurs reprises dans les interventions.

Concernant la fusion des différents systèmes d'indication géographique, je comprends bien l'inquiétude de certains membres du Parlement. Je peux vous assurer que mon intention n'est pas de détruire quelque chose qui marche, qui fonctionne, quelque chose à quoi les consommateurs sont attachés. Il faut seulement donner plus de lisibilité et de cohérence au système de protection de la qualité, d'autant plus que l'on essaie, dans les démarches de négociations internationales, de faire reconnaître ces systèmes.

Il faut donc que ces systèmes soient déjà clairs et simples à comprendre par nos partenaires pour qu'on puisse les reconnaître. Je n'ai donc pas l'intention de fusionner pour le plaisir de fusionner. On trouvera un système par lequel on arrivera à simplifier, sans toucher à des choses qui sont déjà clairement identifiables par les consommateurs.

En ce qui concerne le logo de qualité européen, il faut ici aussi discuter et voir quels sont les objectifs que l'on veut atteindre par ce logo. S'agit-il seulement de refléter le respect des normes de base que tous les agriculteurs européens respectent et que les produits d'importation respectent aussi? En effet – je souhaite le souligner –, tous les produits d'importation agroalimentaires doivent respecter des normes minimales d'hygiène et de sécurité alimentaire qui sont respectées par nos produits.

Il faut donc voir quelle est la meilleure manière de bien différencier nos produits par rapport aux autres produits. Faut-il un logo Union européenne ou faut-il plutôt indiquer les lieux d'origine, les lieux de production? Il faut voir quel est le meilleur mécanisme et nous y réfléchissons en tout cas.

Concernant les indications géographiques au niveau international, sachez que ma préoccupation est de faire en sorte que ce système soit reconnu par nos partenaires. Nous essayons de le faire lors des négociations au niveau de l'Organisation mondiale du commerce, mais aussi de le faire chaque fois que nous en avons la possibilité quand nous négocions des accords bilatéraux.

Nous allons donc poursuivre avec cette démarche et en plus, dans mon mandat, je souhaite pouvoir renforcer la politique de communication et de promotion de ces signes de qualité sur le plan international, puisque la qualité c'est un atout et ça peut être un atout pour renforcer notre présence sur la scène internationale.

En ce qui concerne les mentions réservées «montagne», «île», ainsi de suite, nous étudions la possibilité d'introduire de tels systèmes. Là aussi, il faut voir de quelle manière pour qu'elles ne constituent pas des charges complémentaires pour les agriculteurs qui veulent les mettre en place.

Sur les organisations interprofessionnelles et leur rôle dans la gestion des AOP, des indications géographiques protégées, nous avons prévu, notamment pour ce qui concerne le lait – puisque c'est là que se concentrent la plupart des AOC et IGP – de faire une étude pour voir quel va être l'impact de la fin des quotas sur le bon fonctionnement de ces systèmes de protection de la qualité, et j'espère que, sur la base de ce rapport, nous verrons quelles seront les mesures à prendre le cas échéant.

Giancarlo Scottà, rapporteur. – (IT) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, merci, Monsieur le Commissaire Ciolos. Je voudrais commencer en parlant très brièvement de la terre.

La terre est l'endroit où nous cultivons nos produits et nous devons la préserver pour l'avenir et pour ceux qui devront l'utiliser aux mêmes fins. Partant de cette simple réflexion, je voudrais à présent passer aux producteurs, à ceux qui travaillent la terre et qui doivent être reconnus également par ceux qui profitent ensuite des produits commerciaux qu'ils trouvent au supermarché ou dans un quelconque autre magasin. Il est donc tout à fait logique que nous respectons la terre, d'abord, qui nous donne les produits, l'éventuel transformateur, ensuite, mais surtout le consommateur.

Je voudrais faire une proposition au bénéfice des consommateurs, mais je ne suis pas certain de l'accueil qui lui sera réservé: pourquoi ne pas demander aux consommateurs ce qu'ils veulent savoir? De cette façon, nous saurons quelle étiquette potentielle les consommateurs sont capables de lire et comprendre et, partant, de la rendre peut-être plus simple que les étiquettes compliquées que nous avons aujourd'hui. Pourquoi les consommateurs devraient-ils ignorer qu'ils ont le choix entre boire un litre de lait européen ou un litre de lait brésilien? Ce sera à eux de choisir si ce litre de lait brésilien est meilleur que celui produit dans l'Union européenne.

Quoi qu'il en soit, j'estime et j'espère que ce rapport sera utile au commissaire Ciolos en fournissant des détails supplémentaires qui permettront de développer ce fil auquel j'ai fait référence un peu plus tôt: la terre, le producteur, le transformateur, le cas échéant, le consommateur, la sécurité et, plus particulièrement à ce propos, la qualité. Nous avons tous parlé de la qualité et je pense que nous sommes tous favorables à un renforcement de la qualité de nos produits, d'autant plus si cela implique de manger bien et plus sainement.

La Présidente. - Le débat est clos.

Le vote aura lieu demain.

Déclarations écrites (article 149)

Paolo Bartolozzi (PPE), par écrit. – (IT) La question d'une politique de qualité des produits agricoles a reçu une réponse magistrale et unanime de la part de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen, complétant ainsi la législation existante. Les producteurs agricoles européens ont finalement obtenu la reconnaissance de la législation européenne pour le lien qui relie la qualité de leurs produits à la région de production. Cette reconnaissance constitue une garantie qui les protégera face à la mondialisation du marché, en plus de permettre au consommateur «informé» de rejeter des produits qui ne portent pas l'indication d'origine géographique obligatoire, qui ne sont pas clairement certifiés ou qui ne respectent pas les règles en matière de commercialisation et de lutte contre la contrefaçon. Les consommateurs pourront faire leur choix en parfaite connaissance des règles applicables au produit souhaité. Le Parlement européen continuera de se battre pour la protection des agriculteurs et des consommateurs. La santé de ces derniers dépend en effet de la qualité des produits des premiers. Un amendement que j'ai déposé concernant la protection des caractéristiques des produits, et que la commission de l'agriculture et du développement rural a approuvé, reconnaît le rôle essentiel des régions en tant que partenaires des producteurs, en particulier des producteurs de produits traditionnels et biologiques, et demande aux régions de participer à la reconnaissance et à la promotion des produits portant une indication géographique, des produits traditionnels et des produits biologiques. Je suis heureux de constater que cette indication est reconnue.

Sergio Berlato (PPE), par écrit. – (IT) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, la question de la qualité des produits agricoles revêt une importance fondamentale à l'heure d'informer les acheteurs et les consommateurs des caractéristiques des produits et de continuer de garantir que l'achat de produits de l'Union européenne est synonyme d'une qualité élevée découlant des diverses traditions régionales au sein de l'Union. Au fil des ans, la politique de qualité des produits agricoles a connu une évolution fragmentée, caractérisée par une succession d'instruments sectoriels. La mondialisation du marché et la crise économique et financière qui a touché l'Europe n'ont pas épargné le secteur agricole. Pour sortir de cette situation, nous devons nous concentrer sur la qualité et la sécurité de nos produits. La quête continue de qualité doit être au cœur de la stratégie poursuivie par le secteur agroalimentaire européen sur le marché mondial. J'estime par ailleurs qu'il convient d'examiner sérieusement la proposition de la Commission d'introduire un logo de qualité européen pour les produits entièrement produits ou transformés sur le territoire européen. Ce logo constituerait en fait une sorte de reconnaissance des efforts consentis par les agriculteurs européens pour maintenir des normes élevées de production. Enfin, l'idée de simplifier la législation afin de réduire le fardeau bureaucratique qui pèse sur les entreprises, tout en garantissant le maintien des normes de qualité respectées par les producteurs européens, est tout simplement excellente.

Robert Dušek (S&D), par écrit. – (CS) La politique de qualité des produits agricoles n'est pas une politique statique, distincte des autres politiques dans le domaine de l'agriculture. Au contraire, la réforme de la politique agricole commune devrait également inclure des politiques traitant de l'adaptation au changement climatique, de la préservation de la diversité biologique, de l'approvisionnement sécurisé en énergie ou en eau, de la garantie de conditions de vie décentes aux animaux et des pêches européennes. La politique de qualité des produits peut contribuer à améliorer la compétitivité des agriculteurs européens et à maintenir des profits économiques dans les régions rurales en période de crise, précisément en se concentrant sur la qualité des produits agricoles et des produits alimentaires de qualité élevée. Il doit continuer d'être clair que l'achat de produits de l'UE revient à acheter des produits de grande qualité, obtenus grâce à diverses traditions régionales européennes tout en respectant les normes de production les plus élevées en termes de sécurité alimentaire. Je soutiens la proposition de la Commission d'introduire un logo de qualité européen, qui serait utilisé pour les produits provenant d'UE et exclusivement transformés dans l'UE. Les consommateurs confondent l'indication du lieu où l'aliment est transformé avec le lieu d'origine du produit agricole. Il est nécessaire d'insister sur le fait que le processus de production lui-même peut considérablement nuire à la qualité et aux caractéristiques d'un produit. Je salue également le maintien des systèmes d'enregistrement des indications géographiques et des spécialités traditionnelles, ces indications étant importantes pour l'agriculture européenne non seulement d'un point de vue économique, mais également sur le plan environnemental et social.

19. Réunion des ministres du travail et de l'emploi du G20 (à Washington, les 20 et 21 avril) (débat)

La Présidente. - L'ordre du jour appelle la déclaration de la Commission sur la réunion des ministres de l'emploi et du travail du G20 à Washington, les 20 et 21 avril.

László Andor, membre de la Commission. – (EN) Madame la Présidente, les dernières projections de l'OIT et de l'OCDE montrent que les taux de chômage dans les pays industrialisés continuent d'augmenter et qu'ils n'atteindront pas leur apogée avant 2011.

Par conséquent, plus de 200 millions de travailleurs des pays en développement et des pays émergents risquent de se retrouver dans une pauvreté extrême. Cela porterait le chiffre des travailleurs pauvres dans le monde à près de 1,5 milliard. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. En effet, la crise actuelle est venue souligner les faiblesses les plus criantes de notre économie mondialisée, de plus en plus interconnectée. Il existe maintenant un consensus clair quant à la nécessité d'actions mondiales pour résoudre des problèmes mondiaux.

L'an dernier à Pittsburgh, les dirigeants du G20 se sont engagés à faire en sorte que, lorsque la croissance reviendra, les emplois reviennent aussi. En conséquence, les dirigeants du G20 sont convenus de construire un cadre favorable à l'emploi pour la croissance économique future.

Ces initiatives sont toutes les bienvenues. La Commission apporte son entier soutien à tout cadre destiné à des actions qui mettent les emplois de qualité au cœur de la reprise et aident, dans le monde entier, les gens à retrouver du travail. Cette approche reflète une réalité sans équivoque, à savoir que l'emploi est la donnée fondamentale de l'actuelle crise économique mondiale, et qu'une reprise sans emploi n'est pas envisageable.

À Pittsburgh, les dirigeants ont invité le secrétaire d'État américain au travail à convoquer une réunion des ministres du travail et de l'emploi du G20. Leur mission consistera à évaluer la situation de l'emploi à l'échelle mondiale et à discuter de l'incidence des réponses politiques à la crise, ainsi que de la nécessité éventuelle de mesures complémentaires. En outre, les ministres examineront les politiques d'emploi et de développement des qualifications à moyen terme, les programmes de protection sociale, ainsi que les meilleures pratiques visant à faire en sorte que les travailleurs puissent bénéficier des progrès de la science et de la technologie. Cette réunion sans précédent aura lieu à Washington les 20 et 21 avril. La Commission et la Présidence espagnole y participeront également.

La Commission travaille en étroite collaboration avec l'OIT aux préparatifs de la réunion, qui nous offrira en particulier une occasion de promouvoir le travail décent dans le monde entier au nom de l'Union européenne. L'application des normes fondamentales du travail de l'OIT, internationalement reconnues, ainsi que les efforts visant à atteindre l'objectif d'un service de sécurité sociale de base, revêtent une importance cruciale à cet égard. En outre, le mandat du G20 comprend l'élaboration, par l'OIT et d'autres organisations internationales, d'une stratégie mondiale à moyen terme en matière de formation.

La Commission apporte une importante contribution à ces efforts, par l'intermédiaire de l'initiative «Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux». Celle-ci fait partie de l'initiative phare «Europe 2020», inscrite à l'agenda des nouvelles compétences et des nouveaux emplois. Le principal défi est ici d'aller de l'avant avec une stratégie de requalification et de mise à niveau de la main-d'œuvre à l'échelle mondiale, et de faciliter la transition entre les emplois, ainsi qu'entre l'éducation et le monde du travail, pour les jeunes.

La participation des partenaires sociaux peut apporter une immense valeur ajoutée. Nous savons tous combien le dialogue social européen peut se montrer efficace s'agissant d'améliorer la conception des différentes mesures dans le domaine de l'emploi. La Commission est prête à partager cette expérience avec les partenaires internationaux de l'Union européenne. La Commission tiendra le Parlement informé des progrès accomplis lors de la réunion de Washington.

La réunion des ministres du travail du G20 sera pour nous l'occasion d'élaborer de nouvelles mesures qui façonneront le cadre politique de l'après-crise. Ces nouvelles mesures et politiques peuvent contribuer à une sortie de crise équilibrée, en mettant l'emploi au cœur de la reprise, et peuvent aider à surmonter les séquelles de la crise. L'objectif consiste à apporter aux sommets des dirigeants du G20 qui se tiendront au Canada, puis en Corée plus tard dans l'année, la contribution et l'orientation nécessaires.

Elisabeth Morin-Chartier, *au nom du groupe PPE*. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, chers collègues, dans le contexte de la crise économique et financière actuelle, ce sommet du G20 nous force à constater que le premier objectif que nous devons atteindre est le développement de l'employabilité des travailleurs.

Il s'agit d'une nécessité, parce qu'il n'y a pas d'intégration dans la vie sociale sans une intégration par la vie professionnelle. Donc, aujourd'hui, dans la préparation de ce G20, la seule devise et le seul objectif que nous puissions avoir ensemble, c'est la lutte contre le chômage.

Vous l'avez dit à l'instant, Monsieur le Commissaire, le chômage a considérablement augmenté dans l'Union européenne et dans le monde mais on voit bien que les inégalités se creusent et qu'elles se creusent de façon encore plus vive chez les jeunes, chez les travailleurs temporaires, chez les migrants et chez les femmes.

Ainsi, quand nous voyons aujourd'hui que 21,4 % des jeunes sont au chômage, alors qu'il y en avait 14,7 % – c'était déjà beaucoup – il y a deux ans, la vitesse de progression est très inquiétante.

Il nous faut donc bâtir ensemble au niveau européen et au niveau mondial – parce que la réponse ne peut être que mondiale – des stratégies de convergence et d'intégration qui reconnaissent explicitement le fait que les politiques sociales et de cohésion dynamiques sont le pilier du développement de notre société.

Je tiens également à rappeler le pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, qui offre un ensemble approprié d'options stratégiques permettant de sortir de la crise.

Où en sommes-nous sur la proposition de la Commission européenne de fonder le cadre de la nouvelle stratégie pour l'après 2010 sur l'économie sociale de marché, l'insertion et la transparence?

Je souhaite que nos ministres européens du travail et de l'emploi n'oublient pas, lors de ce sommet, qu'ils auront à rendre compte de l'augmentation de l'emploi devant tous les millions de chômeurs qui se sont accumulés ces derniers mois.

Monsieur le Commissaire Andor, l'Union européenne attend donc de vous des actes pour que nous puissions rassurer nos concitoyens et les ramener dans l'emploi.

Alejandro Cercas, *au nom du groupe S&D*. – (ES) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, moi aussi, je suis très heureux que nous puissions avoir ce débat cet après-midi, en préparation du sommet qui vous rassemblera tous à Washington les 20 et 21 avril.

Cette réunion que nous avons aujourd'hui doit beaucoup à la présidente de la commission de l'emploi, M^{me} Berès. Un cas de force majeure l'empêche de se trouver parmi nous aujourd'hui.

Je vais parler en notre nom à tous les deux. Je vais parler dans sa langue, le français, en utilisant les papiers qu'elle avait préparés, parce que je suis sûr que vous serez très intéressé d'entendre ses propres paroles:

C'est pourquoi, Monsieur le Commissaire, alors que le taux de chômage en Europe va dépasser la barre des 10 %, qu'il y a plus d'un milliard et demi de travailleurs pauvres dans le monde et que la crise frappe

200 millions de nouveaux travailleurs pauvres, il est temps que les dirigeants se penchent sur les conséquences sociales de la crise et donnent la priorité à l'emploi.

Nous saluons le travail de préparation que vous avez mené en étroite coopération et dans un esprit de dialogue avec les partenaires sociaux.

La réunion voulue par les chefs d'État et de gouvernement réunis à Pittsburgh a le mérite de réconcilier enfin les enjeux macroéconomiques et la dimension sociale. Il est primordial, si l'on ne veut pas répéter les erreurs qui ont mené à la crise, d'éviter que la crise ne creuse encore plus les inégalités sociales au sein de nos pays, entre États membres de l'Union et au niveau mondial.

Il faut empêcher qu'une stratégie précipitée de sortie de crise se traduise par le démantèlement du modèle social, car les fondements de cette crise, que nous traversons depuis maintenant trois ans, sont bel et bien d'origine sociale. Il ne suffit pas de réglementer les produits financiers, il faut s'attaquer aux racines profondes du mal.

Nous craignons, malheureusement, qu'en dépit de nombreux rapports d'organisations telles que l'OIT ou encore l'OCDE pointant l'aggravation des inégalités sociales, la volonté politique fasse encore défaut en matière sociale. Pour preuve, la très faible visibilité de la question sociale, qui n'est même pas mentionnée sur le site officiel du G20. De même, la récente décision du Conseil ECOFIN de mettre fin aux mesures exceptionnelles de soutien à l'emploi pour rétablir rapidement les finances publiques n'est pas acceptable.

Un jeu dangereux se joue entre ministres des finances et ministres de l'emploi et des affaires sociales.

Monsieur le Commissaire, nous comptons sur vous et sur la Présidence espagnole pour contredire cette logique à court terme et pour mettre la question sociale au cœur de l'action sur le plan européen et sur le plan mondial.

Marian Harkin, *au nom du groupe ALDE*. – (EN) Madame la Présidente, il est absolument essentiel que les ministres de l'emploi et du travail du G20 placent les emplois de qualité au cœur de leurs plans de relance économique.

Pour de nombreux travailleurs – comme vous le savez déjà, Monsieur le Commissaire – la situation est lamentable, avec une montée du chômage, des réductions du temps de travail, des baisses de salaire substantielles, les travailleurs pauvres dont vous avez parlé, et des possibilités de formation insuffisantes, voire inexistantes. Dans le même temps, les travailleurs voient que l'on renfloue les banques, alors que les petites et moyennes entreprises – qui sont les moteurs de la croissance économique – sont privées de fonds et que des emplois sont perdus.

La discipline budgétaire et la réduction des dépenses ne doivent pas se substituer à un plan de relance de l'emploi, mais c'est pourtant ce qu'il se passe dans de nombreux pays, y compris le mien, l'Irlande. La Commission se félicite de notre discipline budgétaire, mais nous assistons à une hémorragie des emplois. Nous équilibrons les comptes, mais nos travailleurs en paient le prix. Les ministres du G20 doivent prendre l'engagement ferme de soutenir le travail décent et d'accorder la priorité à l'emploi, ainsi qu'à la garantie d'un revenu minimum, à la protection sociale et à la formation ou à la reconversion professionnelle pour ceux qui n'ont pas de travail.

Enfin, je suis d'accord avec vous pour dire qu'ils doivent s'engager à mettre en œuvre des politiques conformes aux principes et droits fondamentaux de l'OIT, et qu'ils ne doivent pas permettre que l'on utilise la crise économique actuelle comme prétexte pour affaiblir ou dédaigner les normes du travail internationalement reconnues.

Ilda Figueiredo, *au nom du groupe GUE/NGL*. – (PT) Il est grand temps que les dirigeants de l'Union européenne reconnaissent le rôle qu'eux aussi ont joué dans la grave crise sociale qui secoue l'Europe et le monde. C'est là une conséquence de la crise financière et économique, qu'ils ont facilitée en déréglementant les marchés financiers et commerciaux et en imposant des accords de libre-échange avec les pays tiers, sans tenir compte des intérêts des travailleurs ou du public.

La hausse du chômage et du travail précaire ou mal rémunéré augmente la pauvreté, et est une conséquence directe des politiques néolibérales et de la crise du capitalisme. L'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques estiment que le chômage n'a pas encore atteint son apogée dans les pays industrialisés, et que bientôt, plus de 200 millions de travailleurs pourraient

se voir précipités dans une extrême pauvreté. Cela signifie que le nombre de travailleurs pauvres pourrait atteindre 1,5 milliard, les femmes et les jeunes étant les plus touchés.

Il est temps de mettre un terme à la régression des droits sociaux et du travail à laquelle nous sommes en train d'assister. Il faut que les emplois de qualité, accompagnés de droits, deviennent une priorité et se conformer, à tout le moins, aux conventions de l'OIT. Sans la création de nouveaux emplois assortis de droits, il ne sera pas possible de sortir de cette crise.

Kinga Göncz (S&D). – (HU) Je pense que nous sommes tous très heureux que les ministres de l'emploi et des affaires sociales se réunissent maintenant au sommet du G20, et qu'ils aient ainsi acquis un rang égal à celui des ministres des finances, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Il semble qu'il ait fallu une crise économique pour que l'on puisse évoquer des mesures économiques mondiales, non seulement en ce qui concerne l'économie et les finances, mais également dans le domaine des questions sociales et de l'emploi. Cela est particulièrement important aujourd'hui, alors qu'il semble que les pressions économiques de la crise se résorbent, tandis que le chômage et la pauvreté continuent de progresser. Nous savons que cela aura des conséquences à long terme, du point de vue social mais aussi politique. Partout dans le monde, ce phénomène va de pair avec l'extrémisme, qui représente lui aussi une menace à long terme.

Il est important que les ministres de l'emploi et des affaires sociales élaborent des politiques sectorielles à même de remédier à la situation de l'emploi et de réduire la pauvreté. Permettez-moi de donner un exemple concret, qui a été mentionné à l'occasion du sommet du G20, celui de l'instrument de micro-finance, qui accroît non seulement la cohésion sociale, mais aussi l'auto-suffisance, et peut, pour cette raison également, revêtir une certaine importance. Il est cependant regrettable que le Parlement ne puisse pas adopter une position et présenter celle-ci à la réunion du G20, mais doive se contenter de transmettre nos messages verbaux. Toutefois, je crois que même cela est déjà plus important que tout ce que nous avons fait par le passé.

Elizabeth Lynne (ALDE). – (EN) Madame la Présidente, comme nous le disons tous, la crise financière a très durement touché les gens ordinaires.

C'est pourquoi nous devons faire en sorte que cette réunion des ministres de l'emploi du G20 – la première, comme il vient d'être dit – produise des résultats positifs. J'espère seulement que nous aurons ces résultats positifs. Je suis heureuse qu'ils ne se concentrent pas uniquement sur le secteur financier, mais qu'ils se penchent aussi sur les répercussions sociales pour les personnes.

Nous savons qu'il existe un chômage record dans de nombreux pays à travers le monde. Nous devons examiner le moyen adéquat de ramener les gens au travail, en leur procurant des emplois véritables. Les programmes de formation, par exemple, doivent être appropriés en vue de couvrir vraiment les besoins du moment. Nous devons tenter d'identifier les meilleures pratiques des pays qui ont déjà mis en place des mesures diverses, et essayer d'étendre ces mesures à d'autres pays, pour tenter d'aider les plus marginalisés dans la société. Du travail a été accompli dans ces autres pays, alors pourquoi ne pas apprendre de ces pays?

Nous devons veiller à ce que les conventions fondamentales de l'OIT soient effectivement mises en œuvre. Nous devons veiller à ce que la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées soit appliquée. Nous devons faire en sorte que ceux qui ne sont pas protégés à l'heure actuelle le soient à l'avenir.

Thomas Händel (GUE/NGL). – (DE) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs, le sommet du G20 à Pittsburgh a fourni un bon modèle. Il a exigé des plans de relance économique afin de promouvoir le travail décent, ce qui contribuera à la sécurité et à la création d'emplois, et il a fait de la croissance de l'emploi une priorité.

J'appelle donc les ministres européens du travail à insister pour que les membres du G20, d'une part, ne reviennent pas sur leurs plans de relance économique, mais travaillent plus intensivement et dans une plus large mesure en vue de créer des emplois; d'autre part, pour qu'ils travaillent à garantir des emplois à temps partiel financièrement sûrs afin de prévenir la perte d'emplois; troisièmement, pour qu'ils favorisent les investissements publics pour la création d'emplois et la croissance écologique durable et quatrièmement, pour qu'ils renforcent et étendent les mesures de sécurité sociale afin de permettre l'accès à ces mesures. Cela permettra également de préserver le pouvoir d'achat au sein du marché intérieur, ainsi que l'emploi, et aidera à lutter contre la pauvreté. La coopération avec les partenaires sociaux est apparemment très importante aux yeux des ministres du travail européens en vue de renforcer le dialogue social dans une mesure encore plus importante que ne le souhaite M. le commissaire.

Sylvana Rapti (S&D). – (EL) Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, le 20 avril à Washington, nous assisterons à une première: pour la première fois, les ministres de l'emploi des 20 régions les plus riches de la planète vont tenir une conférence. Il faut que la voix de l'Europe se fasse entendre haut et fort. Quatre millions et demi d'emplois risquent d'être perdus en Europe au cours des trois prochaines années, et cela va affecter la croissance, nuire à la cohésion sociale et provoquer des troubles sociaux.

Créer des emplois doit être une priorité pour l'Europe. Des objectifs réalistes, précis, quantifiables, tant à long terme qu'immédiats, doivent être fixés de toute urgence. Il faut de toute urgence que nous puissions sauvegarder le travail décent pour les citoyens européens. Il faut de toute urgence que nous puissions sauvegarder les droits des travailleurs en termes d'emploi et de pensions.

Nous sommes sur le point d'oublier une évidence: le fait que le travail est un levier de la croissance. Je pense qu'il nous faut en définitive comprendre que nous ne pouvons pas parler de politique économique sans garder constamment à l'esprit le paramètre de l'emploi.

Je voudrais terminer en disant qu'autrement, au lieu de parler du Conseil des ministres de l'emploi, nous parlerons d'un Conseil des ministres du chômage.

Patrick Le Hyaric (GUE/NGL). – Madame la Présidente, il n'y aura pas, à mon avis, de solution durable au chômage et au sous-emploi si l'on n'inverse pas les logiques actuelles, qui privilégient le capital sur le travail, et si l'on n'instaure pas une nouvelle répartition des richesses qui implique une augmentation des salaires, des niveaux de protection sociale et des allocations minimales. C'est ce qui permettra une relance durable riche en emplois. Le progrès social est la condition pour sortir de la crise économique et non l'inverse.

Le G20 devrait inciter à mobiliser le secteur bancaire international pour un crédit sélectif qui servirait l'emploi, les investissements créateurs d'emplois et promoteurs d'une nouvelle économie favorable à l'environnement.

En même temps, les mouvements de capitaux spéculatifs devraient être taxés pour être réorientés vers la lutte contre la pauvreté.

Je propose de faire mettre à l'étude et à l'expérimentation un système de sécurité sociale professionnelle et de formation pour les métiers de demain, combiné avec le développement de la recherche publique, indispensable à une nouvelle économie durable et soutenable.

PRÉSIDENCE DE M. RAINER WIELAND

Vice-président

Silvia-Adriana Țicău (S&D). – (RO) Les dirigeants du G20 ont établi en septembre 2009 à Pittsburgh que la principale priorité, dans les plans de relance économique, doit être de préserver les emplois existants et d'en créer de nouveaux.

En dépit des prévisions du Fonds monétaire international, qui font état d'une croissance économique de 3%, les prévisions de l'OCDE et de l'OIT indiquent que le taux de chômage continuera d'augmenter rapidement, et ce jusqu'au premier semestre 2011.

La crise économique et financière a durement frappé les entreprises européennes, sans parler, par voie de conséquence, du budget des États membres.

Les ministres du travail et des affaires sociales du G20 doivent demander que l'aide accordée aux entreprises en difficulté soit reconduite, en raison de la crise économique, jusqu'à ce que le taux de chômage recommence à baisser.

Je crois en outre que ces ministres doivent trouver des mesures pour soutenir à la fois les fonctionnaires et les employés rémunérés à l'aide de fonds publics, tels que les enseignants et les médecins, qui perdent leur emploi à cause de la réduction des budgets alloués aux établissements publics.

Zigmantas Balčytis (S&D). – (LT) Il faut saluer le fait que pour la première fois, les ministres du travail et de l'emploi se réunissent au G20. Lors du sommet des dirigeants du G20 de 2009, à Pittsburgh, les dirigeants des différents pays sont convenus de ce que, dans les plans nationaux de relance économique, l'accent devait être placé sur le maintien des emplois et la création d'emplois. Toutefois, depuis ce sommet, la situation s'est dégradée, tant dans l'Union européenne qu'à l'échelle mondiale. Dans certains États membres, le nombre des chômeurs, qui augmente tous les jours, a atteint un niveau critique et les plans de gestion de crise de certains gouvernements nationaux aggravent encore sensiblement la situation des gens, puisque les pensions et

d'autres garanties sociales importantes sont actuellement réduites. Les petites et moyennes entreprises ferment en masse. Je pense que la principale priorité du sommet du G20 devrait être un accord sur des mesures concrètes visant à stabiliser le taux de chômage, car la désillusion et les craintes de la population ne contribueront pas à une reprise économique rapide de nos pays.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). – (LT) Tout d'abord, je me réjouis vraiment du fait que pour la première fois au G20, les ministres des pays les plus puissants du monde, les ministres du travail et de l'emploi, se réuniront pour discuter des problèmes les plus importants; en d'autres termes, de la façon de surmonter le chômage et de faire progresser l'emploi. En fait, cette réunion se tiendra dans un environnement très difficile, étant donné qu'environ 5,5 millions de jeunes sont sans travail dans la seule Union européenne. Le nombre de chômeurs de longue durée est également en constante augmentation. Cette semaine, dans mon pays, la Lituanie, 300 000 personnes étaient inscrites au chômage. Mon pays n'a jamais connu cela auparavant, au cours des 20 années de son indépendance. Par conséquent, il est très important qu'une fois réunis, les ministres des pays les plus puissants définissent les mesures concrètes qui doivent être prises pour que la population des pays de l'UE ait non seulement un travail, mais un travail convenable, un travail de qualité et payé décemment, grâce auquel chacun pourra gagner sa vie et échapper à la pauvreté. J'espère donc que des décisions concrètes de ce type seront prises lors de cette réunion.

László Andor, membre de la Commission. – (EN) Monsieur le Président, je suis heureux que ce débat sur la réunion des ministres du travail et de l'emploi à Washington ait eu lieu aujourd'hui, car celle-ci ne sera pas le seul sommet où la voix des membres du Parlement se fera entendre sur un sujet aussi important. Il y a un autre sommet qui se tiendra bientôt et à l'occasion duquel on devrait également entendre ce que vous avez dit aujourd'hui: je pense au sommet qui se tient demain à Bruxelles, et qui a la possibilité de soutenir l'agenda «Europe 2020» avec un pilier inclusif fort et des initiatives phares visant à stimuler l'emploi et à réduire la pauvreté, ainsi qu'avec l'inclusion d'objectifs sérieux au sein de cette stratégie.

Nous devons être conscients de la gravité de la crise à laquelle l'économie mondiale a dû faire face ces deux dernières années, et il ne s'agit pas seulement de détérioration des statistiques. Je suis entièrement d'accord avec M^{me} Göncz pour dire que nous devons aussi apprécier à sa juste valeur le risque politique, le risque que cette crise représente pour la civilisation européenne.

J'espère aussi que les dirigeants qui se réuniront demain comprendront cela et tireront des conclusions très responsables de cette situation, faute de quoi il serait très difficile de défendre les valeurs européennes dans le monde, il serait très difficile de défendre avec crédibilité l'engagement que nous avons pris de lutter contre le chômage et la pauvreté dans le cadre du G20.

Le fait que les ministres du travail se réunissent dans le cadre du G20 représente un grand pas en avant. Il reste encore à voir si nous nous sommes libérés de l'obligation d'y associer les ministres des finances, mais il est très important que cette étape ait été franchie, et nous avons la possibilité d'échanger des expériences et des points de vue.

Il est vrai que la crise financière a d'abord été traitée par les gouvernements, et le pouvoir financier des États s'est concentré sur la stabilisation du secteur bancaire. Les banques ont été recapitalisées et la stabilité financière s'est vu accorder la priorité.

À présent, nous devons accorder la priorité à la création d'emplois. Nous devons accorder la priorité à une stratégie de sortie qui ne nuira pas aux emplois existants et ne portera pas atteinte à la capacité d'investissement. Par conséquent, nous devons d'abord prendre la décision de mettre de l'ordre au niveau financier, de rétablir la stabilité et d'éliminer les pressions qui poussent les gouvernements des États membres à pratiquer les coupes abusives qui mettent à mal le secteur social et l'emploi.

Je suis entièrement d'accord pour dire que l'OIT est la pierre angulaire de la production de normes, et il est capital de faire référence à celles-ci dans le débat international. C'est pour nous un moyen solide d'avancer dans le domaine de l'emploi et des relations sociales.

Le contexte du G20 est une excellente occasion de nous relier aux discussions qui se tiennent dans le monde extérieur, et il nous connecte non seulement aux discussions portant sur les relations de travail, mais aussi sur la réglementation financière et sur des questions telles que la taxe sur les transactions, qui sont examinées avec plus d'audace dans d'autres parties du monde et mériteraient parfois une attention plus sérieuse à l'intérieur de l'Union européenne.

Je suis donc reconnaissant pour les commentaires que j'ai entendus, et pour les messages que je pourrai transmettre à d'autres partenaires dans le groupe du G20.

Le Président. – Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 149)

Ádám Kósa (PPE), par écrit. – (HU) À mon avis, il est essentiel de reconnaître que les décideurs d'aujourd'hui ne sont pas en phase avec l'évolution du monde, de l'économie et de la technologie: bientôt, même une entreprise du secteur de l'énergie sera en mesure de planifier à plus longue échéance que les acteurs politiques internationaux. Malheureusement, il est manifeste que l'actuelle stratégie «UE 2020» ne reconnaît pas cette réalité. L'Union européenne doit regarder plus loin et doit également être prête à consentir des sacrifices dans l'intérêt d'une société plus durable. Nous devons nous concentrer de plus en plus sur les infrastructures et la création d'emplois plutôt que sur une consommation croissante qui s'appuie sur les importations. Le libre-échange inconditionnel détruit de manière scandaleuse les emplois, ruine l'environnement, met en danger la santé des consommateurs et accroît les obstacles à l'accessibilité, dans le seul but de garantir le prix d'un produit ou d'un service. Nous ne pouvons pas revenir aux extrêmes de l'époque du capitalisme sauvage – le monde d'Oliver Twist! Dans le cas contraire, la Stratégie «UE 2020», tout comme la stratégie de Lisbonne, se soldera par un échec.

20. Lutte contre la tuberculose (débat)

Le Président. – L'ordre du jour appelle la déclaration de la Commission sur la lutte contre la tuberculose.

John Dalli, membre de la Commission. – (EN) Monsieur le Président, à l'occasion de la Journée mondiale de la tuberculose, je voudrais souligner l'engagement de la Commission de lutter contre les défis posés par cette maladie.

Nous pensions que nos succès des dernières décennies avaient permis d'éliminer les menaces liées à ce problème sérieux de santé publique. Cependant, nous avons fait l'erreur de baisser la garde et, pendant trop longtemps, nous ne nous sommes plus préoccupés de la tuberculose. En 2008, le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies a recensé quelque 83 000 cas et près de 6 000 décès causés par la tuberculose dans l'Union européenne et dans les pays de l'AELE. Cela équivaut à environ 16 décès par jour. Ce chiffre est tout simplement inacceptable et demande une action de la part de tous les secteurs et parties prenantes concernés. Il est d'autant plus inacceptable que la tuberculose est une maladie évitable et curable qui ne devrait pas avoir des conséquences aussi dramatiques.

La tuberculose est une question intersectorielle liée à certain nombre de défis de santé publique auxquels l'Union européenne est confrontée, comme la propagation de la résistance aux antimicrobiens, l'absence de nouveaux outils efficaces pour diagnostiquer et traiter la maladie, la forte hausse du nombre de co-infections, avec le VIH par exemple, ainsi que les inégalités, les groupes les plus vulnérables étant touchés de manière disproportionnée.

Au cours de ces dernières années, la Commission a lancé un certain nombre d'initiatives pour renforcer notre capacité de lutte contre la tuberculose. En 2000, la tuberculose a été incluse dans la liste des maladies prioritaires à placer sous surveillance dans l'ensemble de l'UE. Dans ce contexte, la Commission a soutenu plusieurs projets qui ont contribué à améliorer la coordination de la surveillance de la tuberculose dans les 53 pays de la région européenne de l'OMS. Ces actions ont permis de renforcer nos connaissances partagées et d'améliorer le suivi de la situation épidémiologique. Par ailleurs, par ses programmes-cadres de recherche, la Commission soutient également le développement de nouveaux traitements, vaccins, médicaments et outils de diagnostic afin de lutter contre la tuberculose. Depuis 2002, ce sont plus de 124 millions d'euros qui ont été alloués à ces efforts. Mais comme la tuberculose ne s'arrête pas aux frontières, il nous faut également soutenir les pays situés en dehors de l'Union européenne.

La Commission aide les pays en développement à mettre en œuvre leurs programmes de contrôle de la tuberculose au moyen du Programme européen d'action pour la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose par une action externe (2007-2011). Ce soutien financier est principalement acheminé via le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, auquel la Commission a contribué à hauteur de 870 millions d'euros depuis 2002, avec une contribution annuelle équivalant à 100 millions d'euros depuis 2008. La Commission soutient en outre des essais cliniques et des activités de renforcement des capacités en Afrique subsaharienne dans le cadre du partenariat entre les pays européens et en

développement sur les essais cliniques (EDCTP). Enfin, la création du Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies nous a permis de porter nos efforts à un niveau supérieur.

En mars 2007, à la demande de la Commission, le Centre a élaboré un plan d'action pour combattre la tuberculose dans l'UE. Celui-ci recense les principaux défis intersectoriels que nous devons relever dans le cadre de la prévention et du contrôle de la tuberculose et dans nos efforts visant à renforcer la surveillance épidémiologique: garantir que chacun puisse bénéficier rapidement d'un traitement efficace contre la tuberculose, élaborer de nouveaux outils de diagnostic et de traitement, alléger la charge que représente la tuberculose et réduire le risque de coïnfection avec le VIH, ainsi que résoudre le problème de la résistance croisée aux antibiotiques.

Cependant, la Commission ne peut relever ce défi à elle seule. Nous avons besoin du soutien de la société civile pour atteindre les personnes les plus vulnérables, mais aussi d'un engagement fort de la part des États membres. Sans eux, nous ne pourrions atteindre notre objectif de soutenir la lutte contre cette maladie au niveau mondial.

Elena Oana Antonescu, *au nom du groupe PPE*. – (RO) «La cause de décès à l'ère de l'antibiotique»: c'est le surnom qu'un groupe de chercheurs a donné à la tuberculose, ce mot que bon nombre d'entre nous pensaient disparu du langage courant, mais qui désigne une maladie qui tue encore un grand nombre de personnes.

La tuberculose est la septième cause de décès dans le monde. Malheureusement, la période actuelle est marquée par la croissance du nombre de cas impliquant un type de tuberculose résistant au traitement habituel.

En 2008, on a recensé, au niveau mondial, 9,4 millions de nouveaux cas de tuberculose et 1,8 million de décès. Chaque seconde, une personne quelque part dans le monde contracte la maladie.

Il est bon que ces chiffres soient énoncés très clairement dans un forum important de l'Union européenne, afin que nous puissions tous réaliser que cette maladie ravage encore nos sociétés et tue un grand nombre de citoyens européens.

Je viens d'un pays qui, malheureusement, occupe l'une des premières places de ce triste classement du nombre de cas dans l'Union européenne.

Bien que nous constations une légère tendance à la baisse ces dernières années et une augmentation du pourcentage de personnes ayant pu être guéries de la variante pharmacorésistante de la tuberculose, les chiffres absolus demeurent alarmants et reflètent une réalité tragique.

Nous devons mener un combat cohérent, intégré et le mieux planifié possible afin de garder ce fléau sous contrôle. Nous devons poursuivre, au niveau de l'Union européenne, les travaux que nous avons entamés pour veiller à renforcer, dans tous les États membres, le niveau de dépistage des maladies, le niveau d'accès à un traitement adéquat, la qualité du suivi du traitement et la qualité des soins médicaux dispensés aux patients.

Il faut également que tous les gouvernements prennent conscience de l'importance que revêt cette lutte et travaillent main dans la main avec les partenaires sociaux, de la manière la plus efficace possible, afin de réduire le nombre des Européens souffrant de cette maladie dont nous pensions qu'elle avait été éradiquée au cours des siècles précédents.

Par dessus tout, nous devons mener cette bataille ensemble, comme une famille, en allant au-delà de nos différences et en unissant nos forces pour surmonter ce problème.

Parce qu'au final, nous sommes l'Union européenne et que notre force réside dans notre unité.

Åsa Westlund, *au nom du groupe S&D*. – (EN) Monsieur le Président, de nos jours, personne ne devrait décéder de la tuberculose.

(SV) C'est ce que Ban Ki-moon a déclaré aujourd'hui, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose.

Il a évidemment raison. Néanmoins, de très nombreuses personnes dans le monde décèdent encore de cette maladie, en particulier chez les jeunes et les pauvres. C'est pourquoi nous devons augmenter notre contribution au fonds mondial qui est responsable d'une grande partie des travaux réalisés en vue de lutter contre la tuberculose, le paludisme et le VIH dans les régions les plus pauvres de la planète.

Cependant, comme l'a souligné le commissaire, en Europe aussi, des gens meurent de la tuberculose. Nous devons renforcer notre coopération pour stopper la propagation de la tuberculose multirésistante et trouver des traitements efficaces susceptibles d'atteindre tous les groupes vulnérables de la société.

Le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies, qui est situé à Solna en Suède, a un rôle très important à jouer à cet égard, et je suis ravie que la Commission se soit fixé pour priorité de venir ici aujourd'hui afin de débattre de ce thème crucial.

Charles Goerens, au nom du groupe ALDE. – Monsieur le Président, le progrès de la médecine n'a pas encore eu raison de la tuberculose. Aussi la considère-t-on à tort comme une maladie des pays pauvres. C'est sous-estimer la façon dont elle progresse, notamment en Europe centrale et orientale.

À vrai dire, aucun pays n'est à l'abri de cette maladie redoutable, vieille de plusieurs millénaires. De plus, les souches multirésistantes laissent subsister peu d'espoir de venir à bout de ce fléau à court terme. La nécessité de lutter sur plusieurs fronts par la prévention, le suivi médical, la recherche et la vulgarisation des mesures de précaution et d'hygiène nous invite à agir de façon coordonnée et déterminée. Bref, il faut sans cesse pouvoir s'appuyer sur les meilleures stratégies possibles en la matière.

Quant au financement des mesures, il y a lieu de distinguer entre deux cas de figure. D'abord, dans nos pays, les systèmes de sécurité sociale devraient, en principe, être en mesure d'assurer une couverture médicale suffisante. Par contre, les malades dans les pays en développement restent tributaires de la solidarité qui, depuis 2002, s'est matérialisée de façon exemplaire dans le cadre du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Si l'on veut atteindre l'objectif de réduire de moitié l'impact de la tuberculose entre 2000 et 2015, il va falloir se prononcer pour l'un des trois scénarios avancés par le président du Fonds mondial, M. Michel Kazatchkine.

J'aimerais demander à la Commission sur lequel des trois scénarios elle se fonde pour faire des propositions à nos États membres pour ce qui est du financement, à l'avenir, du Fonds de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Maria Da Graça Carvalho (PPE). – (PT) La Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, qui se tient aujourd'hui, est l'occasion d'appeler au renforcement du dialogue politique et de l'implication des gouvernements et de la société civile dans cette cause.

Dans l'Union européenne, le nombre de cas de tuberculose tend à se réduire. Au Portugal également, on a assisté à une réduction marquée, mais le taux d'incidence est encore supérieur à la moyenne de l'UE. Cette réduction est liée aux bons résultats du plan national de lutte contre la tuberculose. Dans certains pays, cependant, on a observé récemment une résurgence de la maladie.

Les différents plans d'action mis sur pied par la Commission européenne constituent un pas dans la bonne direction. Je voudrais rappeler le partenariat établi entre l'Europe et certains pays en développement pour la réalisation d'essais cliniques. Le soutien du programme-cadre de recherche et de développement technologique est également important dans le domaine des sciences de la vie. Il est indispensable de renforcer le rôle de la recherche clinique et scientifique dans la lutte contre la tuberculose. Il est donc essentiel de poursuivre les travaux afin de découvrir de nouveaux instruments, plus efficaces, pour combattre cette maladie et créer des technologies innovantes de diagnostic, des médicaments et des vaccins.

C'est pourquoi j'appelle la Commission et les États membres à unir leurs forces et à intensifier leurs efforts pour lutter contre la tuberculose, afin que nous puissions enfin contrôler et éradiquer cette maladie.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). – (LT) Nous devons lutter contre la tuberculose, car chaque année, de nombreuses personnes dans le monde meurent de cette maladie et près d'une personne sur trois est infectée. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que la tuberculose est la maladie infectieuse la plus répandue au monde et qu'elle est étroitement liée aux problèmes sociaux et économiques, autrement dit la pauvreté, le chômage, l'alcoolisme, la toxicomanie et le VIH/sida, ainsi que le mauvais fonctionnement des systèmes de santé dans les pays pauvres et le diagnostic tardif. Afin de combattre ces facteurs qui favorisent la tuberculose, la Commission et les États membres de l'Union européenne doivent agir rapidement et de manière concrète afin d'adopter des mesures communes pour lutter contre cette terrible maladie, instaurer un dialogue politique conjoint à propos du soutien financier et adopter un plan d'action commun pour combattre la maladie.

Bien que la tuberculose figure sur la liste des maladies prioritaires, la lutte contre cette maladie ne bénéficie pas encore d'un financement suffisant. Par conséquent, nous devons réexaminer les dotations budgétaires

allouées à ce programme d'action. Je vous demande également d'encourager les investissements dans la recherche scientifique visant à lutter contre la tuberculose.

Olga Sehnalová (S&D). – (CS) Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, qui nous offre l'occasion de souligner qu'en dépit des progrès réalisés jusqu'à présent dans la lutte contre cette maladie, la tuberculose demeure un problème mondial sérieux. Plus de 2 milliards de personnes sont infectées par le bacille de la tuberculose et 10 % de ces personnes souffrent de la forme active de la maladie.

L'incidence de la tuberculose et, en particulier, les différences au niveau du traitement et du suivi de la maladie, sont liées aux différentes conditions socio-économiques prévalant dans les différentes régions, mais aussi dans les différents groupes sociaux. Un diagnostic précoce de la tuberculose et un traitement efficace de la maladie, en d'autres termes, un traitement ininterrompu, d'une durée suffisante et accompagné d'un suivi approprié sont des conditions sine qua non pour réduire le risque de propagation d'une résistance au traitement et de développement des souches multirésistantes de la TBC, dont le traitement coûte extrêmement cher et est difficile à obtenir dans de nombreux pays. Il convient également d'adapter les systèmes de santé et les pratiques au jour le jour, y compris en ce qui concerne le suivi de la maladie dans les groupes à risques, mais aussi la mise à disposition d'un personnel de santé qualifié et d'équipements adéquats.

L'OMS estime qu'au cours des 10 prochaines années, il faudrait consacrer 44,3 milliards de dollars US à la lutte contre la tuberculose au niveau national, mais que, pourtant, à peine la moitié de cette somme sera disponible. Il faut donc que l'UE unisse ses forces à celles de l'OMS et de chaque pays, de concert avec leurs systèmes de santé respectifs, et fasse de la lutte contre la tuberculose l'une des priorités de l'aide au développement apportée aux pays tiers.

John Dalli, membre de la Commission. – (MT) C'est avec beaucoup de plaisir et d'intérêt que j'ai écouté les interventions des députés. Je voudrais les assurer que la Commission prend cette maladie très au sérieux et qu'elle accorde beaucoup de poids à ce qui a été dit aujourd'hui. Nous sommes déterminés à atteindre nos objectifs afin de contrôler la tuberculose. Ce type de discussion est particulièrement important pour placer cette maladie au centre de l'attention. La contribution et le soutien du Parlement européen à nos efforts sont essentiels pour combattre cette maladie dans l'Union européenne ainsi que dans les autres pays.

Le Président. – Le débat est clos.

Déclaration écrite (article 149)

Nessa Childers (S&D), par écrit. – (EN) Bien que beaucoup considèrent la tuberculose comme une maladie du XIX^e siècle et parlent d'elle au passé, celle-ci continue d'exercer un impact important, que ce soit de manière directe ou indirecte, sur la vie de centaines de milliers d'agriculteurs européens chaque année. Bien que sa forme humaine ait pu être contenue dans la plupart des pays de l'UE depuis la moitié du XX^e siècle, la maladie continue de décimer les cheptels et affecte, chaque année, 5 % des troupeaux de bovins dans ma circonscription de l'Est de l'Irlande.

J'ai récemment reçu une lettre d'un producteur laitier du comté de Westmeath, dont le troupeau de vaches laitières, qui avait d'ailleurs reçu plusieurs prix, avait été totalement anéanti depuis qu'il avait découvert un premier cas de tuberculose dans son exploitation il y a moins d'un an de cela. Il avait découvert cette maladie transmise par les blaireaux en juin, alors qu'il s'apprêtait à partir deux semaines en vacances, et a perdu depuis 64 des 82 animaux qui composaient son cheptel.

Bien que la tuberculose humaine ait récemment été prise à bras le corps par l'UE, la forme bovine de cette maladie, qui entraîne des pertes de revenus équivalant à plusieurs millions d'euros chaque année, devrait être sérieusement examinée pendant que nous élaborons la future législation relative à cette maladie.

21. Les effets de la crise financière et économique mondiale sur les pays en développement et sur la coopération au développement (brève présentation)

Le Président. – L'ordre du jour appelle une brève présentation du rapport d'Enrique Guerrero Salom, au nom de la commission du développement, sur les effets de la crise financière et économique mondiale sur les pays en développement et sur la coopération au développement (COM(2009)0160 – 2009/2150(INI)) (A7-0034/2010).

Enrique Guerrero Salom, *rapporteur*. – (ES) Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, la crise financière et économique produit ses effets les plus amers et les plus sévères sur les pays émergents et en développement, en particulier ceux à faibles revenus. Cette crise a ralenti la croissance soutenue qui était apparue dans bon nombre de ces pays au cours de la dernière décennie, une croissance économique qui créait de l'emploi, contribuait à l'assainissement des finances publiques, favorisait la réduction de la dette extérieure, encourageait l'expansion des activités commerciales et permettait en outre d'obtenir une aide publique au développement plus importante.

Déjà pourtant, ces pays n'avaient pas été épargnés pendant les années précédant la crise. Ils ont traversé une crise alimentaire, qui a mis en péril la survie de centaines de millions de personnes, puis une crise énergétique, qui a conduit à l'épuisement de nombreuses ressources présentes dans les pays qui ne produisent ni gaz, ni électricité et enfin, la crise climatique, dont les effets sur les récoltes et les infrastructures sont encore plus désastreux dans les pays les plus pauvres.

La crise financière n'a fait qu'aggraver la situation déjà fragile dans laquelle ces pays se trouvaient. Comme la Commission européenne l'a elle-même souligné, après avoir touché les pays en développement et les pays émergents, la troisième vague de la crise financière a dévasté les pays les plus pauvres, transformant cette crise, en principe économique, en une crise de développement, sociale et humanitaire.

En réalité, tous les secteurs d'activité de ces pays ont été ravagés. La croissance économique, qui, en 2009, sera bien inférieure à celle des années précédentes, a été anéantie. Les échanges ont diminué, ce qui affaiblira la balance des paiements courants de ces pays. Les investissements étrangers sont en déclin et l'accès de ces pays au financement international s'est réduit. En outre, nous constatons de plus en plus souvent une réaction protectionniste de la part des pays développés.

Dans le même temps, les envois de fonds par les migrants ont diminué et l'aide publique au développement a également été réduite. Par conséquent, des centaines de millions de personnes sont venues grossir les rangs des pauvres, et des centaines de milliers d'enfants sont condamnés à un décès précoce sur des continents tels que l'Afrique.

Face à cette réalité, la voix européenne doit se faire entendre pour nous obliger à respecter les promesses que nous avons faites en matière d'aide publique au développement, à trouver de nouvelles ressources pour aider ces pays, à alléger les charges et les taxes sur les émigrants, à résister aux tentations protectionnistes et à soutenir le cycle de Doha, à agir contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale, et à travailler en vue d'instaurer un moratoire ou une annulation de la dette pour les pays les plus pauvres.

En tant que rapporteur, j'ai cherché à obtenir, dans ce rapport, le meilleur compromis possible et j'ai accepté, par voie de négociation, des amendements déposés par tous les groupes parlementaires. J'ai toutefois l'intention de présenter demain un amendement oral à la section 34 de ce rapport, dans le but de recueillir encore plus de votes en faveur d'un principe qui me semble indispensable: que la voix européenne soit unie et forte en ce qui concerne l'aide aux pays en développement.

John Dalli, *membre de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord féliciter le rapporteur pour son rapport très complet.

Comme il l'a très justement souligné dans ce document, les pays en développement ont été touchés bien plus durement que ce qui avait été prévu initialement. En réalité, ils ont été touchés de multiples manières: par l'envolée des prix des produits de base, le déclin des recettes des exportations et des revenus du tourisme, ainsi la diminution des flux de capitaux et des envois de fonds. La plupart de ces pays ont pour point commun une hausse des besoins en financement.

De nombreux pays en développement ont été obligés de réduire leurs dépenses sociales (notamment dans le domaine de la nutrition, de la santé et de l'éducation), ce qui a eu de graves conséquences au niveau social et politique et risque non seulement de compromettre la réalisation des OMD d'ici 2015 mais aussi d'anéantir les progrès enregistrés ces dernières années. Même si les premiers signes de relance commencent à apparaître au niveau mondial, les pays en développement, et notamment ceux d'Afrique subsaharienne, continueront toutefois d'accuser un retard important.

L'UE a fait preuve d'autorité et d'unité en élaborant une réponse commune à la crise dans le cadre de la réponse adoptée au niveau mondial, à savoir au sein des Nations Unies, du G20 et du G8. Nous avons agi de manière rapide et efficace afin de traduire nos promesses en engagements concrets pour aider les pays en développement à faire face à la crise.

Au printemps dernier, l'UE a adopté un ensemble de mesures globales, opportunes, ciblées et coordonnées pour atténuer l'impact humain de la crise, stimuler la croissance dans les pays en développement et protéger les plus vulnérables.

La réponse de l'UE englobe non seulement la réponse communautaire, mais aussi celles des différents États membres de l'UE (leurs réponses bilatérales respectives, ainsi que leurs contributions aux ressources des institutions financières internationales telles que requises par le G20). Par ailleurs, une collaboration étroite avec la Banque mondiale et le FMI nous a permis d'assurer la cohérence de nos analyses respectives et la complémentarité de notre assistance.

Comme souligné dans le rapport, la Commission a instauré et est en train de mettre en œuvre un mécanisme ad hoc à court terme très concret, intitulé «Vulnerability FLEX», visant à soutenir les pays les plus vulnérables et les moins résistants en vue de leur permettre de maintenir les dépenses prioritaires, notamment dans les secteurs sociaux.

D'autres mesures incluent des réaffectations à la suite d'examens ad hoc par pays et de l'examen à mi-parcours du 10^e Fonds européen pour le développement; l'aide dans le cadre du mécanisme FLEX traditionnel; un versement anticipé de l'aide dans la mesure du possible; etc.

L'aide publique au développement (APD) a joué et continuera de jouer un rôle essentiel pour soutenir les efforts de nos partenaires face à la crise. Dans ce contexte, la Commission salue l'engagement du Parlement européen d'exhorter les États membres à respecter leur objectif de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'APD d'ici 2015. D'autres bailleurs de fonds devraient se fixer des objectifs ambitieux similaires et nous devons appeler l'ensemble de la communauté des donateurs à honorer leurs engagements en termes de volume et d'efficacité de l'aide.

Le 21 avril, la Commission publiera son «paquet annuel du printemps» contenant des propositions aux États membres dans le domaine du développement. Cette année, l'accent sera mis sur les actions qui demeurent nécessaires pour atteindre les OMD. Ce paquet adoptera une approche globale et définira un plan d'action pour accélérer les progrès en direction des OMD. Il donnera également à l'UE l'occasion d'apporter une contribution ambitieuse lors du prochain réexamen des OMD qui sera effectué dans le cadre de la réunion de haut niveau des Nations unies en septembre. Ce faisant, l'UE démontrera la crédibilité de ses engagements et continuera à jouer un rôle de premier plan dans le développement international.

Elena Băsescu (PPE). – (RO) La crise économique et financière a également gravement touché la Moldavie, qui est elle aussi un pays en développement. D'après les estimations du FMI, l'économie de ce pays a reculé de 9 % l'an dernier et le taux de chômage a dépassé le seuil des 6 %. Les investissements directs doivent être encouragés.

Je voudrais souligner que la Moldavie a engagé, pour une période d'un an, neuf conseillers européens de haut rang qui fourniront une assistance aux principaux ministères de Chișinău.

Puisque nous parlons la même langue, nos voisins de l'autre côté du fleuve Prut peuvent bénéficier de l'expertise de la Roumanie dans absolument tous les domaines.

Le coût des transferts de fonds effectués par les émigrants à partir des pays où ils travaillent doit être réduit. L'engagement pris par les dirigeants du G8 de réduire ces coûts de 10 à 5 % au cours des cinq prochaines années constitue un premier pas dans cette direction.

Je voudrais saluer aujourd'hui le soutien financier exceptionnel de 2,6 milliards de dollars US qui a été accordé à la Moldavie pour la période 2011-2013. Un accord en ce sens a été obtenu aujourd'hui par le Premier ministre Vlad Filat pendant la conférence des donateurs à Bruxelles.

Antolín Sánchez Presedo (S&D). – (ES) Monsieur le Président, bien que l'épicentre de la crise ne soit pas situé dans les pays en développement, ces derniers sont ceux qui ont été le plus profondément et le plus gravement touchés par son immense onde de choc.

La contraction du crédit, l'incertitude causée par la dépression et le déclin du commerce international, des flux d'investissement et des envois de fonds des travailleurs émigrants ont été les principaux canaux de propagation d'une crise qui a été précédée d'une grande volatilité dans les prix des produits de base et des denrées alimentaires et qui est survenue dans un contexte d'énormes déséquilibres mondiaux.

Une réponse concertée à la crise doit tenir compte des pays en développement et leur agenda doit former une partie essentielle de la coopération économique mondiale.

Par l'intermédiaire de la commission des affaires économiques et monétaires, nous avons demandé que le Fonds monétaire international examine l'impact de la crise sur les finances publiques des pays en développement dans le cadre du rapport qu'il doit préparer pour la prochaine réunion du G20. Nous avons également demandé à la Commission de présenter une communication dans laquelle elle évaluerait la manière dont une taxe sur les transactions financières pourrait contribuer à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, à corriger les déséquilibres mondiaux et à promouvoir le développement durable.

Je suis ravi que M. Guerrero ait repris ces propositions et je le félicite pour son magnifique rapport.

Olle Schmidt (ALDE). – (SV) Monsieur le Président, je voudrais remercier le rapporteur pour son important rapport.

Je suis convaincu que la meilleure manière de contrer cette crise passe par une libéralisation des échanges et la mondialisation, et non par des mesures protectionnistes. Il est donc essentiel que l'Europe garde ses marchés ouverts pour combattre la récession, stimuler la croissance aussi bien en Europe que dans le monde entier, et, ce faisant, lutter contre la pauvreté.

Dans quelques jours, l'Assemblée parlementaire partiaire ACP-UE se réunira à Tenerife. Mes collègues des pays ACP soulignent fréquemment les problèmes que les produits agricoles subventionnés de l'UE créent sur leurs marchés. Ils ont besoin du commerce, mais notre politique entrave l'établissement de marchés sains pour les produits agricoles dans les pays en développement.

(EN) L'UE a fait preuve d'autorité, a déclaré le commissaire, mais nous pouvons faire bien plus que cela. C'est une question de commerce équitable, Monsieur le Commissaire.

João Ferreira (GUE/NGL). – (PT) Les crises alimentaire, énergétique, climatique, financière, économique et sociale mentionnées dans le rapport ne sont rien d'autre que divers avatars d'une même crise structurelle qui dure depuis des décennies. Dans certaines régions telles que l'Afrique subsaharienne, la richesse par habitant n'a cessé de s'écarter de celle des autres régions du monde de décennie en décennie. En dépit des disparités existantes, les pays en développement possèdent certaines caractéristiques en commun: la dépendance vis-à-vis des exportations d'un nombre réduit de matières premières, un manque de diversification économique, une forte concentration sur l'agriculture, l'énergie et les industries extractives ou le tourisme ainsi qu'une forte présence de capital étranger.

Un modèle d'exportation et de libéralisation progressive du commerce a été imposé à ces pays, en n'hésitant pas à recourir au chantage lorsque cela semblait nécessaire. Comme le prouve le processus de négociation des accords de partenariat économique, cette approche ne fait qu'aggraver la dépendance de ces pays, empêchant toute possibilité de développement endogène. Pourtant, c'est la dette extérieure qui continue à vider les pays en développement de la majorité de leurs ressources. Elle a déjà été remboursée plusieurs fois et pourtant, elle ne fait que s'accroître. Elle a atteint un montant colossal et perpétue la surexploitation de ces pays, maintenant ainsi la nature de leurs relations avec les pays de l'hémisphère Nord. L'annulation de la dette ne serait que justice.

Le Président. – Respecter son temps de parole est aussi une question d'équité.

Andreas Mölzer (NI). – (DE) La plus grande crise économique et financière que nous ayons connue depuis les années 30 a touché durement l'Europe, mais, nous le savons, elle ne s'est pas arrêtée là. Les pays en développement souffrent tout particulièrement des effets de la crise, mais ceux-ci ne disposent pas des mêmes moyens pour y faire face. La spéculation irresponsable, la recherche de profits rapides sans liens avec l'économie réelle, en particulier dans les pays anglo-saxons, ainsi qu'un système financier qui craque à toutes les coutures ont conduit le monde au bord de l'abysse financier.

Une autre cause de la crise est un concept de la mondialisation qui a fait de la déréglementation complète sa première priorité. Les pays européens s'endettent de plus en plus afin de relancer leurs économies. Le plus souvent les pays en développement ne sont pas en mesure de faire la même chose, en raison de leur situation financière déjà précaire. Par conséquent, ceux-ci devraient être autorisés à protéger leur économie nationale de manière plus efficace contre les biens importés qui sont vendus à des prix de dumping et qui détruisent les marchés locaux et les moyens de subsistance de la population locale.

Nous devons donner aux pays en développement une chance de pouvoir sortir de la crise par leurs propres moyens. L'aide au développement traditionnelle peut sans doute être considérée comme un échec. Enfin, nous devons nous attaquer à la racine du problème et imposer des règles strictes sur les marchés financiers, interdire les pratiques spéculatives et instaurer rapidement une taxe sur les transactions financières.

Le Président. – Le débat est clos.

Le vote aura lieu jeudi 25 mars 2010.

Déclarations écrites (article 149)

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), par écrit. – (LT) L'UE a le devoir d'aider les pays en développement à surmonter les difficultés liées à la crise économique mondiale et à la pauvreté, qui n'ont pas été causées par eux.

Il est essentiel que la Commission européenne s'attaque avec détermination à la mise en œuvre d'une réforme de la coopération internationale au développement et qu'avec le Conseil elle améliore la coordination de la coopération bilatérale et multilatérale, parce que les disparités dans ce domaine sont à l'origine du manque d'efficacité de l'aide au développement.

Les pays en développement ont besoin d'aide pour réduire la pauvreté et l'isolement, ainsi que de mesures qui contribuent au développement et à la sortie de crise, en particulier dans la période difficile actuelle.

Pour honorer les engagements importants que nous avons pris, nous devons améliorer notre coordination d'une manière générale, administrer nos actions de manière plus efficace et transparente, et nous efforcer de trouver un accord global entre les principaux fournisseurs d'aide, les pays partenaires, les institutions financières et la société civile.

Dans le cadre de cette action, l'Union européenne doit jouer un rôle de chef de file et agir avec plus de détermination. Pour ce faire, toutes les institutions européennes doivent intensifier leurs efforts et, sur ce point, je crois que le Parlement a été on ne peut plus clair.

Sebastian Valentin Bodu (PPE), par écrit. – (RO) Les pays en développement ont finalement été les principales victimes de la crise financière, malgré les prévisions initiales qui affirmaient que les pays développés seraient les plus touchés. La théorie selon laquelle les pays en développement n'étaient pas suffisamment ancrés dans l'économie mondiale pour être sérieusement affectés par la crise secouant les marchés financiers s'est trouvée infirmée par la réalité. Nous assistons à une intensification de la crise dans de nombreux pays en développement, avec des taux de chômage sans précédents et une croissance exponentielle de la dette publique et des déficits budgétaires. Pendant ce temps, les pays développés qui n'ont pas réellement ressenti l'impact de la crise ou qui ont mis en place des instruments efficaces pour atténuer ses effets ont enregistré une croissance économique, même modeste. La crise économique touche déjà la population de manière directe, puisque le chômage est en hausse dans les pays en développement. Les efforts de relance économique engagés par les États qui continuent à ressentir les effets de la crise pourraient toucher toutes les catégories sociales, puisque les mesures de relance s'accompagnent nécessairement de conséquences douloureuses. Les programmes de financement de l'UE sont les plus complets et les plus inclusifs de tous les systèmes d'aide financière qui existent dans le monde. Les États membres affectés doivent pouvoir bénéficier au mieux des ressources allouées en vue de surmonter les situations qui limitent l'activité économique et ont des ramifications sociales.

Proinsias De Rossa (S&D), par écrit. – (EN) La crise financière et économique mondiale a touché le monde industrialisé de manière si profonde que nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise sociale et de l'emploi. Mais dans les pays les moins développés, ces problèmes, dont ils ne sont pas responsables, viennent s'ajouter aux conséquences des crises alimentaire et climatique qui avaient déjà eu des répercussions dramatiques pour les personnes qui souffrent de la faim, soit un sixième de la population mondiale. En tant que plus grands donateurs d'aides combinées, les États membres de l'UE doivent honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement (APD), améliorer l'efficacité et la coordination de l'aide et intensifier leurs efforts en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015. L'étendue des dommages causés par la spéculation dans le secteur financier démontre l'importance que revêt l'adoption de mesures préventives telles que la taxation des transactions financières et justifie la possibilité de demander un dédommagement au secteur pour les coûts de la crise. Les paradis fiscaux et les centres financiers offshore privant les pays en développement d'une somme équivalant à plusieurs fois l'aide publique au développement qu'ils reçoivent, il serait inacceptable de ne pas agir dans ce domaine.

Siiri Oviir (ALDE), par écrit. – (ET) Bien qu'aujourd'hui, certains États membres de l'UE commencent à entrevoir la fin de la crise économique et financière, nous devons reconnaître que, pour les pays en développement, cette crise - et tous les effets cruels qui l'accompagnent - bat encore son plein. Le développement économique est la clef pour sortir de la crise mondiale actuelle, cela ne fait aucun doute. Cependant, s'il est logique que nous nous efforcions de revitaliser notre économie, nous ne devons pas oublier que la poursuite de la crise dans les pays en développement entrave aussi la croissance économique mondiale et, par conséquent, notre propre développement. Je pense que les États membres de l'Union européenne doivent continuer d'octroyer une aide pour réduire la pauvreté et l'exclusion dans les pays en développement, en l'adaptant continuellement aux nouvelles circonstances et conditions. Compte tenu des effets importants que la crise mondiale a eu sur les pays en développement en particulier, je suis d'accord avec ceux qui disent qu'en dépit de la crise, tous les États membres de l'UE pourraient porter leur aide collective au développement à 0,7 % de leur PNB d'ici 2015. Il est essentiel de prendre des mesures pour promouvoir le développement et nous sortir de la crise dès aujourd'hui, en 2010. Par conséquent, je rejoins ceux qui disent que, dans la situation actuelle, les pays très développés dans l'UE et au-delà devraient prendre des mesures pour réformer la coopération internationale au développement. Nous ne pouvons permettre qu'un manque d'intervention de notre part anéantisse les réalisations achevées précédemment dans les domaines de la pauvreté et de l'exclusion et nous ne pouvons tolérer une situation où, au lieu d'avoir cent millions de personnes vivant dans une pauvreté extrême, comme c'est le cas aujourd'hui, ce chiffre passe à un milliard de personnes.

22. Ordre du jour de la prochaine séance: voir procès-verbal

23. Levée de la séance

(La séance est levée à 23 h 15)